100

EDITOS
DU MARDI

Nous passons d'un monde à l'autre, d'une rive à l'autre.
Nous le savons, et nous l'ignorons à la fois.
Nous le souhaitons, et nous le redoutons.

Le monde change, et nous voulons que rien ne change.
Notre époque est une transition, nous cherchons un nouveau paradigme sans vouloir perdre les acquis du précédent modèle. Nous rêvons du grand soir, en ayant peur du grand saut. Et pourtant nous évoluons, et même considérablement.

Un enfant ne se voit pas grandir, ce sont les autres qui lui disent. Tel cet enfant qui grandit sans le savoir, nous découvrirons un jour, en nous retournant sur nos pas, que nous avons changé d'époque, peut-être même de paradigme. Ce chemin que nous avons du mal à projeter devant nous, nous sommes en train de le parcourir sous nos pas.

Chaque semaine depuis mars 2010, l'éditorial du mardi tente d'apporter un éclairage sur l'époque, ou plutôt de voir comment notre actualité nous éclaire sur nous-mêmes et sur le chemin que nous parcourons.

001

/ 1er mars 2011

LE PROJET S'IL VOUS PLAIT

A l'heure des remaniements successifs et des révoltes des peuples arabes, plus que jamais, la quête est celle d'une double confiance : dans l'avenir, et dans les leaders politiques et économiques, qui doivent le rendre possible.

Nicolas Sarkozy a été un excellent candidat à l'élection présidentielle parce qu'il avait de l'énergie, certes, des idées, aussi, de la sincérité dans l'envie de faire et de faire mieux, sûrement, mais aussi, politiquement et médiatiquement, parce qu'il faisait l'agenda, parce qu'il lançait de nouveaux sujets lorsque les autres commentaient encore les précédents.
Nicolas Sarkozy avait toujours un temps d'avance, il a aujourd'hui souvent un temps de retard. Cette dernière réaction est intéressante et prometteuse avec un trio Juppé-Guéant-Longuet très expérimenté et reconnu, mais qui arrive en réaction quand il aurait été sans doute

préférable de le proposer il y a 3 mois. Sur le fond, un des principaux reproches qui peut être fait en matière de politique gouvernementale, comme en matière de gestion d'entreprises, c'est le manque de vision, de projet stratégique.

Beaucoup d'initiatives certes, beaucoup de réformes, mais pour quelle convergence ? Le plan de relance en son temps s'enorgueillit d'avoir lancé 1000 projets, mais 1000 projets n'en font pas un.

Les temps nouveaux, et les nouveaux médias, s'imposent aux politiques.
Attention toutefois, la gauche ne devrait pas pour autant se réjouir aussi rapidement de ces aléas gouvernementaux. Rien n'est pire en effet que de dévaloriser l'action politique et ses représentants. Et de ce point de vue, la guerre des chefs que se livrent les partis de gauche depuis bien longtemps et qui resurgit avec les primaires socialistes n'est sans doute pas exempte de critiques tant les ego semblent primer sur les projets. Ensuite, les temps changent, et ont bien changé depuis le dernier exercice du pouvoir par la gauche. Estimer qu'aucun ministre de gauche ne serait bousculé demain par la sphère médiatico-facebookienne serait bien présomptueux. Quelles auraient été en 2011 les conséquences de l'affaire du sang contaminé ou des chaussures Berluti de Roland Dumas ?

Les générations spontanées de démocraties ne sont pas programmables.
Quant aux critiques sur la non-anticipation des révoltes des pays arabes, la diplomatie française a certainement commis quelques couacs ces dernières semaines, mais qui peut prédire le jour et l'heure de la révolte des peuples ? Quand elle se révèle, c'est le syndrome trivial pursuit : à l'énoncé de la réponse, tout le monde savait. On dit que les choses n'ont pas été anticipées, c'est formidable. Car enfin, de quoi se plaint-on ? À l'heure ou soi disant tout est contrôlé, manipulé, oui il y a des mouvements spontanés, et lorsqu'ils rentrent en phase, tels des tsunamis démocratiques, rien ne peut les contenir. Quel donneur de leçon aujourd'hui peut nous prédire le soulèvement des iraniens, de la classe ouvrière chinoise, des coréens du nord ou des ivoiriens face à leur deux présidents ?

La bonne nouvelle peut-être, c'est que les Français attachent encore beaucoup d'importance à l'image de la France et souhaitent – encore – des leaders politiques à hauteur de leurs attentes. Ces hommes perçus comme providentiels existent, ce fut le cas de Nicolas Sarkozy, de Barak Obama, peut-être aujourd'hui de Dominique Strauss-Kahn. Il faut souhaiter qu'ils le démontrent davantage en mandat qu'en campagne. S'il est de plus en plus difficile d'y croire, il serait dévastateur de s'habituer à ne plus y croire.

Une société désabusée, sans envie, sera désespérément une société sans projet.

002 / 8 mars 2011

SOMMES-NOUS TROP FRANÇAIS ?

A l'heure où resurgissent les débats sur l'immigration, sur la sécurité, où certains courants politiques font la une des sondages, une vraie question se pose. Ce ne sont peut-être pas les autres qui ne sont pas assez français mais nous qui le sommes trop ?

Nous nous félicitons de notre attractivité touristique et snobons ces visiteurs qui nous demandent leur chemin en anglais, nous critiquons allègrement les fonctionnaires et crions à l'abandon des services publics dès qu'un bureau de poste rural est menacé, nous nous insurgeons contre les délocalisations, bien sur, et offrons a nos enfants des jouets made in china, nous nous félicitons lorsque Toyota annonce début mars un millier d'embauches pour la nouvelle Yaris à Valenciennes et nous opposons à l'idée que Renault envisage d'ouvrir une usine à l'étranger.

L'époque est à l'innovation, à la recherche de nouveaux modèles, voire de nouveaux paradigmes, et cette quête ne peut se faire dans la stricte continuité du passé. Cette aptitude à penser autrement, à l'échange, à s'enrichir de regards différents est essentielle et finalement pas si naturelle lorsqu'il s'avère difficile d'accepter la différence et les nouvelles idées, surtout celles des autres. Culturellement, et cela s'illustre aussi bien en politique qu'à l'intérieur des entreprises, nous avons davantage le réflexe de critiquer que d'acquiescer. Il est très courant de constater dans les enquêtes d'opinion, et ceci particulièrement en France comparativement à d'autres pays, que la critique est corrélée au niveau d'enseignement et au statut social. Sans doute, sommes-nous persuadés que l'intelligence réside dans la critique, dans l'avis contraire, presque de principe. Au pays des grands hommes qui ont dit non, qu'il est difficile d'être d'accord !

Si l'époque est au challenge permanent, à l'impérative valeur ajoutée garante d'avantage compétitif, elle est aussi à la capacité à se spécialiser, à consolider quelques domaines d'excellence lorsque nous préférons souvent l'idée de multi-compétences. Peut-être encore influencés par le siècle des Lumières, la culture est globale, et se limiter à certaines expertises entraîne l'idée d'approche partielle, non aboutie, considérant plutôt que l'intelligence réside dans l'omniscience. Le 23 février dernier, Bruno Lemaire ne reconnaît pas la photo d'un "tracteur enjambeur" qu'on lui présente, certes. La journaliste qui l'interroge connaît-elle le modèle de camera qui la cadre et le prénom du technicien ?

Fin 2009 avaient lieu les « états généraux de l'industrie ». Quelles conclusions, quelles décisions stratégiques ? Forts de nos expertises technologiques, de nos savoir-faire, quels axes prioritaires nous fixons-nous pour les années qui viennent ? Début 2010, la couronne britannique mettait aux enchères une série de zones offshore pour y installer des fermes éoliennes, dans un objectif simple : devenir leader mondial de production électrique issue de l'éolien offshore. De quoi voulons-nous êtres champions du monde demain ? Au pays de l'enseignement généraliste, qu'il est difficile de faire des choix !

Être a la fois fiers de ses racines et ouvert au monde, à l'autre, à l'inspiratrice multiculturalité, voilà le véritable enjeu, notamment pour des entreprises en besoin d'innovation permanente. Être attaché a ses racines, a son histoire, est essentiel, c'est aussi sans doute la meilleure façon de comprendre et d'accepter que les autres soient aussi attachés aux leurs. Être fier d'être français, sûrement, pour développer nos domaines d'excellence et s'inspirer de la différence plutôt que de la repousser.

003 / 15 mars 2011

NUCLEAIRE : REFLECHIR AVANT D'AGIR

Il faut une possible fuite radioactive pour relancer le débat sur le nucléaire, une éventuelle présence de Marine Le Pen au second tour pour que le parti socialiste s'interroge sur ses primaires, il avait fallu une canicule pour se soucier du problème de la dépendance. Nous voulons penser le monde de demain, et passons notre temps à réagir, instantanément, selon l'actualité d'hier.

Si nous souhaitons de plus en plus anticiper les risques et appliquer le principe de précaution, c'est dans la réaction que nous nous révélons les plus aptes à la prise de décision. Un G20 spécial serait déjà programmé pour un audit du parc nucléaire, la Suisse a déjà décidé de ne plus remplacer ses réacteurs (comme l'Italie avait stoppé son programme après Tchernobyl). C'est sans doute une vertu de l'actualité que de nous obliger à

avancer plus rapidement sur certains sujets lorsque justement ceux-ci sont exposés, voire sur-exposés, dans nos journaux télévisés.

Un traitement médiatique sous un angle souvent dramatique et émotionnel, que l'on comprend bien certes, mais certainement peu propice à un débat sain et apaisé sur des enjeux aussi complexes. A une époque où l'on s'interroge, où l'on critique souvent, la capacité des médias à influencer l'opinion, on peut s'interroger sur la pertinence de l'appel au référendum 24h après les premières alertes aux possibles irradiations issues de la centrale de Fukushima. Si la question mérite certainement d'être posée, elle doit surtout l'être de façon reposée.

Tirer des enseignements, oui, mais avec quelles alternatives quand plus de 75% de notre électricité provient du nucléaire (15% au niveau mondial) et lorsque nous tardons à nous lancer franchement dans les énergies renouvelables. Avant de réagir de façon quasi opportuniste sur le sujet du nucléaire, la priorité est aujourd'hui d'abord de venir en aide aux populations qui se retrouvent dans un environnement totalement dévasté.
Du point de vue financier là aussi, si les marges de manœuvre sont toujours très limitées, nous trouvons encore des ressources pour nous adapter et tenter d'amortir les aléas. 200%, c'est le taux d'endettement du Japon ramené à son PIB, un record parmi les pays développés, avec un déficit budgétaire public qui s'établissait à hauteur de 9,1% du PIB pour l'année budgétaire 2010.

En janvier dernier, Standard and Poor's abaissait la note de la dette à long terme du Japon à AA-. Une situation budgétaire qui n'empêche pas le déblocage annoncé de 130 milliards de dollars injectés par la banque du Japon pour faire face au traumatisme du tsunami.

Simultanément aux premières estimations du nombre de victimes frappées par le tsunami, le coût de 170 milliards de dollars est déjà chiffré et les conséquences économiques et financières annoncées : -10,55% à la bourse de Tokyo en clôture le 15 mars au matin, des usines Nissan arrêtées (soit 20% de la production de la marque), et si les secteurs du nucléaire, de la production d'uranium, de l'assurance et du luxe voient leurs cotations en baisse, c'est l'inverse pour le secteur du BTP (le groupe japonais Kajima Corp a progressé de plus de 30% et Obayashi Corp de 15% depuis le séisme) et pour les énergies renouvelables (EDF énergies nouvelles, avec +5%, signait la plus forte progression de la place de Paris hier).

Des évolutions qu'il serait préférable de choisir plutôt que de subir. En matière d'enjeux humanitaires, environnementaux, économiques et politiques, nous pouvons aussi nous inspirer de ce drame japonais pour, comme eux, réagir avec maîtrise et sang froid à une situation dramatique, surtout pour eux.

004

/ 22 mars 2011

CES INCONNUS QUI NOUS GOUVERNENT

Nous cherchons du mieux possible à maîtriser nos propres vies, en étant parfaitement conscients de nos interdépendances, avec nos voisins, d'ici et de là-bas. Nous connaissons peu nos conseillers généraux, certes. Connaissons-nous mieux ceux en charge de contrôler l'air que nous respirons ?

Dimanche soir, il n'était pas si facile de trouver les résultats des cantonales. Si vous aviez le malheur d'arriver un peu en retard vous aviez vite fait de vous retrouver plutôt en face de Ray Langston (les experts) que d'un conseiller général. Finalement on peut même dire les médias ont fait davantage de place ces dernières semaines aux résultats des sondages qu'à ceux des élections réelles. Quoi qu'il en soit, si les Français connaissent peu ces élus pourtant au cœur de la gestion de nos vies quotidiennes, ce ne sont pas les seules personnalités publiques ignorées et pourtant si importantes.

Nous sommes depuis le drame du Japon en plein questionnement nucléaire, mais qui est le président de l'autorité de sûreté nucléaire ? Nous attendons le passage du fameux nuage mercredi car depuis 1986 ils ne font visiblement plus le tour, mais qui est le président de Météo France ? Nous sommes troublés par l'affaire du Médiator, mais qui dirige l'Afssaps, en charge des autorisations de mise sur le marché des médicaments? On parle du procès de Jacques Chirac, mais qui est le premier président de la cour de cassation, notre juridiction la plus élevée ? Et le président de l'autorité des marchés financiers ?, le gouverneur de la banque de France ? Nous lançons l'offensive en Libye, qui est notre chef d'état major des armées ? Une attaque contre un dictateur sanguinaire et pour le moins incontrôlable, qui nous menace, mais qui est à la tête de la direction de la surveillance du territoire ?

On s'inquiète en son temps de la nomination du patron d'une chaîne de télévision par le président de la république, et on s'interroge peu sur ces hommes (et femmes ?) clés de la république et de la gestion de notre vie en société. La sphère économique et privée est aussi une belle inconnue. Carlos Ghosn était déjà sans doute un de nos dirigeants les plus connus, ou disons moins méconnus, mais encore davantage depuis des excuses publiques au journal télévisé. Un autre moyen pour augmenter votre notoriété de patron du numéro un mondial du luxe est de devenir la quatrième fortune mondiale révélée par le classement Forbes. Jacques Servier nous est familier depuis l'affaire du Mediator, nous avions fait la connaissance d'Antoine Zacharias par ses stock-options et autres rémunérations, Jérôme Kerviel nous avait présenté Daniel Bouton, et les drames de France Telecom Didier Lombard…

Faudra-t-il attendre d'autres faits médiatiques aussi valorisants pour découvrir le reste de la classe du CAC 40, car finalement combien seriez-vous capable d'en citer, avec la bonne affectation ?

Il est bien dommage de ne pas mieux connaître les dirigeants publics et privés, ou de les révéler le plus souvent sous la critique, car finalement c'est desservir la société toute entière et freiner l'élan aspirationnel qu'ils pourraient/devraient incarner.

005 / 29 mars 2011

NE ME DIS PAS QUI TU ES MAIS CE QUE TU FAIS

Le monde n'est pas seulement interconnecté sur les réseaux sociaux, il l'est aussi dans la vraie vie à travers les répercussions des crises sociales, environnementales et géopolitiques. Dans ce monde là, chacun a sa part de responsabilité, et surtout un pouvoir d'influence et d'entraînement.

Il y a quelques jours, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, expliquait à propos de la prise de contrôle de Yoplait par General Mills que "l'important n'est pas la nationalité du fonds qui rachète Yoplait mais son comportement !". Cette remarque est majeure, tout à fait juste et mérite d'être relevée. Oui, la politique sociale, environnementale, et le projet de développement sont les seuls critères pertinents, bien davantage que la

nationalité du propriétaire ou du dirigeant. La nationalité française d'un repreneur ne lui conférant pas inversement un blanc-seing. En face de cela, le gouvernement via le Fonds Stratégique d'Investissement cherche à soutenir la part des 49% détenue par Sodiaal. Autre pays, même mœurs. En Italie, le gouvernement, ému de la montée progressive de Lactalis au sein du capital du géant transalpin Parmalat, a pris des dispositions anti-OPA pour empêcher la poursuite de cette emprise.
Pour une France à hauteur de ses capacités.

Mais parallèlement, nous nous félicitions cette semaine de la progression (en volume mais pas en valeur) des investissements étrangers en France. Avec 57 milliards de dollars investis dans l'hexagone, la France est la première destination en Europe et la troisième dans le monde (après les Etats-Unis et la Chine). La France donne envie, et pas uniquement comme certains voudraient le laisser penser aux seuls réfugiés politiques. La France est aussi une terre d'accueil économique, il faut s'en réjouir car il ne faudrait quand même pas que les investisseurs étrangers aient davantage confiance en nous que nous-mêmes ! Tout le monde s'accorde à reconnaître que la France dispose d'atouts uniques, les débats devraient davantage consister à échanger sur la meilleure façon de les exploiter plutôt que de passer des heures à parler des consignes de vote, des reports de voix et des candidats préférés. En ces temps difficiles, la politique ne doit pas décourager. Le taux de participation aux dernières élections et les prémisses du débat présidentiel sont de ce point de vue, pour l'instant, assez peu encourageants.

La politique doit enthousiasmer, proposer, révéler les domaines du possible, l'entreprise aussi. L'acteur économique est en effet aujourd'hui un acteur de société, une partie prenante essentielle, et certainement déterminante, au cœur des enjeux de société à travers ses impacts sociaux, environnementaux, économiques, influençant la richesse produite, l'attractivité des territoires, la formation, l'emploi, la diversité, etc. Qu'on le veuille ou non, et sans angélisme, l'acteur économique a pris conscience de ses responsabilités, de son interconnexion avec les autres sphères de la société, mais également de sa dépendance. La filière nucléaire est remise en cause par les fuites de Fukushima, l'approvisionnement du secteur automobile par le tsumani, Renault par la vraie fausse affaire d'espionnage, etc. Si les frontières nationales ne font plus barrages aux nuages radioactifs, il y a également de plus en plus de porosité entre l'action des entreprises et la société toute entière. L'entreprise doit, comme la politique, redonner envie.

Paradoxalement, même en ces temps de chômage accru, les acteurs économiques peinent à recruter. La plupart des grandes marques déploient nombre de moyens pour séduire des candidats qui de leur côté cherchent à concilier non plus uniquement vie privée et vie professionnelle mais valeurs personnelles et engagements corporate de leur employeur.

006

/ 5 avril 2011

UN ARBRE QUI TOMBE FAIT PLUS DE BRUIT QU'UNE FORET QUI POUSSE

Plutôt que de parler de « Zadig et Voltaire », ne ferions-nous pas mieux de parler de développement durable, comme la semaine nous y invite ?

Au risque d'être à contre courant, et sans aucun esprit partisan, et encore moins militant, je voudrais dire ici un certain agacement, mais pas celui que vous croyez. Depuis dimanche soir, et toute la journée de lundi, que de railleries et de moqueries à propos des références littéraires de Frédéric Lefebvre !

Interrogé par un journaliste du figaro.fr à propos du livre qui l'a le plus marqué, notre secrétaire d'Etat répond sans hésiter « Zadig et Voltaire » ! Que d'agitations et de bons mots depuis sur toutes les ondes et autres réseaux, souvent assez drôles d'ailleurs, entre sourire moqueur et consternation (sans que personne ne relève l'absence totale de réaction du journaliste).

Ces petits mots qui accaparent les grandes tribunes. C'est vrai que cette réponse est consternante, presque vertigineuse, mais enfin, n'est-ce pas aussi consternant de ne plus parler de nos ministres et autres personnalités qu'à l'occasion de leurs lapsus, petites phrases et autres chamailleries ? Nous sommes certes bien servis depuis plusieurs mois, mais n'y a-t-il pas d'autres sujets qui mériteraient le quart de ces couvertures médiatiques ? Nous déplorons l'abstention, le manque de projet, la défiance, alors ne nous piégeons pas nous-mêmes en l'entretenant outre mesure.

Le lapsus littéraire est un meilleur client des plateaux que la facilitation de l'accès au crédit des EIRL, le small business act, ou encore la réhabilitation du parc d'hébergement touristique social … les « vrais » sujets du secrétaire d'Etat chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises, du Tourisme, des Services, des Professions Libérales et de la Consommation (pour mémoire, le métier de l'amateur de Zadig).
Cette semaine est celle du développement durable, qui en parle ? Le prix du baril atteint à nouveau des sommets, ce qui est évidemment la tendance de long terme que la crise économique a seulement un temps ralenti, l'énergie en général augmente et crée une véritable fracture énergétique sociale, le débat est relancé sur la filière nucléaire, nous nous interrogeons sur les secteurs porteurs de demain, une campagne présidentielle redémarre, les verts n'ont jamais été aussi présents dans le débat politique, et pourtant, le développement durable reste un sujet mineur, optionnel, encore traité sous l'angle du discours moralisateur, incantatoire, scientifique ou culpabilisant.

Depuis longtemps il ne s'agit plus de faire la pédagogie du pourquoi mais celle du comment. Et ce « comment » a déjà commencé dans de nombreux secteurs d'activité (énergie, recyclage, automobile, transport, tourisme, emballage, social business, bio, etc.), car le développement durable n'est plus une question de mécénat ou de philanthropie mais bien une démarche rationnelle, « intéressée », au sens économique du terme, d'attractivité, de réponse aux attentes des clients mais également des salariés qui à 82% souhaiteraient que leur propre entreprise investisse davantage ces questions*.

Si Voltaire a écrit « Zadig ou la destinée », à nous de faire notre destin du développement durable et d'écouter davantage les forêts qui poussent, elles méritent que nous tendions l'oreille.

**enquête mars 2011 Opinionway pour DDB Live for people, auprès d'un échantillon national représentatif de salariés français.*

007

/ 12 avril 2011

CONQUETE SPATIALE, CONQUETE COLLECTIVE

Il y a 50 ans, le 12 avril 1961, Youri Gagarine était le premier homme dans l'espace. De la quête de l'espace à la quête du futur.

Ce premier vol habité dans l'espace intervient au moment où l'Union Soviétique a besoin de démontrer, en pleine guerre froide, son excellence, et surtout sa suprématie. Au-delà d'atteindre cet objectif, c'est aussi le moyen de créer une formidable fierté collective.

La conquête spatiale lancée, c'est aussi une nouvelle compétition avec les Etats-Unis, qui par l'initiative de Kennedy, lancent, à peine quelques semaines plus tard, le 25 mai 1961, le programme Apollo. Le prestige américain, vexé par cette première soviétique, doit être retrouvé. 8 ans plus tard, le 21 juillet 1969, c'est chose faite avec le premier pas d'un

homme sur la lune en la personne de Neil Armstrong, membre d'équipage de la mission Apollo 11.

Des hommes, Gagarine et Armstrong, certes soviétique et américain, poussés par des États en quête de domination, mais aussi finalement des représentants de l'humanité toute entière derrière lesquels l'ensemble des peuples se retrouvaient. Une compétition que certains pourraient penser futile, mais une compétition qui a été l'occasion de créer d'extraordinaires bonds technologiques et scientifiques, et parallèlement de développer de puissants sentiments d'appartenance et de fierté collective. Nous avançons souvent beaucoup plus vite par l'activation de notre fibre de compétiteur et par la stimulation de notre orgueil et de notre fierté. Une fierté patriotique mise au service de la recherche de performance et non du repli sur soi nationaliste.

Cette aventure spatiale a également démontré notre capacité à nous lancer dans l'inconnu. A l'heure du principe de précaution, du risque zéro, qui aujourd'hui prendrait la responsabilité de lancer de tels programmes et surtout de s'asseoir dans une capsule de métal à la tête d'un lance roquette de 280 tonnes de 30 mètres de haut ?

Entre compétition et coopération. Cette conquête de l'espace était à la fois une compétition exacerbée entre egos surdimensionnés, et une extraordinaire coopération internationale. Il faudra attendre certes quelques années et des relations internationales apaisées, mais n'oublions pas que c'est la coopération spatiale internationale qui permet à la France d'envoyer son premier «spationaute».

Le 24 juin 1982, Jean-Loup Chrétien s'envole en compagnie d'un équipage soviétique pour rejoindre la station Saliout 7 et y effectuer des expériences médicales, à une époque où le mur de Berlin est toujours fermement érigé (construction en août 1961 – chute le 9 novembre 1989). 3 ans après ce premier français dans l'espace, ce sera au tour de Patrick Baudry le 17 juin 1985 de s'élancer à bord cette fois-ci de Discovery pour le premier vol spatial franco-américain. Onze ans plus tard, le 17 août 1996, Claudie Haigneré, première femme française dans l'espace, commence un vol de 16 jours à bord de la station orbitale russe Mir dans le cadre de la mission franco-russe Cassiopée.

Ces grands défis et ces grandes coopérations internationales non seulement demeurent mais sans doute s'intensifient, avec en permanence cette double tentation d'intérêt individuel (celui d'un État ou d'un dirigeant) et de service public international à travers des actions concertées et collégiales.
Jamais comme aujourd'hui l'humanité n'a rencontré autant de défis, sans doute plus souvent imposés que choisis. Si nous avons été capables de nous élancer vers l'espace, à nous désormais de lancer nos premiers vols habités vers l'avenir.

008 / 19 avril 2011

POLITIQUE ET DEPENDANCES

Pendant que les candidats commencent à exposer leurs programmes présidentiels, l'intervention au nom du mandat international de l'ONU en Libye accélère une crise énergétique pourtant largement annoncée … qui met à mal notre pouvoir d'achat d'électeur.

Jamais comme aujourd'hui ne s'est autant révélé à nous notre destin commun, notre humanité au sens de communauté d'hommes et de femmes. Au-delà des identités nationales, il existe de la porosité entre nos vies. Les frontières économiques, écologiques, médiatiques, disparaissent, sauf celles qui délimitent les états nations dont les représentants ont à la fois besoin d'exister et de plus en plus de difficulté à démontrer leur impact sur le cours des choses.

Dès lors, il est plus facile de donner des leçons de démocratie que de délivrer des solutions économiques, plus facile d'ordonner les troupes que d'ordonner la reprise de la croissance, la lutte contre les inégalités, la réduction du chômage ou l'augmentation du pouvoir d'achat.

Les affaires étrangères le sont de moins en moins. Tout est lié : je dépends de ce que tu produis, je manque de ce que tu gaspilles, et je meurs de ce que tu pollues : nos vies sont irrémédiablement mêlées, interdépendantes. Dès lors, les chefs d'État ont une obligation de cumul de mandats. En complément de leurs responsabilités nationales ils ont un mandat planétaire. Si un sommet comme Copenhague a échoué, c'est en partie parce que nos chefs d'États se sont davantage comportés comme des chefs de vente régionaux préoccupés par la sauvegarde de leur marge qu'ils n'ont été investis de ce mandat planétaire.

Un rôle que nous attendons de plus en plus souvent. Au cœur des poussées de fièvres économiques, financières ou sécuritaires, le docteur politique ou onusien est appelé en urgence, écouté avec bienveillance par une opinion publique inquiète (ou inquiétée), qui accepte rapidement ses grossières mais rassurantes pilules, puis, face au mal persistant, finit par douter de l'expert en diagnostic aux prescriptions inefficaces. Mais rien n'y fait, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, à chaque fièvre, nous nous ruons sur la pharmacie onusienne en oubliant les effets secondaires de la précédente prescription, et alors que l'actualité récente a démontré qu'un soulèvement populaire se révèle bien plus efficace qu'une résolution internationale.

L'État n'est plus providence, mais le rêve encore. A vouloir ignorer l'État en temps calme et s'en remettre à lui au premier avis de tempête, nous entretenons ce mirage de l'État providence qui souhaiterait distribuer un revenu citoyen de 850 euros ou que les entreprises donnent des primes « d'au moins » 1000 euros lorsqu'elles distribuent des dividendes. Pour relancer le pouvoir d'achat il est sans doute plus facile d'exiger des autres lorsque simultanément on gèle le salaire des fonctionnaires.

Si l'État n'est plus si providence, l'entreprise, acteur déterminant et responsable de nos réalités sociales et environnementales le sera de plus en plus. Le climat actuel de suspicion voire de défiance vis-à-vis des politiques, mais aussi des entreprises, dans un contexte marqué par une remise en cause du « modèle économique » n'entame pas, paradoxalement, le niveau d'attente et d'exigence en matière de gouvernance, d'éthique et d'écocitoyenneté. Mais au-delà de l'État et de l'Entreprise, l'avenir dépend surtout de nous, de notre capacité à réinventer les solutions, pour passer de l'Etat Providence au Nous Providence.

009

/ 26 avril 2011

J'INFLUENCE DONC JE SUIS

Si TIME magazine sortait la semaine dernière son classement annuel des 100 personnalités les plus influentes, nous sommes aujourd'hui tous devenus influenceurs, chacun potentiellement leader d'opinion.

Nous vivons dans un monde interconnecté, basé sur l'échange, le partage d'avis, d'opinions. Chacun possède le pouvoir de s'exprimer, seul ou en groupe, et réciproquement de consulter et de se laisser influencer par les autres. Certains appellent ça le « contre-pouvoir » du consommateur, comme pour signifier qu'il fallait pouvoir s'opposer à des influenceurs souvent présentés et vécus comme des manipulateurs.

Dans ce monde, on écoute davantage ses pairs que les instances dirigeantes ou institutionnelles. Lorsqu'une pandémie comme la grippe H1N1 se déclare, on consulte davantage ses amis ou d'autres parents d'élèves que son médecin ou encore moins le ministère de la santé pour savoir s'il faut se faire vacciner, on écoute davantage d'autres consommateurs que la marque lorsqu'il faut choisir une voiture, une machine à laver ou un hôtel, on a davantage le réflexe d'interroger Google que son professeur, un site médical qu'un professionnel de santé. Un monde où un micro trottoir de 5 personnes nous influence davantage qu'une enquête scientifique menée sur de longs mois. Internet et les réseaux sociaux n'ont rien inventé, mais ont considérablement amplifié nos discussions de comptoirs et ont fait de chacun d'entre nous des faiseurs et des suiveurs d'opinion, ou en tous cas l'illusion de l'être.

La communication doit faire sa révolution culturelle

Dans ce monde, l'autorité officielle n'est plus seule détentrice de l'information, car son « autorité » justement est souvent remise en cause. En matière de communication, on peut considérer que ce que la marque dit d'elle-même est souvent moins important que ce que le public dit de la marque. Les publics potentiellement réceptifs changent, devenus aussi bien récepteurs qu'émetteurs ils sont surtout davantage informés et exigeants, on les dit même souvent « sur-informés », comme s'ils l'étaient trop. Écouter chaque client, consommateur, usager, administré, électeur pour détecter les signaux faibles, qui feront, pour certains, les tendances et les projets de demain.

C'est pourquoi il est particulièrement important de sortir des dispositifs de communication descendants, unidirectionnels, à sens unique. Ces dispositifs ne sont plus crédibles, et c'est une véritable révolution culturelle qui doit s'opérer, celle d'une communication qui doit passer du faire-valoir au faire-savoir, du discours aux actes, du monologue au dialogue, de la verticalité à l'horizontalité. Le prisme idéalisant, vantard, a vécu. Aujourd'hui le « courage » de la nouvelle façon de communiquer consiste à considérer que les faiblesses assumées renforceront la crédibilité des atouts, lorsque les faiblesses occultées - mais décodées par tous – réduisent les atouts à néant. Une communication sincère davantage que transparente.

La tendance est alors aux témoignages, aux partages d'expériences vécues. Un équilibre doit alors être trouvé entre des influenceurs en besoin de reconquête de leadership respecté et attendu (dans le monde politique comme économique), qui ne doivent pas non plus se faire dicter leurs comportements par le diktat de l'expression publique, et des populations aujourd'hui davantage disposées à écouter leurs pairs que leurs pères.

010 / 3 mai 2011

« USA USA »

Au milieu de la nuit du 1er mai, une foule converge vers Time square, devant les grilles de la maison blanche. Il est 2h du matin, et ce sont de véritables scènes de liesse populaire, de joie, qui « fête », la mort d'un homme, d'un homme terroriste, Ben Laden.

« USA ! USA ! » scande la foule. Il ne s'agit pas de fêter la victoire à l'issue d'une phase finale de compétition sportive mondiale, mais une autre victoire, certains diront une vengeance, qui est aussi l'atteinte d'un objectif fixé, une délivrance, qui vient de la mort d'un homme, certains diront l'exécution, qui a ordonné la mort, l'exécution certainement, de tant d'autres.

On a beau connaître cette ferveur patriotique naturelle du peuple américain, nous sommes à chaque fois assez subjugués, interpellés, au fond de nous-mêmes assez admiratifs aussi de cette capacité de l'Amérique à se rassembler et à fêter sa bannière étoilée. Qui, voyageant aux États-Unis, s'aventurant au cœur de l'Amérique profonde, n'a pas été saisi par la multitude d'habitations dressant fièrement le drapeau national à leur fronton ? Tel Neil Armstrong sur le sol lunaire, le peuple américain aime arborer et revendiquer son étendard. Quelle autre nation à ce point ?
Justice n'a pas été rendue, mais elle a été faite

Conjuguez cette aptitude naturelle à faire corps derrière les couleurs, avec l'ampleur considérable et tout à fait unique du traumatisme vécu lors des attentats du 11 septembre 2001 (il faut s'en souvenir) et avec cette culture toujours présente de la justice expéditive et vengeresse des cow-boys du far west, et vous obtenez effectivement ces manifestations de liesse populaire. Des rassemblements et des « slogans » spontanés, donc sincères et authentiques, même s'ils peuvent interpeller et chahuter la conception plus normée et acceptable que nous pourrions avoir de l'exercice de la Justice par la plus grande démocratie du monde. Justice n'a pas été rendue, mais elle a été faite.

Une fierté d'appartenance collective d'autant plus impressionnante qu'elle s'exprime à l'égard d'un pays assez « dur » envers ses ressortissants, dont les systèmes de protection sociale sont faibles ou fortement inégalitaires, qui prône un libéralisme dont on pourrait penser qu'il cultive l'individualisme et l'égoïsme. Une nation aimée qui est elle-même sans doute le plus grand melting pot du monde, donc la plus diverse et bigarrée à l'heure où nous sommes convaincus qu'intégrer l'autre et la différence engendre perte de repères et de culture. Une nation jeune, très jeune comparée à nos siècles d'histoire qui pourraient constituer le socle et la condition d'une forte identité commune. Une nation développée et riche (de façon très inégale certes), qui pourtant ne s'embourgeoise pas, qui cultive ce fort esprit de compétition et cet inépuisable esprit pionnier. La religion de l'Amérique, c'est l'Amérique. Une unité sur un socle de diversité.

011 / 10 mai 2011

ENVIE D'AVOIR ENVIE

Lundi 9 mai, Laurent Wauquiez proposait de plafonner les minima sociaux à 75% du Smic. Ce mardi, les médias commémorent les 30 ans du 10 mai 1981. Mais ne parle-t-on pas de la même chose : la quête d'enthousiasme?

Les propos de Laurent Wauquiez sont d'emblée jugés électoralistes, car visiblement toute idée UMP à venir, quelle qu'elle soit, sera accusée de vouloir faire les yeux doux aux sympathisants du Front national (cette critique systématique étant sans doute tout autant électoraliste). Nous observons d'autre part, indépendamment de ce que nous pouvons penser d'une proposition, que désormais les idées ne prêtent plus à débat mais à « polémique », surtout si elles créent des divergences de points de vue à l'intérieur d'un même camp politique.

Mais sur le fond, la question posée par Laurent Wauquiez est assez centrale, et doit interpeller tous les acteurs et décideurs de notre vie politique, celle finalement du juste équilibre à trouver entre soutien social et assistanat (un mot sans doute interdit), entre aide et incitation. Un raisonnement qui consiste à estimer qu'un non travailleur ne peut pas disposer d'une source de revenu équivalente à celle d'un travailleur. Cette source de revenu jugée « satisfaisante » (nous savons qu'elle ne l'est pas) encouragerait le premier à perdurer dans sa situation de chômage et découragerait le second à travailler, installant pour les deux une logique de « à quoi bon ».

A défaut d'avoir réussi à gagner plus en travaillant plus, il s'agirait alors d'éviter de penser qu'on puisse gagner autant en travaillant moins. Combattre ce « à quoi bon » est absolument vital, c'est un enjeu national, c'est aussi un enjeu du quotidien dans les entreprises qui plus que jamais ont besoin de salariés motivés, entreprenants, responsables, tout sauf passifs ou assistés.

Plutôt que de polémiquer sur l'écume de l'annonce, débattons du fond : la motivation à travailler. La question cruciale qui est posée, que ce soit en terme de coût collectif, d'épanouissement personnel, ou d'efficacité, est celle de la motivation à travailler, et cette question se pose aussi bien pour la personne en situation de chômage que pour la personne au travail.
Sur cet enjeu, la question de la rémunération est bien sur essentielle, mais elle ne détermine pas tout non plus. Nous savons par les enquêtes de satisfaction au travail que la rémunération est plus souvent un élément explicatif de l'insatisfaction (lorsqu'elle est jugée trop basse) qu'un déterminant de la satisfaction (lorsqu'elle est considérée favorablement). Les facteurs principaux étant alors souvent la reconnaissance, l'intérêt pour le travail, l'ambiance, la fierté d'appartenance, les perspectives, etc. Le facteur financier n'est plus alors, pour certains, le seul déterminant de la motivation. S'il mérite certes d'être revalorisé, ce n'est pas ce critère qui motive des milliers de jeunes femmes à postuler, trop nombreuses, aux portes des école d'infirmières.

Nous connaissons le paradoxe du marché du travail en France connaissant à la fois un fort taux de chômage et une difficulté à recruter, notamment dans certains secteurs. Notre époque a un crucial besoin de régénérer l'envie, l'envie de travailler, l'envie d'entreprendre, l'envie de projets. Besoin d'enthousiasme, de ferveur, celle du 10 mai 1981 comme aiment à le rappeler les médias aujourd'hui emmenés par un parti socialiste qui passe du droit d'inventaire au devoir de mémoire (électoraliste aussi ?).

Quoi qu'il en soit, un enthousiasme peut-être un peu utopique, souvent déçu, mais indispensable, certainement nostalgique face à une nouvelle campagne présidentielle qui risque d'être une élection sans ferveur.

012 / 17 mai 2011

LA JUSTICE A LA BARRE

L'arrestation de Dominique Strauss-Kahn et les premières heures de son traitement judiciaire nous interpellent sur la Justice, souhaitée et souhaitable.

Quelle que soit sa sensibilité politique, et même si bien sur c'est d'abord à la victime présumée qu'il faut penser, nous ne pouvons rester insensibles aux images qui nous assaillent en boucle depuis l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn. La sortie menottée du commissariat de Harlem dans un premier temps, et surtout lundi soir celles du tribunal pénal de Centre

Street face à la juge Melissa Jackson. Cette Justice nous frappe par son mode opératoire différent du nôtre (le rôle du procureur, la place laissée à la défense, l'enchaînement des audiences, etc.) et par le traitement médiatique qui en est fait (autorisation des images, vécu en direct des audiences, etc.). Mais la justice américaine nous frappe surtout par son incroyable célérité, son impartialité et son imperturbable mécanique.

Une justice qui n'hésite pas à arrêter quelques heures à peine après la plainte reçue d'une victime présumée un des hommes les plus puissants de la planète, dirigeant l'une des plus importantes institutions internationales, l'interpellant et le sortant d'un avion qui l'emmenait en Europe pour une entrevue avec la chancelière allemande et une réunion avec les ministres des Finances européens.

Viendra ensuite le transfert de l'aéroport J.F. Kennedy au commissariat de Harlem pour y passer la nuit, en sortir menotté, encadré de près et exposé, certains diront exhibé, aux médias. 24 heures plus tard, lundi après-midi, ce sera un nouveau transfert, cette fois-ci pour Rikers Island à New York, sans doute l'une des prisons les plus dures des Etats-Unis, après une comparution de moins d'une heure face à un juge qui, redoutant un risque de fuite, maintiendra une détention, dont on annonce déjà qu'elle pourrait, au terme d'un éventuel procès, être prononcée pour plus de 70 ans.

Quelle est la bonne vitesse de la Justice ? Le bon équilibre entre transparence et vie privée ?

Aucun statut ne peut justifier un quelconque traitement « privilégié ». Il est à l'honneur de la Justice de s'exercer de façon indifférenciée. Certes. Il nous arrive aussi fréquemment en France de nous plaindre de la lenteur de la justice, parfois accusée d'être à deux vitesses entre les anonymes et les autres, ou pas assez indépendante vis à vis du pouvoir politique. Mais nous devons reconnaître que nous sommes interpellés par la démonstration qui nous est faite depuis 72h de la machine judiciaire américaine.

D'autre part, lorsque nous connaissons le pouvoir d'influence de la sphère médiatico-virale dans laquelle nous vivons aujourd'hui et nos penchants voyeuristes pour ce genre d'affaire, il est difficile de sortir de ce premier épisode sans avoir le sentiment que Justice a déjà été rendue. Sur les terres de la plus grande démocratie du monde, qui est aussi une scène médiatique constamment « on air », la justice est rapide, visible, exposée, démonstrative, implacable.

Finalement, entre quelques heures et quelques années de procédure telle que nous pouvons le vivre en France sur certaines affaires politico-judiciaires, quelle est la bonne vitesse de la Justice ? le bon équilibre entre information et exposition ? Entre protection des victimes, présomption d'innocence et démonstration de force d'une Justice qui se doit d'être implacable, radicalement égalitaire, dissuasive face à d'éventuelles tentations d'immunités ?

Nous vivons également sans doute une époque qui a soif de justice, qui souffre d'inégalité, en quête de nouvelles aspirations. Une époque en exigence intransigeante d'exemplarité, où les représentants du « pouvoir » doivent prendre garde à ne pas se brûler les ailes face à une opinion publique qui a aussi ce besoin révolutionnaire, sacrificiel, de brûler ses icônes.

013 / 24 mai 2011

ET PENDANT CE TEMPS LA

Jamais comme aujourd'hui nous n'avons disposé d'autant de médias, de sources d'information, de reporters, de chroniqueurs, de témoins, de journalistes, et pourtant qu'il est difficile de sortir des figures imposées.

Nous avons oublié ces temps où, parfois, en raison d'un souci technique, le journaliste à l'antenne devait combler, faire patienter. Il fallait alors tenir, raconter quelque chose, en attendant. C'était l'époque du bon vieux téléphone à cadran, énorme comme dans un gros plan d'Alfred Hitchcock, que décrochaient devant nous Roger Gicquel ou Yves Mourousi pour savoir ce qu'ils devaient faire, en s'excusant de nous faire patienter, dans une forme de connivence et de proximité, comme si nous étions dérangés dans un discussion familiale entre nous et eux. Une époque que les moins de 20 ans n'ont pas connue.

Aujourd'hui les médias ne connaissent plus ce genre d'aléas techniques. Et pourtant il faut encore combler, remplir, désormais on dit « couvrir », l'événement. La question n'est plus d'y être ou pas, mais l'angle, le ton, l'information exclusive, pour en parler. L'information exclusive étant celle que l'on partage le plus rapidement possible pour montrer qu'on la détenait avant les autres, en essayant de faire connaître à la fois l'information en question, et, parfois encore davantage, sa paternité journalistique.

Reconnaissons toutefois que nous sommes les premiers promoteurs, parfois acteurs, de cette consommation de masse médiatique, comme le démontrent les incroyables explosions d'audiences des sites web, journaux et autres canaux d'information comme twitter, pour ne parler que des médias mesurables instantanément. Des taux d'audiences qui encouragent bien entendu le traitement répétitif de l'information. Nous vivons cette affaire de mœurs politico-judiciaire, que je n'ai plus besoin de nommer, comme un feuilleton, à la fois abasourdis et blasés, familiers des procédures et enquêtes, étant tous, en quelques années de matraquage choisi, devenus des « Experts », avides de la suite d'un direct qui semble scénarisé.

Et pendant ce temps là les Espagnols s'indignent toujours et encore…
Pendant ce temps là, la Grèce n'arrive pas à se redresser, ne pourra pas honorer ses obligations financières sans un nouveau plan d'aide, et met potentiellement en péril la zone euro, en étant liée à une monnaie sur laquelle l'arme de la dévaluation n'est plus possible. Pendant ce temps là, on découvre que la catastrophe de Fukushima est encore plus grave qu'annoncé, avec finalement 3 réacteurs dont le combustible a fondu dans les cuves. Pendant ce temps là, la nature n'attend pas et gronde encore, des profondeurs terrestres islandaises vers l'atmosphère d'un ciel qui s'assombrit ou à travers une tornade qui dévaste et fait plus de 100 victimes dans le sud-ouest du Missouri. Lorsque les éléments ne se déchaînent pas, c'est le manque d'eau qui commence à créer une sévère et inquiétante situation de sécheresse, annonçant une baisse significative des rendements agricoles.

Pendant ce temps là surtout, car c'était la véritable information politico-sociale du moment, la révolte gronde toujours en Espagne contre la politique d'austérité. Le « Mouvement du 15 mai » qui s'est installé place Puerta del Sol à Madrid et ailleurs est lui aussi une génération spontanée née sur les réseaux sociaux, engendrée par le rejet de la classe politique et par un taux de chômage au centre des préoccupations avec un taux record passé de 8% à plus de 20% (et près de la moitié des moins de 25 ans).

Comme nous l'enseigne ce mouvement des "indignados" - "les indignés" ou le printemps arabe, si les affaires d'un homme peuvent interpeller, ce sont les inquiétudes, les injustices du quotidien, l'absence de résultats et de perspectives, ou au contraire la soif de liberté, qui mobilisent les foules dans la rue et pas uniquement comme spectateurs derrière les écrans et les pages des journaux.

014

/ 31 mai 2011

TABAC : ON COMMENCE ENSEMBLE ON ARRETE ENSEMBLE

Pour la 24ème année, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) organise ce mardi la journée mondiale sans tabac. Une occasion de redire les dangers du tabagisme qui selon l'organisation entraîne la mort de 5 millions de personnes dans le monde chaque année malgré les nombreuses campagnes d'information.

La consommation de tabac qui avait tendance à diminuer depuis 1991 (loi Evin) remonte depuis 2005, et l'industrie se porte bien (470 milliards de dollars pour les quinze premiers groupes du secteur). La publicité est interdite mais l'image et les comportements demeurent.

Du GI débarquant le 6 juin 1944 aux héros de notre cinéma des années 60 et 70 en passant par les hommes politiques de la même période, les plateaux de télévision enfumés, les grandes opérations de sponsoring sportif, les campagnes de publicité à la télévision ou en affichage, les héros de bandes dessinées… Churchill, Gabin, Belmondo, Cary Grant, Pompidou,

Lucky Luke, Gainsbourg… la cigarette est omniprésente et profite d'une gigantesque campagne de promotion permanente, sublimant souvent ses ambassadeurs, avec la particularité de toucher tous les publics, voire de créer un trait d'union entre les classes sociales.

Nous changeons d'époque, ces images disparaissent de nos quotidiens, certains même cherchent à les retoucher, mais « le tabac a la vie dure ». Et si une partie des fumeurs souhaite arrêter et se plaignent de cette dépendance, ils revendiquent également cette liberté individuelle, ce libre arbitre. Car si la communication sur le tabagisme a réussi quelque chose ces dernières années, c'est bien d'informer sur les risques du tabac. Ce seuil a été franchi, c'est incontestable, mais informer ne suffit pas, aujourd'hui on fume en connaissance de cause, et lorsque la contrainte est ressentie comme oppressante, on revendique même ce choix.

Dans cette pédagogie du risque, l'autre grande victoire de la communication ces dernières années est celle de la révélation du tabagisme passif. C'est un cap considérable car l'impact du comportement individuel devient collectif. Mais pas le collectif lointain, le macroéconomique où les morts du tabac sont toujours les autres, un collectif de proximité où mon comportement impacte mes proches, mon entourage. Dès lors, si je peux faire un choix pour moi, et pourquoi pas, je ne peux pas l'imposer aux autres qui par ailleurs changent de regard, et imposent une pression sociale qui petit à petit inverse la représentation « positive » du tabac.

« La communication a un pouvoir considérable, la communication est responsable, influence les comportements ». Certes, mais la communication n'agit pas seule, elle amplifie souvent davantage qu'elle ne crée ex nihilo, elle s'inscrit en résonance avec son époque. La communication peut promouvoir, c'est son métier « naturel », peut sensibiliser, informer, faire prendre conscience et au mieux donner envie d'arrêter. La publicité a été plus efficace pour augmenter le nombre de fumeurs que pour le réduire car la cigarette n'est pas un produit comme un autre, arrêter nécessite autre chose, d'autres parties prenantes, notamment de l'aide et souvent un traitement médical et psychologique. Il est plus « facile » de prévenir l'entrée dans le tabagisme que d'arrêter. Et dans les enjeux de changement de comportements, encore faut-il pouvoir proposer un « switch », le remplacement d'un produit ou d'une technologie par un autre. Il n'y a pas de substitut à la cigarette, c'est pour cela que la communication contre le tabagisme la plus efficace est celle qui réside dans la prévention, qui consiste à « vendre » l'idée qu'il ne faut pas commencer.

Les discours moralisateurs ou culpabilisant ne suffissent pas. D'abord parce que nous sommes tous invincibles, surtout les jeunes. Ensuite parce qu'on ne meurt pas d'une seconde à l'autre d'une cigarette comme on peut mourir d'un accident de voiture. Dès lors, les conséquences sont indolores, insidieuses, lentes, finalement non urgentes, comme en matière environnementale. Enfin, parce que nous continuons à mettre davantage en avant les risques à fumer plutôt l'intérêt à arrêter, les avantages à ne pas fumer. Vanter les bénéfices et dégrader une image si longtemps construite et entretenue, un défi de communication, mais pas uniquement, un défi collectif car comme pour la cigarette, on commence et on arrête rarement seul.

015

/ 7 juin 2011

TOUJOURS PAS DE PETROLE, ENCORE DES IDEES ?

Sortie du nucléaire, défis énergétiques, sortie de crise, l'époque est à la recherche de nouveaux vecteurs de croissance. Le grand emprunt est-il programmé pour redonner impulsion et direction ? Rendez-vous le 15 juin lors de la conférence de presse spéciale que tiendra le Président de la République.

Henry Ford disait : « Si j'avais demandé à mes clients ce qu'ils voulaient, ils m'auraient répondu un cheval plus rapide ». Ce qui est surtout amusant, c'est que cette phrase connaît une nouvelle notoriété depuis qu'un certain Steve Jobs l'a reprise dans ses « 7 principes de réussite ». A l'heure où l'Allemagne décide de planifier la sortie du nucléaire, où les leaders politiques de tous bords peinent à renouveler leurs discours et surtout leurs solutions, où tant de mauvaises nouvelles nous submergent tous les

jours, où les grands défis que nous affrontons appellent à de véritables sauts technologiques, l'époque est au challenge permanent, à la mobilisation des idées, au devoir d'y croire, pourquoi pas au devoir d'utopie.

Qu'ils s'agissent des grands défis politiques ou des défis du quotidien des grandes et petites entreprises, l'enjeu est plus que jamais celui de la capacité à s'adapter et à mobiliser positivement, à agir et à agir vite. Jamais les acquis n'ont été aussi éphémères au moment ou tant cherchent à les préserver.

Ce début du XXI siècle a connu des renversements de courant d'opinions dans les pays développés. Face à un modèle économique et financier qui a montré ses limites en 2008, qui a perdu en image et en réputation, l'époque est désormais à la défiance, au mieux au scepticisme. Nous sortons d'une longue série de générations pour lesquelles la vision de l'avenir était optimiste, convaincues que leurs enfants vivront mieux qu'eux, pour qui le progrès était source de … progrès, à une génération désormais majoritairement inquiète et pessimiste (en France, pas dans les pays en développement). Si nous avons atteint un « pic oil » en matière de ressources en hydrocarbures, nous avons également dépassé ce « pic de l'opinion » et sans doute également un « pic du pouvoir d'achat » qui va avoir tendance à se comprimer dans les années qui viennent, en tous cas certainement en terme de pouvoir d'achat perçu. L'obligation est désormais aux nouveaux modèles, aux nouvelles perspectives. Paradoxalement le risque de tension sur le climat social sera plus important au moment du timide début de reprise qu'au cœur de la crise : si on peut se sentir solidaires et fatalistes lorsque le train est à quai pour tout le monde, la tension se crée nécessairement pour tenter de remonter dans un train économique qui redémarre, même lentement. Si de nouvelles opportunités ne sont pas mises en valeur, nous vivrons une époque pré-révolutionnaire, et pas uniquement pour rêver à de nouvelles libertés démocratiques.

Une révolution énergétique programmée. En réponse aux grands défis énergétiques, les énergies renouvelables occuperont une place de plus en plus importante, non pas par élan écologique, mais tout simplement par nécessité, parce que, évidemment, le litre d'essence dépassera 2 euros comme l'a déjà dit Christophe de Margerie, Président de Total, et parce qu'un monde programmé pour consommer deux fois plus d'énergie à horizon 2050 a besoin d'un mix-énergétique performant. Alors le GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) pourrait avoir raison lorsqu'il imagine que 77% de l'approvisionnement énergétique mondial pourrait être couvert par les énergies renouvelables à l'horizon 2050 (un scénario présenté en mai dernier à Abou Dhabi).

La France a toujours été une terre d'inventions, une terre d'ingénieurs où les mathématiques sont encore la matière phare du système scolaire. Une terre fière du Concorde, du TGV, d'Ariane, d'Airbus et de la filière nucléaire. « On n'a pas de pétrole mais on a des idées », nous n'avons pas davantage d'uranium. Un talent, une inventivité, une excellence toujours présente mais peu visible, qui doit être à nouveau révélée et stimulée à travers un grand emprunt qui doit être notre programme Apollo des innovations de rupture, car comme on le sait, comme aurait pu le dire Thomas Edison, « on n'a pas inventé l'électricité en perfectionnant la bougie ». La France maintient son leadership diplomatique, culturel, économique aussi, et doit réaffirmer, ré-inventer son leadership, son génie, technologique.

016 / 14 juin 2011

DE L'EAU A UN MILLIARD

1 milliard d'euros, c'est le montant annoncé par le gouvernement pour venir en aide aux agriculteurs et faire face à la sécheresse de ce printemps 2011. Mais surtout, c'est toute l'agriculture qui doit se réformer pour préparer les décennies à venir.

Si la FNSEA exprime des doutes sur la totalité de la somme, elle reconnaît que 500 millions ont quand même déjà été versés. Il est normal d'être dépendant de la météo, mais nous prenons conscience face à cette nième subvention du degré de dépendance publique de notre agriculture. A quoi sert le fonds national de garantie des calamités agricoles (FNGCA) s'il ne dispose que de 100 à 200 millions d'euros ? Comment mieux constituer un fonds de réserve lorsque les années sont plus favorables ? Que font les assureurs ? N'y a-t-il pas un autre système que le recours systématique à « l'Étagriculteur » ? Notre agriculture se révèle tout simplement non durable,

non pérenne au sens économique du terme quand on lui demande aujourd'hui de l'être, en plus, sur le plan écologique.

La Politique Agricole Commune a certainement aidé à la modernisation de l'agriculture, mais parallèlement elle a accoutumé une profession à la dépendance, dopée qu'elle est de subventions publiques. La Nouvelle-Zélande prouve qu'on peut avoir une agriculture très performante, et exportatrice, sans un centime d'argent public. En outre, les conditions climatiques seront sans doute de plus en plus difficiles, ou du moins variables et extrêmes. Dès lors, il ne s'agit pas, là encore, de réagir au coup par coup, mais bien d'envisager les décennies à venir, sur le plan de la gestion de l'eau bien sur, mais également de l'usage des produits phytosanitaires, des conditions de vie des animaux, de la maîtrise de l'ensemble des intrants, etc.

C'est dans ce sens que la FAO (L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) vient d'annoncer une nouvelle initiative pour "produire plus avec moins", rappelant que pour lutter contre la faim et satisfaire la demande d'ici 2050 (soit plus de 9 milliards d'habitant prévus), la production agricole doit progresser de 70%. Elle ne sera viable que si elle est durable, responsable, éthique, à la fois productive et économe.

Certes, « nous sommes tous des agriculteurs », surtout en France, attachés que nous sommes à nos terroirs, à leurs symboles et valeurs, mais si la solidarité nationale joue une fois de plus en faveur des agriculteurs, il ne faut pas oublier le civisme et la responsabilité attendus inversement d'une profession qui impacte nos vies de façon considérable. L'alimentation et l'énergie sont les deux plus grands défis du XXIème siècle, avec, pour l'un comme pour l'autre, des enjeux en matière de gestion des ressources, de conflits, d'équilibre géopolitique, d'accessibilité, etc.

Si nous sommes tous solidaires et responsables de notre agriculture, les agriculteurs doivent aussi être responsables face à nous, et notamment en matière de qualité sanitaire et environnementale, qui ne sont tout simplement plus optionnelles et facultatives. Il n'y a pas qu'en matière financière que les dérives existent, la crise de la vache folle s'est déclarée 12 ans avant les subprimes. Elle a créé un séisme, notamment en révélant l'usage intensif, par « nos paysans », garants des traditions et du bon sens, de farines animales dans l'alimentation des bovins, c'est-à-dire des herbivores faut-il le rappeler.

L'agriculture française est certainement une force pour la France et pour l'Europe, nous aurions tous à perdre, et les agriculteurs en premier, à la considérer comme un coût, ou comme une agriculture assistée. Il faut pour cela qu'elle se renouvelle, qu'elle se régénère, qu'elle s'autonomise, qu'elle invente son grenelle de l'agriculture, c'est une question de survie, pour elle, et pour nous tous.

017

/ 21 juin 2011

QUAND LA MUSIQUE EST BONNE

30 ans de fête de la musique ! Un concept français aujourd'hui exporté dans plus de 100 pays. Par essence participative et diffusable, la musique est média, simultanément elle diffuse et crée du lien.

Ce mardi soir, vous aurez du mal à y échapper, la musique sera en fête et fêtée à peu près partout sur le territoire. Environ 10 millions d'entre nous sortiront faire un tour dehors pour vagabonder d'une estrade à une autre, du violoncelle à la guitare électrique en passant par une chorale ou des djembés.

A l'heure d'un début calamiteux de campagne présidentielle, de difficultés économiques têtues, et de sondages persistants dans la démonstration du

pessimisme fataliste des Français, c'est l'inverse qui est démontré de façon constante dans la rue depuis 30 ans le 21 juin. Les Français ont du talent et le prouvent. Sur le seuil d'une maison, à l'hôpital, dans les prisons, dans les maisons de retraite, à la ville ou à la campagne, en solo ou en groupe voire en orchestre ou chorale, bons ou moins bons (voire mauvais), chuchotant ou aboyant, ce soir du 21 juin est l'occasion de libérer les talents et de vivre un bon moment de partage. Même amateur approximatif parfois, le souci de chaque musicien ce mardi soir sera de bien faire, d'être encouragé, et pour certains de se prouver certaines choses à eux-mêmes, ou à leurs proches.

Du téléchargement au live. Si nous parlons bien sur beaucoup de digital, de réseaux sociaux, de portails collaboratifs, de virtuel, nous sommes aussi à l'heure où « la vraie vie », où les échanges réels, où les bonnes vieilles réunions et colloques reprennent leurs droits, où les réseaux online donnent rendez-vous dans la rue, où les flashmob créent l'actu et l'enthousiasme. La musique n'a jamais été autant téléchargée, elle fait jeu égal aujourd'hui avec les ventes physiques en volume, et simultanément les concerts connaissent des records de fréquentation, au point de vendre un stade de France en une heure pour Black Eyed Peas !

Selon la formule, « la musique adoucit les mœurs ». Pas uniquement, la musique est aussi un formidable outil de communication, de rapprochement, de « team building » comme on dit dans le jargon franchouillard des problématiques modernes de communications internes et managériales. Autrement dit, la musique nous rapproche. Sans doute parce qu'elle nécessite elle-même de rapprocher des notes solitaires, de les assembler en « composition » pour être audible, et parce que les juxtaposer ne suffit pas, les assortir harmonieusement pour les faire rentrer en résonance.

En matière de communication interne au sein des entreprises et des institutions, les enjeux sont identiques : orchestrer de façon harmonieuse, puissante, originale, et enthousiasmante des talents individuels au service d'une œuvre collective. Cela signifie composer, organiser, répéter, tâtonner, persévérer, écouter l'autre, s'étonner soi-même parfois, se révéler collectivement aussi, et arriver à la satisfaction d'une production unique, toujours perfectible, mais toujours enthousiasmante aussi.

C'est sans doute pour cela que la musique est souvent utilisée comme un outil, disons un instrument, de mobilisation et de construction d'esprit d'équipe. La semaine dernière, lors d'une convention de managers très sérieux, dans un domaine technologique hautement scientifique et stratégique, nous avons fait passer une assemblée de travaux extrêmement techniques et importants à un Lipdub sur « Thriller » au milieu d'une place publique ! Ceci avec des participants qui à 8h30 étaient à une année lumière d'imaginer ce qu'ils allaient être capables de délivrer l'après-midi et qui après avoir mouillé la chemise, se congratulaient comme on le fait à l'issue d'une compétition par équipe, étonnés et heureux de l'avoir fait, et réclamant de revoir la vidéo.

Vive la musique, c'est un média formidable, et à l'heure où l'on parle au salon du Bourget d'un Paris-Tokyo en 2h30 en 2050, nous constaterons encore ce mardi soir, dans la capacité de la musique à nous embarquer, que c'est aussi un exceptionnel moyen de voyager.

018 / 28 juin 2011

PROMESSES – BILAN : 1 - 0

Nicolas Sarkozy dressait lundi un premier bilan du grand emprunt... ou plutôt une série de promesses sur l'avenir. Ce mardi Martine Aubry annonce sa candidature en se projetant, elle aussi, dans le futur. Finalement en politique les promesses importent plus que les bilans.

L'élection politique a cette forme de paradoxe qui consiste à être élu sur un projet, et pas forcément réélu sur le bilan du projet. Et même si nous vivons dans un monde qui exige des résultats, du discours de preuve, de l'efficacité, rien n'y fait, seul le projet est séducteur. A tel point que nous ne parlons finalement quasiment jamais du bilan des réformes, des résultats produits par l'application de la loi, sauf exception.

Et l'une de ces exceptions, ce sont bien sur les 35h, qui se réinviteront inévitablement dans le débat présidentiel à venir, surtout avec Martine Aubry en candidate. Mais en règle générale, l'objectif politique semble souvent être davantage de réformer que de produire les résultats de la réforme, surtout dans un pays comme la France où il est difficile de faire bouger les lignes. La satisfaction, le « résultat » politique est de l'avoir fait, d'avoir fait passer la loi. Le débat fait rage au moment du projet, on oppose les analyses, les résultats escomptés, le coût, et une fois la loi adoptée, il est bien difficile et rare d'en reparler et d'en évoquer l'impact.

Les projets font plus rêver que les résultats, souvent difficiles à mesurer, souvent moins positifs que prévus, et souvent influencés par un ensemble de facteurs toujours difficiles à isoler. C'est pour cela que paradoxalement, on ne gagne pas une élection en défendant un bilan, on ne parle pas du passé mais de l'avenir. François Mitterrand en avait même tiré une attaque fameuse, et sans doute fatale, en 1981 face à Valéry Giscard d'Estaing : « Vous ne voulez pas parler du passé, je le comprends bien naturellement » […] « vous êtes devenu dans l'intervalle (1974-1981) l'homme du passif ». Réplique à « l'homme du passé » lancé par Giscard, et surtout revanche 7 ans plus tard de la non moins fameuse et cinglante réplique « vous n'avez pas Monsieur Mitterrand le monopole du cœur ».

En 1974 et 1981, Giscard et Mitterrand sont donc respectivement « inspirés », ils sont portés dans des élans de victoire, dans des dynamiques positives, très réfléchies mais aussi intuitives. On sent alors une forme de rouleau compresseur, de baraka. Jacques Chirac en 1995 connaîtra lui aussi, une époustouflante montée en puissance renversant finalement tout sur son passage après avoir été longtemps bousculé par Edouard Balladur. Nicolas Sarkozy en 2002 connaîtra lui aussi cette vista présidentielle, avec toujours un temps d'avance sur ses concurrents

1974, 1981, 1995, 2007, des campagnes «magiques», de premiers mandats présidentiels. 1974 et 2007 étaient également des campagnes de premières candidatures pour VGE et Sarkozy, ce qui n'était pas le cas pour Mitterrand en 1981 (3ème candidature) ou pour Chirac en 2005 (3ème candidature également). Les seconds mandats sont plus difficiles à conquérir, et lorsque c'est le cas ce sont des élections qui génèrent beaucoup moins de ferveur (Mitterrand en 88 face à un duel fratricide entre Giscard et Chirac / Chirac en 2002 face à la chaise vide de Jospin).

Nicolas Sarkozy aura donc sans doute des difficultés à essayer d'exploiter un bilan qui n'est jamais un argument électoral très « vendeur » et dont l'analyse sera biaisée par un contexte économique très défavorable. Comme ses prédécesseurs, il aura des difficultés à retrouver l'élan d'une première investiture. Il pourrait essayer d'exploiter la lutte entre les candidats du Parti Socialiste, comme la lutte Chirac-VGE avait profité à Mitterrand en 88, avec une différence notable : l'absence de primaire à l'époque. Cette élection 2012 serait une première candidature, pour François Hollande ou pour Martine Aubry. Reste à savoir si nous connaîtrons dans les semaines et mois à venir l'émergence d'une campagne «magique » pour l'un des candidats en « virginité présidentielle».

019

/ 5 juillet 2011

QUAND ON AIME ON NE COMPTE PAS

Xavier Bertrand annonce l'allongement de la durée des cotisations à 41,5 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein pour les personnes nées à partir de 1955 ; Hervé Novelli (n°2 de l'UMP) explique qu'il faudra supprimer les lois Aubry sur le temps de travail en cas de victoire de la droite en 2012. La Conférence nationale sur les rythmes scolaires quant à elle préconise une réduction de la durée hebdomadaire de classe de 24 heures à 23 heures, mais sur une année qui pourrait s'allonger de 36 à 38 semaines.

Au pays des 35 heures, nous nous gargarisons souvent d'être un des pays au plus fort taux de productivité (rapport entre valeur produite et quantité de travail+capital nécessaires). Mais on oublie souvent de préciser qu'il s'agit de productivité horaire, qui une fois ramenée par habitant (et non

par salarié) est bien moins à l'avantage de la France ! Oui, nous travaillons effectivement moins que bien d'autres nations concurrentes.

Mais lorsqu'il s'agit d'innovation, la productivité horaire est moins importante, parce que l'aptitude à trouver des idées ne dépend pas seulement du coût horaire de ceux qui la cherchent, mais aussi du montant investi en recherche & développement, de l'envie et de la motivation, de la capacité à s'ouvrir sur le monde, à écouter les autres, à réagir, à anticiper. Apple n'aurait-il pas conçu l'I-phone en travaillant 35 heures ? Nous confondons souvent productivité et compétitivité. En réalité aujourd'hui la question bien souvent n'est pas celle du temps de travail mais du pourquoi nous travaillons. Ce qui compte alors pour être compétitif et attractif, c'est la capacité à innover, à générer de la valeur ajoutée.

La compétitivité ne dépend pas uniquement du nombre d'heures travaillées, mais aussi et surtout de l'environnement de travail, c'est le défi managérial de notre époque.

Dans les années 1980, le site de production Nummi devint le site au meilleur taux de productivité de toutes les usines General Motors, avec un niveau d'automatisation pourtant inférieur à la moyenne. Mais en diversifiant les tâches des ouvriers, en les rendant moins abrutissantes, le taux d'absentéisme et de conflit, qui était l'un des plus élevés de GM, devint l'un des plus bas.

Si la question de la motivation au travail est celle du « pour quoi faire », il en est de même pour celle de la productivité. C'est d'ailleurs pour cela qu'il s'agit d'un sujet sensible auprès de l'opinion. Gain de productivité, soit, mais à qui profite-il ? Si le gain obtenu génère de la profitabilité supplémentaire, la question de la répartition des richesses se posera, surtout pour des salariés qui dans leur majorité (62%*) ont déjà le sentiment d'une augmentation de leur charge de travail depuis 2010.
Finalement, la reconnaissance et l'implication sont des leviers parfois bien plus efficaces pour la productivité que les bienfaits attendus des mesures législatives sur la fiscalité et le temps de travail. Davantage que le nombre d'heures travaillées, c'est le nombre d'heures motivées qui impacte favorablement et durablement productivité et compétitivité. Donner davantage de responsabilité, de perspectives, de reconnaissance (55% des salariés ont le sentiment que leurs efforts ne sont pas reconnus par leur hiérarchie*), et de motivation sont des moyens bien plus efficaces que la loi pour faire travailler davantage.

Les salariés attendent de plus en plus des employeurs privés et publics qu'ils se préoccupent d'enjeux environnementaux et sociaux, de bien-être au travail, de formation, etc. et pas uniquement qu'ils produisent de la rentabilité. Inversement, l'attente vis à vis du salarié ne peut être uniquement quantitative, se bornant à « un temps de présence exigé » comme d'autres attendent du « temps de cerveau disponible ». A choisir, mieux vaut des salariés motivés et enthousiastes à 35h que passifs à 39.

020

/ 12 juillet 2011

ET SI ON PARLAIT PLUTOT POLITIQUE ?

Quand les rumeurs et les grands déballages prennent en otage la vie politique et les préoccupations premières des Français...

Entre omerta et grand déballage, nous passons allégrement de tout l'un à tout l'autre. Dimanche dernier, le Journal du Dimanche faisait sa une sur Martine Aubry face aux rumeurs sur sa vie privée, avec une photo au look paparazique. Le mot « rumeur » est un hameçon à audience, un attrape lecteurs (pour ne pas dire autre chose). Il est vraisemblable que « Le projet de Martine Aubry » eut été moins accrocheur et aurait donc moins incité à la lecture, donc à la valorisation du titre.

Tout ceci n'est qu'avatar, la vraie vie, c'est celle de la lutte contre le taux de chômage, de la création et du développement des entreprises, de la réduction de la dette, de la lutte contre notre déficit du commerce extérieur, de la préservation de notre environnement, de la réduction des

inégalités sociales. Je me fous de savoir si l'idée qui réduira le chômage est de gauche ou de droite du moment qu'elle donne des résultats sans créer d'importants dommages collatéraux sur la dette ou les impôts.

Énoncer systématiquement depuis plusieurs années que le PS n'a pas d'idées est une fine stratégie politique, mais l'objectif ultime n'est pas d'être sélectionneur ou d'être inscrit sur la feuille de match, l'objectif c'est bien de gagner le match, et on ne gagne pas un match en hurlant que l'entraîneur d'en face est un c__. Les rumeurs, les histoires de vies privées … ras le bol !

Dans ce superbe film britannique de Hugh Hudson, « Les chariots de feu », qui se déroule autour des Jeux Olympiques de 1924 à Paris, Harold Abrahams (Ben Cross à l'écran), qui remportera le 100 mètres, dispose d'un entraîneur personnel en la personne de Sam Musabini (Ian Holm à l'écran). Sur la ligne de départ, Musabini n'a qu'un seul et ultime conseil : regarder son couloir, et son couloir uniquement, jusqu'à la ligne, ne jamais courir en surveillant l'adversaire. Ecoutez Monsieur Musabini, arrêtez de nous parler des autres ou de lancer des leurres, parlez-nous de vos idées, de vos solutions, soyez fidèles à vos convictions, ne surfez pas sur les vagues médiatiques.

2012 est aussi une année olympique, alors courez dans votre couloir !

021 / 19 juillet 2011

LA GUERRE DU VENT EST LANCEE

Le 11 juillet, Nathalie Kosciusko-Morizet lançait l'appel d'offre annoncé depuis des mois sur l'éolien offshore. Le week-end dernier, Matignon rendait ses derniers arbitrages concernant les nouvelles règles d'appel d'offre pour l'industrie photovoltaïque. Juillet 2011, relance des nouvelles filières d'énergie renouvelable avec l'espoir de créer des filières françaises.

Nous ne le savons pas assez, mais la France est le deuxième plus grand pays du monde ! En effet, d'après la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, un État exerce ses droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources sur une surface maritime à 200

miles marins de ses côtes. Exceptionnellement présente sur tous les continents, la France par ses départements et territoires d'outre-mer dispose ainsi de la deuxième plus grande « zone économique exclusive » du monde, après les Etats-Unis et devant l'Australie, soit 11 millions de km2 comparés aux 671 000 km2 de sa surface «terrestre». Au delà de ce petit clin d'œil, et même si bien sur la production d'électricité à partir d'éolien offshore doit être à proximité des bassins de consommation, la France n'en demeure pas moins un État marin qui, de ce seul point de vue, a un devoir de leadership et d'exemplarité en matière de préservation et d'exploitation des océans.

Hors, aujourd'hui, avec aucune éolienne en mer en activité, la France est en retard dans le domaine de l'éolien offshore, et l'éolien « total » représente moins de 2% de la production électrique française (1,7% fin 2010, via 6000 MW d'éolien terrestre – par comparaison, le photovoltaïque, c'est 0,1%, 1000 MW installés).

L'appel d'offre lancé le 11 juillet concerne une première tranche de 3000 MW (environ 600 éoliennes marines) et sera suivi d'un second équivalent en avril 2012, le tout pour un marché de 20 milliards d'euros. A terme, ces 1200 éoliennes fourniront l'équivalent de 3,5% de la consommation électrique française. Compilé avec l'éolien terrestre, les objectifs du Grenelle fixent à plus de 10% la consommation d'électricité qui doit provenir de l'éolien en 2020 … un objectif déjà dépassé par l'Espagne … en 2010. Pour rappel, au total, la France s'est fixé l'objectif de porter à 23% de sa consommation d'énergie la part des énergies renouvelables en 2020. Cette part était à hauteur de 15% fin 2010, essentiellement grâce à l'hydraulique (12,4%), la première et plus ancienne source d'énergie renouvelable, souvent oubliée dans les analyses, mais dont le potentiel d'exploitation en France est atteint depuis plusieurs années. Les autres modes de production électrique étant le nucléaire bien sur (74%) et la combustion fossile (11%).

En Allemagne, le pays souvent considéré comme «écologique», la part des énergies renouvelables est identique à celle de la France fin 2010 (16%), mais d'abord grâce à l'éolien (7%) puis la biomasse (4%) et l'hydraulique (3%). Contrairement aux idées reçues, c'est l'Espagne qui compte aujourd'hui 35% (bien au delà de notre objectif 2020) d'énergies renouvelables avec 13% d'Hydraulique, 15% d'éolien (déjà) et près de 3% de photovoltaïque.

L'enjeu est celui du mix énergétique, pas de la substitution d'une énergie par une autre. La conjonction de nos besoins énergétiques grandissant, des enjeux environnementaux, de préservation des ressources, de la sécurisation des sources d'approvisionnement, de la maîtrise des risques (post-Fukushima notamment) nous pousse à développer un mix énergétique plus équilibré. La question n'est pas uniquement celle du «remplacement» du nucléaire ou du pétrole, mais bien des apports complémentaires, et petit à petit alternatifs, des nouvelles sources d'énergie. La part de l'électricité issue des énergies renouvelables va croître inexorablement, comme la performance de ces modes d'approvisionnement qui au delà d'être nouveaux sont surtout encore jeunes technologiquement.

Avec ces appels d'offre, le gouvernement cherche aussi à développer des filières françaises, mais sera-t-il en mesure de les «favoriser» comme il souhaiterait qu'Air France ait une préférence pour Airbus ? Surtout quand parmi les champions internationaux de l'éolien offshore, aucun n'est

français (pas encore). Face à un marché mondial en plein essor (100 GW de projets rien qu'en Europe), quid de la concertation au sein de l'Europe pour créer les champions européens des énergies renouvelables ?, les Airbus de l'éolien, du photovoltaïque ou de la biomasse autour d'un réseau de PME performantes et de start-up sur les bioénergies de demain ?

En outre le développement de filières économiques passe par le développement de cursus de formation, de centre de recherche et développement conjoint. Comme le TGV a réinventé le train, comment nous mettre en situation d'inventer les TGV de l'éolien offshore de demain ? ces mâts à 5 ou 6 MW à l'étude chez Alstom, Siemens ou Vestas. Tout est à (re)inventer, avec réalisme sûrement, en concertation avec les parties prenantes certainement, avec enthousiasme absolument.

022 / 26 juillet 2011

BESOIN DE CAMERAS POUR LA SOMALIE, POUR LE TUEUR D'OSLO AUSSI

Entre l'appel à l'aide humanitaire internationale pour sauver des vies de la sécheresse en Afrique et l'épouvantable tuerie en Norvège, le rapprochement peut être osé, il est pourtant frappant, c'est celui du besoin de traitement médiatique.

La famine sévit dans la corne de l'Afrique (pointe est de l'Afrique, occupée principalement par la Somalie et l'Ethiopie). On en parle comme d'une découverte ou comme si elle survenait brutalement suite à un violent séisme. Elle est certes le résultat d'une sécheresse exceptionnelle, fatale sur une zone déjà extrêmement fragile, mais ce n'est pas une surprise, même si l'interpellation des opinions publiques mondiales est celle d'un appel à l'aide en situation d'urgence absolue pour sauver des familles et particulièrement des enfants de la mort.

250, c'est l'estimation du nombre de morts chaque jour dans cette région du monde, où l'aide humanitaire est souvent bloquée par les milices locales, ce qui est une autre forme de terrorisme génocidaire. Où surtout des pays entiers comme la Somalie et l'Ethiopie pourraient être « sauvés » de la famine pour la modique somme d'un peu plus d'un milliard d'euros comme le demande l'ONU, dérisoire comparée aux divers et récents plans de sauvetage, non pas de vies mais de l'euro, et comparable au milliard d'euros débloqué par le seul gouvernement français il y a deux mois pour subventionner les agriculteurs, pour une autre sécheresse, la nôtre.

Mais au-delà de ces interventions et interpellations récurrentes, il faut rappeler comme le font bon nombre d'experts depuis quelques jours, et comme le faisait Jacques Diouf hier à Rome, directeur général de la FAO (Food and Agriculture Organization des Nations Unies), que les famines en Afrique sont autant si ce n'est davantage dues aux guerres, à la corruption, ou encore à l'inflation, qu'au climat. L'aide humanitaire est une aide d'assistance, à la fois continue grâce au travail exceptionnel des ONG, mais aussi sporadique selon les degrés d'urgence et la place accordée par les grands médias. C'est aussi et surtout la démocratisation et l'accès aux techniques performantes d'élevage et d'agriculture qui permettront d'agir de façon durable.

Plus frappant encore, interrogé hier dans le Soir 3, Laurent Thomas, sous-directeur de la FAO, rappelait les alertes lancées par l'organisation depuis novembre 2010. Alertes difficilement audibles avant d'en arriver à une extrême urgence, car selon lui, « la sécheresse n'intéresse personne ». Les enfants d'Afrique avaient donc surtout besoin… de caméras pour être sauvés. Besoin d'une fenêtre médiatique s'il vous plait, besoin de caméras pour faire réagir les opinions publiques, mais aussi, et c'est le plus embarrassant, les responsables et autorités politiques des instances internationales qui une fois encore interviennent davantage en réaction qu'en anticipation. On construit le rond-point après le mort de trop.

Si les caméras peuvent sauver des vies, elles peuvent aussi, indirectement bien sûr, en tuer. Un épouvantable tueur d'Oslo déçu lundi d'être entendu à huis clos, réclamant des caméras pour atteindre son objectif de notoriété, pour lui-même et pour ses thèses. Besoin de caméra lundi encore pour Nafissatou Diallo, pour exposer sa version des faits, et passer du prétoire juridique au perchoir médiatique.

Les médias sont d'extraordinaires et puissants outils. Comme tout outil performant, ils sont formidablement utiles et intéressants en de bonnes mains, utilisés à bon escient. Leur pouvoir en fait également des objets de convoitise. En Norvège hier, une caméra a coûté des vies, demain en Somalie elle en sauvera.

023 / 2 août 2011

SO WHAT ?

Les Etats-Unis ne seront pas en défaut de paiement. Formuler cette phrase nous paraît rétrospectivement surréaliste, et pourtant c'était bien l'objet de l'accord politique entre Démocrates et Républicains qui sera sûrement validé par le Sénat aujourd'hui. Mais un accord provisoire, qui ne résout rien sur le fond.

Après l'adoption cette nuit par la Chambre des représentants de l'accord sur le relèvement du plafond de la dette, l'ultime étape qui devrait valider définitivement ce compromis est celle du vote du Sénat aujourd'hui. Les Etats-Unis pourront donc s'endetter encore davantage, à hauteur de 2 100 milliards de dollars supplémentaires, soit une dette autorisée, disons

légale, de 16 400 milliards de dollars (pour rappel, la dette publique de la France - Etat + collectivités territoriales - s'élève à 1 650 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2011). Si cet accord n'était pas trouvé, les Etats-Unis se trouveraient techniquement en défaut de paiement face à une dette de 14 294 milliards de dollars pour 14 300 autorisés. Autrement dit, il fallait renégocier l'autorisation de découvert !

Si l'issue des débats ne faisait pas beaucoup de doute au pays du pragmatisme, c'est le contenu du compromis qui a été l'objet d'âpres négociations entre Démocrates et Républicains. L'occasion, surtout un an avant l'élection américaine (6 novembre 2012), d'un débat davantage politique qu'économique, dont le parti de Barak Obama sort perdant face à des Républicains davantage partisans de réduction des dépenses que d'augmentations des recettes fiscales comme le souhaitait Obama. Il en ressort un relèvement du plafond de la dette sans hausse d'impôts mais assorti d'un plan de réduction des dépenses publiques de 1 000 milliards de dollars dans un premier temps, complété par 1 500 milliards d'économies supplémentaires à trouver d'ici un an.

Mais surtout, nous retiendrons de cet épisode la fin du culte de l'Amérique toute puissante. La croissance américaine ne rebondit pas, plafonnant autour de 1,5 %, et plus préoccupant encore, le taux de chômage persiste à rester entre 9 et 10 %. L'Amérique est en panne, et peine à retrouver un nouveau souffle. Si nous étions déjà frappés par l'idée d'Etats européens en quasi faillite, et même si les situations ne sont pas comparables, il n'en demeure pas moins que depuis une semaine nous associons les mots « défaut de paiement » aux Etats-Unis, autrement dit au « Modèle » de l'économie libérale, qui est aussi le modèle dominant, à quelques nuances près, de l'économie mondiale. Cette idée des Etats-Unis en défaut de paiement passe presque inaperçue, alors qu'elle est vertigineuse. Cela ressemble à une histoire banale parce que nous sommes noyés dans ces sujets depuis la crise financière de 2008, que nous avons eu l'illusion de quitter dès 2009. La seule modestie que nous avions à l'époque, souvenez-vous, était de nous interdire de prononcer trop vite le mot « reprise ».

Et lorsque nous parlons du poids de la dette, nous parlons d'un poids lourd à porter pour nos enfants et petits-enfants, pour les générations futures, une manière d'appliquer le bien connu principe, hautement responsable, « après moi, le déluge ». Nous pensions repousser le problème aux calendes grecques (j'avoue, facile). La réalité est que nous vivons aujourd'hui un effet ciseau indéniable : le poids de la dette augmente, et les échéances se rapprochent. Ces enjeux, nous ne les refilerons pas aux suivants, nous les pensions loin, ils se sont en fait rapprochés de nous. Cet accord américain qui fait tant de bruit aujourd'hui est provisoire et ne résout rien sur le fond, il devra être renégocié en 2013, demain matin.

Nous banalisons car nous faisons un déni psychologique face à un problème crucial que nous ne savons pas traiter sauf à essayer de courir toujours plus vite, dans une course en avant qui devient une fuite, tentant de repousser les limites du monde fini. Comme le disait Paul Valéry (en 1945 !), « le temps du monde fini commence ». Ce monde fini n'est pas qu'écologique, il est aussi financier. D'ailleurs, à relire « Regards sur le monde actuel », il le disait déjà !

024 / 9 août 2011

NOUS VIVONS UN KRACH POLITIQUE, EN PRISE AU "CRACK" FINANCIER

La fuite en avant des dettes publiques n'apporte aucune solution durable et crée une interdépendance artificielle et néfaste entre les Etats et les marchés. Face à l'impasse, les acteurs doivent retrouver leur autonomie pour revenir aux fondamentaux.

L'accord politique des américains pour pouvoir s'endetter encore davantage n'apporte aucune solution sur le fond. Ce modèle de développement est tout sauf durable, et pas uniquement pour les seules raisons écologiques trop exclusivement mises en avant ces dernières années comme critère d'éligibilité au « durable ». Ce modèle économique est financièrement non pérenne, artificiellement dopé par de fortes doses d'endettements publics comme on cherche à maintenir un malade en vie. Nous parlons, nous rêvons, de nouveau paradigme depuis ce début de

21ième siècle, comme d'un nouveau paradigme souhaitable, il s'impose à nous aujourd'hui avant même que nous ayons réussi à le définir, ce qui cause notre angoisse collective, plus ou moins consciente parce que l'esprit humain n'aime pas être pris en défaut.

Les marchés sont devenus les actionnaires du pouvoir politique. Si ce modèle est en péril, c'est notamment parce que le politique et l'économie sont devenus trop dépendants l'un de l'autre. On a beaucoup dit, et notamment les économistes et les plus libéraux d'entre nous, que le pouvoir politique était de plus en plus en incapacité d'influencer l'économie. Ah bon ? Il semblerait que la gestion de la crise depuis 2008 ait démontré au contraire l'emprise du politique, des banques centrales et des institutions financières, comme recours, garants et surtout financeurs du système. L'épisode de ces derniers jours le démontre encore lorsque simultanément, instantanément, toutes les places boursières de la planète plongent suite à la révélation du risque de solvabilité du premier pouvoir économique et politique mondial, et lorsque, hier encore, les marchés replongent parce qu'ils n'ont pas été convaincus par les propos de Barak Obama.

Ayant eu trop recours aux marchés pour financer leur endettement, les Etats ont fait des marchés les premiers actionnaires des pouvoirs politiques. Il faut couper ce cordon. Pour retrouver son autonomie, sa crédibilité et donc une capacité d'influence positive, le politique doit sortir de sa dépendance au « crack » financier. Il faut pour cela lui imposer un sevrage financier, qui passera nécessairement par une drastique réduction des dettes publiques. La première étape étant de cesser de les alimenter en déficits chroniques.

L'action politique doit encourager le développement économique tout en préservant notre écosystème social et environnemental, il n'a pas vocation à maintenir artificiellement un système qui le nourrit en le perfusant. L'arbitre ne peut pas être payé par les joueurs. Inversement, l'Etat étant le premier acteur économique, le « système » ne peut supporter son défaut, et il faut aussi rompre la dépendance entre les marchés financiers et les Etats. Les marchés se sont gavés de dettes souveraines, dès lors, comme un effet subprimes d'Etat, si un doute, jamais anticipé, émerge sur la solvabilité des débiteurs publics, c'est la panique.

On se refuse de parler de « krach » (comme on s'interdisait de parler de rigueur ou de récession), argumentant qu'il faut techniquement une baisse brutale de plus de 10 points en une seule séance. C'est ignorer la réalité, nous sommes bien en krach, simplement il s'étale davantage dans le temps. 18% de perte sur les 11 séances consécutives de baisse du CAC 40, c'est bien un krach, progressif mais un krach quand même. Depuis la crise financière, le marché a été dopé à coup de centaines de milliards réinjectés. Pour éponger, écoper, compenser, maintenir le coût de leur dette, les Etats amortissent les krachs, qui paraissent moins brutaux. Nous vivons un non-krach artificiel, qui est en fait un krach sous morphine. Le problème est que nous arrivons en panne de morphine à la pharmacie, et le pharmacien doit partir en désintox !

Une désintoxication et une décorrélation sont nécessaires pour revenir aux fondamentaux, car contrairement à ce que les indices peuvent laisser penser, le CAC 40 va bien, et même « mieux que bien » avec 80 milliards de profits cumulés en 2010 (+ 80% versus 2009 et quasiment retrouvé le niveau record de 2007), et de bonnes perspectives 2011 !

025 / 16 août 2011

LE PRIX DE L'ESSENCE NE DOIT PAS BAISSER

En pleine crise politique et boursière, la baisse du prix du baril est annoncée comme une bonne nouvelle dans la tourmente. Au-delà du fait que sa répercussion ne sera pas immédiatement profitable à nos transhumances estivales, c'est une mauvaise nouvelle sur le long terme.

Avec un baril à 87 dollars (60 euros), nous sommes aujourd'hui très loin de son plus haut historique de l'été 2008 (144 dollars le 3 juillet 2008). Autrement dit, en euro, le prix du baril est 2 fois moins élevé qu'il y a trois ans. Si on constate sur les courbes de long terme une bonne corrélation entre le prix du baril et le prix à la pompe, on ne peut pas dire que l'essence coûte deux fois moins cher qu'il y a trois ans. D'autre part, il est bien connu que « perception is reality », et cette perception plus tenace

que la démonstration des faits pousse les opinions publiques, c'est à dire nous, à considérer que les prix s'ajustent plus vite à la hausse qu'à la baisse.

Mais surtout, se réjouir de la baisse du prix du baril est un paradoxe écologique. Depuis plusieurs années de prise de conscience environnementale, beaucoup de pédagogie et de démonstrations ont été déployées pour inciter aux économies d'énergies et à la préservation des ressources naturelles, quelles qu'elles soient. S'il y a bien quelque chose qui devrait – raisonnablement – augmenter, ce sont bien les énergies fossiles, qui, contrairement aux apparences ont quasi stagné depuis 30 ans en monnaie constante. D'ailleurs la façon la plus simple de s'en rendre compte est de ramener cela à la rémunération nette d'une heure de SMIC : aujourd'hui à 7,06 euros nets de l'heure, vous vous payez environ 5 litres d'essence à 1,40 euro, soit 12 minutes de travail pour un litre lorsqu'il fallait 16 minutes de travail en 1980 ou encore 45 minutes en 1955. Comparativement aux évolutions des prix de l'immobilier, de la santé, ou de la baguette, le prix de l'essence a connu une tendance plus que raisonnable.

Les énergies alternatives et renouvelables ont besoin d'un pétrole cher. Les énergies fossiles représentent encore autour de 75-80% du mix énergétique mondial et sont bien sur fortement émettrices de gaz à effet de serre. Entretenir l'illusion d'une valeur bon marché, c'est décourager les énergies alternatives qui n'ont pas encore atteint leur niveau de performance et de rendement optimaux. Les énergies alternatives et renouvelables ont besoin d'un pétrole cher, pour une simple raison de compétitivité. Et nous avons besoin de développer ces autres sources d'approvisionnements, c'est une question de gestion de long terme et d'anticipation.

D'autre part, et même si cela est contre-intuitif, plus le pétrole baisse moins il y a de réserves (car il n'est pas rentable d'exploiter certains gisements), et inversement, un prix élevé augmente les réserves grâce à des exploitations rentables déclenchées par le niveau du prix du baril.
Si le prix de l'essence élevé est vertueux pour nos économies d'énergies en tant que consommateurs, c'est aussi la meilleure incitation à la recherche et au développement de motorisations et d'équipements moins énergivores. Si vous voulez des énergies alternatives et consommer moins au kilomètre, le prix de l'essence ne doit pas baisser. Entretenir le prix de l'essence à la hausse, c'est aussi prolonger les réserves par l'incitation aux économies, et préparer, sur de très longues échéances, la mutation énergétique nécessaire.

La prise de conscience environnementale s'essouffle aujourd'hui car c'est une préoccupation de long terme, quasi indolore, dépassée par des préoccupations beaucoup plus tangibles et anxiogènes au quotidien. Et parce que nous pouvons nous soucier d'environnement en tant que citoyen du monde, mais en tant que consommateur nous recherchons aussi l'intérêt et les bénéfices que nous pouvons en tirer. La préoccupation « intéressée » est sans doute encore plus efficace, et finalement pas forcément moins vertueuse ou moins morale. Ce sont aussi des enjeux qui sur leurs échéances longues connaissent des fluctuations qui peuvent paraître contradictoires.

Toutefois, lorsque le prix à la pompe augmente, le volume d'essence consommé diminue et les recettes pour l'Etat également car la principale

taxe (TICPE – Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques) est fixe au litre. L'idée serait de maintenir une lente tendance haussière du prix à la pompe en empêchant de repasser des seuils à la baisse, en rendant variable la TICPE, en amortissant les fluctuations des marchés, et surtout en faisant bénéficier l'Etat de la baisse du baril. L'Etat pourrait ainsi engendrer des recettes additionnelles en cas de baisse des cours (les taxes compenseraient pour maintenir un prix stabilisé), amortir les hausses trop brutales, tout en continuant à inciter aux économies d'énergies pour accompagner la mutation énergétique de long terme. Cette « cagnotte pétrolière » à la baisse pourrait être utilisée pour investir dans les nouvelles énergies.

Alors bien sur, ce n'est bon ni pour le pouvoir d'achat ni sans doute pour l'incitation électorale, mais il est de la responsabilité du politique d'accompagner les mutations, de les inscrire dans le temps, sans qu'elles soient dictées par de brutales, intempestives, sans doute irrationnelles, fluctuations boursières telles que nous les connaissons ces temps ci.

026 / 23 août 2011

LES PLACES DE LA LIBERTE

Ce n'est pas Facebook qui permet une révolution, c'est la rue !

Après le "printemps arabe", la Libye pourrait à son tour changer de régime si la chute de Kadhafi venait à être confirmée. Et une fois de plus, la révolte est venue de la rue...

Si les réseaux sociaux et les sites des médias online et traditionnels relaient l'information et offrent une caisse de résonance souvent indispensable à l'émergence des mouvements populaires, la « vraie » révolution se fait dans la rue, et symboliquement sur les grandes places des capitales.

La Place verte de Tripoli connaissait hier l'effervescence des grandes occasions, qui étaient jusque là, et pendant 42 ans, celles du pouvoir du

colonel Kadhafi. Symboliquement, comme le peuple irakien déboulonnait la statue géante de Saddam Hussein en avril 2003, il est important de reprendre possession des espaces publics accaparés par les pouvoirs dictatoriaux. Ce printemps arabe nous fait régulièrement découvrir ou redécouvrir les grandes places qui sont autant de points de départ et de convergence des mouvements de rébellion. La désormais célèbre Place Tahrir au Caire a été l'épicentre de la contestation égyptienne, la Place des Martyrs sera à son tour le centre névralgique du mouvement en Algérie. En Tunisie, la place du 7 novembre (1987 – prise du pouvoir de ben Ali) est rebaptisée en février place Mohamed Bouazizi dont l'immolation par le feu avait déclenché la «révolution du jasmin» qui a renversé le président Zine ben Ali le 14 janvier 2011.

Systématiquement, comme on cherche à interdire la liberté d'expression, les journalistes ou encore les sites web et les réseaux sociaux, les régimes dictatoriaux ont tenté d'empêcher les rassemblements en barricadant - eux aussi - les accès à ces places, comme ce fut le cas avec cette immense barrière de barbelés installée autour de la Place des Martyrs mi-mai 2011 à Alger. Une sorte de mur de Berlin de papier vite baptisé « mur de la honte » qui n'aura été qu'une tentative dérisoire face au mouvement en marche.
Les réseaux sociaux sont devenus les places Tahrir du web. Interdire les regroupements est une constante des régimes, parfois même démocratiques, pour tenter d'éviter les débordements contestataires. Il est courant dans le vocabulaire journalistique d'expliquer que les « manifestants ont été dispersés », comme nous avons l'habitude de l'expression « diviser pour mieux régner ». Mais il est bien difficile de canaliser éternellement des mouvements qui naturellement doivent s'exprimer un jour ou l'autre, surtout aujourd'hui avec des canaux internet totalement ouverts qui ne peuvent être maîtrisés comme on contrôle simplement une télévision d'Etat. Ces nouveaux médias et ces réseaux sociaux sont les places Tahrir du web, ils encouragent des mouvements, des générations, qui arrivent à maturité à force d'échanger et de se sentir devenir puissants. Mais in fine le digital ne suffit pas et cela se concrétise toujours par le rassemblement physique, car c'est là véritablement que le sentiment de justice et de force se ressent pleinement, que le pouvoir d'opposition se met en marche. La Chine populaire doit sûrement surveiller les conversations qui pourraient un jour appeler à se rassembler de nouveau Place Tian'anmen.

Ces mouvements sont l'expression ultime, ils ne peuvent être comprimés, surtout avec aujourd'hui une communauté internationale qui a à cœur de jouer son rôle de gendarme et de justicier, parfois d'accélérateur. Comme le soulignait Alain Juppé au 20h de TF1 lundi, « nous sommes dans un monde nouveau, on ne peut pas aller à l'encontre de l'aspiration des peuples ». Il ne faut pas oublier qu'en Libye aussi, le mouvement des rebelles a précédé l'intervention internationale qui l'a ensuite significativement soutenu.
En régime démocratique aussi, on manifeste, souvent aussi sur les places comme les indignés espagnols Place Puerta del Sol, mais pour empêcher une loi ou pour défendre des revendications, mais on ne renverse pas un Président élu. On peut chercher à infléchir une politique, on peut obtenir le retrait d'un texte, la démission d'un Ministre, mais pour changer de « régime gouvernemental », on attend sagement la prochaine échéance. Les mouvements révolutionnaires, par la force du collectif, du rassemblement, du mouvement de masse, aspirent à mettre en place des régimes démocratiques dans lesquels les électeurs pourront librement s'exprimer … seuls, dans l'isoloir, pour élire un leader qui aura su rassembler … autour de lui.

027

/ 30 août 2011

CRISE : LA CHASSE AU BOUC-EMISSAIRE EST OUVERTE

Le temps n'est pas celui de savoir si DSK ou les marchés financiers ont été victimes de complots ou d'orchestrations machiavéliques, mais celui des réponses et des idées constructives.

En plein bal des universités d'été, quelle est la production de contenu des élites politiques et économiques pour sortir d'une crise dont on s'est trop vite cru débarrassé ? Faut-il retenir du PS à la Rochelle la comparaison frontiste d'un discours de clôture ? Les petites phrases entre les candidats, qui relèvent davantage du catch (combats mis en scène je le rappelle) que du débat ? Qu'attendre de l'UMP à Marseille dans quelques jours ? Et côté

entreprises, du Medef demain à Jouy-en-Josas ? En attendre beaucoup, certainement.

L'impératif est de s'inscrire dans une optique de sortie de crise davantage que d'analyse de la crise ou de ses supposés pyromanes. Les médias américains ont peut-être alimenté les rumeurs négatives sur la réputation des Etats souverains européens, des banques, et sur la capacité de l'Europe à gérer sa zone euro, peut-être. L'inverse est possible aussi, peut-être avons-nous côté européen entretenu le bruit médiatique et public sur l'impasse déficitaire américaine ? Peut-être même, certains d'entre nous se sont réjouis de la perte du triple A américain ? Peut-être aussi est-ce tout simplement normal que les gestionnaires de nos Etats aient des comptes à rendre, vis à vis des populations qui les élisent, et des marchés qu'ils sollicitent pour se refinancer sans cesse.

Ce qui est sans doute plus inquiétant, c'est la fébrilité ambiante face au besoin de trouver de nouvelles solutions, de nouveaux équilibres. Nous avons trop tendance à être plus forts en diagnostic qu'en thérapie, et lorsqu'on a du mal à avoir des idées, on condamne celles des autres. Ce qui est inquiétant, c'est cette recherche systématique du coupable, du bouc-émissaire. Plus de 200 ans après la révolution, nous cherchons toujours des responsables à décapiter en place de Grève. Condamner les coupables, sûrement, mais il faut sortir de la société du pilori, tentation d'autant plus grande que les temps sont difficiles et anxiogènes.

La France qui gagne, c'est celle du Handball, du Judo, souhaitons-le du Rugby. C'est celle des entreprises du CAC 40 qui conquièrent des marchés partout à travers le monde et consolident des milliards de bénéfices, celle des TPE-PME qui créent de l'emploi. On aime Teddy Riner qui gagne en individuel, et qui s'arrache le lendemain pour faire gagner l'équipe. La France doit s'appuyer sur les succès plutôt que les montrer du doigt car les succès sont plus passionnants à partager qu'à condamner ou à jalouser.
Si les entreprises et les secteurs en difficulté sollicitent l'Etat au cœur de la crise en 2008, aucune ne se précipite aujourd'hui au chevet de leurs généreux médecins de l'époque. On ne peut pas se tourner vers l'Etat lorsque ça va mal, et chercher à se faire oublier, retourner dans sa bulle, lorsque ça va mieux. Les entreprises ont une responsabilité sociale, environnementale et éthique, elles le prônent, et c'est même souvent une réalité plus importante qu'on ne croît, même si elle est difficilement audible à force d'avoir des jugements de valeur prédéfinis par nos idées reçues et schémas de pensée stéréotypés.

Cette aventure collective qui est celle d'une nation est une course en équipe, une course de relais selon les états de forme des uns et des autres. Les entreprises sont attendues, elles ont un rôle majeur à jouer, des contributions à apporter … un rang à tenir.
Pour des entreprises partenaires, solidaires, responsables, d'une société à co-entreprendre.

028 / 6 septembre 2011

11 SEPTEMBRE 2011: TOP DEPART DE LA PRESIDENTIELLE US

10 ans après le 11 septembre 2001, l'heure est celle de la commémoration et du souvenir. Mais ce pourrait être aussi pour Obama l'occasion d'un appel au réveil de l'Amérique, après une décennie de remise en cause.

En 2001 l'Amérique était pour la première fois attaquée sur son sol, une attaque absolument inouïe par sa barbarie, son procédé et son impact, mais aussi insultante, humiliante et insolente. En 2008 c'est l'économie américaine et dans son sillage celle du monde entier qui vacille, de façon une fois encore incroyablement violente. Là aussi, des bastions supposés inébranlables sont remis en cause. En 2011, cette fois-ci, c'est la solvabilité de la nation dont il est question avec une Amérique au bord du défaut de paiement.

Le tout-puissant, le leader, le numéro 1, déclassé, insulté. 2011, c'est aussi la politique étrangère et la toute puissante armée qui subit en dommage collatéral le succès de la guerre éclair des européens en Libye, quand la grande armée US reste enlisée depuis tant d'années en Afghanistan ou en Irak. Cette décennie aura également été celle de la perte du leadership mondial au profit de la Chine. 2011, c'est aujourd'hui une économie atone, qui plafonne, qui ne crée plus ni emplois ni croissance.

Au-delà du « 9/11 » lui-même, c'est toute une décennie 2001-2011 au cours de laquelle jamais comme avant les États-Unis n'auront été autant bousculés sur leurs bases, dans leurs certitudes. Remises en cause économique, financière, politique, militaire,l'Amérique toujours sûre d'elle-même, souvent critiquée pour son hégémonie et son unilatéralisme, est aujourd'hui en proie au doute, un doute qu'elle n'a jamais connu.

La commémoration du 11 septembre doit être pour Obama l'occasion d'un appel au rebond. Obama doit appeler au souvenir certes, il doit surtout appeler à l'avenir, il doit sortir un discours de vestiaire pour invectiver une équipe au bord du K.O. au sortir de sa première décennie du XXIème siècle. En 2001, Rudolph Giuliani était le Maire de New-York. Très vite après l'émotion, il appelait à la reconstruction, exhortait New-York et l'Amérique tout entière à faire face, à être plus forte que jamais, et certainement plus forte que le terrorisme. 6 semaines après les attaques Giuliani était crédité de 79% de bonne opinion auprès des New-yorkais, deux fois plus qu'un an avant où il était approuvé à hauteur de 36%. Défini et perçu comme the « America's Mayor », Giuliani était également « Person of the Year » pour Time magazine en décembre 2001.

Ben Laden est mort, justice a été rendue (d'une certaine manière certes), Obama doit désormais appeler les Américains à regarder l'avenir, à passer à autre chose. La campagne présidentielle américaine commencera le 11 septembre 2011, avec un Président qui doit faire passer l'Amérique de la vengeance à l'espérance. Sur la seule personne d'Obama, cette espérance a été énorme en 2008, puis déçue. Aujourd'hui Obama doit la fonder non sur lui seul mais sur le peuple américain tout entier pour le remobiliser, le souder et tirer cette force exceptionnelle que l'Amérique a toujours été capable de trouver en elle-même. L'enjeu est celui d'éviter de passer d'une peur à l'autre, de la peur du terrorisme à la peur de la récession.

Cette décennie a aussi été celle du dernier vol de la navette spatiale, le 21 juillet 2011. C'est aussi une page qui se tourne. 50 ans après le lancement de la conquête spatiale américaine par Kennedy en 1961, Obama doit trouver un nouveau programme Apollo pour l'Amérique.

029

/ 13 septembre 2011

POLITIQUE: PEUT-ON ETRE A LA FOIS CREDIBLE ET SYMPA ?

Une fuite qui ne serait pas radioactive à Marcoule, une information fiable et sincère sur le nuage de Tchernobyl, des valises de billets qui auraient cessées de transiter entre l'Afrique et la France … la classe politique a aussi un déficit de crédibilité à gérer.

La rumeur, l'information de voisinage (celle des réseaux sociaux, des comptoirs et des machines à café), la conviction du complot, de la manipulation, l'emportent bien souvent sur l'information officielle. Pour la sphère politique comme pour celle des entreprises, qu'il est difficile d'être crédible ! C'est pourtant une condition sine qua none pour être audible. Et comment être audible auprès d'un auditoire qui s'est d'ores et déjà forgé sa propre conviction avant même… de ne pas vous écouter ?

6 mois après Fukushima, quelques jours après le non-lieu sur une éventuelle sous-estimation (et sous-information) des dangers du nuage de

Tchernobyl, on s'empresse de rassurer suite à l'explosion d'un Four de retraitement de déchets - faiblement - radioactifs survenue hier sur le site de Marcoule dans le Gard.

Il ne faut bien sûr que souhaiter que cette information est authentique et sincère, ou alors c'est vraiment à désespérer de tout, mais ce qui est frappant et très révélateur de l'état d'esprit ambiant, c'est l'immédiat accueil sceptique qui lui est réservé. Une certaine réserve alimentée par l'urgence et le traitement immédiat de l'information, où un Ministre parle d'absence de fuites « radiologiques » quand un autre confirme qu'il n'y a pas de fuites « radioactives » et qu'il s'agit d'un accident industriel et non nucléaire. Il est certes important, et politiquement responsable, de maîtriser l'émotion et de réagir vite.

Il est utile de qualifier l'événement en terme de risque, il serait surtout intéressant de l'expliquer, et d'accorder autant de place dans quelques jours à l'analyse et à l'explication, qu'aujourd'hui à l'émotion. Il peut être utile également dans ce type de situation de ne pas s'accaparer la parole mais de la partager avec un panel d'experts, de spécialistes non gouvernementaux, indépendants, pour crédibiliser les propos, surtout sur des contenus techniques et scientifiques sur lesquels le politique n'a pas d'expertise reconnue (ni revendiquée d'ailleurs).

Il n'est pas non plus indispensable de chercher à rassurer définitivement tout de suite, en donnant le sentiment du « circulez, il n'y a rien à voir ». Il est tout aussi extrême de s'appuyer sur un tel « accident » pour remettre en cause toute la filière nucléaire, même si c'est un élément supplémentaire pour poser un vrai débat de fond et de société sur le long terme.

Malheureusement les mauvaises nouvelles ont davantage de crédit que les bonnes, sans doute parce que les mauvaises nouvelles sont souvent à effet immédiat quand les bonnes nouvelles sont d'abord perçues comme de bonnes intentions. C'est cette tendance qu'il faut inverser. Nous sommes tous en train de devenir des hypocondriaques de notre corps économiques et social, à la nuance près que nous ne sommes sans doute pas des malades si imaginaires que cela.

Ce qui pèse, c'est cette idée que rien n'a changé à l'intérieur quand tout a changé à l'extérieur. Cette idée que tout pourrait rester comme avant. Ni la force tranquille ni la rupture n'ont véritablement fait leurs preuves. Alors finalement, entre le leadership responsable de Nicolas Sarkozy, l'austérité sérieuse de Martine Aubry, la proximité sympathique de François Hollande, la rébellion populaire de Marine Le Pen ou la gestion créative de Ségolène Royal, qui remportera cette compétition de la crédibilité ?

La crédibilité, et quoi d'autre ? Parmi ces candidats, il n'y a plus de nouveauté, on fait tourner le même banc. Alors, si aucun ne peut vraiment nous convaincre de sa capacité à réinventer et à sécuriser le modèle social, l'enjeu sera aussi celui d'être sincère … et sympathique. Car si l'élection présidentielle est selon la formule une rencontre entre un homme et un peuple, c'est aussi une envie de vivre ensemble, de vivre avec un Président pour 5 ans. Ce capital sympathie est peut-être une des clés de la présidentielle, c'est peut-être aussi la botte secrète que François Hollande travaille depuis des mois.

030

/ 20 septembre 2011

QUAND LA FONCTION DICTE LE DISCOURS

DSK qui préconise d'effacer la dette grecque après avoir prôné le contraire lorsqu'il était à la tête du FMI. Christine Lagarde qui dénonce la solidité des banques européennes après les avoir défendues comme Ministre. Incohérent ?

Nous sommes habitués au devoir de réserve, nous connaissons également le principe de la solidarité gouvernementale, nous condamnons souvent la langue de bois même si nous savons, selon la formule consacrée, que « toute vérité n'est pas toujours bonne à dire ». Ce dimanche, avec la fausse vraie interview de Dominique Strauss-Kahn sur TF1, l'ex-Directeur général du FMI a tenu sur la dette grecque des propos jamais tenus en tant que directeur général du FMI. Tout d'un coup, il faut purement et simplement « prendre ses pertes » et effacer la dette de la Grèce. Certains aujourd'hui cherchent à nuancer ces propos, qui furent pourtant très clairs (ceux-là) :

Claire Chazal : « Il faudrait rayer la dette purement et simplement ? ». Réponse de DSK « C'est un peu l'idée » […] « il faut accepter de reconnaître qu'il faut prendre sa perte ».

Si sur le fond nous pouvons raisonnablement nous interroger sur la capacité de la Grèce à rembourser effectivement (d'ailleurs tout le bruit médiatique ambiant prépare psychologiquement les populations à cette éventualité), ce qui est surtout frappant, et navrant, c'est le changement de ton et de discours dès lors que celui qui s'exprime occupe ou n'occupe plus telle ou telle fonction.

Pour être objectif, Christine Lagarde exprimait elle aussi il y a quelques temps des propos en tant que nouvelle Directrice générale du FMI sur le besoin de recapitalisation des banques européennes (sans préciser lesquelles certes) qu'elle ne tenait pas précédemment en tant que ministre de l'Économie.

Ces changements, ou disons ajustements, de discours que nous observons aussi régulièrement auprès d'anciens Ministres lorsqu'ils retrouvent leur liberté de parole, comme libérés du carcan de leurs responsabilités gouvernementales, sont dommageables à la crédibilité des autorités et institutions en place et créent ce sentiment de double langage. Ceci d'autant plus que souvent les propos des « ex » semblent plus sincères et crédibles parce qu'ils sont aussi perçus comme plus libres, plus sages, avec cette once de décryptage des coulisses dont nous sommes si friands, persuadés sans doute que la représentation sur scène prend de temps en temps des allures théâtrales.

Aujourd'hui, trop souvent, la fonction dicte davantage le discours que la conviction de son auteur. Dès lors, du côté de la majorité ou de l'opposition, on est « forcément » en accord ou en désaccord avec le gouvernement, quitte à forcer certaines argumentations où c'est davantage le militantisme que l'expertise qui parle. Ceci est d'ailleurs valable aussi bien en politique qu'au sein des entreprises où les diverses contraintes économiques, sociales, syndicales, commerciales, poussent, si ce n'est à travestir, du moins à ajuster certains propos, qui in fine seront non seulement décryptés, mais pourront engendrer un risque de dissonance, qui, révélée, sera assez dommageable. Le citoyen comme le consommateur décrypte aussi vite qu'il écoute.

Nous aurions intérêt à écouter et à consulter davantage d'anciens ministres, dirigeants d'entreprises, Présidents, sportifs, syndicalistes, militaires, hauts fonctionnaires, etc, et pas uniquement dans leurs mémoires ou dans leurs confessions, ni non plus seulement avec une écoute empathique comme s'il s'agissait de vétérans de guerres passées.
La sincérité, la constance, la liberté de ton, pour sortir des paroles de composition, des postures de façade, répétées, travaillées, parfois surjouées, pour laisser une place à la spontanéité et une chance à l'authenticité. L'exercice est difficile, mais demandons-nous toujours qui prend le dessus entre la fonction et l'homme, entre la posture et la conviction. Plus le décalage sera perceptible, moins le discours sera audible.

Parler avec le cœur et la raison, avec les tripes aussi.

031

/ 27 septembre 2011

ETHIQUE : ARME FATALE ANTI-CRISE

A l'occasion du colloque Ethicfirst, une étude opinionway montre que les Français croient massivement en l'éthique comme accélérateur de sortie de crise.

De l'échantillon national représentatif de 1013 personnes interrogées par Opinionway les 14 et 15 septembre derniers, il ressort très nettement une forte attente d'éthique.Pour 82% des Français, davantage d'éthique dans le contexte économique actuel est une condition indispensable pour sortir de la crise. Ils sont tout autant (79%) à être convaincus que la crise financière aurait été évitée ou amoindrie si l'éthique avait été moins absente. L'éthique apparaît donc clairement comme une arme anti-crise auprès d'une population qui n'exprime pas un consensus mou sur cette idée mais une opinion convaincue avec un tiers des répondants non seulement

d'accord mais « tout à fait d'accord ». Et si on y croit, c'est aussi par conviction pour la vertu économique de l'éthique qui est – et c'est un résultat important de l'étude – conciliable avec l'objectif de compétitivité pour 80% des Français. Autrement dit, il y a un intérêt à l'éthique, qui n'est plus perçue comme une contrainte moralisante ou philanthropique, sans doute aussi face à une forte perception du coût de la non-éthique révélé par la crise actuelle.

Si l'éthique est conciliable avec la notion de compétitivité, c'est parce que les Français estiment très majoritairement que les entreprises éthiques bénéficient à leurs yeux de meilleures relations sociales (87% des opinions), sont plus attractives et donnent envie d'y travailler (85%), et sont même davantage performantes (pour 66% des Français). Au-delà de ces bénéfices sociaux et économiques, l'éthique est aussi un critère de jugement pour 82% des personnes interrogées qui expliquent que cela rentre en ligne de compte dans l'opinion qu'elles se font d'une entreprise.

Toutefois, même si l'éthique est perçue comme vertueuse et nécessaire, il apparaît clairement un décalage entre cet intérêt raisonné, sans doute raisonnable, et la réalité de cette thématique à la fois dans l'actualité et dans la dynamique des comportements. Un Français sur deux (46%) estime en effet que l'on parle finalement d'éthique ni plus ni moins qu'avant, et la même proportion (51%) observe qu'il n'y a pas d'évolution des comportements dans ce domaine. Au mieux donc un statu quo.

Pour les autres avis (environ 1 tiers des Français), on parle davantage d'éthique, mais avec une tendance négative à travers davantage qu'avant de comportements moins éthiques. Il est ressort donc pour l'opinion un sentiment à la fois d'incompréhension et de frustration pour ne pas dire de défaitisme : la crise, due en partie à l'absence d'éthique dans le ressenti général, n'aurait donc pas servi de leçon, et les acteurs économiques persisteraient dans des comportements contre-productifs, donc irrationnels.

Finalement, si l'éthique peut souvent apparaître comme un sujet de conversation accaparé par les instances dirigeantes, politiques ou économiques, les Français nous renvoie un avis très tranché sur l'idée, pour 82% d'entre eux, que l'éthique est l'affaire de tous et non la responsabilité – exclusive – de certains. Cela n'enlève certainement rien à l'importance de l'exemplarité sur ces questions, mais cela indique aussi très nettement l'idée de responsabilité individuelle. Cette idée finalement que « l'éthique passe par moi ».

D'ailleurs lorsque la question est posée de la confiance envers un certain nombre d'acteurs de la société, les Français font d'abord et avant tout confiance à eux-mêmes en matière d'éthique, devant les ONG ou les PME, et relayant très loin les grandes entreprises, les médias ou les mouvements patronaux. Une réponse que nous observions déjà depuis longtemps dans les enquêtes sur la responsabilité environnementale pour laquelle les citoyens se plaçaient eux-mêmes sur la première marche en matière de confiance. D'ailleurs déjà en 2006, Time Magazine pour son classement de la personnalité de l'année, titrait « YOU » avec une couverture en miroir. L'homme de la situation serait donc nous.

Mais au-delà de la défiance envers ces autres acteurs, nous sommes aussi à travers cette réponse dans le syndrome un peu facile du « je suis éthique et pas toi » qui doit être contre balancé par la démonstration du volontarisme

éthique des acteurs politiques et économiques, et faire en sorte, vraiment, et comme le disent les Français, que l'éthique soit bien l'affaire de tous.

Il y a un intérêt à être éthique, beaucoup à perdre à ne pas l'être, probablement un intérêt à croire davantage en la vertu d'autrui plutôt qu'à être d'emblée convaincu de ses vices, et certainement intérêt à prendre sa part de responsabilité sans pour autant surestimer sa propre éthique, toujours perfectible. Mais c'est aussi une révolution culturelle après un modèle de croissance perçu comme un jeu à somme nulle (je gagne sur la perte de l'autre) pour aller vers l'idée que l'on a intérêt au respect et au profit de l'autre, tout un programme !

032

/ 4 octobre 2011

EN POLITIQUE COMME EN SPORT, C'EST LA « KNIACK » QUI COMPTE

Comme on dit, tout est affaire de volonté. Sans doute, ni DSK ni Borloo ni Hulot ne l'avaient suffisamment pour aller au bout. Dans ces combats là, on ne peut pas se contenter d'être désiré, il faut mettre la main sur le ballon et avancer ! Et ce ne sont pas les rugbymen français qui diront le contraire...

Les joueurs du XV de France ont eu l'humilité et le « courage » de le reconnaître après leur humiliante défaite face à une équipe du Tonga, volontaire et entreprenante : aussi surprenant que cela puisse paraître, ils ont tout simplement manqué de combativité, d'engagement, de force mentale, d'agressivité, d'énergie … bref d'envie. Que les combats aient lieu sur le pré, dans les urnes ou sur le terrain de jeu de l'économie, le

volontarisme, la persévérance, la conviction, sont les déterminants qui souvent, pas toujours, provoquent le succès, parfois même la chance. Faut avoir la « kniack » !

Les défis sportifs, politiques ou économiques ne supportent pas la simple figuration, tout est affaire de combativité, sans oublier - et c'est tout aussi fondamental - que ceci n'est rien sans le soutien. Le soutien derrière celui qui percute pour proposer un relais, un appui, une relance ; le soutien derrière celui qui prend un risque financier et définit un projet d'entreprise ; le soutien d'une équipe, d'un parti, et finalement d'un peuple pour diriger un pays.

L'ambition solitaire ne suffit pas. Cette énergie doit être relayée, diffusée, amplifiée, en politique par un parti et des militants, dans l'entreprise par une équipe et des managers. Comme le disait avec humour Xavier Bertrand en 2008, « le parti socialiste est un parti sans leader, François Bayrou est un leader sans parti ». Tout l'enjeu est là, leadership et amplitude. Si François Bayrou peut à nouveau jouer un rôle dans la présidentielle, notamment dans une partie de l'espace laissé vacant par Jean-Louis Borloo, si Marine Le Pen démontre son agressivité et dispose d'un relais dans l'opinion, le Parti socialiste est en train de se trouver un leader, qui sera peut-être celui dont Xavier Bertrand trouvait qu'il faisait défaut au PS à l'époque … et c'est peut-être Nicolas Sarkozy cette fois-ci qui va avoir pour défi principal d'être à nouveau suivi, par les électeurs français pour briguer un second mandat, mais aussi par son propre camp.

Ce rapport de force PS-UMP s'est en effet peut-être inversé. Du côté du PS, le candidat désigné devra, pour être véritablement soutenu dans une dynamique de victoire, sortir vainqueur des primaires sans avoir divisé, ni humilié ni insulté ses concurrents, ce qui explique ces débats très policés et hypocritement amicaux. Et côté UMP, Nicolas Sarkozy sait qu'il ne sera pas désiré, ou disons qu'il sera moins désiré qu'en 2007. Il aura très vraisemblablement cette combativité, mais elle sera plus froide, plus posée, pour appeler à un choix moins passionné, davantage raisonné. Il sera aussi sans doute moins désiré et moins soutenu sur le terrain, sur les marchés, là où vivent les vrais réseaux sociaux, et c'est un des enseignements peu commenté des sénatoriales.

Il ne faut en effet pas oublier que les législatives suivront de près la présidentielle en 2012. Il faut se souvenir aussi (et les principaux intéressés n'ont pas besoin qu'on le leur rappelle) que le débat sur la TVA sociale avait en 2007 coûté leur siège à bon nombre de députés UMP. Enfin, soyons clairs, sa réélection intéresse davantage un député que celle du Président de la République (et ceci toute étiquette politique confondue). Les sénateurs vont donc faire réfléchir à deux fois les députés UMP quant à leur soutien au candidat Sarkozy, ce qui va entraîner un manque de relais enthousiaste sur le terrain et un sérieux dilemme de conscience quant à l'affichage d'un appui timide ou affirmé. La discussion dans l'air à propos d'un éventuel autre recours n'est qu'un signe supplémentaire de ce malaise et de ce manque d'enthousiasme spontané.

Si l'énergie et la dynamique sont impulsées par un indispensable, puissant et attractif leadership, il doit être relayé pour une victoire qui est toujours collective : « une locomotive sans wagons et un train sans voyageurs »... et parce qu'on les soutient encore et qu'on veut rêver avec eux, allez les Bleus face au XV de la rose !

033

/ 11 octobre 2011

PARCE QU'ON AIME BIEN LES EMMERDEURS

Les sondages ont finalement été plutôt justes dans leurs mesures sur la primaire, mais au delà des scores, il faut surtout voir la confirmation de la radicalisation de l'envie de changement.

Le paradoxe démocratique, c'est se féliciter de la mobilisation électorale quand ce sont les positions extrémistes qui la créent. Tout comme il avait été difficile en 2002 de pronostiquer la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour (même si tout le monde a posteriori explique que les courbes l'annonçaient), Arnaud Montebourg a lui aussi été sous-estimé par les sondages sur la primaire socialiste. Pour le reste, les Instituts sortent plutôt vainqueurs de leur difficile exercice, modestement mais vainqueurs quand même. Le deuxième tour aura bien lieu entre François Hollande et

Martine Aubry, même si l'avance du premier est importante mais moins flagrante que « prévu ».
Même si on regarde davantage le dernier chiffre que la forme de la courbe, les enquêtes ont également bien révélé la dynamique positive concernant Arnaud Montebourg et négative pour Ségolène Royal, au point de mesurer effectivement un rang de troisième pour le député de Saône-et-Loire. L'intérêt pour cette primaire et ses « débats » a aussi été plutôt bien mesuré dans les sondages, comme les audiences le montraient également bien sûr.
Finalement, même la nouveauté peut être mesurée et appréhendée, au moins approchée, car c'était bien là l'argument le plus extravagant : « c'est nouveau donc on ne peut pas savoir ». Tout ne serait qu'affaire de mesures empiriques, on ne pourrait prévoir que sur la base de la reconduction des modèles existants. C'est d'ailleurs sans doute là notre drame, cette difficulté à appréhender le nouveau, à être rassurés par de vieilles recettes pourtant déjà expérimentées et peu concluantes. Certes, ce qui est nouveau est plus difficile à mesurer, mais à ce compte là l'homme n'aurait jamais marché sur la Lune ! Il ne faut pas non plus oublier qu'une partie importante du métier des Instituts de sondage consiste à essayer d'anticiper, de prévoir même, des volumes de vente, des « intentions d'achat », pour de nouvelles offres. Là est vraiment la difficulté, que l'on soit dans le cadre d'une primaire, d'une présidentielle, ou d'un lancement de produit, c'est l'offre qui fait la différence. La difficulté ne venait pas tant du fait que la primaire était ouverte à tous, mais de la capacité à mesurer l'attractivité et la crédibilité électorale d'un concept comme la démondialisation et du changement de modèle qu'elle prône.
Là est le véritable enseignement, non pas révélé, mais confirmé par cette dernière séquence politique. Cette aspiration au protectionnisme, au repli sur soi diront certains, au changement de modèle, est très forte. Forte ici, dans les pays dits développés, car les pays en développement sont eux favorables à une mondialisation dont ils tirent parti, tout comme nous trouvions peu à redire lorsque la mondialisation s'appelait colonialisme. Comme en matière de sondage, nous devenons contre le modèle lorsqu'il devient défavorable.
Si les extrêmes sont difficiles à mesurer, ils sont surtout difficiles à entendre. Difficilement audibles car nous avons tout simplement beaucoup de mal à imaginer les alternatives. Et lorsque le phénomène se révèle il est souvent sur-pondéré, à l'instar des médias qui aujourd'hui parlent davantage du troisième à 17% que des deux premiers au double de score et donc, a priori, de soutien démocratique. C'est finalement le perdant en demi-finale qui devrait être le sélectionneur des deux équipes finalistes ? La politique est une affaire de conviction, de choix stratégiques assumés, affirmés, démontrés, pas d'eau tiède et d'aménagements circonstanciels.
Mais on aime cette idée du trouble-fête, on préfère les challengers aux leaders, les arbitres, les troisièmes hommes. On aime cette idée du contre-pouvoir, de l'empêcheur de tourner en rond, du poil à gratter. Depuis Jacques Brel, on aime les emmerdeurs.
En 2007, c'était François Bayrou qui incarnait cette envie de changement de modèle, une alternative « raisonnable » de compromis entre formations politiques historiques. Ce qu'il faut retenir de ce début de campagne présidentielle, et la primaire socialiste l'a encore démontré, c'est que cette envie d'alternative se radicalise, à gauche comme à droite.
La primaire socialiste n'a pas révélé Arnaud Montebourg, elle a confirmé la radicalisation de cette aspiration au changement. Une aspiration peut-être dogmatique ou utopique si vous voulez, mais une aspiration forte, qu'il faut entendre, qui ne pourra peut-être pas s'exprimer majoritairement dans les urnes, mais qui demeurera et ne trouvera pas ses réponses dans les ajustements marginaux.

034

/ 18 octobre 2011

POURQUOI LES FRANÇAIS DEVRAIENT DAVANTAGE AIMER LEUR ENTREPRISE...

9ème édition de la fête des entreprises jeudi. A cette occasion, une enquête Opinion Way montre que depuis la crise financière de 2008, les salariés français aiment de moins en moins leur boite. Un problème national ?

Si les salariés français sont certes toujours majoritaires à déclarer aimer leur boite (64%), cette adhésion s'effrite significativement depuis l'émergence de la crise, avec un taux qui est passé de 79% en 2008 à 73% en 2009, 69% en 2010 puis finalement 64% cette année, soit 15 points de

perte en 3 ans. Et ce taux se situait toujours au-dessus de 70% depuis la mise en place du baromètre en 2003.

La crise a donc fragilisé le lien entre les salariés et leur boite, et c'est très préoccupant car cette adhésion, cette mobilisation interne, est une des clés de la sortie de crise, qui nécessiterait au contraire d'intensifier ce lien, cette envie d'entreprendre. C'est un enjeu national car si les entreprises ont intérêt à remobiliser leurs troupes, la nation toute entière aussi. La performance nationale n'est en effet autre chose qu'une somme de performances individuelles, et notamment entrepreneuriales, en ces temps où la sphère publique, quoi qu'on en dise, aura certainement peu les moyens de se développer et de soutenir l'activité. Cette érosion est donc un mauvais signe qui doit être combattu tant au niveau politique qu'économique, on a tous intérêt à aimer nos boites.

Cet intérêt à aimer nos boites est valable tant sur le plan économique que personnel. Les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise (entendre également établissements publics) sont bien entendu un déterminant essentiel du bien-être et de l'épanouissement personnel, qui lui-même impacte sur l'enthousiasme et la motivation.

Le risque de récession, l'érosion de cette fameuse « confiance » dont on parle, ne sont que les conséquences d'un risque de perte de confiance « en soi » avant tout, un risque de morosité, de manque d'initiative, d'innovation. Les managers ont cette responsabilité, pour à la fois insuffler cohésion et esprit d'équipe, et encourager, reconnaître et libérer les initiatives individuelles.

Dans l'adversité, le repli sur soi, la recherche de préservation des acquis à tout prix, est la pire des attitudes. Les politiques ont donc également cette responsabilité. Ils ont tout intérêt au bien-être des entreprises, et dans l'entreprise, alors qu'ils sont perçus par 66% des salariés français interrogés comme les « ennemis » des entreprises ! Il y a là aussi aussi une révolution culturelle essentielle qui reste largement à parcourir pour que, de part et d'autre, le politique reconnaisse véritablement un partenaire dans l'entreprise, et que l'entreprise sorte de ses intérêts nombrilistes et court-termistes et prenne pleinement en compte sa responsabilité sociétale.

Car tout est lié, et c'est un autre enseignement majeur de l'enquête : on avait l'habitude d'aimer sa boite davantage que les entreprises, cela s'atténue très nettement. L'écart se resserre en effet entre son vécu personnel et la perception moyenne ressentie auprès de la population française : son ressenti personnel est proche de la perception que l'on a de la relation entre la société et les entreprises, et ce rapprochement des courbes se fait par un alignement à la baisse. Ce découplage entre situation personnelle et ressenti collectif, classique en études d'opinion, peut paraître paradoxal (contradictoire diraient certains), il était surtout salutaire. Cette bulle personnelle (celle-ci positive) qui donnait le sentiment de pouvoir s'en sortir au milieu des difficultés ambiantes est percée, et peut donner le sentiment anxiogène et fataliste d'être rattrapé par la vague. Encore davantage que la perte de confiance envers les autres, le risque c'est la perte de confiance en soi.

Esprit d'équipe, cohésion face à l'adversité, confiance et esprit d'initiative, voire folie à la française pour d'autres « essais du bout du monde », c'est tout ce qu'on souhaite au XV de France, all whites face aux all blacks, allez les Bleus !

035

/ 25 octobre 2011

LORSQUE ÇA NOUS ARRANGE

Selon les circonstances, les intérêts, les prismes culturels, qu'il est difficile d'être constant dans ses convictions et d'éviter le court-termisme.

Comme on dit, tout est relatif. Si on poursuit un peu, selon le référentiel que l'on se donne comme base de comparaison ou selon l'objectif que l'on se fixe, tout peut être argumenté à son bon vouloir. Lionel Jospin réclamait le droit d'inventaire mitterrandien, estimant qu'il devait s'en démarquer pour gagner, François Hollande non seulement le revendique, mais le singe à un point tellement transparent qu'il en devient caricatural, voire comique.

Nous nous félicitons du printemps arabe et de l'éclosion démocratique qu'il entraîne, et nous inquiétons du succès des mouvements islamistes dès les premières élections libres en Tunisie. Le parti Ennahda, net vainqueur,

qui ne se revendique ni extrémiste ni religieux, qui sans doute pratiquera une certaine ouverture avec les modérés, est d'emblée suspecté.
Nous revendiquons, et c'est bien normal, les droits de l'homme et les vertus de la Justice impartiale et juste, sans nous émouvoir davantage de l'exécution des terroristes et dictateurs. Nous sommes émus, scandalisés, par ces ravisseurs qui réclament encore de négocier pour rendre la dépouille de leur otage aux familles, et organisons le camouflage en pleine mer ou au milieu du désert de ces corps de terroriste et dictateur.

D'un point de vue beaucoup mois grave mais révélateur quand même, les sondages sont le fidèle reflet de l'opinion lorsqu'ils confortent votre point de vue ou votre stature. Ils sont alors largement cités, et commandés, pour perdre toute leur valeur et être méthodologiquement critiquables, voire néfastes au libre arbitre, lorsqu'ils vous notent plus sévèrement.

Comme le rappelait lundi ce trader dans son e-mail aux indignés de Wall Street, personne ne critiquait la Bourse lorsque les cours montaient et naviguaient autour des 14.000 points. Et s'il est essentiel de maintenir aujourd'hui notre triple A, il ne sera pas déterminant demain de l'avoir perdu.

Nous accusons l'administration américaine de favoritisme envers Boeing et de marchés publics inéquitables, et exhortons Air France à acheter Airbus. Nous condamnons la sur-consommation, et à peine détenteur d'un iPhone 4 depuis 6 mois que nous nous ruons sur un iPhone 4S même pas 5. Nous nous inquiétons, fort justement, des délocalisations, et offrons des jouets made in China à nos enfants et serions ravis d'une balance commerciale excédentaire.

Même pour notre cher XV de France et leur superbe performance en finale (merci encore), il faut admettre que nous ne portons pas tout à fait le même regard sur un point de différence selon qu'il est du bon ou du mauvais côté du filet. Lorsque seule la victoire comptait en demi-finale (tout en reconnaissant la qualité de la prestation adverse), nous ressentons une grande injustice à l'issue de la finale et estimons (à juste titre, j'insiste !) avoir gagnés dans le jeu et dans le cœur. Les Gallois n'ont sans doute pas la même lecture.

Tout est relatif en effet. La liste de nos petites imperfections et autres arbitrages de conscience est longue, complétez-la à souhait. Nicolas Sarkozy le disait lui-même lors de ses vœux du 12 juillet 2010 face à David Pujadas, après ses propos sur les affaires en cours, « en tout cas c'est ma vérité ». Comme quoi, même la vérité est relative.

On peut douter bien sûr, s'interroger, se remettre en cause, évoluer, « changer », tout ceci est même souhaitable et salutaire, mais en ces temps de campagne et d'indispensable renouveau des idées, les convictions profondes ne peuvent pas être de circonstance, encore moins électoralistes.

036

/ 9 novembre 2011

SI VOUS VOULEZ DE LA CROISSANCE, CREEZ-LA !

La crise que nous connaissons aujourd'hui marque un changement d'époque et l'occasion de réinventer de nouveaux modèles. Alors, pourquoi ne pas créer sa propre entreprise ?

Cette année 2011 est décidément exceptionnelle. Une année de révélation d'une transition obligatoire, sans cesse repoussée, déniée psychologiquement tant, bien sûr, l'après reste incertain, car il est simplement à inventer. Comme toujours, on voudrait que le monde change… pour les autres. Comme on souhaite réduire la dette... sauf si un plan de rigueur a l'outrecuidance d'affecter son quotidien, comme le traduisent depuis lundi les critiques de tous bords.

Davantage encore qu'en 2008 et sa crise financière, que l'on a cru pouvoir noyer sous des Canadairs de liquidités sans pour autant en éteindre les braises ou condamner les pyromanes, l'année 2011 est une année charnière, un point pivot. C'est l'année de la prise de conscience systémique, du besoin profond de changement de paradigme, de modèle. Fukushima traduit le risque environnemental en risque sanitaire, économique et énergétique, le printemps arabe renverse les dictatures, les États sont au bord du dépôt de bilan, la crise grecque (2% du PIB européen) remet en cause 50 ans de construction européenne, le sentiment de défiance et d'irrespect est omniprésent, la croissance (le seul carburant connu à ce jour du modèle) hoquette (en Europe) comme un moteur au bord de la panne sèche … une année schumpétérienne de destruction créatrice, qui doit être créatrice.

Les opinions publiques n'arrêtent pas de dire dans les enquêtes de toutes sortes qu'elles ne font confiance qu'à elles-mêmes, que les citoyens sont les premiers acteurs du changement, que leurs comportements dictent les choses, qu'ils savent mieux que l'État … alors qu'ils le prouvent ! Tant mieux si les leaders politiques et économiques font face aux difficultés et s'investissent pleinement dans leur mission, c'est bien le moins qu'on attend d'eux, mais que cela n'empêche pas chacun de prendre ses responsabilités individuelles. C'est valable tout aussi bien pour le citoyen, le consommateur, le salarié, l'élu, l'entrepreneur ou qui que vous soyez. L'avenir est à réinventer, il est à entreprendre, et même surtout à co-entreprendre.

Car c'est un autre enseignement flagrant de cette année 2011, encore démontré dans le dernier épisode du G20 ce week-end : tout est lié, évidemment. Nos économies, nos relations commerciales, notre environnement écologique, nos revendications sociales et démocratiques, nous vivons sur une planète poreuse, et à somme nulle. Le fameux découplage évoqué entre les États-Unis et la Chine au début de la crise financière n'a pas eu lieu. Mais si, à travers des économies connectées, ces découplages horizontaux n'existent pas, il faut souhaiter le découplage vertical, qui peut être vertueux. Ce découplage, c'est celui de nos sphères micro-économiques vis à vis des grands écosystèmes macro-économiques, c'est le sentiment, l'illusion, la prétention peut-être, de pouvoir vivre autre chose, différent de l'image globale renvoyée tous les jours. Pour continuer à entreprendre, pour réamorcer la pompe non pas par le haut, par la dépense publique, mais de l'intérieur, par l'innovation et le dynamisme entrepreneurial. Si vous voulez de la croissance, créez-la ! Si vous voulez un nouveau modèle, inventez-le ! Si vous voulez des entreprises plus respectueuses du social et de l'environnement, agissez autrement et dictez vos conditions !

Si la dépense publique a peut-être amorti la crise en France, représentant 56% de notre PIB en 2010, elle ne créera pas la reprise, c'est un amortisseur qui ne rebondit pas. La crise des dettes publiques, c'est aussi l'hallali des États providence. Cette assistance publique de l'économie est à bout de souffle, surtout d'argent. C'est donc bien du marché, accusé du pire, que doit aussi venir le meilleur, la création de richesse si indispensable à la redistribution souhaitable et nécessaire, avec en plus la nécessité de créer une richesse d'une autre nature, durable et non plus sélective et exclusive.

La croissance a longtemps été considérée comme un facteur de progrès, elle est devenue synonyme de destruction, environnementale et sociale. Parallèlement le progrès est devenu davantage technologique que social.

L’enjeu des prochaines années ne sera pas de préserver les business modèles anciens, mais de laisser les nouveaux se révéler et se développer. Quand tant d’entreprises se félicitent souvent d’être centenaires, il faut aussi encourager la création et le développement de nouvelles quand aucune n'a moins de 30 ans dans le top 100 français pour les deux tiers aux États-Unis. Aujourd'hui je crée mon entreprise, comme il s'en crée environ une par minute en France (même un peu plus, gardez ce point de repère), pour représenter une entreprise de moins de 20 salariés ... comme 97% des entreprises en France (autre point de repère souvent méconnu).

Comme les quelques entreprises (dont effectivement la mienne) qui sont nées pendant que vous lisiez cet article, souhaitons-leur chance et succès, qui sera inévitablement collectif. Ces derniers temps, les Français s'enorgueillissent d'une très bonne vitalité démographique, tant mieux, ils doivent aussi démontrer leur vigueur économique, sans viagra public, en rupture de stock.

037

/ 15 novembre 2011

EST-CE VRAIMENT A LA PRESIDENTIELLE QU'EVA JOLY EST CANDIDATE ?

Les négociations entre le PS et EELV autour du nucléaire sont agaçantes. Lorsqu'on a des convictions, on ne les négocie pas, on les défend, on argumente, on bâtit son propre socle électoral, on n'est pas en marge.

Il y a des petites choses comme ça qui se passent sous notre nez et qui n'émeuvent personne. Nous sommes à 5 mois de l'élection présidentielle, à 7 mois des législatives, et depuis plusieurs jours, tranquillement, aux micros, aux tribunes, Parti socialiste et Europe Ecologie-Les Verts négocient des postes au gouvernement et des sièges de députés. Et tout ça dans

l'indifférence totale, en toute impunité, alors que c'est proprement et incroyablement choquant.

Eva Joly explique, en lançant des ultimatums au PS, qu'il n'y aura pas d'accord gouvernemental si le désaccord sur le nucléaire persiste. François Hollande explique quant à lui, bousculé dans son costume de grand rassembleur mais sans être vraiment inquiété par le poids électoral actuellement estimé des Verts, que "accord de gouvernement et accord électoral sur les circonscriptions sont liés". Le PS et les Verts discuteraient donc de se céder mutuellement des circonscriptions, en langage plus clair, de se laisser la place ici ou là. Mais de quoi parlent-ils ? Quelqu'un a-t-il déjà gagné ? Céder des circonscriptions ? … Mais qui a des circonscriptions avant le scrutin ? Qui confisque le choix électoral ?

Que dirions-nous si des grandes surfaces se partageaient des zones de chalandise pour bénéficier de territoires d'exclusivité, Orange cèderait telle ville à SFR qui lui laisserait telle autre selon ce qui arrangerait Bouygues Telecom … ? Que fait l'autorité de la concurrence sur l'application du libre jeu démocratique quand elle est si prompte à dénoncer, et c'est bien normal, les ententes commerciales. Le sujet n'est ici pas si différent.

Mais surtout, que fait Europe Ecologie-Les Verts, et sa candidate Eva Joly ? Nous sommes dans le temps de la campagne électorale. Dès lors qu'un candidat, en situation donc de compétiteur, négocie l'après match, non seulement il choque l'opinion qui a horreur de ces petits arrangements politiques, mais surtout il se décrédibilise. Lorsqu'on est candidat, on l'est entièrement, jusqu'au bout, on court dans son couloir.
Alors, les Verts, si l'écologie est au centre de votre projet politique, si même c'est une chance, comme je le crois, alors défendez vos idées, assumez vos convictions, allez-y vraiment, ne vous inféodalisez pas au Parti socialiste. Lorsqu'on a des convictions, on ne les négocie pas, on les défend, on argumente, on bâtit son propre socle électoral, on n'est pas en marge. Cessez d'être à la remorque du Parti socialiste, ou plus exactement à ses pieds. Etre contre le nucléaire est un point de vue qui n'est pas interdit, mais nous vivons des époques où être contre ne suffit pas, où il faut surtout être « pour », pour quelque chose, pour des alternatives, pour d'autres solutions. Se révolter, s'indigner, critiquer, pourquoi pas, mais proposer, innover, révéler d'autres possibles, c'est tellement mieux, mais tellement plus difficile.

Ce qui fera progresser l'environnement, ce n'est pas le socialisme, c'est une économie de marché revisitée, ce sont des solutions énergétiques nouvelles, c'est la recherche et développement, c'est un poids diplomatique et économique dans les négociations internationales, c'est sortir du nucléaire, pourquoi pas, sans recourir massivement aux centrales charbon et gaz lors des pics de consommation, sans créer d'inflation énergétique intensifiant la précarité énergétique déjà rampante de nombreux ménages, etc.

Pourquoi l'écologie serait-elle forcément de gauche ? Comme l'aurait dit qui vous savez la gauche n'a pas le monopole de l'écologie … mais l'écologie se laisse monopoliser par la gauche. Par son attitude, EELV se positionne comme la cellule écologique du Parti socialiste. EELV n'est pas un parti politique. De deux choses l'une, soit EELV est une composante du Parti socialiste et dans ce cas, et bien qu'ils y entrent et qu'ils fassent de l'écologie une composante structurelle de l'offre de gauche et non quelque chose en plus, à côté, optionnel. Soit EELV est une offre politique, un parti à part entière, qui définit une gouvernance à l'aune de l'écologie, où

l'écologie n'est pas le dernier point de l'ordre du jour, mais EST l'ordre du jour.

Eva Joly n'est pas candidate à la présidentielle, elle discute, négocie, avec d'éventuels futurs gouvernants. En choisissant de ne pas choisir, d'être à la fois dans la confrontation et dans la négociation, on en arrive à ces petits accords d'avant match, qui biaisent l'offre démocratique, en niant à la fois ses idées et l'électorat. Eva Joly devrait être la mieux placée pour savoir que ces deals d'avant match à la façon OM-VA sont condamnables !
A force d'être à la remorque, les Verts sont politiquement à la ramasse. Un virage a sans doute été raté après les européennes, pour faire de ce parti une grande offre politique, constructive mais indépendante. Et ce coup de gueule est aussi un cri du coeur, à entendre comme on parle à des amis, enfin, à des convictions amies, et partagées bien au delà des partisans d'Eva Joly, c'est tellement évident !

D'ailleurs, même le nom du mouvement n'a pas été tranché. Rassembler, c'est bien, décider, c'est mieux. D'ailleurs, comme le disait évidemment Pierre Mendès France, illustre figure de gauche s'il en est, "gouverner, c'est choisir". Et lorsque vous relisez ce discours du 3 juin 1953 dont est issu cette fameuse formule, vous constaterez qu'il parle aussi beauoup de "rigueur" (en français dans le texte), une rigueur "dont la jeunesse sera reconnaissante"… Comme quoi, ces mots là, l'écologie, la rigueur, n'ont pas vocation à avoir de couleur partisane.

038

/ 22 novembre 2011

TOUCHE PAS A MON POUVOIR D'ACHAT

Les débats sur des chiffres qui devraient faire l'unanimité démontrent notre grande difficulté à l'analyse objective dépassionnée et à faire des choix. D'accord pour une rigueur budgétaire de l'Etat qui n'impacte pas mon quotidien !

Il paraît qu'on peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres. Peut-être. Ce qui est sûr, c'est qu'on peut souvent trouver le chiffre qui argumente votre point de vue. L'Italie par exemple a une dette publique supérieure à la notre du point de vue du poids qu'elle représente rapportée au PIB (120% versus 85% en France), mais une dette plus « saine » du point de vue de ce que l'on appelle le déficit primaire (le déficit budgétaire avant le paiement du service de la dette).

Si la France est bien en déficit primaire, l'Italie, et l'Allemagne, sont en excédents primaires. Autrement dit, le solde financier dû au fonctionnement des services publics est positif dans ces deux pays. Mais voilà que depuis hier, sans doute agacés par l'éloge permanent de l'Allemagne, sa rigueur budgétaire, ses grosses PME (grôse PME comme dirait Renault en ce moment) et ses exportations florissantes, nous avons enfin trouvé à redire, en accusant l'Allemagne de camouflage budgétaire, sans omettre à l'occasion le parallèle avec le grand mensonge grec, histoire d'aiguiser encore la réjouissante et soulageante attaque.

Dans l'impasse, on se rassure en se comparant, un peu comme nos enfants évoquent la moyenne ou la pire note de la classe suite à l'annonce d'une mauvaise note (lorsque cela arrive exceptionnellement bien sûr).

De même, si la dette publique est devenue encombrante, et ceci de façon quand même consensuelle, il n'en demeure pas moins, comme pour le cholestérol, qu'il semble exister une bonne et une mauvaise dette, celle de la France ayant la vertu d'avoir amorti le choc de la crise plus qu'ailleurs. Tout comme il existe une dette structurelle et une dette conjoncturelle, comprendre exceptionnelle et provisoire, comme la vignette, car en matière de taxe comme ailleurs, rien ne dure comme le provisoire.

Le mode de calcul peut lui aussi différer, comme le révèle le dernier match entre coût annuel et coût cumulé des 60 000 fonctionnaires supplémentaires dans l'éducation nationale du plan Hollande. S'il coûte parait-il 500 millions par an de payer 12000 fonctionnaires, cela coûte aussi 1 milliard d'en payer 24000 la seconde année, et ainsi de suite. Certains allant même jusqu'à compter toutes les annuités, les retraites, etc.

Autrement dit, tout le monde a raison, et c'est bien là le drame de la place laissée, face souvent à des journalistes mollement intrusifs sur les chiffres, aux joutes des tribunes plateaux télé, lorsqu'un consensus politique sur les grands indicateurs (au moins ça) s'avère indispensable. L'argumentation subjective sur les chiffres entretient les approches dogmatiques, perturbe le travail pédagogique nécessaire et consolide les positions partisanes.

Et si les calculs sur les options sont débattus, ils sont rarement étoffés par l'analyse de l'impact des décisions antérieures. Les niches fiscales par exemple doivent tout d'un coup toutes (ou presque) disparaître parce que la présentation exclusive de leur coût ignore systématiquement les bénéfices engendrés, faute de les avoir mesurés. Pour en revenir aux 60 000 enseignants, le bénéfice attendu, par exemple en réduction de l'échec scolaire pour ne citer qu'un indicateur, n'est jamais évoqué.

Ces débats sur une vérité qui de plus en plus se conjugue au pluriel traduisent aussi notre difficulté contemporaine à faire des choix, alors tout est argumentable. Difficulté à faire des choix car ils signifient aujourd'hui renoncements, lorsque la période de l'après guerre nous a éduqué au toujours plus, au toutes options, au carré de chocolat en plus du café, hier un plus, aujourd'hui un acquis. Cette approche géologique par accumulation de strates nous fait vivre douloureusement cette période de rigueur, évocatrice d'efforts, de réductions, lorsque nous nous étions habitués à la générosité de l'Etat providence et à l'augmentation de nos taux d'équipement, des fonctions de nos appareils domestiques, de nos amis facebook, etc. Même le Congrès américain était dans l'impasse hier pour trouver les économies de dépenses publiques annoncées lors du deal du début août sur le relèvement du plafond de la dette (cf édito du 2 août).

La multiplication des lignes de dépenses des budgets des ménages considérées chacune comme inégociable ou devenue primaire (la téléphonie et internet par exemple), dans un contexte d'inflation (notamment énergétique), de chômage et d'augmentation programmée de la pression fiscale, crée une très forte tension sur le pouvoir d'achat des ménages qui reste, et sera, une préoccupation majeure, et un enjeu central de la campagne présidentielle.

039

/ 29 novembre 2011

TRIPLE A: CET ARBRE QUI CACHE LA FORET

On annonce qu'on va annoncer être candidat, on fait fuiter des idées de réformes,… nous sommes désormais habitués à ces techniques qui consistent à préparer les opinions à une annonce brutale qui le sera moins si elle n'est plus un scoop. La France risque donc sérieusement de perdre son triple A… et alors ?

Lorsque je sollicite l'accélérateur, ma voiture n'est pas responsable de mon excès de vitesse. La probable perte du triple A, même si bien sûr les conséquences en matière de surcoût lié à des taux d'intérêt moins avantageux est indiscutable, ne doit pas être le bouc émissaire de nos difficultés économiques, sociales et budgétaires. Les marchés financiers sont sûrement responsables de dérives, pas forcément de tous nos maux.

S'ils ont financé nos dettes souveraines, c'est bien parce qu'ils étaient sollicités pour cela.

D'autre part, si ces marchés sont devenus les actionnaires de nos finances publiques, il ne sont pas pour autant devenus les décideurs de nos politiques publiques. Mais à l'instar de ces managers d'entreprises cotées, ou pas d'ailleurs, qui se plaignent de la pression exercée par l'actionnaire pour justifier un déficit de vision stratégique, les marchés ne sont pas, ne doivent pas être, décideurs à la place des politiques élus et légitimes. Des leaders politiques qui ont face aux agences de notation et « aux marchés » certainement l'obligation aujourd'hui d'argumenter leur aptitude (nouvelle ?) à la bonne gestion, ils ont aussi une occasion de démontrer leurs talents de négociateurs.

Car si nous avons besoin, pour encore un certain temps, de financer nos États, les marchés ont aussi besoin de préserver leurs créances et de maintenir de bonnes relations avec leurs « clients ». Et ce « client » est particulier, car c'est un client législateur qui peut aussi rappeler sa capacité à imposer et réglementer.

Ce temps de la négociation de notre crédit collectif pourrait être aussi le bon moment de mettre effectivement en place cette fameuse moralisation de la finance mondiale déjà largement évoquée. Lorsque le besoin d'argent impose de réduire les dépenses et d'augmenter les recettes, lorsque la spéculation est si dommageable, lorsque nous avons tant besoin de partenariats de long terme, quand le court-termisme fait tant de dégâts, pourquoi ne pas instaurer par exemple une surtaxation massive et spécifique des mouvements de capitaux intraday, voire intraseconde ?

Mais ce financement de la dette, ce triple A, reste un problème politique, macroéconomique, éloigné, même s'il impacte les choses du quotidien. Augmentation du chômage, au plus haut depuis décembre 1999, qui atteindra 10% de la population active en 2012 (c'est déjà programmé, là aussi « préparé »). Inflation significative. Augmentation irrémédiable du coût de l'énergie, par des à-coups très significatifs (le gaz, +5% en avril 2011 et déjà une nouvelle hausse à prévoir) provocant une inflation énergétique galopante, créant elle-même précarité et fracture énergétiques. Baisse des remboursements de soin, etc.

Lorsque l'OCDE prévoit à peine +0,3% de croissance en France en 2012, le véritable enjeu de société est celui de la croissance, de l'emploi, du pouvoir d'achat. Même si, pour aller encore plus loin, les deux clés de l'équation sur lesquelles toutes les forces vives devraient être mobilisées sont celles de la capacité à augmenter le « bien être social » en période de non-croissance (pas de décroissance, mais de non-croissance car c'est la réalité pragmatique de nos économies matures), et celle de l'innovation rupturiste: économique, sociale, environnementale, politique.

040

/ 6 décembre 2011

QUAND GREENPEACE JOUE AVEC LES PEURS

Alors que la part de la production électrique d'origine nucléaire refait débat depuis le drame de Fukushima, Greenpeace marque les esprits en s'introduisant sur deux sites français, de façon un peu trop "facile" à leur goût.

Ce lundi, des militants de Greenpeace se sont introduits sur le site de la centrale de Nogent-sur-Seine dans l'Aube, et à Cruas en Ardèche. L'opération avait pour objectif de démontrer que la sécurité des sites français n'était pas sans faille, que le nucléaire "sûr" n'existait pas, que des terroristes pourraient eux-aussi accéder à ces sites évidemment hautement sensibles, qui seraient donc aussi, hautement fragiles.

Cécile Duflot, secrétaire générale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), reprenant à son compte, et donc cautionnant, cette action aussi démonstrative qu'illégalement citoyenne, expliquait quant à elle que cette

incursion "avait fait la démonstration que le risque zéro en matière nucléaire n'existait pas".

Certes, mais là évidemment je vais prendre un risque, celui d'être un citoyen soucieux d'environnement, désireux sans doute comme tout le monde d'énergie propre renouvelable illimitée pour tous, et pas trop chère s'il vous plaît … mais pas d'accord, ni sur le fond ni sur la forme. Il est tellement facile d'être d'accord avec la démonstration faite hier par Greenpeace, des rebelles si politiquement corrects, si médiatiquement efficaces et affûtés. Mais enfin, ça sert à quoi ?

Greenpeace a démontré hier qu'un homme pouvait passer un grillage et se rapprocher d'une centrale, et en tire comme conclusion que les autorités de la sûreté nucléaire s'apprêtent à mentir en janvier dans leur rapport sur la sécurité des sites, et que le nucléaire n'est pas sûr. Mais ce dernier point est tout à fait exact. Oui effectivement, le risque zéro n'existe pas en matière nucléaire, ni en toute autre domaine d'ailleurs, tout le monde sait ça.

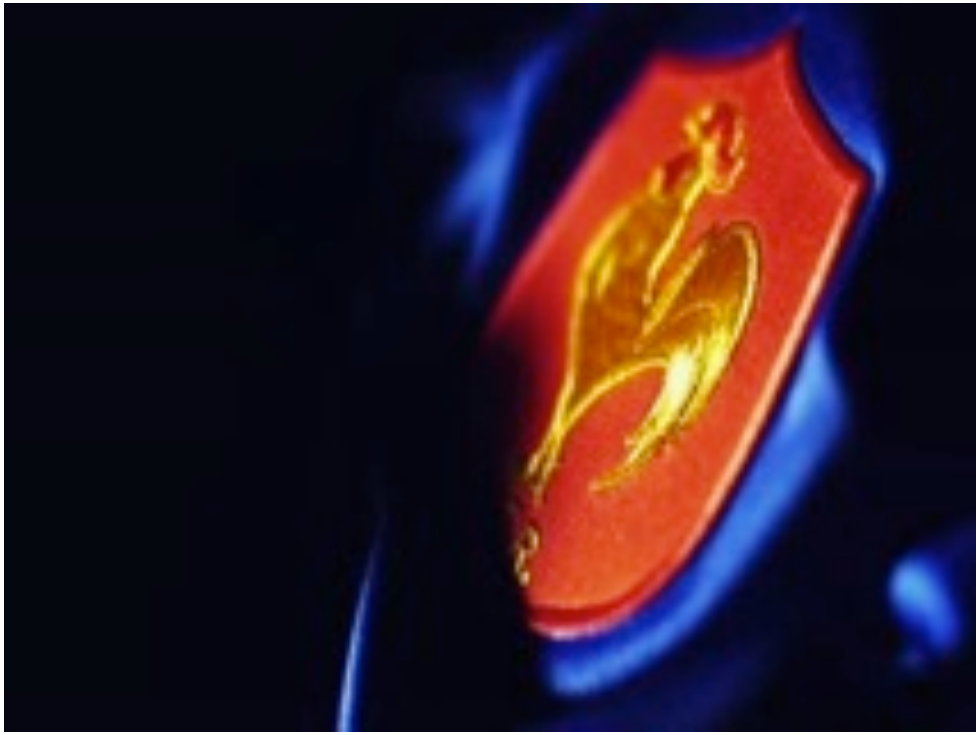
Ras-le-bol de ce fantasme du risque zéro en tout. Ce n'est pas un grillage ou une caméra de plus qui empêchera un attentat terroriste. Ce qui empêche un attentat terroriste, c'est l'espionnage, c'est la lutte anti-terroriste, la lutte contre Al-Qaida. Que fait Greenpeace contre Al-Qaida ? Contre la bombe iranienne ? Que fait Greenpeace pour développer les énergies renouvelables ? Pour produire autrement de l'électricité quand la mairie de Paris, socialiste, donc partenaire d'EELV, installe des voitures électriques qui roulent à l'énergie électrique ... nucléaire ?
Que propose Greenpeace ? Autant leurs opérations de dénonciations de telles ou telles pratiques industrielles nuisibles à l'environnement peuvent être bénéfiques lorsqu'elles poussent aux alternatives, autant ici, alerter et angoisser la population sans rien proposer peut paraître quelque peu racoleur. Comme je le dis depuis 10 ans maintenant, le temps n'est plus à la pédagogie du pourquoi mais à celle du comment, n'est plus aux dénonciations ou indignations mais aux propositions.
Oui, même si tout est mis en œuvre, et si tout doit toujours être optimisé, il ne peut être garanti qu'aucun avion ne puisse attaquer une centrale nucléaire, ni aucun missile tiré dont on ne sait où.
Oui, le risque terroriste existe, sur les centrales comme ailleurs. Greenpeace doit-elle dénoncer demain la protection des grandes nappes phréatiques afin d'éviter des attaques bactériologiques ? Demain un commando dans un centre de traitement de l'eau ? Que faire pour se prémunir, à 100% donc, contre les attaques chimiques, l'arme la plus accessible, la plus facile à fabriquer, notamment ces agents neurotoxiques comme le tabun ou le fameux gaz sarin. Quid des grands modes de transports ? Faut-il demain arrêter les trains parce qu'un militant de Greenpeace aura fait la démonstration avec son téléphone portable qu'il est monté dans un wagon aux heures de pointe avec un sac à dos ? Evidemment la comparaison est exagérée, évidemment "c'est pas comparable", le maître argument passe partout, mais Greenpeace n'a pas le monopole de la provocation et de la caricature après tout.

Alors oui pour dénoncer, oui pour la vigilance critique, oui pour le contre-pouvoir positif, oui pour proposer, oui pour évoluer vers des solutions meilleures, mais ici Greenpeace n'est pas sur le terrain du débat énergétique, Greenpeace ne démontre pas ici son opposition au nucléaire pour des raisons environnementales, Greenpeace ici joue sur la peur, via la mise en scène du risque terroriste, ça NON.

041

/ 13 décembre 2011

AU « MADE IN FRANCE » JE PREFERERAIS LE « MADE BY FRANCE »



A l'heure de la grande angoisse économique, la tentation du repli protectionniste est grande. Alors, la mondialisation responsable des délocalisations trouverait son antidote dans le « made in France » très en vogue en ces temps de recettes présidentielles.

Nous sommes tous désireux d'acheter des produits et des services de proximité, fabriqués en France, et ceci pour des raisons tant sociales, liées à la préservation de l'emploi, qu'environnementales liées à la réduction de l'empreinte carbone du transport, mais ce seul critère n'y suffit pas. En effet, dans les arbitrages que nous réalisons, nos « trade off », l'ensemble des attributs du mix marketing rentrent en ligne de compte. Et ces

arbitrages s'exercent de façon différenciée selon la catégorie de produits, selon l'étendue de l'offre disponible, selon l'importance que nous accordons à l'achat en question, selon nos habitudes, … et selon notre pouvoir d'achat bien sur. C'est cette contrainte qui explique la difficulté que nous avons à résoudre notre syndrome du sapin de Noël qui accueille à ses pieds des jouets made in China lorsque simultanément nous condamnons les délocalisations.

Tout ceci pour dire que le made in France est bien sur souhaitable, mais il ne peut s'imposer ou se décréter, il doit se mériter. Ce critère pourra apporter un élément de différenciation positive, mais il ne se substituera pas à la qualité, au positionnement prix ou à l'attractivité de la marque. Il y a déjà plusieurs années on critiquait le consommateur qui déclarait dans les enquêtes d'opinion être prêt à payer plus cher des produits respectueux de l'environnement, mais ne le traduisait pas dans les actes face aux linéaires. Jusqu'au jour ou des offres compétitives et comparables en matières de services rendus sont arrivées. Dans ce marketing géologique, le bénéfice environnemental ou le made in France sont des strates supplémentaires qui peuvent/doivent apporter un plus. Les produits français doivent d'abord et avant tout être du meilleur rapport qualité/prix possible. Cette exigence est le meilleur service à leur rendre plutôt que d'imaginer créer un marché intérieur captif, "protégé".

Au delà de ces éléments d'arbitrages, d'autres dilemmes se poseront. Nous devrons pas exemple préférer une Toyota fabriquée à Valenciennes à une Renault fabriquée en Europe de l'Est. Mais comment quantifier le made in France sur des produits à multiples composants ? S'il est en effet à peu près facile d'identifier des fruits et légumes français, c'est une toute autre affaire sur des produits high tech. Comment arbitrer lorsque seul l'assemblage est rapatrié ? ou inversement lorsque la conception est réalisée dans un bureau d'étude sur le territoire national et la fabrication ailleurs ? Et comment encourager les PME innovantes à se développer à l'étranger si elles s'éloignent de leur port d'attache ? Comment favoriser les produits made in France dans les arguments commerciaux et politiques lorsque parallèlement nous revendiquons la réciprocité et, mieux encore, lorsque nous souhaitons pousser nos exportations pour combler un très problématique déficit du commerce extérieur ? Nous voudrions alors revendiquer le made in France, et simultanément vendre nos Airbus (made in Europe) aux Américains en leur expliquant que c'est mieux que du made in US ? Et que penser des plus de 2 millions de salariés français qui travaillent dans des entreprises « étrangères » ? sont-ils pour autant de mauvais Français ? Il y aurait alors les travailleurs « nationaux » (empreinté au mouvement frontiste qui revendique aussi la paternité de cette idée de préférence nationale) et les employés qui travailleraient pour l'« étranger » ? Après tout, la marque qui ces dernières années à le mieux argumenté l'origine France et la qualité des filières françaises s'appelle ... McDonald's !

Il ne faut pas oublier non plus que les produits « made in France » ne sont pas nécessairement des produits plus respectueux de l'environnement ou fabriqués par des entreprises nécessairement plus sociales ou éthiques. Ce n'est ni le lieu ni la nationalité qui détermine automatiquement des comportements plus vertueux.

Là encore, cet argument du made in France est séduisant, il est politically correct, mais ceci est une affaire privée, une affaire d'offre et de demande. Il n'y a aucun doute pour qu'une entreprise en fasse usage et donc l'encourage s'il représente un critère d'achat significatif pour ses clients et

s'il permet une meilleure performance économique. Le made in France doit aussi être préféré par les entreprises.

D'ailleurs, l'étude des cas récents de relocalisations (Rossignol où se déplace aujourd'hui le Président de la République, Majencia, Le Coq Sportif, Smoby, Atol, Kindy …) démontrent que c'est d'abord l'intérêt de l'entreprise (meilleure maîtrise, plus grande souplesse, avantage prix global moins important que prévu …) qui a engendré ces mouvements, pour ensuite en faire un argument, absolument légitime, face aux critères de choix du consommateur. C'est avant tout la compétitivité et l'attractivité des entreprises et des produits français qu'il faut restaurer.

Quant aux décideurs politiques qui l'argumentent aujourd'hui, s'ils imaginent influencer le marché, qu'ils commencent en l'appliquant à eux-mêmes en évitant un nouveau phénomène 35h où tout le monde devait l'appliquer sauf l'hôpital public par exemple. Le législateur peut influencer le marché par ses décrets, mais aussi par son pouvoir de donneur d'ordre. S'il est demandé aux consommateurs de le faire, alors la logique voudrait que la préférence nationale soit appliquée en premier lieu dans les marchés publics, plutôt que de mettre systématiquement en premier critère de pondération celui du moins-disant budgétaire ! Donc Messieurs les décideurs publics, achetez les premiers ! S'il y a bien un client qui doit avoir un raisonnement macro et long terme dans son comportement d'achat, c'est bien l'acheteur public.

Pour promouvoir nos emplois et savoir-faire, et solutionner certains points mentionnés plus haut, plutôt que le « Made in France », je préférerais l'idée plus globale du « Made by France » ou si vous voulez du « France made », c'est-à-dire par l'entreprise France. Il pourrait s'agir d'une fabrication sur le territoire national, ou d'une production issue d'une société juridiquement française, sous "pavillon France" (siège social ou filiale), ou encore de productions « nationales » réalisées à l'étranger. Ceci pour évoquer des valeurs, de l'excellence, du savoir-faire, de l'innovation, plutôt qu'uniquement un critère géographique. Mais aussi surtout pour être orienté dans une logique de conquête, offensive plutôt que défensive. « France made », conçu et fabriqué par « la marque France », une marque dont on peut être fan, et une "entreprise France" à laquelle on peut être fier d'appartenir.

042 / 20 décembre 2011

ENRON, L'ALARME SILENCIEUSE

Il y a 10 ans, Enron, un des plus grands scandales financiers de ces dernières années, préfigurait la crise actuelle et n'a pourtant pas été vu comme son signe avant-coureur. Parce que nous étions collectivement autiste face à un système dont on a dénié les dysfonctionnements … qui nous mettent aujourd'hui au pied du mur.

En décembre 2001, Enron, poids lourd des capitalisations boursières américaines, faisait faillite, entrainant dans son sillage celle d'Arthur Andersen, son cabinet d'audit. L'entreprise avait manipulé ses comptes et déguisé ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité, en bénéfices. Quand le scandale fut révélé, plus de 20 000 personnes

perdirent leur emploi et des centaines de milliers de petits épargnants qui avaient confié leurs fonds de pension à Enron perdirent la majeure partie de leur capital-retraite.

Si c'est la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 qui fut l'électrochoc et l'élément déclencheur de la crise des subprimes, puis financière, puis systémique que nous traversons, celle d'Enron, 7 ans plus tôt, aurait du nous alerter. Enron en effet, par toutes ses déviances, préfigurait déjà le cocktail explosif des apprentis sorciers du modèle économico-financier : courtage spéculatif, maquillage et course en avant.
Les opérations de surenchère spéculative d'Enron dans le domaine de l'énergie et leurs produits dérivés associés n'avaient rien à envier aux surendettements immobiliers galopants du système des subprimes, ou aux autres produits dérivés, bientôt à la dérive, des institutions bancaires. Sur un autre aspect, les maquillages financiers d'Enron et les escroqueries de Bernard Madoff, arrêté en décembre 2008, n'étaient que des variantes de la même volonté de camouflage. D'ailleurs à la même époque, côté politique, l'Etat grec maquillait ses comptes, lui aussi, pour masquer, pour compenser, pour donner illusion.

Illusion et court-termisme, les deux fléaux contemporains dévastateurs. Si Enron, Madoff et l'Etat Grec maquillent leurs comptes, c'est pour faire croire à l'atteinte d'objectifs, et dans les délais impartis, toujours plus courts. Le culte du toujours plus vite, toujours plus haut peut être très vertueux et positif lorsqu'il s'agit de quête d'excellence, de dépassement sportif, de recherche médicale, de progrès social, de lutte contre tel ou tel phénomène dévastateur, alors là oui, l'impatience peut être une vertu.
Mais lorsque cette quête du rendement immédiat est dictée par le seul objectif financier, c'est la mère de toutes les dérives. Ces dérives sont alors nécessairement des impasses car le temps et l'espace sont bel et bien finis, et se foutent pas mal des cours de bourse. Ce sont alors des murs sur lesquels, inévitablement, nous nous fracassons d'autant plus vite que la spéculation financière, qui est aussi mathématiquement exponentielle, ne sait pas freiner.

Le court-termisme, cancer de notre modèle économique

Nous souffrons de court-termisme, d'immédiateté. Le court-termisme est le véritable cancer de notre modèle économique et managérial. Si nous critiquons souvent « les marchés », « les actionnaires » d'être impatients, d'être pressants, nous le sommes tous. Nous n'acceptons plus d'attendre, nous changeons de magasin si le produit n'est pas disponible en stock, et en râlant (tout en exigeant des options et configurations ultra personnalisées), nous actualisons frénétiquement notre boite mail, ne comprenant pas ne pas avoir dans l'instant de réponse à notre précédent envoi («tu n'as pas eu mon mail» ?), nous pestons dans une incompréhension sidérée lorsque notre interlocuteur ne décroche pas tout de suite («mais tu faisais quoi» ?), nous ne comprenons pas qu'il faille attendre, aussi, à la file de ceux qui ont pré-réservés, on ne comprend pas pourquoi son excellentissime et très inspiré tweet n'ait pas déjà fait trois fois le tour du monde. Pourquoi sa vidéo faite en une journée avec 3 euros n'est pas le phénomène viral du siècle, on se remet en cause si le produit lancé la veille n'est pas déjà un best-seller, si toute la presse ne parle pas de son actualité « pourtant historique et sans précédent », etc.

Nous devons être toujours joignables, toujours disponibles. On est gêné de dire, surtout d'avouer, être libre à déjeuner dans 2 jours, être dans un creux d'activité, ne pas être au courant de la dernière rumeur politique, ne

pas connaître untel … ce qui donne lieu de temps à temps à quelques langages codés non décryptés tout à fait ubuesques, où règne le « comme de bien entendu » … que l'on est d'ailleurs bien content de ne pas devoir expliciter.

Et lorsque ce sont les deux interlocuteurs qui feignent de connaître le sujet dont ils parlent, on atteint là un plus haut niveau comique et ridicule ! Alors, être speed, overbooké, débord, full, ras-la-gueule, … seraient les nouveaux signes de réussite du manager, qui à la fois s'enorgueillit de cela tout en s'en plaignant. Le comble révélateur consistant à décrocher en réunion pour dire en chuchotant … qu'on ne peut pas décrocher ! (« là je ne peux pas te parler »)

Les médias sont eux aussi pris dans l'engrenage, et parfois l'alimente. J'ai toujours pensé que Loft story (fameuse première diffusion en avril 2001, tiens tiens 2001 encore) était un très mauvais outil pédagogique, donnant l'illusion qu'on pouvait devenir « célèbre » instantanément et sans talent.
Le court-termisme est une illusion, il nous pousse à être systématiquement en réaction plutôt qu'en anticipation, à exagérer les réussites, à essayer de compresser les calendriers, le temps. Même les réussites les plus époustouflantes ne sont pas des générations spontanées, il ne faut pas regarder que les 5 dernières minutes du film. Après tout, Apple, pas plus que Paris, ne s'est fait en un jour.

Ce début de XXIe siècle ne fait que nous rappeler notre pauvre condition d'homme, vivant dans un espace fini, temporel et spatial. C'est un rappel à l'ordre, un rappel à l'humilité et à la persévérance. D'ailleurs, on n'a toujours pas réussi à avancer Noël, c'est toujours le 24 décembre. A propos, Joyeux Noël à toutes et tous.

043

/ 27 décembre 2011

LES VŒUX, CES PRIERES UNIVERSELLES REPUBLICAINES

Il est de coutume républicaine que le Président de la République nous présente ses vœux. Cela peut sembler désuet, et pourtant jamais comme aujourd'hui il n'a été autant nécessaire de nous souhaiter du meilleur, et surtout d'y croire.

L'inventeur des vœux présidentiels, c'est bien sur le Général de Gaulle. Après tout, c'est légitime, il est aussi le père du président élu au suffrage universel direct. C'est donc lui qui institutionnalise ce rendez-vous annuel et bien particulier. Un rendez-vous qui peut-être au fil des années se dilue un peu, sans doute en raison d'une médiatisation omniprésente et frénétique qui réduit le caractère exceptionnel de ces moments. Sans doute aussi parce que nous confondons trop souvent « vœux » et « veux »

du verbe vouloir. Des vœux expriment un souhait, ce ne sont pas des promesses, le temps de la campagne leur donnera bien assez de place. Les vœux sont des espérances, des aspirations, presque des prières. Les vœux sont les prières universelles de la République, on en appelle au bien. Ce sont des incantations qui ne doivent pas être incantatoires. Mais quand ils sont exprimés par le chef de l'Etat, on en arrive à estimer que celui qui les formule devrait avoir le pouvoir de les exaucer. C'est là toute l'ambiguïté, lorsque l'on estime qu'un vœu engage celui qui l'exprime. On en arrive même assez régulièrement à voir certains décliner les invitations aux vœux présidentiels, comme s'il s'agissait bel et bien d'une forme d'aliénation à la chapelle présidentielle tant cette cérémonie prend effectivement des allures de prêche républicain.

Ces grands-messes télévisées ne le sont plus vraiment, et pourtant ces moments sont importants, ils sont une trace dans le temps, parfois dans l'histoire.

En 1961, de Gaulle en appelle à « l'Algérie française » et souhaite ardemment la victoire du « oui » au referendum du 8 janvier 1962 (souhait exaucé avec 75% d'approbation), il se félicite du mouvement de décolonisation en route, comme nous le ferions aujourd'hui du printemps arabe (si nous n'étions pas déjà refroidis par les premiers suffrages), il condamne le joug de l'URSS sur ses voisins … avant d'en appeler 5 ans plus tard lors des vœux de 1966 à « d'amicales et fécondes relations » … avec « la Russie soviétique » (jolie synthèse à l'époque). L'histoire des peuples a toujours été en marche, avant les révolutions arabes de 2011, François Mitterand dans ses vœux de 1989 rendait hommage à Mikhaïl Gorbatchev, expliquant, en clin d'œil au bicentenaire de la révolution française , que « d'autres bastilles sont tombées » en Europe de l'Est.

Les vœux sont à la fois pour le Président de la République un moment d'autorité et un moment personnel, d'humilité, de relation chaleureuse, presque familiale. De Gaulle en 1967 prononcera cette phrase étonnante, que l'on accepterait difficilement aujourd'hui tant on attend de nos représentants qu'ils soient responsables de tout : « l'avenir n'appartient pas aux hommes, et je ne le prédis pas ». Même si quelques minutes plus tard, il est convaincu du « cadre pacifique que 1968 paraît offrir à la nation » ! L'avenir le démentira. Valery Giscard d'Estaing, toujours innovant, se livrera en 1977 à des vœux « improvisés », « de l'un d'entre vous », et exprimera des vœux simples et banals de bonheur et de bonne santé. Décidemment très « djeun », Giscard en 1974 lâchera, presque à la Berurier Noir, un « salut à toi 1975 » (qui restera néanmoins moins célèbre que son encore douloureux « au revoir » de 1981 bien sur). Encore inventif, VGE, mais cela restera unique, nous souhaitera ses vœux en couple, avec Anne-Aymone, au coin du feu en 1975. Sans doute une bonne intention, mais tout en rigidité. François Mitterand lui aussi d'une certaine manière se présentera en famille, lorsqu'en 1984 il évoque ses réunions familiales en Charente, et cite même son père.

De tous temps, ces vœux nous rappellent les difficultés que nous traversons, même si chaque année elles nous semblent uniques et « sans précédent » dans cette frénésie médiatique de « l'historique ». Régulièrement aussi, comme de l'acharnement thérapeutique, nos Présidents successifs tentent de nous convaincre des atouts de la France, des mutations prometteuses, des réformes d'avenir, du besoin de confiance en soi, de la nécessaire mobilisation collective : « … une période de changements, et que ceux-ci peuvent être heureux » (de Gaulle 1966) ; « je suis impressionné par ces Français qui s'engagent (…) encourager les initiatives (…) faire confiance aux jeunes Français (…) libérer les énergies

(…) nous construisons une France vivante et forte » (Chirac 1996) ; « je crois de toutes mes forces à la France qui gagne » (Mitterand 1984) : « un message de foi dans la vie et dans l'avenir (…) pas de fatalité du malheur » (Sarkozy 2007).

Des vœux qui souvent, de façon plus ou moins perceptible, en appelle à une forme de puissance supplémentaire, pour ne pas dire au divin. Mitterand en sera l'illustration la plus célèbre en 1995 (ses derniers vœux donc) lorsqu'il annonce, déjà malade bien sur, « je crois aux forces de l'esprit, je ne vous quitterai pas ».

Tous ces vœux nous rappellent que l'histoire non pas se répète, mais est continuellement en marche, nous invitent à une mutation permanente, condamnent les démagogues, rappellent les difficultés, les épreuves, exhortent à l'unité nationale, à la tolérance … et même au protectionnisme « ayant longtemps pratiqué une économie protégée, et du même coup retardée … » (de Gaulle 1966) ; « aimons notre patrie … la France a besoin de l'union de tous ses enfants » (Mitterand 1984).

Les vœux doivent être sincères bien sûr. Ils doivent aussi être confiants et volontaristes, les vœux ne sont pas une bouteille à la mer lorsqu'ils sont exprimés par le Chef de l'Etat. On attend bien sur des vœux en actes, des vœux auxquels on croit, à la fois aspirationnels et réalistes. Alors, donc en toute sincérité, amitié et fraternité, et parce que je crois à l'intérêt collectif des bonheurs individuels, je vous souhaite une belle année 2012, à hauteur de vos espérances, matérielles et spirituelles.

044

/ 3 janvier 2012

UN CHANGEMENT, OUI, MAIS LEQUEL ?

Nous ne traversons pas uniquement une crise économique. Nous vivons une époque de transition, de changement, de remise en cause, et même davantage, de remise en question. Alors, appeler au changement, et même au rêve, est une bonne chose, mais c'est simplement une évidence, tout sauf un scoop. Le scoop serait de définir le contenu de ce rêve, de dessiner le modèle de l'autre rive, de mesurer la distance qui nous en sépare, d'en dessiner sa géographie.

Cette campagne présidentielle est aujourd'hui davantage basée sur un projet électoral (rejet de l'autre) que sur un véritable projet politique (adhésion). Ne pas dévoiler son projet sous prétexte de phase d'observation du camp d'en face relève aussi davantage du calcul électoral que de la conviction politique. Ce sont des solutions plus que de

l'incantation qui sont attendues. Le désir d'avenir de la précédente candidate PS est devenu un désir d'incarnation de l'homme providentiel pour le candidat actuel.

François Hollande a raison de poser la question du changement comme le véritable enjeu, mais il le pose comme celui d'un changement d'homme, alors que c'est celui d'un changement de modèle, d'époque, de paradigme qui est attendu. Le rêve n'est pas d'avoir un rêve, c'est le contenu de ce rêve qui compte.

Cette quête de changement existe, mais c'est celle d'un nouveau paradigme. C'est aujourd'hui une quête qui a souvent des allures de quête du Graal, une sorte de voyage vers l'inconnu, de voyage à vue, de rêve, mais de rêve désenchanté. Cette nécessité ressentie de nouveau paradigme est anxiogène car si nous ne sommes qu'évolution, toujours en adaptation, pour la première fois sans doute depuis l'histoire des révolutions sociales, industrielles ou technologiques, cette prise de conscience de la nécessité d'un nouveau paradigme PRECEDE le nouveau paradigme lui-même. Dès lors, au lieu de post-rationnaliser telle ou telle mutation, on la désire avant de la vivre, ce qui n'est pas loin de l'idée d'attendre le Messie. D'ailleurs une des tendances de bon nombre d'enquêtes d'opinion est que « les solutions » viendront des innovations technologiques, du génie humain, de notre aptitude naturelle, presque animale, aux mutations. Cette attente est anxiogène car c'est une nécessité consciente qui crée une attente inassouvie, et qui le restera car il n'y aura pas nécessairement de « grand soir ».

Les changements sont d'autre part à la fois désirés et redoutés car lorsqu'ils s'appellent réformes ils signifient souvent remises en cause, qui elles même signifient souvent efforts ou pertes d'avantages acquis. C'est une autre composante, elle aussi nouvelle, de cette période de transition : il est difficile dans les temps actuels d'imaginer que celle-ci s'inscrive dans une dynamique de progrès, ou dit autrement de croissance et de richesse accrue. D'ailleurs on ne parle plus beaucoup d'approche « win-win » mais plutôt de « donnant-donnant » : la promesse dès lors n'est plus de gagner autant de part et d'autre, mais de perdre équitablement, tout un symbole. Nous rentrons dans une période comptable, de jeu à somme nulle, basé sur une croissance nulle lorsqu'elle n'est pas en récession. Trouver une alternative à la croissance revient à poser une équation assez iconoclaste tant c'est le seul moteur connu de notre modèle économique et social.
Mutation d'autant plus difficile qu'on la souhaiterait rapide. Nous ne supportons plus d'attendre. Si nous critiquons souvent le manque de vision de long terme, nous attendons aussi des résultats tout de suite, des réactions, de l'action immédiate. Nous souhaiterions alors un nouveau paradigme téléchargeable comme une appli sur son téléphone.

Enfin, nous attendons du leadership, en premier lieu politique, tout en le critiquant, en fondant des espoirs désabusés, cette campagne désenchantée en est l'illustration. Nous devons faire le deuil de l'Etat providence mais continuons à nous en remettre à lui à la première entrave sur la route. Le « système », que nous indiquons comme le bouc émissaire de nos difficultés, est quant à lui un ennemi virtuel, intangible, une Bastille imprenable, et le modèle économique, une dictature qui ne peut être renversée comme on déboulonne une statue.
Cette campagne présidentielle, si elle pêche par manque de vision, de solutions nouvelles, de projet politique, elle doit être un appel à projets, un ordre de mobilisation générale, pour un avenir non pas à suivre mais à co-créer. Nous sommes les hommes providentiels de ce nouveau paradigme.

045

/ 10 janvier 2012

PRESIDENTIELLE: A CHAQUE IDEE SON CANDIDAT ?

Eric Cantona vient d'écrire aux Maires pour obtenir 500 signatures et se lancer dans la présidentielle, ou plus exactement pour inviter le thème du logement dans la campagne. Chaque idée doit-elle avoir son candidat ?

La campagne présidentielle est LE grand rendez-vous démocratique, c'est l'occasion unique au cours de laquelle on réfléchit à un programme pour la France, on affirme des convictions, une certaine vision, on en débat, etc. Enfin, c'est théoriquement ce moment-là, bien particulier. Car c'est aussi une « occasion à saisir » pour placer une idée, une cause, un thème dans l'agenda. La campagne présidentielle peut en effet être une formidable opportunité, capable de placer certaines thématiques sous les feux de la

rampe médiatique. De ce point de vue, c'est une énorme caisse de résonance. Mais doit-on nécessairement pour cela se porter candidat ? D'ailleurs Eric Cantona ne l'est pas vraiment, il souhaite « seulement » faire du logement LA priorité de la présidentielle, sans forcément aller jusqu'au bout. Si la cause est louable, si l'engagement est certainement sincère, si c'est effectivement un enjeu et une préoccupation réelle pour certaines catégories de populations, suffit-il pour autant de poser la question au milieu de la table ? Quelle est l'analyse objective de la situation, des actions entreprises par le gouvernement ces dernières années ? Quelles propositions « de candidat », quelles solutions, pour quels objectifs ? Il est utile et bénéfique de pouvoir débattre de tout, dans une volonté de progrès, mais chacun doit-il pour autant être candidat pour défendre les idées qui lui sont chères ?

Lundi François Fillon ironisait à propos de la tonalité pseudo gaullienne des propos de François Hollande dans Libération. Il en est de même ici, n'est pas Coluche, ou dans un autre registre, Nicolas Hulot qui veut. Celui-ci avait réussi en 2007 à inscrire l'environnement dans l'agenda de la campagne présidentielle parce que c'était à l'époque (déjà depuis quelques années) une thématique « nouvelle » (en terme de prise de conscience), portée par quelqu'un de légitime (mais pas seul en terme de discours), enrichie de propositions, habilement mise en scène, interpellante et structurante (en terme de modèle économique et de société). D'une autre manière, et plus récemment, Arnaud Montebourg a lui aussi invité une thématique, celle de la « démondialisation », lors des primaires du Parti Socialiste. Là aussi, une thématique « à succès » car elle peut interpeller tout le monde, remettre en cause des modèles, et dont l'actualité est dans l'air du temps. Un débat, de primaires, ou présidentiel, révèle alors ces enjeux.

Pour ces raisons, contrairement aux souhaits d'Eric Cantona, je ne pense pas que le logement devienne le thème central de la campagne. Dans un autre registre, en octobre dernier, le cancérologue Victor Izraël avait quant à lui décidé d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle pour inciter le gouvernement à relancer le plan cancer très largement insuffisant à ses yeux. Une annonce qui avait fait pschitt. Malgré la pertinence des thèmes, ne dicte pas l'agenda présidentiel qui veut. La maitrise de l'agenda est redevenu l'enjeu prioritaire des principaux candidats en lisse. C'est cette maitrise, ce rythme, cette capacité à avoir toujours une idée d'avance qui avait, en partie, fait le succès de Nicolas Sarkozy en 2007. Depuis quelques semaines, le Président de la République, très en inconfort en réaction, en suiveur ou en spectateur (rappelez-vous la douloureuse séquence des primaires PS pour l'UMP), tente de reprendre la main sur le cours des choses, sur l'actualité politique. Et ces stratégies politiques proches des plannings rédactionnels, en renouvellement permanent des sujets, sont parfaitement en phase avec le fonctionnement des médias aujourd'hui, où un sujet chasse l'autre. Le triple A sera déjà une histoire ancienne lorsque la France sera dégradée.

Mais surtout, quelle leçon tirer de ces séquences présidentielles ? Certainement pas une critique du nombre élevé de candidats, de propositions en débat, de bouillonnement, quand bien même il serait trop superficiel et éphémère. C'est une séquence démocratique, chacun peut s'exprimer et aucun sujet ne doit être tabou. En revanche, j'aimerais pour ma part (si chacun peut s'exprimer, même non footballeur) qu'au-delà de l'échéance présidentielle, nous puissions inscrire dans l'agenda démocratique des rendez-vous hors scrutins, des « échéances non électorales », où, à l'instar de ce qui peut se faire aux Etats-Unis, le chef de l'Etat, élu mais ne disposant pas d'un blanc-seing pour 5 ans, puisse une

fois par an livrer un bilan d'étape de son programme « de candidat ». Une forme d'équivalent du discours sur l'état de l'Union prononcé au mois de janvier par le président américain devant la chambre des représentants et le Sénat. Il ne s'agit pas de pointer du doigt les promesses non tenues (quoique), mais surtout de mesurer ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Nous avons trop tendance à recommander des solutions et à ériger des lois dont nous passons plus de temps à débattre a priori qu'à mesurer les effets a posteriori.

Ce serait aussi un formidable moyen de maintenir le cap, d'éviter de ne dresser des bilans qu'à l'aube de nouveaux scrutins, ce qui les rend nécessairement partisans, et donc moins audibles. Si les Présidents sont devenus des candidats permanents, ayons un débat présidentiel chaque année !

046

/ 17 janvier 2012

ET SI ON AIDAIT LES ENTREPRISES QUI CREENT DE L'EMPLOI, PAS CELLES QUI SONT SOUS PERFUSION

A la veille du sommet social où chacun est invité à formuler diagnostics et prescriptions, à une époque où les finances publiques sont bien sûr à bout de souffle, comment retrouver un cercle vertueux qui conjugue croissance et emploi ?

Plutôt que de tenter de maintenir des activités sous perfusion publique, il serait sans doute plus judicieux, au risque d'apparences iconoclastes, d'encourager les secteurs porteurs, les entreprises dynamiques. Comme en matière de judo, il s'agit davantage d'utiliser la force du marché, d'encourager le mouvement plutôt que de tenter de maintenir une inertie grippée.

Il faut bien sûr améliorer la compétitivité des entreprises, surtout celles qui exportent, mais la finalité sociale est bien celle de l'emploi. Hors, des entreprises qui embauchent, elles existent, c'est donc bien possible. S'il peut être considéré comme compliqué d'embaucher et sans doute coûteux, il n'en demeure pas moins que cela persiste bien sûr, lorsque convergent la volonté entrepreneuriale, le dynamisme du marché, et la valeur ajoutée.

On peut toujours essayer de créer des conditions favorables à l'emploi via de l'incitation fiscale, et les dispositifs existants doivent être maintenus si leur impact est mesuré, et jugé en solde positif, mais les entreprises embauchent d'abord pour faire face à de l'activité, réelle, ou anticipée, pas de façon « artificielle » en raison de tel ou tel dispositif.

Ces entreprises qui recrutent aujourd'hui ont donc des perspectives, sont volontaristes, se portent bien. Ce sont ces entreprises en développement, qu'il faut accompagner, aider, booster. Si elles recrutent, TPE, « gazelles », ou grandes entreprises, ce sont des entreprises locomotives, des entreprises qui gagnent.

En outre, nous nous rendons bien compte qu'il faut éviter les effets d'aubaine, les dispositifs « one shot » qui sont des fusils à un coup, qu'il faut surtout créer du volume, et un effet vertueux pérenne. Les entreprises de leur côté doivent être dédiabolisées. Même si des comportements déviants existent là comme ailleurs, même si les plans sociaux font les gros titres parce qu'un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse, il faut revaloriser les entreprises, comme acteurs citoyens, comme des partenaires de l'emploi, des développeurs d'emplois. Il y a de bons élèves de l'emploi, il faut les encourager, pousser vers le haut plutôt que niveler par le bas, montrer que c'est possible. On ne parle que des plans sociaux, on ne parle jamais des plans d'embauches ! Il faut trouver un moyen d'indiquer, de repérer, les entreprises et les secteurs qui sont sur un trend d'emploi positif.

Évitons de maintenir dans l'état d'esprit collectif que « c'est dur de recruter », voire, pire encore, que ce n'est pas naturel. Des entreprises embauchent, des marchés se développent, il y a des débouchés, des secteurs porteurs. Certains doivent être soutenus par les pouvoirs publics, et même orientés (je pense évidemment à toutes les filières green businesses), certains sont « auto-déterminés » par le marché : il suffit de regarder là où on embauche, l'évolution des chiffres d'affaire, etc.
Il se trouve en outre, comme tout le monde le sait, que nous n'avons pas assez de grosses PME, qu'il faut pousser les entreprises à grandir, et pas uniquement entre 10 et 20 salariés, tout le temps, même entre 500 et 5000, etc.

Les entreprises sont parties prenantes, sont engagées, ont des responsabilités sociales (et environnementales), certaines le revendiquent et tant mieux : donnons les moyens aux entreprises d'afficher leur engagement pour l'emploi, et, le cas échéant, de les encourager et de les féliciter pour cela : il ne faut pas faire du « Name and Shame », mais du « Name and Pride » ! Il faut rentrer dans le cercle vertueux de l'emploi : les entreprises qui recrutent doivent recruter davantage.

Alors pourquoi ne pas imaginer que plus on embauche, plus on gagne à embaucher, plus le coût du travail « marginal » se réduit par exemple ? Chaque entreprise disposerait pour cela d'une sorte de Compte Création d'Emplois, sur la base de son solde recrutements – licenciements. Un « CCE

» qui pourrait être calculé au fil de l'eau, par an, par trimestre, par secteur, par région, par type de contrat (CCE-CDI par exemple), etc. Plus le CCE est positif (en valeur absolue et/ou en indice pour encourager les petites entreprises), plus l'entreprise « mérite » facilités/aides/encouragements pour aller encore plus loin et plus vite. C'est une sorte d'abondement public à l'emploi. Plus le CCE est positif, plus l'entreprise est une EPE, une Entreprise Partenaire de l'Emploi, ce peut être une source de fierté collective interne, de revendication, etc. (qui aujourd'hui peut facilement dire ou savoir où en est telle ou telle entreprise, ou même la sienne, en terme de dynamique de l'emploi ?)

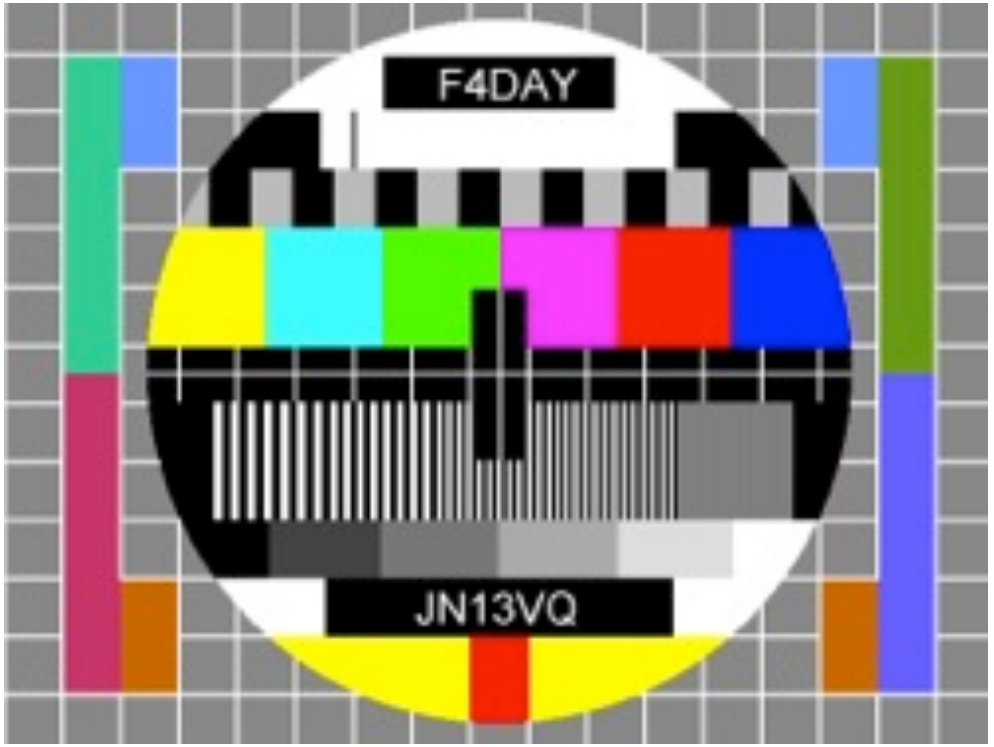
Il y aurait énormément de vertu pédagogique à mieux indiquer et valoriser les entreprises, secteurs et filières en développement d'emplois, autour d'une forme d'émulation positive sur l'emploi. C'est cet effet d'entrainement qu'il faut rechercher, nous décomplexer face aux réussites et aux succès, être heureux et motivé par le bonheur de l'autre, comme nous le sommes aujourd'hui pour l'extraordinaire aventure de Jean Dujardin.

Soyons aussi fiers et entraînés par nos Golden Globes économiques, en attendant les Oscars ! (Bonne chance Jean).

047

/ 24 janvier 2012

MEDIAS ET DEMOCRATIE, MEME COMBAT : LA COURSE A L'AUDIMAT



Au lendemain des 10 ans du décès du sociologue Pierre Bourdieu, parallèle entre sa critique de la télévision et la campagne présidentielle actuelle.

Revenons sur quelques aspects relevés par Bourdieu à propos de la télévision, en rapprochant notamment contenu rédactionnel et contenu programmatique. Bourdieu explique que les rédactions s'épient mutuellement pour regarder ce que les autres traitent comme sujets, et sous quel angle, pour à leur tour l'aborder, sous un angle différent, nécessairement plus pertinent. Il témoigne alors, en s'amusant, que ce sont les journalistes qui lisent le plus les journaux, et qui sont persuadés que

tout le monde a vu ou lu le sujet qui les a eux-mêmes marqués. Bourdieu considère alors qu' « il faut lire ce qui est dit pour savoir ce qu'il faut dire ». Nous sommes également dans le cadre des campagnes électorales dans cette phase permanente d'observation de l'autre, attendant qu'il se dévoile pour riposter, ou au contraire essayant de prendre un temps d'avance comme un journaliste chercherait le scoop à dévoiler avant les autres, et les forçant à réagir, à suivre.

La règne de l'audimat critiqué par Bourdieu comme le diktat du succès commercial, jusqu'alors suspect et condamnable, est aussi devenu la quête absolue des campagnes électorales. Cet audimat démocratique ultime correspond bien sûr au nombre de suffrages, et c'est là bien naturel, mais c'est aussi devenu le critère d'évaluation permanent, en temps réel, des moindres faits, gestes et paroles tout au long de la campagne. Dès lors, les questions obsessionnelles des équipes de campagne, qui sont également devenues les critères d'évaluation des journalistes eux-mêmes, concernent le nombre de reprises médiatiques, « d'images », de visionnages, désormais de volume d'e-conversations. Le succès d'une entrée en campagne, d'une émission ou d'une annonce est jugé au nombre de tweets générés. La démocratie est devenue elle aussi une course à l'audimat.

A propos du culte, ou disons du fléau, des idées reçues, comme des raccourcis de la pensée : là encore Bourdieu explique que la course à l'audimat pousse à la vitesse, à la pensée rapide, à ce qu'il appelle joliment les « fast thinkers », qui pensent plus vite que leur ombre. Le besoin pédagogique n'étant dès lors plus nécessaire étant donné que « les idées sont déjà reçues … car ce sont des idées reçues » (Bourdieu appréciait particulièrement ce genre de figures de styles … pas très éloignées du slogan publicitaire finalement … une autre forme de raccourci de la pensée). Toujours est-il qu'un des travers que cela peut occasionner dans le débat démocratique est qu'il est inutile d'expliquer et de développer comment mettre en place ce qui est admis et admis et accepté sans besoin de démonstration. Combattre la finance mondiale (évoqué par tous) devient alors une idée qui se suffit à elle-même. Inutile d'en expliquer les modalités dès lors qu'elle est acquise et qu'elle sonne comme une évidence. Et comme rien n'est plus difficile que d'expliquer l'évidence, tout le monde s'en arrange.

Les faits divers quant à eux, comme le disait Bourdieu, sont là pour faire diversion (j'avais prévenu sur le goût des formules). Les petites phrases sont devenues les faits divers des campagnes électorales, tout comme les ajustements tactiques et rhétoriques. Au delà des histoires de pédalo, de condamnation pour hyperactivisme ou pour mimétisme Mitterandien, il suffit que Nicolas Sarkozy explique qu'il n'est pas contre François Hollande mais contre la crise pour que François Hollande explique qu'il n'est pas contre Nicolas Sarkozy mais contre le système bancaire. Personne n'aime, ni la crise, ni le système bancaire. Que l'un dise qu'il a changé, pour que l'autre explique qu'il na pas besoin de changer. Que l'un soit accusé d'aimer l'argent pour que l'autre déclare aimer les gens, etc.

Enfin, Bourdieu critique aux intellectuels d'avoir « l'illusion de la liberté à l'égard des déterminismes sociaux », alors qu'ils y sont soumis. Les hommes politiques ont aussi, et c'est bien naturel et d'une certaine manière légitime, une certaine tendance à considérer qu'ils peuvent changer le cours des choses (qu'il s'agisse de refuser le fatalisme, ou d'aspirer à rêver), tout en expliquant qu'ils sont parfaitement conscients des contraintes et des réalités. Cette capacité à pouvoir se libérer des déterminismes, notamment lorsque ceux-ci s'appellent finance mondiale ou globalisation, est aussi attendu d'eux, ce qui peut nous amener à

considérer que l'opinion publique n'est pas loin d'avoir la même illusion que les intellectuels de Bourdieu finalement.

Dans cette intense concurrence médiatico-démocratique, et en cette année du Dragon qui démarre, il semblerait bien que nous soyons ici rentrés dans l'année des requins, ou des loups tant ce combat électoral est aussi celui des meutes qui s'épient et s'attaquent mutuellement. Mais dans cette recherche de ligne éditoriale distinctive, le directeur des programmes Nicolas Sarkozy est-il en train d'inventer le président désintéressé (à sa propre succession) lorsque son principal adversaire semble si intéressé d'être président ? L'avenir nous le dira, bientôt, dans le prochain épisode.

048

/ 31 janvier 2012

JEAN DUJARDIN, SYMBOLE DE CETTE FRANCE QUI GAGNE

Mercredi s'ouvrira Porte Maillot à Paris le Salon des entrepreneurs. Une occasion de lancer un appel : devenons la France des entreprenants, des innovants, des créateurs et repreneurs.

Le contraste est saisissant. Depuis plusieurs semaines maintenant, le seul sourire qui s'invite pour venir éclater à l'écran et rompre la lugubre et lancinante logorrhée de nos journaux télévisés, est celui de Jean Dujardin. Et ce sourire est immédiatement communicatif, il devient irrémédiablement le votre. Des Golden Globe (3 récompenses), aux nominations pour les Oscars (10 nominations), en passant par le très prestigieux prix du meilleur réalisateur décerné ce week-end à Michel Hazanavicius par la Director's Guild of America (face, entre autres, à Martin Scorsese et Woody Allen), et par les grands plateaux TV américains où Jean

Dujardin fait des ravages, cette French Touch conquiert l'Amérique, et même le Monde (également récompensé en Australie, nominé aux Césars britanniques, etc.).

Alors oui, le contraste est saisissant, entre un homme, une équipe, à la conquête du monde après un pari fou (film muet, noir en blanc, et claquettes, muettes aussi), et une France qui, à travers la plupart des médias, doute, s'insulte, s'oppose, et semble vouloir se protéger plutôt que conquérir.

Au milieu de nos plans de rigueur, des guerres de campagne, de la sévérité de mise et de mines, ce sourire fait du bien, ce sourire est thérapeutique. Certes, les temps sont durs, aucune difficulté n'est à minimiser, mais souriez ! Ni le sourire ironique, narquois ou moqueur, ni le sourire béat (oui avec un t), ni le sourire crispé, mais le sourire enthousiaste, libéré, authentique.

Jean (puisque maintenant c'est vraiment notre nouveau « Jean » national) a chanté la Marseillaise ce lundi sur les télés américaines quand on n'ose à peine l'entonner dans nos stades (et n'y voyez pas là une sorte d'élan nationaliste mal placé, sinon on ne peut plus parler de rien). Et personne ne peut penser que notre acteur-champion favori puisse ignorer les difficultés de ses concitoyens, s'en détacher ou ne pas s'estimer concerné.

Loin d'ici, à la prou de l'excellence française, il fait rayonner le talent, la joie et l'enthousiasme. Sous une autre forme, il n'est pas seul : mercredi s'ouvrira Porte Maillot à Paris le Salon des entrepreneurs. Depuis 20 ans, ce salon est désormais devenu une institution, et le plus grand rassemblement d'entrepreneurs en Europe. Il accueillera 60000 visiteurs et bon nombre de personnalités politiques, économiques et sociales.

La création nette d'emplois, l'innovation, le dynamisme des territoires, les relocalisations, passent par les jeunes entreprises, les TPE et les PME, il est vital d'entretenir cette vitalité entrepreneuriale. Près de 550 000 créations d'entreprises l'année dernière (dont 290 000 auto-entrepreneurs), c'est 12% de moins qu'en 2010. Cela reste un socle considérable, à activer et réactiver en permanence, c'est aussi une priorité nationale, par les chiffres que cela représente, mais aussi, peut-être même surtout, par l'état d'esprit.

La France a besoin de s'enthousiasmer, de s'enflammer, d'être conquérante plutôt que repliée. On se rationne, repliés sur le camp de base en attendant la fin du mauvais temps, ou on tente d'avancer et de passer ?

On a tous un jour été surpris par la pluie, nous retrouvant dehors sans parapluie, on se réfugie alors sous un store de magasin ou sous un abribus. Serrés les uns contre les autres sous cet espace confiné et posé comme un îlot au milieu de l'avenue soudain désertée, nous n'attendons pas le bus, nous ne scrutons pas le bout de l'avenue d'où il pourrait déboucher, nous scrutons le ciel, essayant de déceler l'accalmie, la fenêtre de tir pour repartir. Cette halte s'étant imposée par la conjoncture climatique, elle nous met en retard, nous voudrions reprendre le plus vite possible le cours des choses et dès lors chaque minute qui passe est plus pressante, et nous fait regretter de ne pas avoir tenté d'être reparti la minute précédente, redoutant que les choses empirent à la suivante. Petit à petit certains tentent leur chance et s'élancent, chacun dans son style, zigzagant et bondissant entre les flaques, observés par les autres pour affiner la stratégie de leur prochain départ.

Il faut tenter sa chance. A la France des propriétaires de 2007, nous devons maintenant passer à la France des entrepreneurs, des entreprenants, des innovants, des créateurs et repreneurs. La compétitivité ne suffit pas, l'austérité non plus, les efforts à faire ne sont pas uniquement financiers, l'effort, c'est d'y croire, de sourire, de prendre l'initiative, de conquérir Hollywood, de quitter l'abribus.

049

/ 7 février 2012

LE DEFI : ECONOMISIER L'ENERGIE POUR RELANCER LA CROISSANCE

Alors que nous atteignons des pics de consommation électrique et que le récent rapport de la cour des comptes révise le coût du parc thermonucléaire, la question énergétique se pose comme un enjeu social, environnemental, et industriel.

Nous atteignons ces jours –ci des records de consommation électrique, autour de 97 000 mégawatts, ce qui place Bretagne et Provence-Alpes-Côte d'Azur en alerte rouge du fait de leur quasi « insularité électrique » (manque de lignes à haute capacité les reliant au réseau). A ces niveaux-là, notre « indépendance énergétique » ne nous suffit pas totalement et nous devons importer 6 à 7 000 MW par jour … quand l'Allemagne réussit

encore (!) à exporter, aussi, de l'électricité, même après avoir arrêté 9 réacteurs nucléaires.

Ces épisodes climatiques font resurgir inévitablement d'interminables minutes de journaux télévisés dédiées aux reportages sur les pannes de voitures, les glissades et les déneigements de seuils de porte, mais aussi plus dramatiquement sur les vies humaines en péril et les situations de grande urgence sociale. Il ne faudra pas oublier trop vite, avec le relèvement des températures, les enjeux sociaux, environnementaux mais aussi industriels et stratégiques que pose sur le long terme la question de l'accès à l'énergie.

Si l'énergie est un enjeu environnemental (raréfaction des ressources, pollution et émissions CO2), étant de plus en plus chère et rare, c'est aussi un enjeu social, économique, industriel et politique. Alors, l'énergie, s'il faut l'économiser pour la planète, il va aussi falloir aussi la financer, en préservant à la fois l'environnement, le pouvoir d'achat et la compétitivité. Dans un propos qui avait fait grand bruit à l'époque, Christophe de Marjorie avait expliqué dans un entretien au Parisien le 12 avril 2011 à propos du futur prix de l'essence : « Le super à 2 euros, cela ne fait aucun doute, la vraie question, c'est quand ?, il faut espérer que cela n'arrive pas trop vite, sinon les conséquences seraient dramatiques ».

Cette inflation énergétique n'est pourtant pas un scoop, elle est inéluctable, sauf à être compensée, et donc masquée, par des dispositifs de subventions et d'aides, surement nécessaires pour réduire la pression énergétique qui s'impose de façon plus dure encore à certains. Le prix du baril tourne à nouveau autour des 100 dollars, en tendance haussière depuis2009 après sa chute suite au pic de l'été 2008, et le prix du litre de super sans plomb 95 atteint ses niveaux records au dessus d'1,50 euro ; le gaz naturel quant à lui a augmenté de 60% sur la période 2005-2011 ; le rapport de la cour des comptes réévalue à la hausse le prix de production du KWh du parc thermonucléaire pour le positionner à 42 euros le MWh; le fioul domestique est à nouveau à près de 1 euro, pas loin des sommets de l'été 2008, après avoir longtemps été dans une zone 35/40 cts entre 2000 et 2005, avant de monter en flèche, retomber, et à nouveau progresser de façon continue sur la dernière période de 3 ans au cours de laquelle il aura doublé.

L'inflation énergétique est bien réelle, elle est même pérenne. Et lorsque ce budget représente en moyenne 8% du budget des ménages (environ 60% pour le logement et 40% pour les transports ; et en moyenne 2 900 euros/an/foyer), cette part peut atteindre 15% chez les plus modestes, avec un différentiel assez marqué entre les zones urbaines et rurales, à la défaveur des zones rurales. Pour certains, la seule facture carburant peut même représenter 25% de leur budget. La facture énergétique devient alors une fracture énergétique, poussant régulièrement associations, élus, ou le médiateur de l'énergie, à tirer le signal d'alarme de la précarité énergétique et à en appeler à une forme de « bouclier énergétique » (on peut débattre du nom). Cette précarité énergétique selon les uns et les autres concernerait 15% des foyers français (soit environ 4 millions de foyers). Lorsque la facture augmente plus vite que le thermomètre ne baisse, avec les températures glaciales, c'est la précarité énergétique qui augmente.

Cette question de l'énergie devient alors une grande cause nationale, pour ces raisons sociales, mais aussi économiques et industrielles. En effet, le prix de l'énergie impacte tout et tous. D'autant plus que ce prix ne se limite

pas à la production (ou l'importation) proprement dite. C'est aussi le prix de la sécurité, le prix de l'indépendance, le prix social de l'accès à l'énergie. Et si nous parlons beaucoup du coût du travail, le coût de l'énergie, comme input significatif, notamment dans l'industrie, est aussi une variable déterminante de la compétitivité, et de l'attractivité des offres.

Impactant le pouvoir d'achat, les choix stratégiques, les habitudes de consommation, les relations géopolitiques, la recherche, l'habitat, les transports, le prix de l'énergie est devenu un déterminant systémique. Et ce prix modifie également le mix énergétique. Lorsque la Cour des comptes réévalue le prix de production de l'IPR dans une fourchette de 70-90 euros le MWh, c'est un niveau qui rend l'éolien terrestre compétitif.

Le prix de l'énergie et les choix politiques et stratégiques influencent donc notre offre et notre consommation, et ce n'est pas nouveau lorsque nous nous rappelons un peu notre histoire énergétique récente:

- Depuis le choc pétrolier de 1973, nous avons considérablement modifié notre structure de consommation d'énergie primaire : la part du charbon est passée de 15 % à 4 %, celle du pétrole de 68 % à 31 %, alors que la part du gaz était multipliée par deux (7 % à 15 %), et celle de l'électricité par dix (4 % à 43 %) (Source : Commissariat général au développement durable, chiffres clés de l'énergie 2011), avec principalement une hausse du secteur du transport lorsque le secteur de l'industrie diminue en part d'énergie consommée.

- Il faut également prendre conscience qu'on ne consomme plus du tout le pétrole comme avant. Entre 1973 et 1985, la part grandissante du nucléaire vient se substituer au pétrole (10 fois moins d'électricité produite à partir du pétrole sur la période), et en terme de consommation, le pétrole est concurrencé par le gaz et l'électricité, passant de 61% à 32% dans l'industrie, et de 58% à 35% dans le résidentiel-tertiaire, pour représenter aujourd'hui moins de 20% dans ces secteurs. En « contrepartie », le secteur des transports en 2010 représente 71 % de la consommation finale totale de pétrole contre 30 % en 1973. Au total, nous consommons aujourd'hui du pétrole au même niveau qu'en … 1985. Pour rester sur cette énergie, une autre idée reçue à combattre est celle de notre dépendance pétrolière à l'égard des pays du Golfe : la part du Proche-Orient a fortement diminuée, passant de 71 % en 1973 à … 17 % en 2010 (compensée par la mer du Nord, l'Afrique subsaharienne et des pays de l'ex-URSS). Il faut également remarquer que l'augmentation du prix du pétrole pousse à l'amélioration des rendements. Un exemple : la consommation moyenne des véhicules sur le total des immatriculations est passée de 6,7 l/100 en 1985 à 5,1 l/100 en 2010, soit un gain de 30%. (sur la même période, le prix du gasoil à la pompe compensait quasiment ce gain au augmentant du même ordre).

- En matière de gaz naturel aussi, quelques points de repères sont utiles : alors que nous produisions un tiers de notre consommation dans les années 1970, nous sommes aujourd'hui totalement dépendant des importations, et celles-ci ne proviennent pas d'abord de Russie, mais de Norvège (32 %, puis 14 % de Russie, 14 % d'Algérie et 15 % des Pays-Bas).

- Aujourd'hui notre première énergie est désormais électrique, entre 1973 et 2010, la consommation intérieure d'électricité a progressée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie et a même presque triplée en volume. (la consommation de gaz naturel a aussi presque triplée depuis 1973, mais est quasi stable depuis 2002).

Au delà de la question politique et souvent dogmatique du Nucléaire, nous voyons bien que c'est la question du prix et de l'accès à l'énergie qui est posée. Avec un peu de recul, nous constatons que la mutation énergétique est bien possible, nous en avons déjà connu, elle doit encore se prolonger, sans doute franchir un autre cap, à dessiner sur les 20 ou 30 ans qui viennent, ce que nous n'entendons pas aujourd'hui. La question du prix de l'énergie est une question de société, une variable déterminante. Si le prix de l'énergie (des énergies) augmente, son budget ne peut diminuer que par des gains de rendement et d'efficacité. Dès lors, l'inflation énergétique peut générer des alternatives, des innovations et de l'emploi (nouveaux équipements plus économes, meilleurs rendements, nouveaux matériaux, éco-conception…). Economiser l'énergie peut créer de la croissance. Dès lors, la décroissance énergétique devient une décroissance vertueuse, génératrice de croissance durable.

050

/ 14 février 2012

VERS LE 4EME PRESIDENT-CANDIDAT DE LA 5EME

Nicolas Sarkozy annoncera mercredi soir sa candidature à la présidentielle 2012. S'inscrira-t-il dans les pas de François Mitterrand et Jacques Chirac qui furent réélus ou dans ceux de Valéry Giscard d'Estaing qui échoua en 1981 ?

D'abord, il faut rappeler que les présidents sortants se sont toujours représentés tardivement, Nicolas Sarkozy ne fait pas du tout exception à la règle, il est même pour l'instant parfaitement « dans la moyenne » : Valéry Giscard d'Estaing annonce sa nouvelle candidature le 2 mars 1981 (J-56) ; François Mitterrand le 22 mars 1988 (J-33) ; Jacques Chirac le 11 février 2002 (J-69).

La forme quant à elle a été pour l'instant très variable. En mars 1981, Valéry Giscard d'Estaing se déclare dans un cadre assez officiel ; derrière un bureau, avec au début un plan large intégrant son épouse Anne Aymone, réitérant ainsi l'épisode pourtant raté des vœux du 31 décembre 1975. Le

cadre est assez strict mais sans aucun symbole de la présidence de la République. Il expliquera d'ailleurs au cours de son allocution « je ne serai pas un président-candidat, mais un citoyen-candidat ».

François Mitterrand se contentera en mars 1988 d'un simple « oui » en réponse à la question d'Henri Sannier lors d'un journal télévisé. Il l'étoffera quelque peu dans la foulée mais restera très sobre, il est encore dans « la force tranquille » de 1981, qui deviendra « la France unie » en 1988 (François Bayrou parle aujourdhui d'un « pays uni » … à qui « rien ne résiste », l'esprit de synthèse !).

Jacques Chirac enfin, en 2002, se déclarera assez spontanément lors d'un déplacement à Avignon, répondant à Marie-Josée Roig, Maire de la ville. S'exprimant en public, la séquence filmée permettra pour la première fois pour un président sortant d'associer une seconde candidature à l'expression d'un soutien populaire. C'était, du point de vue de la forme, sans doute la seconde candidature la plus chaleureuse et « sympathique ».
Au delà des dates et des formes, un mot pour comparer les contextes strictement politiques : Nicolas Sarkozy, en tant que probable futur quatrième président-candidat, est celui qui souffre du plus faible soutien populaire. Pour garder une base comparable, celle des cotes de popularité TNS Sofres-Figaro Magazine, Nicolas Sarkozy ne dispose que de 29% de confiance en janvier 2012, pour 68% d'avis négatifs. Le solde était également négatif pour Valéry Giscard d'Estaing et Chirac, mais beaucoup moins sévère (lorsqu'ils se déclarent, 41% d'avis favorables pour Valéry Giscard d'Estaing en mars 1981 et 46% pour Chirac en février 2002). Mitterrand quant à lui est le seul à avoir bénéficié d'une situation positive, et nettement, avec 61% de confiance en mars 1988 quand il se relance dans une campagne qui sera sans véritable suspense. La réélection de François Mitterrand en 1988 faisait aussi peu de doute que, pour certains, la défaite de Nicolas Sarkozy aujourd'hui.

En matière de forces en présence, Valéry Giscard d'Estaing à l'époque reste donné vainqueur, même si son avance s'érode nettement, face à Mitterrand et Marchais qui tournent longtemps autour de 20% d'intentions de vote … comme Chirac (ancien premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, qui se déclare tardivement aussi, le 3 février 1981). Face à Mitterrand en 1988, la droite est encore multiple, pour ne pas dire plurielle, à travers Chirac et Barre, qui ne colleront jamais le président sortant dans les intentions de vote (autour de 35%), restant dans les 20%, à l'avantage de Barre jusqu'au début 88, puis de Chirac. En 2002 enfin, les choses sont beaucoup plus équilibrées entre Chirac et Jospin, autour de 20% d'intentions de vote, ce qui est faible pour un président sortant. On connaît la suite avec Le Pen qui passera tout juste devant le candidat socialiste (16,9% contre 16,2%).

L'histoire des précédents présidents candidats de la Vème République est donc faite à la fois de similitudes et de spécificités. 2012 n'est certes ni 81, ni 88 ni 2002, mais Nicolas Sarkozy s'en inspirera peut-être, lui qui est tant critiqué pour être un président-candidat non déclaré. De ce point de vue, au delà de la période récente, et même en l'élargissant à la deuxième période de son quinquennat, le président actuel est peut-être celui qui a eu le plus de mal, non pas tant à se présidentialiser comme cela a été beaucoup dit, qu'à sortir de son statut de candidat, il l'était encore après avoir été élu. Et c'est peut-être parce qu'il a eu du mal à « tuer le candidat », qu'il a quelques difficultés aujourd'hui à le réanimer et à l'assumer ? Il a pourtant dans ce rôle une qualité de conviction assez hors norme, et il a déjà réussi en 2005 à proposer une alternance, un « changement » en

étant déjà « sortant » à l'époque, de la majorité présidentielle et des responsabilités. Entre Valéry Giscard d'Estaing qui ne devait pas perdre en 81, Mitterrand déjà gagnant en 88 et Chirac heureux en 2002, Nicolas Sarkozy devra sortir le grand jeu pour ne pas être le premier président sortant battu avant d'être candidat, et déjouer pronostics et conjoncture. Un défi comme les affectionne l'éternel candidat qui sommeille en lui.

051

/ 21 février 2012

L'INSPIRATION POLITIQUE SOUFFRE DU PRE-FORMATAGE DE LA PENSEE PARTISANE

Pourquoi est-il si difficile, politiquement et culturellement, de sortir de l'éternel clivage gauche-droite ?

L'époque des grandes crises, des grandes décisions, des grandes mutations, mais aussi comme cela est le cas dans les très grandes joies et les très grandes peines, l'heure est au rassemblement, à l'unité nationale. D'une certaine manière, l'Europe aussi est en « unité nationale », celle de la nation Europe, pour sauver le soldat grec, notre soldat Rayan. Une unité intéressée, peut-être peu spontanée, peut-être poussive, mais une Europe qui fait corps, quand même. Une solidarité raisonnée quand les ravages sociaux de la crise grecque pourraient aussi appeler à une solidarité de cœur qui ne trouve pas beaucoup sa place aujourd'hui face à des peuples repliés sur eux-mêmes.

Nicolas Sarkozy en 2007 appelait à la rupture, et appliqua l'ouverture suite à son élection. François Hollande en appelle aujourd'hui au « changement ». François Bayrou à une autre forme d'alternance que l'alternance

traditionnelle gauche-droite qui semble pourtant à nouveau se dessiner et se pronostiquer. Marine Le Pen également, en lutte contre « l'UMPS » exhorte à un autre choix. Tous ont raison sur le besoin de nouveauté. L'époque a besoin d'innover pour se réinventer, c'est vrai du point de vue industriel, énergétique, scientifique, managérial, technologique, c'est vrai également du point de vue politique. Où est l'innovation politique de la campagne ? Qu'il est difficile d'être innovant lorsque l'on croit avoir tout essayé. L'innovation politique est nécessaire, s'il est difficile de la trouver dans les idées, elle peut venir de l'état d'esprit, des attitudes, de l'ouverture d'esprit.

Sans rentrer dans un quelconque parti pris, force est de constater que le clivage gauche-droite que nous offre pour l'instant la campagne, et la retranscription qui nous est faite par les médias, est tout sauf innovant, et donc de ce seul point de vue assez décevant. Décevant car le clivage dogmatique ne peut être constructif. Tout ce qu'a fait ou propose de faire l'autre est nécessairement mauvais. Le militantisme à outrance fixe des œillères à la pensée. Il est nécessaire, et même souhaitable d'avoir des convictions, et même très dommageable d'en manquer, mais celles-ci ne doivent pas être dogmatiques, populistes ou électoralistes. François Bayrou reconnaissait lundi soir sur TF1 des avancées du quinquennat sur la revalorisation des retraites, et en appelait à un État impartial lorsque certains pourraient avoir la tentation de diriger un corps de hauts fonctionnaires aux couleurs de leur parti politique.

Oui, les hautes fonctions de l'État doivent se placer au dessus du militantisme partisan. La seule cause, le seul parti doit être celui de la France.

Sans critiquer la personne, que je respecte, je souhaite à titre d'illustration revenir sur un tout petit épisode passé inaperçu (c'est là le drame) en novembre 2010, le 16 novembre pour être précis. Ce matin là, François Baroin est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1. Nous sommes au lendemain d'un remaniement, et il occupe nouvellement, au delà de ses fonctions ministérielles, celle de porte-parole du gouvernement. D'entrée lors de l'interview, François Baroin se félicite d'un gouvernement au service de l'action du Président de la République … « Pour créer les conditions de sa victoire en 2012 » ! Et bien NON, Monsieur Baroin, le gouvernement de la République française n'est pas un outil de campagne électorale, il n'est pas au service de la réélection du locataire de l'Élysée, il est dédié et concentré sur une seule mission, celle de servir la France et les Français. Cette phrase est lourde de sens, elle est passée inaperçue tant elle est rentrée dans les mœurs. Elle n'a même pas été relancée à chaud par Monsieur Elkabbach. D'ailleurs je ne sais pas ce qui est pire, asséner ce genre de propos sans même s'en rendre compte, ou les écouter sans rien dire.

Depuis cet épisode, et la campagne en cours me conforte dans ce point de vue, et même si cela peut relever du symbole, certains diront de l'utopie, une idée me taraude concernant les Ministres et éventuellement certaines très hautes fonctions de l'État, en fait deux idées : celle d'une part de demander à ces personnalités publiques, au service du public, de s'engager publiquement et de façon formelle à servir l'Etat, d'une certaine manière à prêter serment. D'autre part, pourquoi ne pas considérer qu'un ministre doit être sans étiquette partisane : dès lors qu'il est nommé, il démissionnerait de son parti politique. Son parti devient la France, la seule cause qu'il doit servir objectivement, libéré de ses contingences partisanes, ce qui d'ailleurs pourrait être plus facile à vivre, à la fois pour lui et pour le parlement.

Il faut se libérer pour innover, l'électricité n'a pas été inventée en perfectionnant la bougie.

052 / 28 février 2012

NE PASSONS PAS A COTE DES REVOLUTIONS INDUSTRIELLES

Le 28 février 2012 **Et si les vrais enjeux industriels n'étaient pas de sauver telle ou telle usine par perfusion publique mais plutôt de se projeter dans le long terme ?**

Pendant que Renault ouvre des usines à l'étranger et que l'on s'en inquiète, offusqués par l'exode industriel, le constructeur lance aussi à grande échelle des véhicules 100% électriques, et cela passe inaperçu. Pourtant il n'est pas le seul. Yoba Inaba, patron de Toyota en Amérique du Nord , révélait lors du Chicago Auto Show début février que la moitié de la vingtaine de nouveaux modèles de la marque courant 2012 seront hybrides ou totalement électriques, expliquant, certes avec la caricature de l'excès «

si les Américains conduisaient tous la Prius, la dépendance des États-Unis vis-à-vis du pétrole étranger chuterait de 70 % ».

Si Tesla Motors avait déjà démontré ces dernières années que l'on pouvait rouler en voiture de sport électrique (100 km/h en 5,6 secondes) et avait conquis une partie du show biz américain, l'heure est maintenant à la production grand public. Volkswagen, le numéro un européen du secteur automobile développera des modèles tout électriques d'ici 2014, notamment en Chine avec ses partenaires SAIC Motor Corp et FAW, les deux plus grandes entreprises automobiles chinoises. Ceci après avoir investi plus de 700 millions de dollars dans une unité de production au sud de la Chine.

C'est une des pièces maîtresses de la stratégie de Volkswagen qui entend tripler son chiffre d'affaire en Chine, un pays par ailleurs confronté à d'énormes risques de pollution, notamment automobiles, qui sont aussi des risques de santé publique qui l'obligent à avancer vers du zéro émission. Les autorités chinoises prévoient d'ailleurs d'investir 15 à 20 milliards de dollars dans les 10 ans qui viennent pour soutenir le développement de modes de transports écologiques. Toutes les conditions sont réunies aujourd'hui pour la révolution verte de la filière automobile, en Chine et dans le monde.

D'ailleurs, ce n'est qu'une forme de « revival » : en 1900 (oui, l'année 1900), plus du tiers des voitures en circulation étaient électriques. Dans les années 1910-1920, c'est la conjonction de l'essence bon marché et de l'arrivée de l'offre Ford (construction à grande échelle de la fameuse « T ») qui renversent la vapeur pour une domination des motorisations essence. Aujourd'hui les mêmes causes sont en train de reproduire les mêmes effets (prix élevé du pétrole cette fois, et nouvelles offres).
Et quand un groupe comme Volkswagen se développe, ce n'est pas en raison d'une meilleure compétitivité prix de son coût du travail mais d'une stratégie de long terme. L'industrie, c'est une affaire de vision, de conviction, de stratégie et de savoir-faire. C'est sur ces thèmes que le débat devrait avoir lieu aujourd'hui.

De notre côté, deux ingénieurs français ont entamé le 11 février dernier depuis Strasbourg un tour du monde en voiture électrique, à bord d'une Citroën C0. Vous pourrez les suivre pendant environ 8 mois sur electric-odyssey.com. C'est sympathique, mais au delà du symbole, c'est toute une filière française qui pourrait se structurer autour de la motorisation électrique. Le génie industriel et technologique français a tous les atouts pour occuper une place de premier plan sur toute la chaine de valeur, depuis la production électrique (Alstom inaugurait en début d'année la plus puissante turbine éolienne offshore du monde), en passant par la distribution (nous avons des géants mondiaux) jusqu'aux motorisations de nouvelles générations.

Sans oublier les enjeux, notamment sociaux évidemment, se focaliser sur telle ou telle usine métallurgique, c'est bien, c'est même visiblement considéré comme payant électoralement, mais cela ne doit pas devenir la seule façon d'appréhender les enjeux industriels et économiques. Ne passons pas à côté des révolutions industrielles en cours, qui sont des révolutions d'avenir, un avenir à long terme, plus lointain que les seules échéances électorales.
De quoi la France veut-elle être leader demain ? Amortir les mutations est nécessaire, les encourager aussi.

053

/ 6 mars 2012

UNE CAMPAGNE QUI PRONE LE REJET PLUS QUE LE PROJET

Au lieu de s'envoler, la campagne s'enlise dans les insultes, le dénigrement, les petites phrases, les vrais faux sujets. La crise n'est pas seulement économique, elle est aussi politique. Aux propositions concrètes, on préfère les boucs émissaires.

Nos candidats ont rendez-vous avec le peuple, c'est cette fameuse rencontre du suffrage universel entre un homme ou une femme et un pays, mais ont-ils rendez-vous avec l'histoire ?

Nous vivons une époque de mutation, qui doit se ré-inventer, et ceci collectivement. Et pourtant, au moment de cette nécessité absolue de dynamique collective et de projet commun, la tendance est au

communautarisme, à l'opposition stérile des uns contre les autres. La crise est globale, mais surtout, si le sens du mot crise est celui d'une période provisoire, cette crise n'en est pas une, elle dure depuis trop longtemps.
Ceux qui ont quarante ans aujourd'hui ont toujours connu la crise. Alors bien sur il y a des pics, comme en 2008, mais ce mot crise est un compagnon de route pour une bonne partie de la génération active actuelle, qui aspire à en sortir, à s'ouvrir se nouveaux horizons, pas à ressasser le passé. Si on considère une situation de crise comme la période au cours de laquelle on quitte un paradigme avant d'avoir trouvé le suivant, alors nous sommes bien dans cette période de mutation. Et ce dont souffre cette période de mutation, c'est l'inertie. La quête du Graal au lieu de se tourner vers l'avenir est une quête de préservation du passé.
Cette quête en avant devrait être celle des idées nouvelles, de la libération des initiatives, des encouragements. Pourtant, l'indignation n'a pas encouragé l'action, mais la dénonciation.
Les musulmans et leur viande halal, l'euro, l'Europe, les fraudeurs, la mondialisation, les assistés. Et bien sûr en place de choix sur la plus haute marche du pilori public, la finance et les banquiers, qui sont devenus des professions honteuses, la syphilis de la classe active, comme nous l'indique d'ailleurs la publicité du Crédit Mutuel : « Tu nous le dirais si t'étais banquier ».

Accuser l'autre de tous les maux, c'est avouer être en panne de solution. Alors la crise est aussi politique, mais une crise schizophrénique où s'expriment à la fois une remise en cause des élites, du "pouvoir" (parfois auto-remis en cause par lui-même, par une classe politique qui pratique dans la vitrine de ses joutes puériles son propre autodafé collectif), mais simultanément une forte attente, une recherche de solutions, sans doute de solutions miracles, c'est à dire une attente désabusée. Alors à défaut de solutions, on identifie les problèmes et les boucs-émissaires, nous savons grâce à qui nous avons des problèmes, nous ne savons pas grâce à qui nous aurons des solutions.
Ce qui donne lieu à une campagne populiste, électoraliste, de dénigrements médiatiques quand simultanément tout le monde en appelle à la dignité, à se placer au dessus de la mêlée, à se montrer à la hauteur de la situation. Nous sommes pourtant appelés tous les jours à nous détester mutuellement. Cette campagne n'est pas une campagne de projet mais une campagne de rejet, initiée dans l'anti-sarkozysme, elle fait régner le contre sur le pour.

Il faut maintenant taxer les très riches à 75%, avant qu'ils ne s'échappent, « ces salauds de riches, anti-patriotes ». On savait qu'il ne fallait pas tirer sur les ambulances, il ne faut pas non plus tirer sur les locomotives. Le souhait d'entreprendre, la soif de réussite, le succès, l'esprit d'initiative, qui, parfois, mais marginalement, se traduisent en fortune, sont des locomotives. Un train sans locomotive, qu'elle soit politique, économique, culturelle, sportive ... est un train qui ne va nulle part.
Il faut bien sur que ces réussites respectent des règles d'éthique et de déontologie, justement pour être entraînantes, exemplaires, positivement enviées, mais décourager la réussite, c'est aussi décourager les tentatives de réussite, et celles-ci sont plus nombreuses que les premières. Qui sera le prochain bouc-émissaire sur l'échafaud de la campagne ? Le « suivant », disait Jacques Brel. La croissance c'est comme la confiture, moins on en a plus on cherche à l'étaler. Partager c'est bien, créer c'est encore mieux, et surtout plus pérenne.
Le manque de projet, de solutions nouvelles, d'envie, c'est le risque d'abstention, le risque d'une élection sans électeurs, d'un Président sans élan, d'une locomotive sans wagons, donc d'un train sans voyageurs.

054

/ 13 mars 2012

LA SOCIETE CIVILE, CETTE GRANDE MUETTE DE LA CAMPAGNE

La campagne présidentielle de 2012 se déroule principalement entre candidats et médias. Une ouverture aux Français et aux parties prenantes, moins présentes qu'en 2007, devrait être envisagée....

Le Grenelle de l'environnement, souvenez-vous, à la rentrée 2007, avait révélé l'importance des « parties prenantes », du débat ouvert, de la consultation, voire de la confrontation, en bonne intelligence, d'intérêts divergents. La mondialisation, les crises financières, sociales et géopolitiques, nous ont aussi enseigné à quel point tout est lié, tout est connecté, interdépendant.

Aujourd'hui nous vivons une campagne présidentielle, donc un moment crucial, déterminant. Et pourtant il est assez étrange de constater le silence des parties prenantes, de la société civile, d'autres intervenants que les candidats eux-mêmes. Pourquoi les politiques ont-ils tant le monopole du débat politique ? Où sont les représentants patronaux et syndicaux ? les ONG ? les grands patrons ? les entrepreneurs ? les intellectuels ? les « experts » ? les associations ? Où est le cercle des économistes qui occupait en 2007 une place si importante dans l'évaluation des programmes ? Où est Nicolas Hulot qui faisait signer son pacte écologique et créait un thème central de campagne ? Où sont ces fameux think tanks ? Ils existent pourtant, on ne les entend pas, sans doute pensent-ils tout bas ? Où sont les anciens ministres à la liberté de parole retrouvée ? Où sont les livres blancs ? Peut-être restés blancs, en tous cas muets.

A vrai dire, certains de ces interlocuteurs s'expriment, produisent des idées ou des avis, mais sont peu audibles ou visibles, impactent peu la campagne et son déroulé programmé. Le contenu éditorial de la campagne est peu perturbé, les candidats ont la main, alternent leurs moments forts, leurs « semaines », débattent par petites phrases ou meetings interposés. Mais si les candidats ne débattent pas entre eux, qui débat avec eux ? Les Français, quand l'occasion leur est donnée. C'était un des enseignements intéressants de l'émission Parole de candidat de lundi soir sur TF1 avec Nicolas Sarkozy : la séquence des journalistes ne les a pas mis à l'honneur, cherchant à interpeller sur des questions consanguines, médiatico-politico-parisiennes, lorsque les Français interrogeaient sur les « vrais sujets » : l'emploi, la santé, l'égalité des chances, le pouvoir d'achat, etc.

Face à ces questions, Nicolas Sarkozy a poussé deux cris du cœur, de mon point de vue. Expliquant, sur le ton de la frustration refoulée mais dense et perceptible, qu'il avait eu 4 ans de crise(s) historique(s) sur les 5 (premières) années de mandat. Il dit d'une certaine manière, au moment où la crise financière commence, à son avis, à s'estomper : « Laissez-moi sur le terrain au moment où on commence à peine à remettre la main sur le ballon. Pour l'instant je n'ai fait que défendre", expliquant au passage que la France a mieux tenu que d'autres équipes. C'est économiquement exact, même si l'argument est peu efficace, car en matière de difficulté et dans une tendance au repli soi-disant protectionniste, la comparaison est souvent peu réconfortante (sauf sur le registre de l'éducation morale: « arrêtez de vous plaindre, il y a plus malheureux »). Quand l'absolu est ressenti, le relatif importe peu. D'autre part, en période de sortie de crise, qui n'est pas la période actuelle, mais la période souhaitée, l'important est de ressortir plus fort, plus conquérant. Pour l'instant, historiquement, et lors de ce mandat, nous avons démontré que nous savions davantage amortir que rebondir. Quand on remet la main sur le ballon, c'est pour ouvrir, attaquer et marquer.

Le second cri du cœur était une critique et un appel. La critique d'avoir été laissé seul à se battre, contre vents et marées. L'appel, celui d'un « aidez-moi ». Ce sentiment de solitude est en effet sans doute un sentiment ressenti de manque de solidarité, sociale et politique dans les moments difficiles. Et cet appel, qui rencontre sans doute un « aidez-nous » de la part des Français, traduit aussi l'idée d'un « aidons-nous ». Pour travailler collectivement à de nouveaux horizons, il faut travailler en équipe, il faut que les parties prenantes s'expriment, interviennent, apportent leurs expertises. Cette expression collective ne peut pas avoir lieu uniquement dans les urnes, elle doit s'exprimer lors de la campagne, elle doit prendre sa place, on doit lui laisser une place.

D’autant plus que cette campagne n’apporte peut-être pas les solutions miracles que nous attendons sans être dupes de nos propres rêves, mais cette campagne pose de bonnes questions, des questions de fond : politique fiscale, compétitivité, désendettement, leadership européen et international, industrialisation, etc. Il faut rentrer dans la campagne, pour en être davantage acteur que spectateur.

055

/ 20 mars 2012

FUSILLADE DE TOULOUSE : FACE AU DRAME, LE SILENCE PLUTOT QUE LES MOTS

Une minute de silence a été respectée un peu partout en France, à 11h ce mardi.

Inutile de rappeler les faits de Toulouse. Pour ces enfants, pour ce père, pour les militaires abattus la semaine dernière, et pour l'ensemble des victimes de barbarie et de violence à travers le monde, la place est au recueillement.

Si l'émotion atteint bien sûr son paroxysme lorsqu'il s'agit d'enfants, le monde, notre monde, tue tous les jours. Enfants, hommes, femmes, militaires assassinés en Afghanistan et ailleurs, milliers de victimes civiles quasi silencieuses qui meurent sous le feu toléré de Syrie depuis un an, expansion terroriste promise au monde par les attentats du 11 septembre, raids assassins réguliers dans les écoles américaines, folie meurtrière du

tueur d'Oslo faisant aveuglement 77 victimes à lui seul en juillet dernier, la liste est malheureusement interminable.

Pour cela il faut s'accorder le temps d'un édito pour s'arrêter de lire, s'arrêter de regarder, s'arrêter d'écouter des discours sincères mais dont les mots ne peuvent être que banals face à une réalité indescriptible parce qu'irréaliste. Nous en parlerons, nous en discuterons, reprenant souvent les mots des autres, des mots sur lesquels nous peineront à surenchérir, les mots désormais habituels de nos quotidiens violents, barbares, déshumanisés, si nous nous considérons encore au dessus de ce que nous sommes.

Alors plutôt que les mots, arrêtons-nous une minute, en pensée intérieure, nous serons en pensée partagée. Chacun peut prier dans sa confession, qu'importe, toutes les religions prônent la paix et la tolérance, aucune n'appelle au meurtre. Même ceux qui ne croient pas auront une pensée pour les victimes et leurs familles. Une prière ou une pensée, quelle différence ? Si parfois nos religions nous séparent, il faut bien espérer que notre humanité nous rassemble davantage. Si nos croyances sont différentes, nous avons certainement une religion en partage, la religion de l'âme.

Alors, face à nos écrans, soyons face à nous-mêmes, arrêtons-nous, le temps d'une pensée ou d'une prière pour les autres, pour nous-mêmes aussi car nous sommes tous victimes, victimes de notre monde violent, que parfois nous attisons.

En union de pensées, en communion de l'esprit.

056 / 27 mars 2012

AU DELA DE LA DESINDUSTRIALISATION, LES MARQUES VICTIMES DE L'ERE DU ZAPPING

Il y a 20 ans jour pour jour l'usine Renault-Billancourt devait fermer ses portes. Depuis, d'autres industries ont subi la dure loi du marché... Et doivent désormais faire face à un nouveau péril.

Il y a exactement 20 ans, le 27 mars 1992, la dernière voiture sortait de Renault Billancourt. Le site fermera 4 jours plus tard, le 31 mars 1992. Avec regrets, les ouvriers tourneront la page sur 60 ans d'histoire de l'industrie automobile.

C'est proche et lointain à la fois. Navire amiral mythique de Renault, mais au delà, de toute l'industrie automobile française, la fermeture de l'île Seguin fut un des symboles avant-gardiste de la désindustrialisation.

Comme une rencontre dans le temps, dimanche soir, l'émission d'M6 « Enquête Exclusive » nous livrait un portrait absolument sidérant et vertigineux de Detroit, la mythique capitale automobile américaine devenue ville fantôme en quelques années de crise. Usines désaffectées, magasins abandonnés, maisons en ruine, rues sauvages, écoles silencieuses, la ville est devenue un énorme terrain vague, en friche. A Détroit nous nous rendons bien compte qu'il ne s'agit pas de préserver par perfusion publique un ou deux sites en difficulté, mais à quel point une filière économique, industrielle en l'occurrence, est un poumon générateur de vie, d'échanges, de développement, mais aussi de liens et d'attachement. Lorsque l'entreprise s'arrête, la ville s'éteint.

Les sites de production sont des bassins d'emplois, mais ce sont aussi des ciments sociaux et des socles identitaires. Michelin à Clermont-Ferrand, l'aéronautique et Airbus à Toulouse, le textile à Roubaix, la métallurgie en Lorraine, les chantiers navals à Saint Nazaire, le Champagne à Reims, le vin à Bordeaux, la porcelaine à Limoges, la distribution à Lille, l'industrie pharmaceutique à Lyon, la Marine à Brest, PSA à Sochaux ou Aulnay, Renault à Billancourt … Toyota à Valenciennes. (poursuivez la liste). Avec la désindustrialisation et la tertiairisation de l'économie, les entreprises et les marques ont simultanément, imperceptiblement, perdu en liens affectifs. Notre relation aux services est différente, nécessairement plus distante, plus immatérielle. Et s'il s'agit de produits, lorsque ceux-ci sont fabriqués ailleurs, le lien à la marque s'est lui aussi distancié, géographiquement et relationnellement.

Si la ré-industrialisation est un enjeu économique et social, c'est aussi un enjeu de marque, de relations clients. La relation aux marques s'opère désormais via l'achat et l'usage, et non plus par la production. En délocalisant, les entreprises et les marques ont perdu en proximité, leur fameuse « relation client » s'est en partie virtualisée. Elles ont besoin de se ré-incarner, de recréer du lien, de l'ancrage, le « community management » des réseaux sociaux n'y suffira pas. Des marques virtuelles, des marques fantômes, des marques transparentes à qui on ne peut même plus parler, des marques sans voix, avec des touches, des marques à qui on dit son attachement en cliquant sur des boutons via des portails soi-disant communautaires remplis d'amis inconnus. Des marques qui vous rendent cette « affinité » au mieux en offres promotionnelles et privilèges, le plus souvent en une multitude d'incitations à la dépense … achètes moi si tu m'aimes.

Aujourd'hui, le danger des marques, c'est la banalisation, l'indifférence et le zapping. Le fait d'être « aimées » ne les protégera pas assez. Nous vivons l'émergence de cette culture du zapping, et de nombreuses études auprès des consommateurs montrent l'érosion de l'image des marques et des entreprises (le contexte médiatico-politique actuel le confirme). Une culture conjoncturelle qui n'est pas propre aux marques, mais dont celles-ci ne sont pas exemptes. Faire défiler, latéralement, avec l'index est d'ailleurs, même du point de vue de la gestuelle, très révélateur de cette culture de la relation instantanée et superficielle. On fait glisser comme on balaye d'un revers de la main.

Le défi de l'industrie ne se limite donc pas à l'industrie. La désindustrialisation a aussi généré une forme de distanciation avec les entreprises et les marques, y compris pour le secteur des services. Même les produits Apple tant aimés aujourd'hui ont des cycles de fabrication invisibles. Si nous avions l'habitude de voir les chaines de montages de l'industrie automobile, nous ne connaissons pas les usines Apple, nous

exigeons la traçabilité de nos produits alimentaires, mais surtout ne nous montrez rien.

Les marques doivent se reconstruire, recréer du lien, de l'aspérité, et pas uniquement via l'usage. L'entreprise doit retrouver sa place, retrouver les moyens de reprendre de l'emprise sur la société, sur nos quotidiens. Si ce n'est par des sites de production, qui eux aussi s'automatisent, ce doit être en tant que parties prenantes agissantes via leurs responsabilités sociales, économiques et environnementales, via le contact humain de leurs collaborateurs, de leurs front office, de leurs réseaux (comme tentent de le faire les opérateurs télécoms face à Free). Des marques-parties prenantes incarnées par leurs dirigeants et leurs collaborateurs, vis-à-vis de l'externe mais aussi en interne, où là aussi les liens se sont distanciés entre équipes, entre salariés, et entre les salariés et leur propre entreprise.

En 1936, le front populaire gagne les élections législatives. Les mouvements de contestation s'amplifient dans le monde ouvrier. Renault-Billancourt, avec la plus forte concentration de grévistes du pays est à la pointe de la lutte ouvrière dans le pays, et le restera jusque dans les années 80. Face à cela les ouvriers du tertiaire sont des armées d'anonymes sur les esplanades de la Défense ou des quartiers d'affaires. Les ouvriers en noir et blanc de nos « informations » d'antan étaient aussi anonymes bien sur, mais curieusement, des anonymes à visages humains. Doisneau et Pagnol ne sont plus là en 2012 pour illustrer le monde ouvrier, nous avons Mélenchon !

Hier on fêtait la millionième 4L sortie de Billancourt, aujourd'hui Apple fête le 25 milliardième téléchargement d'application. La nature de la relation change, mais ce qui demeure, c'est que nous restons fait de chair et d'os. Notre monde s'est digitalisé, virtualisé, et je ne suis pas sûr que cela nous plaise tant que ça.

057

/ 3 avril 2012

NON, GANDRANGE NE RESUME PAS TOUTE L'INDUSTRIE

La fermeture de l'acierie de l'usine Arcelor Mittal de Gandrange a suscité de nombreux commentaires. Elle ne doit toutefois pas nous conduire à une vision stéréotypée de l'industrie faite de luttes de classes et de causes désespérées.

A force de parler des sites industriels en conflit, en grève, en difficulté économique, on finit par construire des représentations réflexes et erronées, qui font beaucoup de tort aux enjeux et aux projets qui devraient nous mobiliser. Ce qui est erroné, ce ne sont pas les difficultés bien réelles de ces sites bien sûr, ni le déclin des emplois industriels. Mais ce prisme

systématique a créé un effet d'optique, dont les médias, les responsables politiques et syndicalistes sont co-responsables. L'industrie est désormais associée dans l'imaginaire collectif, et donc électoral, à la banderole, aux barricades, aux syndicats hurlants, à la défense de causes désespérées, à la lutte des classes, et aux activités d'hier. Certes, ces préoccupations sont légitimes et doivent être entendues et traitées, mais Gandrange n'est pas Arcelor, et Arcelor n'est pas l'industrie. Avec tout le respect et la considération que nous devons à ces hommes et ces femmes, Gandrange n'est ni le symbole ni la condition sine qua none de l'avenir industriel de la France.

Ne regardons pas toujours sous le réverbère, cet éclairage de l'industrie est biaisé, trompeur, peu valorisant, et finit donc par desservir l'activité industrielle toute entière. Indépendamment de la réalité des situations, celui qui crie le plus fort n'est pas toujours représentatif. Et l'image induite n'est elle-même ni représentative ni valorisante, bien loin des matériaux de pointe et des alliages de haute technologie que de tels sites produisent pourtant. Qui raisonnablement peut avoir de ces sites une autre vision que celle des images sépia et enfumées du début du XXe siècle, au mieux des années 70 ou 80 et des grands conflits ouvriers en Angleterre. Une image à la fois conflictuelle et passéiste, et donc contre-productive pour les belligérants eux-mêmes.

Et si d'autres difficultés existent ailleurs, l'industrie c'est aussi les matériaux composites, l'aéronautique, le spatial, la robotique, les composants électroniques, l'automobile et ses nouvelles générations de motorisations, le textile et ses nouveaux matériaux intelligents et sa branche biotextile, les équipements, les matériaux de construction, le médical, la pharmacie, la chimie, les biotechnologies, le biomimétisme, le recyclage, la valorisation des déchets, le traitement de l'eau, l'environnement, etc.

L'industrie c'est aussi toute la filière de l'énergie bien sûr, ses ressources, ses turbines, ses équipements, ses enjeux considérables sur lesquels la France a tant à gagner. L'industrie dans les mots au delà des codes NAF, c'est aussi l'industrie du luxe, l'industrie agroalimentaire, l'industrie du cinéma, l'industrie touristique, les télécoms… même l'économie numérique est rattachée au ministère de l'Industrie ! Tout est directement ou indirectement industriel, mais surtout l'industrie c'est de la haute technologie, de l'innovation, du commerce extérieur, de la R&D, des filières de formation, d'intégration, d'excellence.

Ces activités sont trop souvent associées à l'échec et au passé. Les difficultés rencontrées sont souvent des enjeux de transition, de renouvellement. L'industrie et « les Services » sont aussi trop souvent opposés alors qu'ils sont étroitement imbriqués et dépendants. Les revenus générés par les services sont d'ailleurs un enjeu de développement pour l'industrie.

L'industrie a besoin d'image et de mise en perspectives, car la façon dont on en parle tous les jours est fondamentale et déterminante. L'industrie a aussi besoin de projets, notamment de politique industrielle de long terme, valorisant l'ambition et le savoir-faire technologique français, sur une terre de tous temps terre industrielle et de génie. Changeons de regard sur l'industrie pour que l'industrie nous aide à changer de regard sur demain.

058

/ 10 avril 2012

RACHAT D'INSTAGRAM PAR FACEBOOK : LE TRIOMPHE DE L'IMAGE...

Facebook vient d'annoncer le rachat du réseau social spécialisé dans le partage de photos pour la somme rondelette d'un milliard de dollars. Coup de génie ou coup de folie ?

Instagram, vous n'en n'avez peut-être (probablement) jamais entendu parler, c'est un réseau social spécialisé sur le partage de photos, « une façon amusante et décalée de partager sa vie en photos » comme l'annonce l'application dans son mot d'accueil. Une application qui revendique paraît-il 30 millions d'utilisateurs d'après les communiqués de presse qui circulent depuis lundi… et 15 millions, soit deux fois moins, d'après le petit descriptif que vous pourrez trouver comme moi en cherchant à la télécharger sur le fameux store de la pomme. Mais nous ne sommes là ni à quelques milliards ni à quelques millions près, et il y a fort à parier que depuis qu'un certain Zuckerberg en est devenu le premier fan propriétaire, il va être suivi de quelques autres.

Inutile de rappeler qu'Instagram n'existe que depuis 18 mois et ne gagne pas d'argent, Facebook estimait sans doute que les 2 milliards et demi de photos déposées chaque mois sur le réseau (Instagram c'est déjà une base d'un milliard de photos) méritaient d'être un petit peu encouragées, notamment via les réseaux mobiles (Instagram est uniquement sur le mobile)

Car l'enjeu est bien là : partage et mobilité. Aujourd'hui le partage passe par l'image, on veut tout pouvoir saisir, capturer, envoyer, et de partout, c'est-à-dire sans se connecter à Internet via un vulgaire ordinateur, même portable, ce qui a fait le succès de Twitter. Et comme les réseaux télécoms et les optiques des téléphones portables (puisqu'ils servent aussi à téléphoner) le permettent, plus rien ne s'oppose à faire de nous des « ATAWADERS » : Any Time, Any Where, Any Device. La mobilité, car tout se passe désormais dans la poche, la moitié des utilisateurs Facebook le sont désormais en mobilité. Nous avions déjà des avis sur tout, maintenant on veut aussi le faire savoir à tous.
J'ajouterais au partage et à la mobilité, l'instantanéité, l'immédiateté, certains diraient la superficialité, la chasse au scoop, au décalage, à la bonne photo comme on fait de bons mots. Nous devenons alors les paparazzis de nous-mêmes, de nos propres vies, que nous livrons à livres ouverts, plutôt à « books » ouverts, avec le sentiment d'être à la fois artistes et romanciers. Artistes car «le succès» d'Instagram vient du fait qu'il ne permet pas uniquement de prendre des photos, mais de les habiller, de les « styliser ». Puisque vos photos sont sans intérêt, la forme va tenter de travestir cette réalité ordinaire.

Mais, blague et cynisme à part, il est tout à fait juste que la tendance est de demander à voir, au sens propre comme au sens figuré. Nous ne voulons plus être dupes, nous voulons des preuves, des démonstrations, des faits, des actes, et nous vouloir « voir », de nos propres yeux. Nous demandons à voir, la démonstration et l'image, une forme de « T'as qu'à croire » comme le dit Bayrou, et de « T'as qu'à voir ».

L'image, la vôtre, celle de la marque, de son produit à travers son pack et ses pubs, l'entreprise à travers son site, ses dirigeants, son actualité, est omniprésente et cruciale aussi parce qu'il s'agit d'un produit de consommation rapide, immédiat, à la fois dans l'accroche et dans la compréhension supposée. Mais l'image n'est pas que photo, l'image, c'est aussi l'image de soi, l'image de marque, ce sont des champs de perceptions, de représentations, nous avons besoin de visualiser les choses. Dans un monde qui se consomme et se vit de plus en plus vite, conceptuel, parfois virtuel, et de plus en plus chiffré (des pourcentages d'intention de vote, des milliards d'investissements et de dettes publiques, des taux de croissance ou de récession, des nombres de fans, de tweets et de photos téléchargées), nous avons besoin de ré-incarner les choses, et surtout de nous re-connecter, et pas uniquement virtuellement.

Finalement cette tendance, cet appétit à voir, est vieille comme le monde. Quelques jours après Pâques, souvenons-nous que même Saint Thomas a demandé à voir pour croire, il aurait eu Instagram, c'était la photo du siècle, et même de l'humanité !
Mais rien ne se serait passé sans l'envie ensuite de témoigner, donc de partager. L'image et le partage, Facebook doit avoir raison !

059

/ 17 avril 2012

DANS L'ISOLOIR, QUELLE SERA VOTRE "ELECTEUR ATTITUDE" ?

A quelques jours du 1er tour de la présidentielle, le bulletin de vote introduit dans l'urne sera capital mais notre état d'esprit en allant dans l'isoloir le sera tout autant. Votre vote sera-t-il utile, résigné, engagé voire amusé ?

A l'heure du scrutin qui approche, enfin, à l'issue d'une campagne qui finit par s'éterniser, le comportement de vote sera aussi important que le vote lui-même.

Quel sera notre état d'esprit sur le chemin des isoloirs ? Le droit de vote consiste à donner sa voix à un projet politique porté par un candidat. Pour

qui, pour quoi, voterons-nous dimanche ? Il est frappant de constater à quel point l'électeur est appelé à voter "contre" plutôt que "pour", c'est même une motivation assumée. Lors d'une dernière enquête Opinionway, sur l'hypothèse second tour, la seule autorisée depuis des mois, la majorité des électeurs de François Hollande ne vote pas pour lui mais contre Nicolas Sarkozy, et l'inverse est également observé.

Ce scrutin présidentiel propose surtout de s'opposer, de faire barrage, aux personnes, aux idées des autres, aux autres aussi, et à un vaste ensemble d'ennemis plus ou moins fantasmagoriques responsables de nos malheurs quotidiens. Nous sommes appelés à être contre la finance mondiale, contre l'Europe, contre l'euro, contre les licenciements, contre les riches, contre les exilés fiscaux, contre le pouvoir et les partis en place, contre la mondialisation, contre les délocalisations, contre l'immigration, contre les frontières passoires, contre le nucléaire, contre le cumul des mandats, contre les syndicats, contre les patrons aussi, contre les élites bien pensantes et déconnectées, etc.

L'opinion publique se désintéresse semble-t-il de cette campagne, je n'en suis pas si sûr, je crois plutôt que c'est la campagne qui se désintéresse de l'opinion publique, par les combats d'ego, par la surenchère des petites phrases tout en s'en défendant, par les mesures conjoncturelles et opportunistes sans mise en perspective globale. Nous sommes en fait passionnés de politique en général, par le débat d'idées, par les enjeux économiques, sociaux, environnementaux, géopolitiques, de long terme et de court terme. Mais l'attente est bien davantage une attente de solutions et d'innovations, qu'une seule attente de diagnostic, d'énumération de boucs émissaires, et d'alternance vertueuse de son seul fait. Une attente pour davantage de comment que de pourquoi, de "pour" que de "contre", mais des "pour" réalistes et concrets, car être pour la justice, pour le travail, pour la croissance, pour l'école, pour l'écologie, pour la réduction de la dette, pour les services publics, pour l'équité, tout le monde est d'accord.

Cette attente de l'opinion, c'est à dire de nous tous, est énorme, et c'est pour cela qu'elle est soit lasse et désabusée soit rebelle et révoltée. C'est l'absence chronique de solutions, d'actions correctives et de projet de société qui développe les extrêmes et les revendications radicales.
On dit souvent qu'il existe un fort risque d'abstention, mais l'abstention n'est jamais vraiment audible, l'abstention est une grande muette, une expression silencieuse, donc de fait rarement entendue. Le risque est aussi celui d'un scrutin certes exprimé mais d'un scrutin résigné, fataliste, s'exprimant en faveur des "partis de gouvernement" comme on dit (merci pour les autres) mais avec pour principale motivation celle de faire barrage à l'autre, ou en faveur d'offres "alternatives" voire "exotiques", pour marquer le coup, instaurer un futur rapport de force, ou envoyer un message, autrement dit un bulletin dans une bouteille à la mer.

Alors, quel sera votre vote dimanche ? Non pas pour tel ou tel, mais quel en sera la tonalité, la motivation, l'état d'esprit ? Vote utile, vote résigné, vote engagé, votre raisonné "j'ai bien réfléchi", vote amusé "un chien dans un jeu de quilles", vote "faut bien", vote repoussoir "surtout pas", vote défouloir "on va leur montrer qui c'est Raoul", vote "leçon aux sondeurs", vote d'impulsion "je verrai bien dimanche". Si possible, évitez quand même le vote absent, le vote "à quoi bon".

Dans quel état d'esprit et comment irez-vous voter ? Enthousiaste, à reculons, si vous avez le temps, les manches relevées, militant, entre deux

tweets, en famille, entre amis, affiché ... choisissez votre "électeur attitude", car la façon de faire les choses est aussi importante et révélatrice que la décision elle-même.

Comme l'a si bien illustré Claude Lelouch dans "Itinéraire d'un enfant gâté", il y a plusieurs façon de dire "Bonjour", et même certaines qui disent plutôt au revoir. Il y a plusieurs façons de voter, alors comment vous voterez dimanche est peut-être aussi important que pour qui, en souhaitant que ce soit le plus possible pour que contre. Et à l'heure où tant de peuples se battent et souffrent pour conquérir la banalité de nos sociétés démocratiques, choisissez dimanche votre itinéraire d'un électeur gâté sur les chemins de l'isoloir.

060

/ 24 avril 2012

L'ECOLOGIE EST DEJA LA GRANDE PERDANTE DE CETTE PRESIDENTIELLE

Comment l'écologie a été pour l'instant "mal vendue" aux Français...

L'écologie est déjà la grande perdante de cette présidentielle, mais surtout, pour l'instant, de ce début de siècle. Et la grande gagnante pour l'instant là aussi, c'est la lutte des classes, c'est l'idée de s'opposer les uns aux autres face à des portions de croissance de plus en plus congrues qu'il faut bien se partager faute de réussir à les faire fructifier.

Autrement dit, nous n'avons par réussi en ce début de siècle qui pourtant n'attend que ça à nous mettre en mouvement collectif, à l'échelle d'une

nation, de l'Europe et idéalement du monde, autour d'un nouveau projet, d'un nouveau modèle, qui pourrait, devrait, être celui d'une croissance plus vertueuse, socialement et écologiquement. Alors, faute de nouveau paradigme on se bat pour tenter de préserver l'ancien, en s'accusant les uns les autres de sa dégénérescence.

Ces appels à l'unité nationale, au rassemblement, existent pourtant, mais ils sont surtout des appels à se réunir derrière un bulletin. Des appels au rassemblement qui ne sont qu'éphémères et calculés, le temps d'un scrutin plutôt qu'un destin.

Durant cette campagne, EELV n'a pas eu le courage de ses convictions, préférant un accord pour les législatives, et peut-être un poste au gouvernement pour l'habile Cécile Duflot, plutôt que le soutien plein et entier de sa candidate. Et s'ils revendiquent avoir pourtant soutenu leur candidate, et bien le moins que l'on puisse dire c'est qu'il s'agissait d'un soutien plutôt « original » et peu efficace à l'arrivée.
Et pourtant, l'enjeu écologique a été très bien perçu et identifié par l'opinion publique qui en a pleinement conscience, mais qui peine à y trouver une dynamique et des perspectives positives, faute d'éléments tangibles, alors aujourd'hui ce n'est pas sa priorité.

Objectivement, l'écologie a pour l'instant été mal vendue. La notoriété de la « marque » est désormais connue, mais on ne l'achète pas. Ceci pour plusieurs raisons :

- Le discours reste à dominante anxiogène lorsqu'il devrait être positif et aspirationnel. Mais on ne peut pas apprendre à conduire en expliquant seulement qu'on va dans le mur, sans freins et dans le brouillard. D'autre part, nous vivons dans un monde, surtout vu de France, tellement inquiétant, qu'une angoisse de plus est inaudible, non souhaitable, parlez-moi d'autre chose.
- Lorsque le discours n'est pas anxiogène, il est moralisateur, donneur de leçons et culpabilisant. Nous n'avons envie d'entendre, ni des mauvaises nouvelles de plus, ni de leçons de conduite quand nous reprochons tant aux autres des comportements irresponsables, irrespectueux, individualistes et non éthiques. Alors si par malheur nous étions un peu cet autre que nous critiquons, nous préférons briser le miroir.
- Le long terme c'est bien … mais c'est trop loin ! Nous souhaitons certes des projets d'ampleur, de long terme, stratégiques, mais nous attendons encore plus des mesures aux effets immédiats.
- Le manque d'aspérités : même du point de vue du défouloir, l'écologie ne prend pas comme peuvent prendre la finance mondiale ou les grandes fortunes, pour ne pas dire les riches. Le problème écologique est en chacun d'entre nous, il en appelle à une forme de prise de conscience et de responsabilité individuelle. Alors condamner les grands pollueurs des océans à travers leurs plateformes pétrolières, ou des centres villes avec leur 4x4, alors là oui, c'est facile, c'est identifiable, c'est surtout soit « les puissants » soit « les autres ».

Même le candidat socialiste, relayé par EELV, n'évoquait la création d'emplois liée à l'abandon du nucléaire (pardon à la réduction de 75% à 50% qui n'est pas un abandon) qu'à travers les emplois liés au démantèlement des réacteurs ! (Une seule centrale est arrêtée, mais on démantèle 24 réacteurs sur 58). Créer de l'emploi en démolissant est exact, mais est-ce la façon la plus séduisante de parler de filière verte ? Ne serait-ce pas plus intéressant et enthousiasmant de parler plutôt de la façon dont

ces 25% de source nucléaire en moins serait compensés par d'autres ressources renouvelables ? Quitte alors à aborder d'autres sujets qui fâchent auprès des élus et des associations locales par exemple, comme l'éolien terrestre, ou à évoquer dans un consensus national la montée en puissance des nouvelles énergies, comme ceci est d'ores et déjà engagé à travers les derniers appels d'offres sur l'éolien marin ou les engagements internationaux. Mais pour l'instant, faute d'énergies renouvelables, nous nous muons tous en « Mad Max ».

Politiquement ces enjeux sont difficiles à s'approprier à droite, car, au risque de simplifier, la droite est plutôt favorable à l'économie libérale, encadrée mais vertueuse, qui est elle-même perçue comme néfaste à l'environnement (exact en impact absolu, inexact en tendance)

Plus l'écologie se réconciliera avec l'économie (ces deux sphères sont de plus en plus perçues comme compatibles depuis déjà plusieurs années, à la fois par les consommateurs et les dirigeants), plus la droite sera légitime pour en parler, mais plus la gauche aura le sentiment d'en perdre le monopole, notamment le monopole dogmatique. Tant que l'écologie restera anti-libérale, pour ne pas dire pire, plus elle préservera des réserves, non pas naturelles mais électorales. L'écologie ne reste alors qu'une composante du mouvement socialiste, qui, faute de poids électoral conséquent, à tendance à tout juste la maintenir sous contrôle plutôt qu'à lui laisser prendre son envol. La gauche n'a donc aucun intérêt politique à une écologie forte, et la droite peine à trouver sa crédibilité sur ce terrain. On tourne en rond, et je ne suis pas sur que ce soit au profit de l'écologie justement.

Cette mutation écologique est pourtant en cours, à travers les entreprises, les villes, les produits, nos comportements, nos équipements plus respectueux et moins énergivores. Paradoxalement, comme toute mutation profonde elle passe inaperçu pour la génération qui la vit, un jour, j'espère, nous nous rendrons compte que nous avons grandi.

061

/ 1er mai 2012

"EN AVANT", POUR DIRE "WE STILL CAN".

"En avant" est le nouveau slogan de campagne de Barack Obama, il est juste et très contemporain. Davantage qu'un slogan, c'est un appel à la mobilisation, à l'énergie, à la conquête, à la lutte contre le défaitisme et le fatalisme.

Lorsque les temps sont durs, la tentation est grande de s'arrêter, de se figer dans l'immobilisme, à la fois désabusé du futur, et nostalgique du passé. Mais le passé peut aussi être une force, un socle, une inspiration pour construire et bâtir à nouveau, sur de solides fondations.
La tentation est grande de chercher désespérément à préserver les acquis, les rêvant immuables, dans un monde immobile qui ne peut pourtant l'être, ni économiquement, ni politiquement, ni physiologiquement. La vie est un mouvement, une succession de strates, géologiques, généalogiques aussi.

"En avant" est le nouveau slogan de campagne de Barack Obama, il est juste et très contemporain. Davantage qu'un slogan, c'est un appel à la mobilisation, à l'énergie, à la conquête, à la lutte contre le défaitisme et le fatalisme, à la responsabilité à la fois collective et individuelle, à la bonne

volonté finalement. Nous ne trouverons pas de solutions innovantes du point de vue social, économique ou écologiques, en regardant en arrière, en nous repliant sur nous-mêmes.

C'est aussi pour cela qu'il y a quelques semaines, j'écrivais que je préférais à l'idée du "made in France" celle du "made by France", qui l'englobait, et qui surtout s'inscrivait davantage dans un esprit de conquête plutôt que de défense, de force et d'affirmation plutôt que de repli. C'est d'ailleurs amusant rétrospectivement de constater que cet article avait été repéré par l'Université de Yale et traduit dans leurs publications, peut-être en raison de cet état d'esprit, peut-être plus anglo-saxon.

"En avant", pour une bannière plutôt qu'une barricade, un étendard porté sur les premières lignes. Lorsqu'Obama clame "en avant", il porte la bannière étoilée, il dit à la fois "suivez-moi" et "levez-vous".
Mais cet "en avant" ne doit pas être uniquement une charge héroïque, désespérée, jetant ses dernières forces dans un brouillard épais, il doit fixer un cap, un horizon, une perspective. Et cette ambition ne nécessite pas forcément de connaître à l'avance dans le détail tous les moyens qui permettront de la réaliser.

Lorsque Kennedy lance le programme Apollo, défiant l'Amérique à marcher sur la lune, il ne sait pas comment. Nous auto-censurons trop souvent aujourd'hui nos ambitions à force de vouloir les maîtriser à l'avance, ce qui a tendance à nous décourager avant même de commencer à affronter nos grands défis contemporains, et donc intimidants. Mark Twain nous a pourtant prévenu, nos ambitions ne doivent pas toujours être rationnelles : "ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait".

Aujourd'hui nous sommes condamnés à être ambitieux, à aller de l'avant. Du XVème au XXème siècle nous avons conquis l'espace. De Christophe Colomb vers l'Amérique, à Vasco de Gama vers les Indes ; d'Auguste Piccard et Jacques-Yves Cousteau vers les profondeurs, à Hillary et Tenzing sur le toit du monde puis Gagarine et Amstrong vers l'espace ; de Richard Byrd, Jean-Baptiste Charcot et Jean-Louis Etienne vers les zones glacières à Haroun Tazieff vers les abysses volcaniques ; de Max Planck vers l'infiniment petit de la physique quantique à Hubert Reeves vers l'infiniment grand, nous avons exploré, et repoussé les limites de nos frontières. Même si celles-ci restent infinies, nous sommes désormais tel Jim Carrey dans "The Truman show" : nous nous heurtons aux limites de notre globe, qui est aussi notre bulle.

Après avoir conquis les alentours, nous devons maintenant gérer la maison commune, pour y vivre durablement et harmonieusement les uns avec les autres. Il nous faut conquérir le temps, non pas pour l'allonger mais pour durer, non pas à l'échelle d'une vie (c'est déjà fait, par l'abaissement du taux de mortalité infantile et l'allongement de la durée de vie par exemple), mais à l'échelle de l'humanité, en trouvant de nouvelles ressources technologiques et écologiques, de nouvelles habitudes au vivre ensemble social, c'est à dire au vivre avec l'autre, et même grâce à l'autre, et non pas contre l'autre comme peuvent y appeler tant les mouvements tant d'extrême droite que d'extrême gauche.

Avancer est pourtant bien une lutte, un combat, une épreuve parfois, qui nécessite enthousiasme, foi et persévérance, qui nécessite surtout de se projeter dans un projet, dans un avenir, pour aller de l'avant.
Parce qu'il faut rendre l'avenir désirable pour avancer, en avant !

062 / 8 mai 2012

8 MAI 1945 : HONNEUR AUX HEROS ANONYMES

Plutôt que de starifier la normalité, rendons hommage et révélons l'exceptionnel qui sommeille en chacun d'entre nous.

Le 8 mai 1945 a commencé le 6 juin 1944.

Sur les plages normandes, plus de 150 000 soldats, essentiellement américains, britanniques et canadiens, débarquent pour lancer le plus grand assaut jamais réalisé, et sans doute le plus héroïque. Ils débarquent pour mettre fin à une guerre et libérer un pays qu'ils ne connaissent pas, des hommes, des femmes et des enfants qui ne sont pas leurs proches. Ils débarquent aussi pour donner la victoire à la paix et à la liberté, ces banalités d'aujourd'hui, pourtant si chèrement payées hier. Imaginer ce qu'a vécu le soldat de la 29ème division américaine lancé dans l'enfer d'Omaha Beach est bien difficile. Cela nous paraît même hors de portée

aujourd'hui, en serions-nous capables ? Nous pouvons rendre hommage avec reconnaissance, respect et humilité à ce courage inouï, ce sens du sacrifice, ce sens du devoir et cette aptitude exceptionnelle qui consiste modestement à se placer et à se dévouer au service des autres lorsque nous cherchons tant aujourd'hui à mettre les autres à notre service.

Beaucoup de héros sont morts le 6 juin 1944 pour permettre de fêter le 8 mai 1945. Ils se sont livrés et sont morts dans l'anonymat, sans chercher les lumières de la gloire, sauf celles sans doute de la gloire intime et intérieure. Des héros de tous les jours au courage exceptionnel, d'autant plus exceptionnel qu'il devait leur paraître "normal" ou disons naturel, des héros qui s'ignoraient en quelque sorte. Un courage "normal", pas au sens ordinaire ou banal comme nous l'entendons souvent aujourd'hui, mais au sens où nos capacités exceptionnelles sont préexistantes en chacun, et ne demandent qu'à se révéler, à nous de les provoquer. Nous voulons nous réfugier dans la normalité, nous rêvons du risque zéro, nous voulons que tout soit garanti. A l'heure où tant d'enjeux appellent engagements, courage, dénis de nos aspirations égocentrées, intelligence collective, multiculturalisme, long terme, se développe paradoxalement le règne du "sans engagement", de l'individualisme et maintenant du nombrilisme. Les soldats d'Omaha ne pensaient pas à eux à l'aube de ce 6 juin 1944, ils n'avaient pas de compte tweeter.

Aujourd'hui nous parlons du courage de réformer, du courage politique, du courage de dire la vérité, du courage de débattre. Nous aspirons tous à la reconnaissance, à la gloire, à la notoriété, à la réussite, au confort, à la préservation des acquis, sans toujours être prêt à en payer le prix, à se subordonner aux devoirs et aux exigences que cela entraîne.

Nous voulons tous signer le 8 mai 1945 sans débarquer le 6 juin 1944.

063 / 15 mai 2012

INVESTITURE: PRENDRE LE RELAI PLUTOT QUE LE POUVOIR

Aujourd'hui est une double investiture, française bien sûr, européenne aussi par le déplacement en Allemagne, mais ce doit surtout être une journée de passage de témoin encore davantage que de pouvoirs, dans une course en équipe, où la seule victoire doit être celle de la France.

La campagne présidentielle, qui semble déjà loin derrière nous, a été une campagne violente, clivante, partisane, dogmatique, d'opposition, de rejet davantage que de projet. Elle a même fait resurgir comme jamais depuis longtemps la lutte des classes. Cette campagne électorale a divisé la France, politiquement et sociologiquement.

François Hollande aujourd'hui, comme tout nouveau Président, en appelle au rassemblement, à l'unité nationale, évoque l'importance et l'ampleur de la tâche. Oui, nous avons tous intérêt au succès, individuellement et collectivement. Pas un intérêt partisan, ni un intérêt communautariste des

uns contre les autres. Nous avons tous intérêt à une France unie, une France forte.

Personne n'a en effet intérêt à l'échec, il est toujours frappant, pour ne pas dire consternant, de voir et d'écouter des élus, des responsables politiques avoir tant de mal à reconnaître les qualités des autres, à se réjouir presque des difficultés et des échecs des politiques adverses leur procurant ainsi une bonne occasion pour en appeler au renouvellement alors qu'au passage, c'est la France qui paye la rançon de ces arguments électoraux. Il faut d'ailleurs reconnaître que ceci n'est pas spécifique au monde politique, dans l'entreprise aussi il est fréquent de constater le manque d'esprit « corporate ». Il n'est pas rare, pour ne pas dire fréquent, que, d'une équipe à une autre, d'une baronnie à une autre, cherchant chacune, là aussi, les faveurs du prince président, on se déteste courtoisement, se réjouissant presque davantage des échecs de ses collègues que de ses concurrents.

Nous avons un intérêt commun, et même si, politiquement, c'est se faire violence pour certains, nous devons tous nous y consacrer. La « sortie » de Nicolas Sarkozy souhaitant immédiatement bonne chance à François Hollande a d'ailleurs été de ce point de vue assez exemplaire, et reconnue come telle. Les passations de pouvoir ministériels semblent s'inscrire dans le même état d'esprit, et c'est peut-être de bonne augure pour une opposition (attendons quand même les résultats des législatives) constructive plutôt qu'aveuglement systématique et partisane. Nous avons tous intérêt au succès, à porter fièrement notre identité nationale, à défendre le modèle français dont nous parlons moins à force de parler d'un modèle allemand, mais auquel nous sommes pourtant très attachés, et que nous jugeons peut-être un peu vite obsolète.

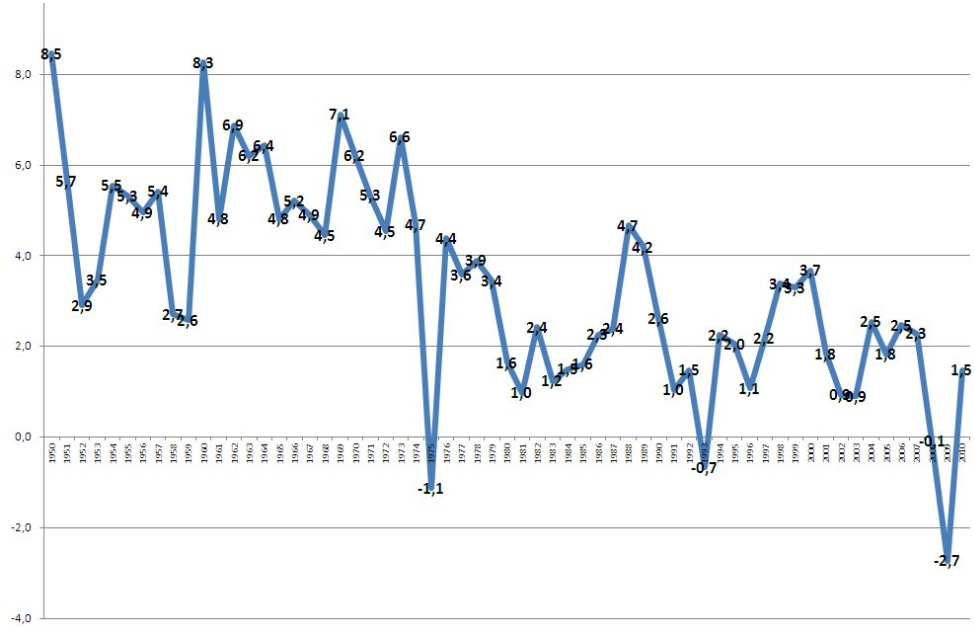
Chacun assume ses convictions bien sur, sa vision des choses, la hiérarchie de ses valeurs (on a tous les mêmes, mais pas forcément dans le même ordre), mais dans le soucis de l'intérêt collectif. C'est pour préserver et défendre au mieux cet intérêt collectif que l'opposition peut revendiquer et argumenter un équilibre des pouvoirs, pas pour l'équilibre des pouvoirs uniquement.

Ces passations de pouvoirs sont surtout des passages de témoins, pour assumer des responsabilités et défendre des intérêts plus grands que ceux qui assument, provisoirement, le relai : souhaiter la meilleure performance possible du précédent, se préparer au mieux pour la transition, se donner à fond, et préparer au mieux le prochain passage pour placer le suivant dans la meilleure configuration possible.Recevoir un témoin, c'est en effet tout sauf un aboutissement, c'est une responsabilité, la responsabilité de le porter plus avant, plus haut, plus loin, de le porter vers le suivant. Et c'est la responsabilité de chacun, nous sommes tous des passeurs de témoins, aussi bien en tant que parent, dirigeant d'entreprise, éducateur, responsable d'association, élus, ministres, président. Nous avons tous la responsabilité d'entretenir et de respecter l'espace que nous occupons provisoirement. Cette idée de transition générationnelle est une évidence écologique bien sur, comme l'a si bien révélé le rapport Brundtland en 1897, c'est aussi un impératif économique, social et politique.

À 2 mois des Jeux Olympiques de Londres, souhaitons la meilleure performance possible de l'équipe France, où chacun est à la fois passeur de témoin et porte drapeau.

064 / 22 mai 2012

L'ETAT NE PEUT PAS (NE PEUT PLUS) PROMOUVOIR LA CROISSANCE SANS REDUIRE LA SIENNE



Face aux niveaux d'endettement publics atteints, la croissance doit nécessairement se conjuguer avec rigueur budgétaire, arrêtons d'opposer ce qui peut/doit être vertueux.

Nous apprenons que le G8 est pour la croissance, c'est formidable, mais so what ? Tout le monde est pour la croissance, même les plus rigoureux partisans de l'orthodoxie budgétaire, qui justement la posent comme une condition sine qua none de la reprise, ou du moins de la réduction à terme du risque de récession durable, ou de croissance molle durable. Car contrairement aux vœux de Madame Brundtland, c'est bien cela qui semble durable davantage que le développement.

Alors la croissance, oui bien sur, mais comment et laquelle ? Il ne faudrait pas que la croissance devienne une quête du Graal. Depuis 50 ans, nous connaissons une baisse tendancielle de notre taux de croissance : en moyenne par décennie : 1,4% pour les années 2000 ; 1,9% pour les années 90 ; 2,3% pour les années 80 ; 4,1% dans les années 70 et 5,9% dans les années 60 (ah les sixties !). Les dernières années où la France a connue une croissance que nous pouvons considérer comme significative et structurelle impactante, c'est-à-dire au dessus de 3%, ce sont les années 98, 99 et 2000 (respectivement 3,4%, 3,3% et 3,7%, ce dont nous rêvons aujourd'hui). Et depuis 30 ans, seuls deux années ont dépassé le cap des 4% de croissance, 1988 (4,7%) et 1989 (4,2%).

Aujourd'hui, il paraît bien difficile de dépasser une fourchette située au mieux entre 1,5% et 2%, sans doute plus vraisemblablement dans la moyenne des prévisions entre 1% et 1,5%.

Une croissance tendanciellement en décroissance donc, mais face à un endettement public qui lui est en croissance, et même en pleine forme. Mais surtout, au delà de son évolution (+50% entre 2007 et 2011), et de sa valeur absolue (1 800 milliards de dette publique), a atteint un seuil d'alerte, celui des 90% de PIB. Un seuil qui entraine pour certains une spirale de l'endettement public car désormais chaque année la France va devoir rembourser entre 200 et 250 milliards d'euros, soit presque le budget annuel de l'Etat (290 milliards). Une France qui doit non seulement rembourser mais également emprunter encore et toujours, devenant sur la période le premier pays émetteur de dette en euros (dépassant l'Allemagne).

Ce taux de 90% est important car, au delà des dogmes et des théories, deux chercheurs américains (Reinhart et Rogoff dans l'ouvrage « This Time Is Different ») ont montré empiriquement et historiquement qu'un tel niveau était systématiquement nuisible à la croissance, provoquant une manque à gagner de 0,5 à un point de croissance.

La relation entre endettement et croissance n'est donc visiblement, ni linéaire (cela dépend du taux d'endettement) ni symétrique : l'endettement en effet semble profiter davantage de la croissance, avec une réduction en % du Pib (pas en valeur absolue) dans les années de croissance soutenue (99, 2000, 2001 puis 2006, 2007 par exemple), que la croissance ne semble profiter de l'endettement. D'ailleurs les Français ne se trompent dans ce rapport de cause à effet, interrogées par Opinionway pour Tilder et l'Institut Montaigne ils considèrent, et de loin, que le premier moyen pour favoriser la croissance est de « baisser les dépenses de l'Etat » (60% des réponses).

Et au delà des approches économiques, l'opinion publique est anxieuse des cas européens dramatiques et dramatiquement exposés tous les jours, (disons que nous avons une empathie par projection), et fait des rêves schizophréniques d'un Etat providence dont elle sait qu'il ne l'est plus (ni dans les idées ni dans les moyens).

Nous sommes aussi collectivement parfaitement conscients des contraintes économiques, et notamment budgétaires, considérant que l'Etat est rattrapé par ces contraintes, n'est plus véritablement capable d'agir sur les choses, et n'est pas innovant et force de proposition (ou plus exactement de solutions), comme la montré une campagne présidentielle de rejet davantage que de projet. Comme l'a révélé une enquête d'opinion

de Mediaprism dès le lendemain du scrutin et corroborée depuis par d'autres Instituts il en ressort une absence d'état de grâce pour des Français, au mieux bienveillants mais surtout non convaincus que le nouvel exécutif pourra améliorer le pouvoir d'achat, réduire le chômage, et réduire le déficit public (une absence d'état de grâce qui n'aurait pas davantage existé pour Nicolas Sarkozy, mais qui est un fait notable concernant un nouveau Président).

Les Français seront peut-être moins déçus, mais sans doute parce que d'emblée moins convaincus, surtout dubitatifs. D'ailleurs, on nous dit champions du monde du pessimisme, nous le sommes aussi de l'incrédulité. D'après une étude mondiale d'Ipsos, nous sommes le pays qui croit le moins (6%) à la fin du monde en 2012 ! C'est bien, même s'il serait surtout enthousiasmant de croire davantage au nouveau monde que de défier l'apocalypse.

065

/ 29 mai 2012

SOMMETS DE MATIGNON OU DE RIO : CES REUNIONS SERVENT-ELLES ENCORE A QUELQUE CHOSE ?

"Sommet social" à Matignon, "sommet de la Terre" à Rio : Il serait temps de faire de ces rendez-vous des réunions efficaces et pas uniquement symboliques.

Il y aura deux sommets en juin. Le sommet social qui s'ouvre ce mardi par une série de discussions avec les représentations syndicales et dont vous entendez parler abondamment, et un autre, dont on parle peu, et pourtant essentiel, le sommet de Rio. Cela n'évoquera sans doute pas grand chose, peut-être un peu davantage si on parle du « sommet de la Terre » de Rio, et peut-être encore un peu mieux si on rappelle qu'il s'agit du cinquième sommet de la Terre, après ceux de Stockholm en 1972, Nairobi en 1982, Rio en 1992 et Johannesburg en 2002. Notre rendez-vous tous les 10 ans.
Alors pourquoi parler de ces deux sommets, qui n'en seront peut-être pas d'ailleurs ? Et bien tout simplement parce qu'ils doivent, ils devraient, tous les deux parler d'avenir, de vision, de stratégie, de long terme, de consensus, mais pas le consensus mou à l'eau tiède, le consensus fort, celui qui crée une dynamique collective, une mise en convergence des actions. Surtout, ces deux sommets devraient parler de développement et

d'emplois vertueux. La réunion sociale qui démarre aujourd'hui parlera-t-elle des secteurs porteurs de demain ? Des filières d'avenir ? De stratégie industrielle ? des ressources et des opportunités dans les services ? De compétitivité (un mot en train de devenir tabou ?) ? De création d'entreprises ? De développement du tissu économique des TPE/PME ? D'innovations et de recherche ? Plus vraisemblablement il s'agira surtout de hausse du Smic (pour rappel, les plus fortes augmentations, supérieures à 5%, eurent lieu de 2003 à 2005 par les gouvernements Raffarin et Villepin), de retraite à 60 ans, de réduction des avantages fiscaux liés aux heures supplémentaires, et d'encadrement (contrôle ?) des plans sociaux.
Faut-il le rappeler, les représentations syndicales des salariés sont plus syndicales que représentatives, avec 7 à 8% de salariés syndiqués (les chiffres sont quasiment impossibles à établir de façon précise), en érosion constante (moitié moins qu'en 1980), et majoritairement constituées de fonctionnaires. La France, historiquement, a le taux de syndicalisation le plus faible de l'OCDE, et surtout une difficulté immense à instaurer un dialogue constructif entre représentations syndicales des salariés et du patronat (il y a même souvent discorde au sein de chacune de ces familles). Il en résulte que depuis des décennies le dialogue social est surtout un dialogue de sourds.

Le calendrier n'est par ailleurs pas très bien choisi. Entre deux tours électoraux, le second visant pour le gouvernement actuel à lui donner une majorité parlementaire, il y a peu de chances que ce sommet social fasse des vagues, mais de l'écume certainement.
Nous sommes plus propices à la confrontation qu'au dialogue, sans doute pour des raisons culturelles (valorisation de l'esprit révolutionnaire, culture égalitaire, lutte des classes, etc.) mais aussi en raison d'un orgueil mal placé qui consiste à considérer comme un aveu de faiblesse le fait d'être d'accord, et à valoriser la confrontation.
Et pourtant… ce dialogue constructif est nécessaire, et nos difficultés historiques ne doivent pas nous rendre fatalistes. En cette période de remise en cause de notre modèle économique (nous ne créons plus de croissance), social (sentiment d'injustice, chômage persistant, et Etat providence en berne), financier (dette structurelle et faillite comptable), et écologique (croissance non durable), nous sommes en train de traverser une période de mutation qui impose ordre de marche et vision commune et partagée. D'une certaine manière l'enjeu impose le dépassement de soi, et surtout des égos.

En 1972, au premier sommet de la Terre à Stockholm et dans le cadre du Club de Rome, nous nous interrogions sur la croissance, sur la pérennité de la croissance, sur les vertus d'une forme de maîtrise de la croissance (rappel : dans les années 1970, la croissance de la France était de 5,9%). En 2012 à Rio (du 20 au 22 juin), « l'économie verte » sera un thème central. Autrement dit, le double enjeu est bien à la fois social et environnemental, celui des rencontres de Matignon et de Rio à la fois, d'une croissance retrouvée et d'une croissance soutenable. De Rio, on parlera sans doute peu, et pourtant, en fixant l'horizon, en travaillant sur les mutations, en cherchant à transformer les contraintes en opportunités, en dépassant les clivages politiques et géopolitiques, en raisonnant à l'échelle de la planète, en parlant de filières d'avenir, Rio est une source de réponses pour des sommets sociaux d'avenir, constructifs et ambitieux.
Chercher à préserver les acquis du passé, oui, pourquoi par, il faut construire une géologie sociale où les strates s'accumulent, mais la seule condition pour rendre ceci viable est de le faire en construisant l'avenir.

066

/ 5 juin 2012

ET NOUS, QUI EST NOTRE REINE D'ANGLETERRE ?

Les Anglais ont leur Reine, les Américains leur bannière étoilée, les Allemands leur commerce extérieur, l'Afrique du Sud leurs All Blacks et nous et nous et nous ? Quelle est l'identité qui nous rassemble ?

La fête du jubilé de la Reine d'Angleterre donne lieu à une ferveur populaire qui nous laisse un peu pantois vu de l'autre côté de la manche. L'avis est en effet un peu partagé entre moquerie taquine envers nos chers voisins, nos plus chers ennemis, et regard subjugué, peut-être un peu jaloux, sur cette communion nationale.

On ne peut pas dire que la Reine d'Angleterre soit notre tasse de thé, mais il faut reconnaître que le peuple anglais y trouve là un socle, une identité, un point de ralliement, appréciable en ces temps de division et d'opposition électorales. Quel est en effet le socle, le ciment de la société

française ? C'est la question de l'identité française, tant décriée et critiquée en son temps, sous prétexte d'interrogation xénophobe. Culturellement pourtant, mais aussi du point de vue de l'esprit d'équipe nécessaire, cette interrogation est parfaitement légitime et utile. Les Anglais ont leur Reine, les Américains leur bannière étoilée, les Allemands leur commerce extérieur, l'Afrique du Sud leurs All Blacks, la Chine sa revanche, l'Inde sa philosophie, et nous et nous et nous ? Quelle est l'identité qui nous rassemble ?

Les Anglais se réunissent spontanément (mais bien organisé quand même) depuis 3 jours lors de ces grands messes royalistes, les Américains scandaient « USA USA » en marchant sur time square suite à l'annonce de la mort de Ben Laden il y a un peu plus d'un an. Ces phénomènes sont durables, ces socles pérennes. Le dernier grand rassemblement spontané et apolitique en France remonte au 12 juillet 1998 pour fêter le titre de champions du monde. Nous avions beaucoup parlé à l'époque d'une grande union nationale. Certes, mais sans sous-estimer le phénomène, une union éphémère, comme l'est un titre sportif, et une union « banale » comme tout chauvinisme en crée dans tous les pays.

Nous manquons de ce socle, de cette identité, ou alors nous en avons trop. La gastronomie surement, la culture ou l'exception culturelle ? La haute technologie industrielle ? Le luxe ? L'Histoire ? La science ? Les valeurs républicaines ou les droits de l'homme ? (ces fameuses valeurs que nous sommes persuadés de détenir en exclusivité, comme dépositaires de l'humanité), la french touch ? Le génie créatif ? L'esprit révolutionnaire et révolté ? Le modèle social ? L'indépendance ? (énergétique, politique, de liberté de penser), la transition énergétique et écologique ? (ce serait bien), … quel est notre ADN ?

En ces temps difficiles, d'appel au rassemblement, de vœu d'unité nationale, d'effort collectif, de besoin de convergence, de projet, de perspective, cette question du « socle commun » est essentielle. Elle méritait d'être posée et traitée, pour définir notre bannière étoilée, pour jouer en partageant le même maillot au pays où règnent encore les chapelles. Nous avons les baronnies, mais sans avoir de Roi.

Et pourtant, cette fierté collective existe, et les raisons de l'affirmer aussi. Elle nécessite de mettre en avant et d'encourager les succès plutôt que de les montrer du doigt, d'encourager l'offensive et l'esprit de conquête plutôt que de tenter de préserver les modèles anciens, de développer les convergences d'intérêt plutôt que d'alimenter les oppositions, d'en appeler à l'enthousiasme constructif et communicatif plutôt qu'à l'indignation stérile, de soutenir les projets et l'esprit d'entreprendre, de s'intéresser aux innovations, de récompenser les réussites, de révéler les possibles.
La « marque France » est une belle marque, à chacun d'en faire une marque Reine.

067

/ 12 juin 2012

L'ABSTENTION, CET APPEL LANCE AUX ELITES POLITIQUES QUI RESTE SANS REPONSE

42,78% : c'est le chiffre de l'abstention au premier tour des législatives ce dimanche. Un cri d'alarme du peuple qui pose question sur l'état des rapports qu'entretiennent les citoyens avec leurs dirigeants.

Le record d'abstention de la Vème République aux législatives interroge. Sur la motivation à voter au sortir de la campagne présidentielle ; sur, paraît-il, la « fatigue »politique des électeurs ; ou sur l'importance des députés face à un pouvoir présidentiel prédominant (qu'il soit assumé et même revendiqué par Nicolas Sarkozy ou feint par François Hollande). Cette abstention interroge également sur le crédit accordé par le peuple aux élus, à les représenter d'une part, à apporter des solutions d'autre part. Autrement dit, cette double attente, d'une part de proximité, d'écoute, de compréhension des préoccupations des citoyens, de sens du terrain, et d'autre part de dynamisme, de volontarisme, d'innovation, de créativité politique. Ces deux attentes sont liées, elles ne s'opposent pas, ni

ne se posent en alternative. A la fois de la proximité et de la distance, de la simplicité et de l'exception, de l'écoute et de l'action, de la concertation et du leadership, mais surtout de la compréhension des enjeux ET de la capacité à les résoudre. Car l'enjeu n'est ni de sauver le soldat Royal (visiblement davantage soutenu par le Parti socialiste pour rentrer au Palais Bourbon en 2012 qu'à l'Elysée en 2007), ni le médiatique duel des extrêmes. Ces enjeux-là, ces stratégies, ces victoires et ces défaites sont ceux d'une classe (je n'ai pas dit caste) de 577 élèves (comme les débats dans l'hémicycle nous le donnent à voir régulièrement).

L'enjeu véritable n'est pas la défaite de l'autre. L'enjeu n'est pas uniquement de s'opposer, mais plutôt de proposer, des solutions, des perspectives, des victoires, de la performance, de l'élan, de l'envie. Or, nous sommes abonnés aux matchs nuls comme hier soir face à l'Angleterre, à la croissance nulle, à l'enthousiasme nul. Jamais l'élection d'un nouveau Président de la République n'a généré aussi peu d'état de grâce. Certes la morosité du contexte économique, corrélée à la froide et pragmatique analyse des électeurs quant à la situation économique et sociale, explique cela, mais il en relève aussi de la responsabilité des politiques eux-mêmes sur leur capacité à « entrainer ».

Entrainer la France est aujourd'hui encore plus important que la rassembler, ou disons que la rassembler n'est qu'une étape intermédiaire alors qu'elle est, politiquement, considérée comme une fin en soi. Rassembler pour gagner peut-être, mais entraîner pour faire gagner, surement. Entrainer, donner de l'entrain, de l'envie, de la mobilisation, de la fierté collective, de l'esprit de conquête.

Tout le monde s'émeut bien sûr de cette abstention. Et pourtant ce n'est pas ici l'évolution la plus significative entre les premiers tours 2007 et 2012 des élections législatives. L'abstention en effet était déjà élevée lors de cet autre 10 juin de 2007, avec 39,56% (à comparer aux 42,78% de dimanche dernier, soit 3 points de plus). Ce qui est plus spécifique, et qui s'inscrit là aussi dans une tendance, c'est que le parti du nouveau Président de la République recueille 10 point de moins en 2012 qu'en 2007. L'UMP faisait 40% après l'élection de Nicolas Sarkozy, Le PS 30% après l'élection de François Hollande. Ce sont les deux cas les plus comparables. La seule autre situation lors de laquelle les législatives ont suivi l'élection présidentielle, et de surcroit d'un nouveau Président, c'était après la victoire de François Mitterrand en 1981. A l'époque, le scrutin « forcé » (dissolution décidée par le nouveau Président, un contexte donc non directement comparable à 2007 et 2012 où le calendrier était planifié), avait crédité le PS de 36% (avec un PCF encore élevé, à 16%).

Cette abstention interpelle donc nécessairement les responsables politiques, tout comme le manque de motivation des équipes interpelle le chef d'entreprise ou le DRH. Avec une différence notable entre les deux cas de figure : vous pouvez être élu avec seulement un électeur sur deux qui se déplace et dont vous n'avez besoin qu'une fois le jour du scrutin, mais vous ne pouvez pas faire tourner une entreprise avec la moitié des effectifs lorsque vous avez besoin de toutes les énergies tous les jours.
Les responsables politiques, souvent tentés par les leçons de gestion et d'éthique envers les chefs d'entreprise peuvent donc aussi s'interroger sur leur force de conviction quant à leur capacité à bien gérer les affaires publiques.

068

/ 19 juin 2012

LE "SUPPLEMENT D'AME" : CE PETIT TRUC EN PLUS QUI MANQUE A L'EQUIPE DE FRANCE DE FOOT...

Ce supplément d'âme, ce petit truc en plus qui manque à certains dirigeants politiques français et à la construction européenne.

La victoire ne fait pas tout, ni la réussite, ni la performance en elle-même. L'équipe de France de football sera sans doute ce soir qualifiée pour les quarts de finale de l'Euro, mais entraîne-t-elle pour autant le pays tout entier derrière elle ? Sa cote de sympathie est bien sur meilleure qu'après le fiasco du mondial, elle est aussi sortie du tunnel en sortant du bus, mais suscite-t-elle pour autant une ferveur populaire ? Bien sur, en manque de victoire et de succès collectif, cette ferveur montera en puissance au fur et à mesure de la conquête du podium, comme un naufragé s'accroche au premier débris qui flotte. Mais la victoire seule ne suffit pas, la performance technique ne suffit pas, il faut « ce truc en plus », ce

supplément d'âme, qui crée le lien, la communion, le partage, issus de la fierté de l'être, de la façon d'être.

Ce supplément d'âme est indescriptible et pourtant indispensable. Au delà de la profondeur et de la connotation spirituelle du mot, il passe souvent par de petites choses, des failles, des fragilités, de l'humain. C'est en 1998 le rituel d'un baiser sur le front de Barthez, c'est un Thuram incroyable, qui n'y croit pas lui-même, avec ses deux buts en demi-finale face à la Croatie, (ses deux seuls buts en 142 sélections), c'est la France championne du monde grâce à deux buts de Zidane à qui elle « doit » tout, qui avait été expulsé en matchs de poule (décidemment), qui n'avait pas encore marqué (sauf séquence de tirs au but contre l'Italie).

Le bonheur est donc d'autant plus partagé qu'il est ressenti comme mérité, presque dû, à la nation et aux joueurs. Nous avons sans doute une plus grande aptitude naturelle à l'empathie qu'à la sympathie, nous sommes touchés par l'humain, parce que ce sont sans doute nos faiblesses qui font notre humanité. La victoire de l'euro de football serait formidable et fêtée bien sur, mais ne créera pas d'élan et de ferveur si elle n'est que « technique », si elle n'a pas ce petit supplément d'âme qui font que les joueurs sont aussi des hommes. L'équipe de France de rugby l'a prouvé en Nouvelle Zélande : malmenée, remise en cause, bousculée dans sa fierté, elle n'a pas vaincu mais a combattu, et a sans doute été l'équipe perdante la plus fêtée, surement pour ce supplément d'âme qu'elle a su partager.
Il en va de même dans l'entreprise ou en politique. Le discours du perdant Nicolas Sarkozy a davantage marqué les esprits que celui du gagnant François Hollande, parce qu'il avait sans doute ce petit supplément d'âme, de sincérité, d'émotion. Parce que sans doute faut-il être à vif, faut-il se livrer, faut-il laisser tomber les masques et les carapaces, pour toucher. Il faut incarner, et s'incarner. Indispensable pour les entreprises et les marques aussi, lorsque le diktat de la seule performance financière ou boursière ces dernières années a sans doute éloigné les entreprises de leurs publics, y compris de leurs publics internes. C'est ce qui explique ce besoin actuel de remobilisation, autour des équipes, des dirigeants, des valeurs, des objectifs (chiffrés et au delà des chiffres). Parce que nous avons tout simplement besoin de ce supplément d'âme, de sens, de touches d'humanité, même si parfois, et peut-être particulièrement en France, notre fierté nous pousse à peu les assumer, voire à les repousser et les combattre, considérant trop souvent les émotions comme des aveux de faiblesses.

L'Europe aussi, de plus en plus distante, serait bien inspirée de se réincarner un peu. Créée pour préserver la paix, l'Europe aujourd'hui ne servirait qu'à préserver l'euro, ou elle-même. C'est une erreur, non pas de préserver l'euro, mais de ne pas se rendre compte que c'est tout sauf une cause aspirationnelle et mobilisatrice.

J'aimerais bien aussi que l'Europe retrouve ce supplément d'âme, cette solidarité dans la difficulté, cet esprit de corps, qu'elle se redonne du sens au delà de celui de la convergence budgétaire.

J'aimerais bien aussi que l'Europe parle de la Syrie et de Rio (le sommet de la Terre s'ouvre ce mercredi).

069

/ 26 juin 2012

LES DIRIGEANTS POLITIQUES ONT-ILS ATTEINT LEUR SEUIL DE COMPETENCE ?

Le pouvoir politique noyé dans un système mondialisé, a du mal à trouver les moyens d'agir et d'influer sur le cours des choses, tout en restant persuadé qu'il en a l'autorité.

Europe se plaint du diktat de la finance, et ne parle que de dettes, d'argent et de sauvetage des banques depuis des années. On voudrait partager les dettes, autrement dit mutualiser le passé alors que nous devrions surtout être solidaires de l'avenir. Quid des grands programmes de développement ? De la politique européenne des affaires étrangères (face à la Syrie par exemple) ? Du droit du travail pour éviter le dumping social ? De la politique énergétique (le sommet de Copenhague avait été considéré comme un échec, celui de Rio n'a même pas eu droit à cette qualification, il est tout simplement passé inaperçu) ?

Les Etats sont en faillite, le pouvoir politique aussi, en faillite de solutions, et donc de crédibilité et de légitimité, non pas démocratique mais de compétence. On parle de « tous les pouvoirs », mais lesquels ? Celui par décret d'ordonner au vent de la mondialisation de souffler moins fort ? Celui d'augmenter le Smic de 22 euros pour redonner du pouvoir d'achat ? On n'a pas le pouvoir de créer le marché du seul fait d'être nommé au comité de direction. Les pouvoirs sont partagés, le pouvoir politique doit surtout les faire converger, il doit diriger au sens de la direction à indiquer davantage que diriger au sens illusoire de tout vouloir diligenter.

Jamais comme aujourd'hui nos destins n'ont été aussi liés, interdépendants. Et pourtant, qu'il est difficile de sortir de son pré carré, de l'aire définie par son périmètre démocratique national. Lorsqu'il s'agit d'influencer les gestions et politiques publiques et budgétaires d'autres Etats, vous êtes rapidement critiqué pour ingérence, lorsqu'il est raisonnable de se résoudre à suivre des règles communes, vous êtes accusé de subordination fédéraliste mettant en cause la sacro sainte souveraineté nationale.

Mais lorsque les contribuables européens doivent financer les errements budgétaires d'Etats qui ne sont pas les leurs, lorsque l'intervention armée d'un Etat ou d'un groupe d'Etats engendre des représailles terroristes aveugles ici où là, lorsque nous mourrons ici de ce qui est pollué là-bas, lorsque des emplois sont perdus chez nous du fait d'un dumping social et fiscal ailleurs, nous comprenons bien qu'on ne peut pas à la fois revendiquer une souveraineté nationale et interpeller les autres en cas de difficulté, que celles-ci viennent de son propre territoire ou qu'elles soient importées.

Nos représentants politiques sont des élus nationaux, légitimes sur leurs territoires démocratiques respectifs. Mais ils ont également un mandat international, celui-ci est non démocratiquement acquis, il est implicite, il relève de la responsabilité qu'ils ont à participer à une gouvernance mondiale profitable à tous. Nous souffrons aujourd'hui d'anarchie politique, au niveau mondial, et bien sur particulièrement au niveau européen. L'anarchie est souvent considérée socialement, pour évoquer désordre, absence de règle, d'autorité reconnue et en capacité d'agir, individualisme forcené. L'anarchie est alors souvent une force d'antichambre de la rébellion et de la guerre civile.

Nous vivons aujourd'hui, et nous en souffrons, une situation d'anarchie politique mondiale et européenne, une anarchie mondaine et courtoise, dissimulée derrière les vitrines des sommets internationaux. En l'absence de cette gouvernance politique, cette anarchie, dont nous avons conscience, est considérée comme du seul fait des marchés, et notamment de ces fameux marchés financiers. Mais charité bien ordonnée commence par soi-même, l'anarchie politique est la mère de toutes les anarchies.

Nous dépendons les uns des autres, et au lieu continuellement de voir cela comme une contrainte, une faiblesse ou une blessure d'orgueil, nous avons tout intérêt à en faire une force, un levier. Cette interdépendance est valable à tous les niveaux, à commencer par les niveaux de proximité, à l'échelle d'un territoire ou d'un pays. Entre les entreprises et les pouvoirs publics, entre l'enseignement et le monde du travail, entre le privé et le public, il faut cesser l'opposition systématique et dogmatique qui fait que chacun se considère comme garant du bien commun et détenteur de la solution. Nous sommes liés, c'est la nouvelle donne du siècle, c'est ce qui créera notre perte ou notre renouveau. C'est une nouvelle donne

économique (c'est une évidence mais nous souhaiterions nous en abstraire), écologique (nous le savons mais nous l'ignorons), mais également politique (nous le refusons, et simultanément en critiquons l'absence).

Le monde s'est construit autour de territoires, de peuples et de nations, il doit se poursuivre en tant qu'humanité, en tant que communauté de civilisations, collectivement. Inutile de dire qu'il y a du chemin à parcourir, pourvu que ce chemin ne soit pas celui de l'exode fuyant les terres brulées.

070

/ 3 juillet 2012

JEUX OLYMPIQUES, CE CHAMPIONNAT DU MONDE DU CHAUVINISME

Dans trois semaines, les JO débuteront... Les différents Etats pourront alors gonfler leurs muscles à chaque médaille d'or d'un de leurs citoyens.

Dans quelques jours démarreront les Jeux Olympiques de Londres. Ils intéressent peu les Français qui ont visiblement acheté moins de places que prévu (à des prix exorbitants, il faut le reconnaître). Enfin, on n'en parle peu ici, mais beaucoup à Londres, tout en étant persuadé que le monde entier en parle, les regarde, les attend, est au courant des moindres détails des préparatifs et impressionné par tant de prouesses et de sens de l'organisation. C'est fou cette tendance que nous avons à toujours être persuadé que le monde entier regarde ce que nous faisons par dessus notre épaule et s'en passionne.

Dans quelques jours donc nous découvrirons nos premiers médaillés, enfin il faut l'espérer. Nous aurons droit à notre annonce quotidienne du très surveillé compteur de médailles du jour. "Deux médailles d'argent aujourd'hui, toujours pas d'or"; "et non, pas de podium aujourd'hui, mais une formidable quatrième place pour ...".

Cette litanie des médailles nous tiendra en haleine bien sur, et nous remplira de fierté collective, nécessaire par ailleurs, alors tant mieux. La fierté de montrer au monde (celui qui nous regarde par dessus l'épaule) notre talent, nos héros, nos destins exceptionnels. Et pendant que nous exhiberons nos champions en vitrine au monde, convaincus de l'admiration planétaire qu'ils susciteront ... chaque autre pays tiendra son propre compteur, parlera de ses champions, s'enthousiasmera pour sa médaille de bronze sans citer le champion olympique, convaincu que nous serons béats d'admiration pour leurs athlètes comme nous sommes persuadés que ces autres pays le seront pour les nôtres. Mais chacun ne regarde que son compteur.

Dans cette galerie commerciale de chauvinisme et de vantardise, chaque nation ne regarde que sa vitrine. Et cette vitrine changera tous les jours, comme une mise à jour de nos champions tant exceptionnels que médiatiquement éphémères, traités dans l'écume de l'information, comme le reste, tout champions qu'ils sont. On nous rappellera notre meilleure performance olympique, comme un seuil à battre, un record à faire tomber. Nous courrons après comme on court après le compteur téléthon, à la différence près que si tout le monde ne peut pas être champion olympique tout le monde peut faire un don.

L'essentiel n'est plus de participer bien sur, mais bien de gagner, de dominer, de prouver sa suprématie. Les compétitions sportives, de tous temps, sont aussi des compétitions politiques, économiques, diplomatiques. On se souvient bien sûr de la grande époque de la guerre froide olympique entre les Etats-Unis et l'URSS. Et, plus légèrement, on s'amusait à pronostiquer il y a quelques jours que la Grèce l'emporterait sur l'Allemagne en quart de finale de l'euro, juste pour le plaisir du bon titre du lendemain "la Grèce sort l'Allemagne de l'euro".

La quête du Graal olympique est une compétition sportive certes, c'est aussi une exposition universelle, une formidable course à l'audience mondiale, pour les athlètes, les sponsors bien sur, le pays organisateur, et chacune des nations derrière l'étendard de leurs champions.

Chacun cherche la lumière, le monde est nombriliste, tant au niveau des nations que des individus. Et sans doute plus nombriliste qu'individualiste, on confond souvent les deux. Nous avons sans doute davantage tendance à nous prendre pour le centre du monde, à vouloir intéresser le monde plutôt que de nous intéresser au monde. Jamais comme aujourd'hui, nous n'avons eu autant de moyens de l'écouter ce monde, mais aussi de nous exprimer, pardon de nous exposer. Nous sommes hyper-connectés et nous croyons être interconnectés. Interconnecté pour s'exposer davantage que pour écouter et regarder. Alors l'autre nous intéresse bien sûr... comme une audience, comme un "friend", comme un "follower", comme un commentaire, comme une source de commentaire.

Chacun voit midi à sa porte, il doit y avoir beaucoup de portes, parce que le soleil, le monde, il n'y en a qu'un, mais il est à géométrie variable, et le reflet de ce que l'on veut bien, comme les ombres de Platon. Une

discussion récente avec un ami nous faisait disserter sur l'importance de notre région à l'époque romaine. Nous en sommes arrivés au poids de la France, évaluée démographiquement (pour autant que possible) à environ 10 millions d'âmes à l'époque du Christ, du début de l'empire romain. La population mondiale de l'époque était elle évaluée, environ et pour disposer d'un moyen mnémotechnique, à la population française actuelle, 65 millions. Un habitant de la planète sur sept était donc "français" à l'époque romaine, 1 sur 100 aujourd'hui. La population mondiale a été multipliée par 100, celle de la France par sept. Nous avons raison de nous enorgueillir de notre vitalité démographique, mais comme le disait sûrement Einstein, "tout est relatif".

C'est fou ce que l'on peut avoir tendance à se prendre pour le centre du monde ... surtout lorsque l'on ramène le mode à soi ! Nombriliste, définitivement.

071

/ 10 juillet 2012

L'EQUIPE DE FRANCE DU SOMMET SOCIAL SERA-T-ELLE MEILLEURE QUE L'EQUIPE DE FRANCE DE FOOT ?

La conférence sociale ne doit pas virer à la grand messe médiatique, où chacun cherche à briller par sa science et flatter son ego. Cette réunion n'est pas une fin en soi : elle doit faire naître une équipe de France, solidaire d'un destin et d'un objectif communs.

En règle générale, les réunions ont un ordre du jour, que l'on respecte certes plus ou moins. Des objectifs sont généralement fixés, ainsi que des étapes, répartissant les tâches entre les uns et les autres pour contribuer à atteindre une ligne d'horizon. Il est fréquent, et utile, de commencer par des échanges de points de vue, de ressentis, sur une situation donnée ou sur les moyens pour agir efficacement. Il est assez fréquent de passer plus de temps que prévu à échanger sur la situation actuelle, sur le contexte,

chacun se livrant abondamment à l'explication des facteurs explicatifs et déterminants, vérité absolue et radicale nourrie de son expertise unique, de son expérience et de sa position « au cœur » du système, particulièrement révélatrice de ce qui s'y passe.

Et parce que nous sommes en France, nous dissertons beaucoup, débattons énergiquement sur la situation, digressons abondamment, et avec beaucoup de talents et de satisfaction intellectuelle, sur une multitude de sujets politiques et sociaux, jusqu'à ce qu'un trouble fête, bassement pragmatique et terre à terre, qui trépignait en regardant sa montre, ne vienne troubler le symposium des auditeurs pour en appeler au « bon concrètement on fait quoi maintenant ? ». Cette apostrophe est généralement suivie d'une période d'accalmie où chacun se positionne en retrait, comme des élèves stoppés dans leurs bavardages cherchent à devenir invisibles au moment de l'interro surprise du professeur.

Ce professeur, c'est l'opinion publique, qui attend des solutions plus que des discussions. Au-delà des difficultés économiques, nous souffrons également d'être souvent plus experts en diagnostics et en symptômes qu'en prescriptions et remèdes. Et pourtant, le pays qui se sent malade veut aller mieux. Ce qui intéresse, ce sont les perspectives davantage que les débats de diagnostics, d'ailleurs souvent partisans, suivant le bon vieux principe (valable aussi dans le monde de l'entreprise) que si ça va mal, c'est la faute aux autres.

C'est pourquoi ce sommet social est un enjeu important, idéalement pour chacun d'entre nous s'il débouche sur un beau et enthousiasmant projet (mais il faut reconnaître qu'on n'y croit guère, alors que ce devrait être l'objectif numéro 1), pour plus qu'on ne pense pour le gouvernement, et pour chacun des partenaires.
En effet, si le dialogue et la concertation sont d'excellentes choses, ceci n'est pas une fin en soi, c'est la lumière qui doit jaillir de la discussion qui est attendue. L'objectif de communication qui vise à afficher et démontrer un changement de méthode ne doit pas l'emporter. Ce quinquennat ne peut se résumer à une succession de tables rondes et de consultations, c'est le « so what ? » qui est attendu. On parle d'un enjeu de compétitivité … qui devra poser la question d'une réforme nécessaire du financement de la protection sociale … qui devrait faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux en 2013 … pour poser les bases d'une réforme en 2014. Mais en 2012, 2014 c'est la fin du siècle ! (si 2012 n'est pas la fin de l'humanité bien sur !)

Ce qui compte vraiment, ce ne sont pas les prompteurs des discours mais les compteurs de la réalité : ceux de l'emploi, du commerce extérieur, de l'innovation, de la création d'entreprise (à l'heure où les cessations d'activité battent des records). Ces compteurs sont l'objectif, un objectif commun, qui doit être partagé par des parties prenantes et des « représentants » susceptibles de jouer en équipe et non de défendre des intérêts partisans.

Le risque de ce type de grand messe sociale et médiatique, c'est celui de la réunion de médecins, où chacun veut briller par sa science et estime détenir la vérité absolue. Une réunion de médecins où les égos l'emportent sur les patients.

Les représentants syndicaux ont des mandats, sont des élus, dont la responsabilité est de faire gagner leur camp, leurs adhérents. L'objectif

d'image est alors de montrer à ses troupes que l'on a été fort, que l'on n'a pas cédé, que l'on a défendu ses intérêts. C'est alors le cercle vicieux de la communication corporatiste, une communication en vase clos. Il faut pourtant passer du corporatisme au corporate. Il ne s'agit pas de faire gagner sa business unit, mais l'entreprise, l'équipe, en se mettant au service de l'autre et non pas contre l'autre.

La fonction et le statut ne doivent pas dicter les discours. Il serait d'ailleurs amusant d'imaginer des propositions à l'aveugle ou des jeux de rôle, de mise en situation d'autrui, de posture d'humilité face à sa dépendance à l'autre. La concurrence est une affaire de compétition, la comptabilité est une affaire de jeu à somme nulle, ici le registre est différent, ces enjeux nationaux sont une affaire de convergence, où tout le monde gagne à la performance d'ensemble.

On déplore que les joueurs de l'équipe de France de Foot (« France » restant à démontrer dans cette appellation) ne fassent pas honneur au maillot, aux couleurs. Il en va de même avec les diverses délégations qui se retrouvent depuis hier au Conseil Économique Social et Environnemental : défendre l'intérêt national, en bonne intelligence collective, où les contributions individuelles se mettent au service de la performance nationale. Voilà aussi ce que doivent démontrer les instances représentatives réunies lors de ce sommet social, et cela fera du bien à tout le monde, à commencer par elles-mêmes qui souffrent énormément d'un déficit d'image et de réputation.

Le changement, ce n'est pas le changement de méthode, mais le changement de regard, vers l'autre, et vers l'horizon, en relevant la tête.

072 / 10 juillet 2012

ET SI LA FERMETURE DE PSA AULNAY ETAIT UNE CHANCE ?

Dans un marché aussi compétitif et concurrentiel que l'automobile, rien n'est jamais acquis. Trop souvent nous essayons de préserver le passé quand nous devrions chercher à préserver l'avenir. Aujourd'hui, l'enjeu à Aulnay est davantage de créer de nouveaux emplois que de tenter artificiellement de préserver de l'emploi automobile.

"Le ministre convoque et exige ». Certes. Nicolas Sarkozy aussi convoquait et exigeait, il avait même il y a quelques années convoqué Guillaume Pépy, le patron de la SNCF, parce qu'un train avait déraillé. Et nous ? Pouvons-nous convoquer François Hollande et Delphine Batho parce que Rio+20 a été un fiasco et que notre avenir est compromis ? Là nous sommes dans la stratégie politique et dans le long terme, là l'Etat est en situation de responsabilité et en exigence de perspectives, de propositions et d'actions.

Là il est dans sa sphère d'influence géopolitique, sur des enjeux d'Etats, « à sa hauteur ». Là il est dans son rôle.

Seulement voilà, ce n'est pas sous les feux de la rampe médiatique, et 6 milliards et demi d'hommes et de femmes sont moins touchés directement par l'avenir écologique que 8 000 salariés par l'avenir d'un constructeur automobile.

Les sirènes médiatiques et syndicales ne doivent pas détourner l'Etat de son rôle. Et si on veut bien reconnaître, évidemment, que son rôle passe aussi par ces dossiers industriels, par ces emplois directs, ce n'est ni pour devenir demain un stratège automobile ou un génial Pininfarina du design, mais bien pour se placer sur le long terme. Je ne crois pas qu'il y ait au monde un seul exemple de produit de consommation de masse, sur un marché concurrentiel mondial, qui ait été inventé, désigné, produit et vendu par un Etat, qui n'a jamais inventé ni machine à laver, ni voiture, ni smartphone ni même le moindre Bic.

Ce qui doit être préservé à Aulnay, c'est de l'emploi plus que des autos, et le site a pour cela des atouts indéniables.

Lorsqu'en février 2012 LVMH (via un sous-traitant) reprend Lejaby et propose à ses 93 salariées de passer de la lingerie à la bagagerie, personne ne s'émeut de la fin d'un site de production de sous-vêtements. La vertu pédagogique de cette histoire aurait du être de montrer que la reconversion de l'emploi est plus importante que la préservation. Cette leçon n'a pas été retenue, nous restons stérilement bornés sur des objectifs de préservation lorsque les véritables enjeux sont ceux de la mutation. L'enjeu à Aulnay est davantage de créer de nouveaux emplois que de tenter artificiellement de préserver de l'emploi automobile.

C'est pourquoi le projet d'avenir sur le site de PSA est peut-être davantage Aulnay que PSA, les emplois de demain que ceux d'hier, les services que l'industrie, les strat-up que les mastodontes. Il ne faut pas nécessairement « maintenir l'usine » comme le dit Bernard Thibault, il faut transformer, ré-inventer, penser autrement et autre chose. Le seul projet sur la table, le seul sujet de discussion c'est préserver de l'automobile, c'est une vision à œillère, un regard biaisé. Nous sommes surement, sur ce site d'Aulnay comme sur d'autres, à un virage, ce qu'il faut ce n'est pas continuer à regarder tout droit comme si la route pouvait continuer, mais regarder la courbe et la nouvelle ligne à la sortie du virage. Quels sont les 100 autres projets qui pourraient voir le jour à Aulnay ? Personne n'y pense ? Personne n'en parle ? Aucune idée ?

Alors, je risque une comparaison, sans doute hasardeuse, peut-être provocante, mais sincère et constructive pour essayer de voir les choses autrement : le site d'Aulnay est exceptionnel, il a des atouts indéniables : nous sommes entre Paris et Roissy, autrement dit, entre l'une des principales capitales mondiales et l'un des principaux aéroports mondiaux, disons à un quart d'heure de part et d'autre. Ces deux piliers, au-delà d'être de formidables moteurs de développement et d'attractivité, souffrent du point de vue foncier, soit d'un prix trop élevé pour le premier, soit d'une certaine saturation pour le second. Nous sommes sur près de 170 hectares de terrain, c'est gigantesque et absolument unique dans cette périphérie et environnement. Mais surtout, rendez-vous compte, la coïncidence pousse à la comparaison … c'est quasiment exactement la même surface que … la Défense. L'usine d'Aulnay, c'est 3 000 salariés (à ne

pas confondre avec le plan PSA de 8 000 salariés). La Défense, c'est 3,5 millions de m2 de bureaux, 1 million de m2 de logements (plus de 20 000 habitants et plus de 40 000 étudiants), près de 3 000 entreprises, et 180 000 salariés, soit une « densité active » 60 fois supérieure.

Alors bien sûr, comparaison ne fait pas foi, Aulnay ne sera pas demain une nouvelle Défense, mais, objectivement, n'y a-t-il aucune chance que cette fermeture de l'usine d'Aulnay ne soit pas un mal pour un bien ? N'y a-t-il aucun projet d'avenir intéressant à bâtir ? Qui pourrait même à terme être plus porteur, plus profitable, plus créateur d'emplois que la préservation artificielle d'une activité historique ? PSA est clairement dans un bon état d'esprit, s'applique à vivre cette période douloureuse en appliquant un bon dialogue social, les feux de la rampe politico-médiatique garantiront une bonne transition, la proximité du site de Poissy dans les Yvelines, qui produit également la C3, offrira des possibilités de mobilité. Certes, on voudrait toujours que rien ne bouge, mais toutes les conditions sont réunies pour à la fois gérer les aspects sociaux du mieux possible, et se projeter dans l'avenir, libre à nous.

Nous cherchons trop souvent à préserver le passé quand nous devrions nous concentrer à préserver l'avenir.

073

/ 24 juillet 2012

LES 10 LEÇONS A TIRER DE LA BONNE REACTION DE PSA FACE AUX ATTAQUES D'ARNAUD MONTEBOURG

Au-delà des stratégies, ce qui compte avant tout, c'est la sincérité et la justesse du discours chez les dirigeants d'entreprises.

Les entreprises, surtout « les grandes », sont, et seront sans doute encore, malmenées. L'actualité récente du groupe PSA nous apporte quelques enseignements intéressants sur la gestion de telles situations.

- Montrer que la décision a été longuement murie. Il faut montrer que ce n'est pas une décision prise « à la légère », montrer qu'une

vaste étude des différents scenarii possibles a été réalisée, que plusieurs hypothèses étaient envisageables. Rappeler ces autres hypothèses et le temps pris pour la réflexion, montrer que la décision prise n'est pas conjoncturelle ou opportuniste, « boursière » comme on dit aujourd'hui. C'est une décision responsable, en pleine connaissance de cause des impacts sociaux, gérés du mieux possible. Dès lors, si l'hypothèse retenue, longuement mûrie, est la moins mauvaise, de fait elle n'est pas négociable. Au mieux certains ajustements peuvent être discutés, mais toute modification significative du plan remettrait en cause le fait qu'il ait fait l'objet de toutes les attentions au préalable.

- Assumer sa part de responsabilité. Il s'agit ici d'évoquer avec subtilité les éléments tangibles du contexte : la mondialisation, la concurrence, le coût du travail, la crise … tous ces éléments sont des facteurs pris en compte, en partie explicatifs, mais ce ne sont pas des bouc-émissaires, des refuges déresponsabilisants. L'entreprise vit dans un environnement contraignant, difficile, c'est son lot quotidien, ce ne sont pas des excuses. Sa part de responsabilité, c'est aussi montrer que l'entreprise n'est pas restée inerte face à la conjoncture de son marché (sans pour autant ré-argumenter par le menu les choix stratégiques des années passées). Sa responsabilité, c'est montrer également que les décisions, même difficiles, sont toujours prises en perspective, pour construire ou pour préserver l'avenir.

- Ne pas accepter l'inacceptable. Comme les attaques plus ou moins masquées à l'encontre de la marque, de la gestion hasardeuse, peu professionnelle ou peu stratégique de l'entreprise. Humilité et modestie certes, mais orgueil et fierté aussi !

- Incarner la marque. Ne pas laisser les autres parler pour vous. Faire face et monter au créneau, au plus haut niveau de l'entreprise. Ne pas laisser un secrétaire général ou un directeur de la communication (tout talentueux qu'ils soient) s'exposer, ou alors, en plus pour relayer les messages, mais pas à la place. Ne pas non plus laisser un syndicat sectoriel ou patronal parler pour vous, ce qui reviendrait d'une part à créer un doute sur la marque (qui se protégerait derrière des barricades), et d'autre part créerait une ambiance de lutte corporatiste, de gang des « puissants ». Incarner l'entreprise, c'est aussi montrer qu'elle est humaine, qu'elle peut-être faillible comme tout le monde, mais qu'elle fait face et tente de faire au mieux. C'est aussi montrer que l'entreprise peut avoir des émotions, que les décisions ne sont pas nécessairement froides et mathématiques comme beaucoup voudraient le laisser penser.

- S'appuyer sur le « capital corporate » de la marque. S'appuyer sur l'ancrage de la marque dans l'opinion publique, son histoire, y compris son histoire industrielle familiale (qui dans des cas comme Peugeot ou Michelin sont des points d'appui possibles, lorsque c'est plus compliqué pour des Bolloré ou des Wendel). Il s'agit là, non pas de révéler des informations nouvelles, mais de s'appuyer sur des socles qui ne nécessitent pas d'être démontrés : gestion raisonnable et responsable, côté no show off des dirigeants, une marque qui n'est pas une « marque boursière », des produits au cœur du quotidien des familles françaises depuis des décennies (« mon mari est Peugeot à mort » cf « Les Bronzés » !), etc.

- Réagir, mais pas trop vite. Montrer que l'on ne se laisse pas attaquer, « salir » impunément, mais laisser « les autres » livrer leurs armes pour pouvoir les reprendre point à point sans y répondre au coup pour coup. Il est en effet important de ne surtout pas s'inscrire dans le même rythme. Il s'agit alors d'être à contre-rythme et à contre-tonalité, en acceptant l'échange, sur la base de données objectives et dans un esprit certes combatif, mais surtout constructif. Tout en essayant de maitriser l'agenda, de ne pas être trop en réaction, pour réagir lorsque l'on se sent prêt, éventuellement lorsque l'autre a vidé son chargeur.

- Contre-attaquer sans surenchérir. Ne rentrer ni dans l'argumentation dogmatique (de type « de quoi se mêle l'Etat ? »), ni dans les sous-entendus personnels (de type « ministre incompétent », « besoin de projecteurs médiatiques »), ni dans le refuge juridique (de type « de toute façon l'Etat ne peut rien imposer »). Mais pour autant, s'offusquer des attaques, des inepties, des approximations, des jugements de valeurs … sans jamais se positionner dans un rôle de victime, que la « grande entreprise » ne sera jamais aux yeux de l'opinion. S'étonner de la sur-exposition et sur-exploitation médiatique … sans jamais laisser penser que de tels sujets sociaux ne méritent pas toutes les Unes.

- Faire preuve de solidarité au sein de l'entreprise. Faire aussi preuve de concertation, d'esprit d'équipe, comme a pu le témoigner le soutien de Christian Peugeot envers Philippe Varin. La crise ne doit pas être l'occasion de règlements de compte ou de signes de dissensions qui seront autant d'aspérités crédibilisant et légitimant les critiques.

- Ne pas oublier l'interne. Trop souvent dans ce type de situation on cherche à répondre à l'externe, aux médias, aux cabinets et aux ministres en oubliant un peu l'interne, qui se retrouve informé après les autres, ce qui est très dommageable et de plus en plus souvent critiqué par les collaborateurs. Lorsqu'une marque est attaquée (dans sa bonne gestion, dans la qualité de son offre, etc.), lorsqu'une certaine fierté d'appartenance existe, et que le discours « officiel » est ressenti comme sincère et « vrai », c'est en effet tout l'interne qui se sent attaqué, en plus d'être concerné. Les dirigeants qui s'expriment ne sont alors que les « représentants » du collectif. La « réplique » est alors attendue, cela peut même devenir un vecteur de mobilisation, et une « opportunité » médiatique pour refaire passer des messages liés à l'actualité de la marque.

- Préserver de « bonnes nouvelles ». Préserver de « bonnes nouvelles » venant nourrir le fil de l'actualité du dossier, pour compenser les effets négatifs et montrer que tout ne doit pas être noirci et caricaturé sous l'angle de la gestion désastreuse. C'est par exemple le rappel des non-licenciements secs, les projets de ré-industrialisation du site, les « rapatriements » sur le site voisin de Poissy, le partenariat avec Toyota, important pour le site de Sevelnord près de Valenciennes, etc.

Alors bien sûr, ce ne sont que quelques réflexions et enseignements, et d'aucune manière un mode d'emploi ou une « recette ». Surtout, cela ne minimise en rien l'actualité sociale bien réelle. Mais ces réalités sociales peuvent, dans certains cas, être gérées de façon plus apaisées. Au-delà des stratégies, ce qui compte avant tout, c'est la sincérité et la justesse du discours. Tout comme aucune publicité ne peut longtemps vendre un

mauvais produit, aucune stratégie de communication dans de telles situations ne peut être efficace si elle n'est pas authentique. Authentique, mais ni naïf ni passif, pour réagir de façon naturelle et instinctive, avec le cœur, mais aussi réfléchie et stratégique, avec la tête. Le cœur peut de temps en temps avoir des raisons que la raison n'ignore pas.

074

/ 31 juillet 2012

LES SPONSORS SONT-ILS EN TRAIN DE TUER LES JEUX OLYMPIQUES ?

Les JO ont besoin de l'argent de leurs partenaires. Mais où doit s'arrêter le pouvoir de ces derniers dans le déroulement de la compétition ?

Les Jeux olympiques sont, et restent, un moment fantastique, même s'il faut reconnaître la surenchère de moyens et de tentatives de protectionnisme de la part des sponsors et du CIO pour faire de cet événement un monopole. Garder le monopole sur les Jeux, tout en les partageant le plus possible, c'est le challenge.

Quand trop de sponsoring tue le sponsoring : c'est depuis plusieurs jours la polémique lancinante de ces Jeux de Londres. Et ce sont les propos de Sebastian Coe (président du comité d'organisation des Jeux de Londres) qui mirent le feux aux poudres, expliquant qu'un spectateur portant un tee-shirt Pepsi ne pourrait pas rentrer sur un site olympique … sponsorisé par Coca-Cola (partenaire des Jeux depuis 1928). Comme l'explique l'ancien champion olympique (devenu homme politique, parti conservateur) : « C'est important de protéger les sponsors, parce que c'est en grande partie eux qui payent les Jeux. »

Partant de ce point de vue : interdit les tee-shirts Pepsi ou Nike ; interdit les publicités pour d'autres marques aux abords des sites olympiques ; exit même le drapeau breton (le 25 juillet, un supporter, Thierry Le Sommer, s'est vu interdire d'exhiber le « Gwen-ha-du » lors de France-Etats-Unis, premier match de l'équipe de France féminine de foot), sous prétexte qu'il n'est pas un drapeau officiel des Jeux ; très forte restriction et intimidation sur l'usage des réseaux sociaux par les athlètes (formellement interdit de bloguer des photos de leur petit-déjeuner par exemple); monopole aux frites McDonald's sur les sites (le Guardian a même rapporté que le sèche-cheveux des toilettes dame est en forme du "M" de la firme américaine) ; si vous voulez acheter un souvenir sur une boutique officielle vous avez intérêt à avoir une Visa (un site belge note que 27 distributeurs de billets sont bizarrement hors service à proximité des sites), et si vous voulez une bière, ce sera une Heineken sinon rien ; la liste est longue.

Pour la petite histoire, il est amusant de rappeler que Sebastian Coe, si zélé aujourd'hui dans l'application des règles, a remporté sa première médaille olympique (sur 1500 mètres) lors des Jeux de Moscou de 1980 … alors que Margaret Thatcher avait appelé les athlètes à les boycotter.

Alors certes l'argent des sponsors est indispensable aux Jeux (surtout s'il on considèrent qu'ils doivent nécessairement coûter des milliards), mais contrairement à la phrase de Coe, les sponsors ne doivent pas être « protégés », mais « valorisés ». Et sur ce point les débats de ces premiers jours de JO sont plutôt en leur défaveur.

McDonald's, sous la pression des médias, du public et de son propre personnel, a dû se résigner à renoncer à son monopole sur la vente de frites sur les sites. D'une manière générale ces tentatives de monopole olympique font beaucoup de bruit et émeuvent, non pas sur la nécessité du financement et du principe du sponsoring mais sur ces excès de volonté d'autarcie olympique.

Une volonté d'autarcie qui peut être ressentie comme privative pour les autres, c'est la dernière polémique sur les places vides. Les sponsors seraient donc omniprésents, sauf pour supporter les athlètes, et au détriment du public. Ils ont en effet été montrés du doigt le week-end dernier à propos de nombreuses rangées de gradins vides sur les tours préliminaires du tennis, de la natation ou de la gymnastique. Gênés par cette absence de spectateurs, les organisateurs s'étaient même résolus sur certaines épreuves à « remplir » les gradins avec des militaires ou des bénévoles. Les sponsors visés (essentiellement Coca-Cola et Visa), dans un premier temps « protégés » par les organisateurs (qui jetaient plutôt la pierre aux fédérations sportives n'utilisant par leurs quotas), se sont ensuite sentis obligés de répondre par communiqués de presse expliquant que d'après eux le taux d'utilisation de leurs billets était extrêmement élevé.

Cette volonté de main mise provoque parfois des excès, eux-mêmes absurdes ou amusants. Ainsi, le coureur américain Nick Symmonds (fidèle à sa réputation de "chieur officiel de l'équipe américaine", comme on l'appelle aux Etats-Unis) a proposé son épaule pour un tatouage éphémère mentionnant l'adresse d'un compte Twitter. Résultat, (c'est là l'aspect comique), l'athlète devra courir avec un gros sparadrap sur le bras … pour masquer la visibilité de son sponsor… ce qui reviendra à lui en assurer une d'autant plus grande avec l'effet buzz !

Quant aux tentatives de contrôle des réseaux sociaux, elle est à proprement parler surréaliste. Les Jeux olympiques, symbole s'il en est du partage et de l'ouverture au monde, qui cherchent à verrouiller les réseaux sociaux, pour éviter toute information non exclusive ou toute photo non officielle ? Les Jeux Olympiques sponsorisés par nos marques et médias occidentaux réussiraient-ils donc mieux que les dictatures sanguinaires à verrouiller la liberté d'expression ?

Ce qui est toutefois réconfortant, c'est que les Jeux restent magiques, qu'ils coûtent 1 ou 100 dollars, une médaille olympique reste une consécration fantastique pour celle ou celui qui la remporte, et une joie partagée et communicative pour ceux qui supportent et vibrent avec les champions. Dans ces moments là, seule l'histoire (victorieuse ou pas d'ailleurs), est belle.

Au service de cette magie, les marques sont au service des Jeux, et non les Jeux au service des marques. Ceci d'autant plus que nous allons être de plus en plus regardants sur les marques et les entreprises qui s'associeront aux Jeux. Lakshmi Mittal portant la flamme malgré les fermetures de sites, Dow Chemical sponsor malgré le drame de la catastrophe du Bhopal, des médailles fabriquées par RioTinto régulièrement mis en cause sur l'environnement … les Jeux vont aussi de plus en plus avoir un devoir d'exemplarité, les dissonances seront de plus en plus bruyantes.
Des Jeux qui veulent s'approprier le monde, mais qui ne doivent pas oublier qu'ils ne sont pas seuls au monde.

075

/ 7 août 2012

SPONSORS SOUS SOURVEILLANCE

Si la performance sportive enchante, fait vibrer et enthousiasme, elle fait aussi vendre. L'équipementier sportif Adidas a beaucoup misé sur les Jeux Olympiques, il en sortira gagnant, mais doit aussi rendre des comptes.

Un peu plus de 120 millions d'euros ont été investis par Adidas sur l'événement, notamment à travers les tenues d'une dizaine de nations, dont la Grande-Bretagne pays organisateur, et la France. Si les athlètes concourent dans leurs disciplines, la marque aux trois bandes, n°2 mondial, se livre elle à une compétition sans merci face à son rival Nike, notamment pour le détrôner sur le sol britannique. La France n'est pas en reste, avec un budget investi trois fois supérieur à celui des Jeux de Pékin il y a quatre ans. Alors, chaque médaille gagnée est un formidable accélérateur de ventes. La veste France blanche que les champions portent, et particulièrement visible sur les podiums bien sûr, est déjà en rupture de stocks.

La marque, qui cherche aussi à travers l'opération à montrer qu'elle est présente dans beaucoup de disciplines sportives et pas uniquement le football, profitera donc de l'événement, et vise une année 2012 aussi bonne que 2011. En effet, l'année dernière déjà la performance était au rendez-vous avec 13 milliards d'euros de chiffre d'affaire, et surtout un bénéfice en hausse de 18%. Ceci même en Europe où malgré la crise les ventes augmentaient de 10% !

Un investissement profitable, pour l'image et les ventes… s'il n'est pas trop bousculé par une crise "corporate" que pourrait traverser l'équipementier. Le fabricant allemand, dans un souci de rentabilité toujours plus grande, a en effet décidé de fermer en octobre son usine chinoise... non pas pour rapatrier sa fabrication vers l'Europe, mais pour la délocaliser vers des pays encore moins chers ou pour transférer l'activité vers des sous-traitants plutôt qu'une usine détenue en propre. La marque expliquant simplement que la Chine est en train de devenir trop chère !

Ces raisons économiques peuvent toujours être valables et argumentées, car finalement c'est un objectif rationnel, qui peut certes déplaire à certains dans sa radicalité, mais qui a le mérite d'être assumé par les dirigeants, qui doivent aussi éviter des propos politiquement incorrects vis à vis de la Chine après avoir été sponsor de Pékin et où la marque a de grandes ambitions de développement.

Les calculs deviennent donc compliqués car Adidas doit aussi se méfier de l'affichage d'un calcul froidement économique et "business" lorsque parallèlement on base ses valeurs sur l'humain et l'esprit sportif. Il ne faudrait pas que tout cela soit perçu comme une pure et simple récupération, voire instrumentalisation des athlètes. Des athlètes qui, comme égéries, en viendront aussi de plus en plus à s'interroger sur les valeurs réelles de leurs "amis" sponsors, voire être interpellés sur leur propre cohérence vis à vis de marques dont ils se font porte-drapeaux, pour ne pas dire hommes-sandwichs. Et lorsque sur un tel événement mondial, la marque est elle-même porte-drapeau d'une nation, sa responsabilité est différente et plus grande encore.

Ralph Lauren, l'équipementier de l'équipe américaine, en a fait les frais avant l'ouverture des Jeux en provoquant une grande polémique lorsque beaucoup se sont émus et ont été choqués que les athlètes américains, et à travers eux la nation, soient habillés par des vêtements "made in China". Si certains peuvent considérer ces émois comme un peu hypocrites, il n'en demeure pas moins que la sensibilité du consommateur est sans doute différente de celle du citoyen lorsque la marque en de telles circonstances le représente. Ralph Lauren s'est d'ailleurs engagé pour les Jeux de Rio à fabriquer les tenues américaines sur le sol patrie !

Mais surtout, au delà des aspects économique, qui peuvent donc, déjà en eux-mêmes, susciter débats et indignations, il se trouve qu'Adidas est également bousculée sur les questions sociales. Il s'agit cette fois d'une autre usine, implantée au Cambodge (à Shen Zhou près de Phnom Penh), d'où sortent des produits officiels "JO" … mais aussi des plaintes d'ouvriers payés 66 dollars par mois. Depuis un article du Daily Telegraph la marque est un peu dans le collimateur de la presse britannique, et le comité d'organisation a officiellement ouvert une enquête (rappelant au passage toute l'importance qu'il accordait à ces questions). Absolument rien ne démontre aucune anomalies ou conditions de travail condamnables dans cette usine, par ailleurs inspectée par l'Organisation Internationale du Travail, mais ceci démontre clairement à quel point ces sujets sont des

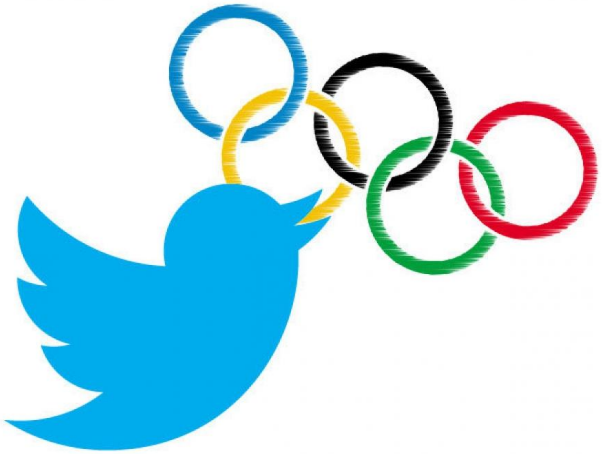
sujets sensibles, et la grande vigilance que les marques doivent avoir face à des publics très réceptifs et prompts à s'indigner et s'enflammer.

Si les Jeux olympiques exposent les marques, elles s'exposent également au monde, qui les regarde, qui les achète, mais qui les surveille aussi. Comme en sport de haut niveau, la contre-performance peut tenir à pas grand chose …

076

/ 14 août 2012

JO DE LONDRES : TWITTER, NOUVELLE COURSE A L'AUDIENCE POUR LES JEUX OLYMPIQUES



Pour les organisateurs des JO et les sponsors, la course à l'audience s'est déplacée de la télé aux réseaux sociaux : 150 millions de messages ont été publiés sur le réseau social en 16 jours, soit près d'un million de tweets par jour.

A peine les Jeux olympiques terminés, s'ouvre un autre compteur, celui du nombre de tweets (décidemment, Twitter gagne ses JO face à Facebook). Nous apprenons alors que les Jeux ont généré 150 millions de messages en 16 jours, soit près d'un million de messages par jour. Et au classement des médailles de ces Twitter Games nous apprenons que les Spice Girls pour leur seule apparition (un retour éphémère en l'occurrence) lors de la cérémonie de clôture remportent la médaille d'or avec 116 000 messages par minute. Heureusement, parmi les sportifs, la logique est respectée, avec un Usain Bolt encore vainqueur comme athlète le plus cité (plus d'un million de tweets sur la période des Jeux, avec un pic à 80 000 messages à la minute lors de la finale du 200m).

Nous sommes bien rentrés dans les Jeux de l'ère des réseaux sociaux. Twitter est devenu la 28ème discipline des Jeux olympiques de Londres. La première discipline hors programme officiel qui s'invite toute seule sans passer par le très encadré protocole soviético-financier du CIO, qui a bien tenté d'en censurer l'usage, auprès des athlètes notamment, pour protéger le droit à l'image chèrement acquis par les partenaires économiques.
Et si la tradition veut que la dernière médaille, celle du marathon, soit décernée lors de la cérémonie de clôture, le véritable dernier podium, révélateur de notre époque, a bien été celui décerné par Twitter. Une nouvelle discipline flatteuse d'orgueil à laquelle les organisateurs se sont finalement eux aussi pris au jeu, vantant dés le lancement que la seule cérémonie d'ouverture avait généré davantage de tweets (9,66 millions) que l'ensemble des Jeux de Pékin. Yes !

La course sur la piste olympique était déjà bien sur une course à l'audience, pour les organisateurs et les sponsors, elle l'est devenue sur le terrain des réseaux sociaux, et pour les athlètes eux-mêmes, en compétition dans ce Twitterthon comme dans une sorte de super-épreuve toutes disciplines confondues.

Alors bien sûr, le premier moteur de cette audience, c'est la performance sportive. Mais c'est aussi l'Histoire, la légende pour certains, et le show, de plus en plus étudié, recherché, à l'instar des sprinters. Usain Bolt est bien sûr un grand champion. Bien sûr il est unique, et seul capable de réaliser ces performances époustouflantes. Mais Usain Bolt est aussi le champion d'une génération, une génération mondialisée, médiatisée, nombrilisée, où chacun rêve de devenir « the only one ». Avant, on voulait simplement devenir une star, maintenant on veut devenir une légende, on progresse. Et une légende « vivante » si possible, histoire d'en profiter, quand même.

Alors dans cette course au record qui est aussi une course à l'image, la présentation des athlètes sur la ligne de départ est devenue un spectacle, un show où chacun cherche comment innover, comment surenchérir, comment trouver sa marque avant de prendre ses marques. Tout est réfléchi, calculé, mis en scène pour pousser son « aka » face à la caméra du monde. Si le faux départ est interdit à l'athlète, le téléspectateur non plus ne doit pas le rater. Le spectacle sportif est bien sur la piste, mais le spectacle tout court est aujourd'hui autant avant qu'après la course.

A ce jeu là on perd parfois un peu l'esprit, le sens, et peut-être même un peu d'âme. Parfois, trop de show tue l'émotion. Un sourire sincère, un regard, une joie spontanée ou des larmes incontrôlables en font bien plus que n'importe quelle simagrée. Il y a en outre comme un paradoxe à vouloir à la fois être hypermédiatisé et devenir une légende, qui par ailleurs ne s'autoproclame pas. L'humilité ne doit pas devenir aussi rare que les performances sont exceptionnelles. La modestie sert l'exception.

Des performances à la fois sportives et médiatiques donc, dans un classement au Twitterthon visiblement misogyne qui ne laisse apparaître aucune femme dans le top alors que pour la première fois elles étaient présentes dans l'ensemble des délégations nationales et qu'elles ont largement brillé dans ces Jeux. Ceci à l'exemple de la France : 15 médailles féminines (individuelles ou en équipe) sur 34 en 2012 versus 7 sur 41 en 2008.

Le Rio Twitterthon 2016 devra donc faire mieux, en valeur absolue et pour honorer les femmes. Pour 2012, heureusement que les Spice Girls étaient là !

077

/ 21 août 2012

FACTURE CARBURANT EN FRANCE : ET SI L'ON ENVISAGEAIT D'AUTRES SOLUTIONS QUE LE BLOCAGE DES PRIX ?

Si le gouvernement s'est promis de bloquer les prix de l'essence, il n'a pourtant que peu de marges de manœuvre. Mais à plus long terme, l'enjeu stratégique est bien là. Hybridation, électrique, hydrogène, nouveaux matériaux… la France a tous les atouts pour inventer les motorisations de demain.

Quand le litre de gasoil à 1,45 euro atteint à nouveau son plus haut, il vient percuter de plein fouet un pouvoir d'achat toujours en berne et de plus en plus contraint. Une pression de la facture carburant qui ravive donc l'exigence de mesures gouvernementales de la part d'un pouvoir politique qui s'est lui-même piégé en promettant d'agir là où il n'a pourtant que peu de marges de manœuvre, sauf en se plaçant sur une optique très ambitieuse et de très long terme. Cet horizon n'est pas forcément le plus

aisé pour un gouvernement qui a promis d'agir "avant la fin du mois" et qui a besoin de montrer des mesures concrètes et rapides, mais c'est le seul horizon viable.

A court terme, il est en effet bien difficile d'imaginer bloquer le prix d'un produit dont on ne maîtrise pas le coût. Réduire la ponction fiscale de l'Etat est possible mais coûteux. 10 centimes de taxe en moins pour ne serait-ce que compenser l'augmentation des derniers mois revient en effet à perdre 4 milliards d'euros de recettes, lorsque parallèlement il faut en trouver plus de 30 milliards pour boucler le budget. Et si réduire les taxes uniformément pour les plus modestes et les plus aisés (par ailleurs plus gros consommateurs par de plus grosses cylindrées) pourrait être jugé inéquitable, nous en arriverions alors à ré-évoquer le chèque carburant, déjà imaginé puis abandonné début 2011 au profit de la revalorisation du barème kilométrique. Ces dispositifs, quels que soient leurs formes, ne sont que compensations publiques artificielles et couteuses.

Ces enjeux de société, qui s'inscrivent dans des perspectives de long terme et de profondes mutations, ne peuvent être traités en réaction dans des approches court-termistes. Ces enjeux en appellent à la vision d'un Etat stratège et non l'illusion d'un Etat providence qui n'a plus les moyens de l'être, ni financièrement, ni structurellement. L'énergie va coûter de plus en plus cher. Ce postulat n'est ni un aveu de faiblesse, ni pêcher par fatalisme, c'est une donnée de marché, dont par ailleurs tout le monde a bien conscience, y compris ceux qui voudraient l'ignorer par déni psychologique. Dès lors, la seule façon raisonnable de réduire la facture énergétique dont le prix à l'unité va augmenter, est d'en réduire davantage le volume.

Pour l'instant, pour le carburant, cette compensation volume existe, mais évolue moins à la baisse que les prix n'évoluent à la hausse, ce qui explique la pression grandissante sur les budgets.

Indépendamment des mesures gouvernementales attendues, le marché et les comportements s'adaptent et évoluent : on consomme moins d'essence, on roule moins, on gère au plus serré son budget transport.
Comme le rappelait dernièrement l'Ufip, la consommation carburants en volume a baissé de -0,8% entre août 2011 et juillet 2012, et la tendance se maintient avec encore -1% sur les 7 premiers mois 2012. Selon une étude du BIPE, si 76% des Français utilisaient leur véhicule tous les jours en 2010, ils étaient 4% de moins (72%) à le faire en 2011. Les distances kilométriques moyennes évoluent elles aussi à la baisse, -1,1% en 2011 versus 2010. Mais ces évolutions, qui pourtant représentent de réels efforts et changements de comportements intentionnels et subis ne sont pas suffisantes face à un prix du gazole (80% des achats) qui lui connait une progression à deux chiffres.

Alors les Français compensent encore ailleurs, pour maintenir un budget transports qui est resté stable à hauteur d'environ 14-15% du budget des ménages depuis 1995 ! Toutes les dépenses sont réduites autant que possible, en privilégiant les transports low cost, en recherchant les promotions ou en réduisant le budget d'acquisition du véhicule qui est passé en 10 ans de 5% du budget à 3,3%. Chacun des ajustements modifiant à son tour d'autres marchés, et créant potentiellement ici ou là d'autres effets collatéraux, notamment sociaux. Dans le jeu à somme nulle imposé par un pouvoir d'achat contraint, la seule adaptation possible est en effet celle des arbitrages en cascade.

La facture énergétique est donc tendanciellement à la hausse. La question stratégique et hautement politique, au-delà des ajustements ponctuels sûrement nécessaires pour amortir et accompagner les choses, est donc celle de l'excellence énergétique pour développer des équipements et des motorisations toujours plus économes en énergie, mais ceci de façon extrêmement volontariste et ambitieuse : le bonus-malus écologique et la prime à la casse ont modifié structurellement le marché automobile, notamment sur la réduction des émissions de CO2 : en moyenne, ces émissions ont reculées de -22g/km entre 2008 et 2011 après seulement -1g/km en 2001 et 2007. Le résultat est que la France a déjà atteint en 2010 l'objectif du compromis européen de 130 g de CO2/km. Concernant l'augmentation de la performance et du rendement des motorisations, nous observons là aussi une tendance positive : en 10 ans, nous consommons un litre de gasoil en moins aux 100 kms, passant à 4,9l/100 en 2010 après 5,8l/100 en 2000 et 6,6l/100 en 1995 (source Ademe bilan 2011).

Les automobilistes et le secteur automobile évoluent donc, mais pas toujours assez pour compenser l'augmentation du prix de l'essence, et sans doute en ayant le sentiment du côté des particuliers d'avoir atteint la limite des efforts possibles.

François Hollande annonçait dans son programme présidentiel : "Je veux faire de la France la nation de l'excellence environnementale." L'enjeu stratégique de long terme est bien là, faire de l'augmentation de la facture carburant un accélérateur de changement, dans les comportements et les mentalités certes, mais surtout une opportunité dans le développement d'une filière d'excellence en matière de motorisations de nouvelles générations, bénéfiques aux particuliers automobilistes mais aussi aux professionnels, à l'export et à la compétitivité dans son ensemble grâce à une performance environnementale d'exception. Hybridation, électrique, hydrogène, rendements thermiques accrus, nouveaux matériaux… la France a tous les atouts pour inventer les motorisations de demain et transformer la pression économique et budgétaire en mutation énergétique et écologique. Cette évolution est déjà en marche, subie elle doit devenir choisie.

078 / 28 août 2012

DESENCHANTEE : LA FRANCE N'EST PAS ENCORE EN RECESSION, ELLE EST EN DEPRESSION

54 % des Français se disent "mécontents" de l'action de François Hollande, selon un sondage Ifop. Un résultat bien médiocre, qui montre l'ampleur de la crise de confiance politique qui traverse la France.

Pour la première fois une élection présidentielle n'a pas été suivie d'état de grâce, et le nouveau Président est déjà confronté après 100 jours à une opinion publique mitigée à son égard. On peut toujours discuter et débattre pour savoir s'il est un peu au dessus ou un peu en dessous des 50%, en réalité la question n'est pas là. La question n'est pas « personnelle ». Ce que nous vivons est une profonde crise politique, une crise de confiance politique, qui n'est plus de la défiance ou de la critique mais un grand scepticisme, une difficulté à y croire, à considérer que l'action politique peut agir, positivement, sur les choses, et surtout sur mon

quotidien de citoyen, de consommateur, de salarié, d'entrepreneur, de fonctionnaire, de retraité, etc.

Les deux derniers épisodes, le prix de l'essence et le chômage, n'en sont que des illustrations supplémentaires. L'Etat va perdre de l'argent à faire baisser le prix de l'essence de façon indolore pour l'usager, mais va surtout révéler son impuissance, et donc conforter ce sentiment désabusé à l'égard des promesses certes mais surtout de la capacité à agir. Un épisode malheureux qui n'est par ailleurs que la chronique d'une impuissance annoncée tant personne n'était dupe dès les premières intentions formulées sur cette affaire du prix de l'essence. L'autre épisode récent concerne bien sûr l'évolution négative des chiffres du chômage commenté de façon réaliste et combative certes mais également fataliste (un fatalisme que nous noterons récusé) par le Premier ministre : « remonter la pente » sera « difficile ». Un Premier ministre qui dans la foulée annonce revoir à la baisse une prévision de croissance, dont on se demande d'ailleurs qui désormais la considère.

Ces derniers épisodes ne sont que le dernier wagon d'un long train d'inquiétudes et de désillusions. Les Français voient bien l'enlisement de l'Europe dans la crise de l'euro et sa succession de sommets déterminants de la dernière chance qui ne font pourtant qu'annoncer les suivants ; une Grèce criblée de dettes dont la faillite est devenue permanente comme on vit avec une maladie chronique ; l'urgence des questions environnementales et leur série de conférences mondiales stériles ; le surendettement chronique des Etats piégés dans leur addiction à la dépense publique ; etc.

Ces enjeux sont de plus en plus exposés, traités médiatiquement, voire mis en scène, mais ne connaissent pourtant jamais d'épilogues. Ce n'est donc pas une affaire « personnelle », mais bien une question qui touche à la crédibilité de l'action politique. Nicolas Sarkozy en France et Barack Obama aux Etats-Unis incarnaient tous les deux en 2007 et 2008 un nouveau souffle, un nouvel espoir, une énergie politique à qui rien ne semblait résister. Même s'il faut honnêtement accorder du crédit à certains aspects de leur action politique il n'en demeure pas moins que « même eux » n'ont pas réussi à contrer la conjoncture. Il en a résulté en France une élection présidentielle de rejet davantage que de projet, mais surtout sans véritable enthousiasme, sans réelle ferveur, même à l'annonce des résultats après ce qui était pourtant une réelle alternance politique.

Face à ce nouveau pouvoir sans doute élu sans forte conviction, l'opposition est atone. L'UMP recherche certes un leader, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Le véritable défi de l'UMP est davantage de retrouver un projet et d'être audible pour apporter des solutions à des enjeux qu'elle n'a pas complément résolu ces dernières années. Face à cette crise politique, cette dépression politique, tous les acteurs sont solidaires et concernés.
En conséquence le nouveau pouvoir politique a donc aujourd'hui tous les pouvoirs. Tous les pouvoirs, mais peu de cartes. Il cherche désespérément la carte feu vert ou increvable du mille bornes pour se défaire de la série d'obstacles que la vilaine conjoncture a posé sur sa route, qui entrave sa crédibilité, sa marge de manœuvre, sa confiance et qui le cloue inexorablement sur sa case. Il ne pourra pourtant passer son tour pendant 5 ans, ni attendre la veine d'une bonne pioche … « ah ça y est, la carte 2% de croissance, je roule » !

A court terme, il faut bien sûr souhaiter, espérer et forcer ce coup de pouce de la providence, qui ne viendra plus de l'Etat. Mais sans doute faut-il raisonnablement et simultanément à la pédagogie des difficultés actuelles, se projeter vers l'avenir, construire des alternatives viables. Parler par exemple de profonde mutation énergétique et technologique plutôt que de baisse artificielle et éphémère du prix de l'essence. Ce sera souhaitons-le l'état d'esprit des débats à venir, comme celui de la conférence environnementale de mi-septembre.

079

/ 4 septembre 2012

CET ESPRIT FRANÇAIS QUI OUBLIE QUE LES ENTREPRISES SONT AUSSI UNE ARME DE SORTIE DE CRISE

La crise que nous traversons pourrait, paradoxalement, être une opportunité pour redorer l'image des entreprises, et redémontrer le rôle indispensable qu'elles jouent, des PME aux établissements du CAC 40.

Une période de transition est toujours inconfortable, on sait d'où l'on vient sans très bien savoir où l'on va, ce que l'on perd sans savoir ce que l'on gagne. Nous vivons cette époque, nous sommes au milieu d'un gué où l'eau est froide, et parfois rentre dans les bottes, qui peinent à trouver des appuis fiables et francs sur des pavés glissants. Nous avons quitté la rive, déjà lointaine, des années de croissance, des ressources disponibles, du

monde bipolaire, des Etats providence et riches... pour tenter de rejoindre la rive d'un nouveau paradigme, pour l'instant hors de portée de vue, à peine devinée parfois comme un mirage dans la brume au dessus du creux de la houle de la conjoncture. Cette nouvelle rive, nous essayons d'en trouver le cap, pour un jour l'atteindre et la découvrir, telle une nouvelle Amérique.

Pour trouver ce cap, découvrir cette terre, il faut sans doute souhaiter un grand amiral Schumpeter pour nous diriger dans cette grande traversée, en acceptant cette idée que demain ne sera pas comme hier, que ce qui disparaît aujourd'hui peut laisser la place à de nouveaux modèles. Dans cette grande mutation, dans cette recherche de perspectives que peine à trouver et à donner la politique au sens large, le sextant est peut-être à chercher du côté des entreprises, et de ce qu'on appelle les « partenaires sociaux ».

Depuis plusieurs années, et particulièrement en France, les entreprises et les chefs d'entreprises n'ont pas une bonne image auprès de l'opinion et des décideurs politiques. Et pourtant, comme le « reconnaissait » le Premier ministre le week-end dernier, les emplois et la croissance viendront bien des entreprises, de leur dynamisme, de leur fameuse compétitivité, de leur capacité à innover, à motiver les troupes, à conquérir, à exceller. Cette période de crise est, paradoxalement sans doute, une opportunité pour redorer l'image des entreprises et redémontrer s'il était nécessaire (en fait, c'est nécessaire) le rôle évidemment indispensable et déterminant qu'elles jouent, des TPE au CAC 40.

Les mutations, transitions, recherches de nouvelles solutions, sont des exercices habituels de l'entreprise, une aptitude qui est souvent une condition de survie. Cette aptitude doit être mise à profit du collectif et des autres parties prenantes. Dans cette période de crise, l'entreprise et ses représentants peuvent surprendre positivement, revendiquer leur responsabilité, porter un discours volontariste et constructif, ouvert à la discussion, aux échanges, voire aux concessions face à des représentations syndicales dont certaines resteraient arcboutées sur des positions dogmatiques.

L'entreprise peut montrer qu'elle peut être une solution de sortie de crise, face à un pouvoir politique qui certes est volontaire mais qui manque de moyens, et parfois d'idées, ayant souvent déjà tout testé, tout essayé. Lundi soir, sur le plateau de Mots Croisés, Valérie Pécresse se disait très attentive à l'échange entre Laurence Parisot et Bernard Thibault, persuadée qu'elle était qu'une partie de la solution viendra de là. Elle a raison. Le politique n'a pas le monopole de la sortie de crise, ni quiconque d'ailleurs, mais cette capacité à inventer demain viendra du collectif, au sein duquel l'acteur économique est déterminant. Pour une nouvelle année 1498 ! Vite !

080

/ 11 septembre 2012

CASSE-TOI PAUV'UNE

"Casse-toi riche con !" lançait lundi Libération à Bernard Arnault, qui demande la nationalité belge. Ce mardi, le quotidien récidive en publiant en une "Bernard, si tu reviens, on annule tout !". Un coup médiatique révélateur d'une époque qui est à la radicalisation et aux retranchements partisans.

Il y a des unes qui font la une mais pas vraiment l'unanimité, même au sein de leur propre "camp", et qui pourraient même s'avérer contre-productives, si jamais elles avaient la moindre vocation à construire plutôt qu'à détruire d'ailleurs.

Faire une une est bien sûr tout un art, et un art nécessaire pour accrocher, interpeller, donner envie. Donner envie de lire, c'est bien légitime. Et dans

nos vies pressées, zappeuses, papillonneuses, l'art du titre et de l'accroche est primordial. Pour claquer, interpeller, résumer mais pas trop, donner envie d'en savoir plus. Inciter sans racoler, provoquer sans insulter, là est la subtilité. Faire une une est tout un art, l'art aussi de ne pas franchir la ligne, ne pas dépasser les bornes, tout en considérant que, paraît-il, la liberté de la presse n'en a pas, de limites. C'est là qu'est l'os sans doute.

Un grand titre de presse comme Libération se tire-t-il une balle dans le pied par ce type de procédé ? Au-delà du "succès" éphémère de son "coup", dont certains visiblement se gargarisent, l'image, la qualité induite, la "réputation" en profitent sans doute inversement.

Mais ce titre est aussi révélateur d'une époque qui est à la radicalisation, aux retranchements partisans lorsqu'ils ne sont pas xénophobes. Lorsque les temps sont difficiles on se réfugie derrière ses barricades, on en appelle au soulèvement. L'autre, responsable de tous les maux, devient l'ennemi. La campagne présidentielle en avait donné le ton, nous sommes, conjoncture oblige, revenus dans une période intense de lutte des classes, de rejet, de guerre du feu, du feu fragile d'une croissance que l'on peine à raviver. Alors on condamne comme d'autres accusaient, on condamne parés de vertu, car l'époque est aussi aux leçons de morale et de vertu que nous nous donnons les uns aux autres en permanence. Nous sommes tous responsables, mais surtout l'autre.

Et comme nous vivons dans des sociétés dites civilisées, où "respect" et "responsable" sont les nouveaux mots d'ordre omniprésents, qui encombrent les bouches comme les billes encombrent les joues des exercices de diction, on ne lynche plus en place publique mais en médias publics. L'époque n'est plus à la guillotine mais au "bashing", tout le monde y passe, même Montfort (surtout Montfort ?). En d'autres temps et d'autres lieux Monsieur Arnault aurait sans doute été cloué au pilori ou englué de goudron et de plumes.

Bien sûr, ce n'est pas si nouveau, dans son hommage à Pierre Bérégovoy, François Mitterrand évoquait ceux qui ont "livré aux chiens l'honneur d'un homme". Mais voilà, en 2012, la presse plus que jamais cherche lecteurs, constamment et désespérément, et cela change tout. Les abonnés sont moins nombreux, la course est celle de la vente au numéro, la une est alors recruteuse, et donc parfois racoleuse. Cela fonctionne pour certains, lorsqu'elle n'est pas repoussante pour d'autres, estimant justement que la presse, parfois, y perd son âme, son crédit, ou plus simplement son intérêt. En 2012, tous gagnés par la Twitter attitude, nous devons aussi sans doute nous méfier du "Twitter effect" qui consiste à tout résumer, si possible de façon humoristique, idéalement caustique. Twitter nous fait revenir du temps de "Ridicule" (le film), on cherche le bon mot, le mot qui fait rire parfois, qui assassine aussi.

Mais si un tweet peut (malheureusement) faire la une, une une n'est pas un tweet.

081

/ 18 septembre 2012

TAISEZ-VOUS, NOUS DEBATTONS

Aujourd'hui tout le monde veut communiquer, donner son avis sans écouter celui de son interlocuteur parfois dans la cacophonie. L'époque est à la radicalisation et à l'opposition. Les préjugés ont le vent en poupe et les débats, trop chronophages, se font rares.

Jamais il n'a été si facile de se faire entendre, mais il est dans certains cas bien difficile d'être entendu. Qu'il s'agisse de l'islam, du mariage homosexuel, du gaz de schiste, des syndicats, des patrons, des médias… il y a des opinions de bon ton, et d'autres d'emblée bannies, censurées, caricaturées. Il y a des pensées impensables, inaudibles.

L'époque est à la radicalisation et à l'opposition, de plus en plus dogmatique. On respecte l'avis d'autrui… surtout lorsqu'il est d'accord. Dans le cas contraire, au mieux il a tort, le plus souvent il le fait exprès, « il ment », ou il est incompétent, fait preuve d'obscurantisme lorsqu'il ne s'agit pas de révisionnisme, ou tout simplement est agent de propagande, manipulateur d'informations, qui instrumentalise l'opinion. Etre accusé de démagogue paraît finalement bien doux aujourd'hui.

Les patrons sont forcément des exploitants voyous, les islamistes des extrémistes (pour ne pas dire autre chose), ou, mieux, des « présumés islamistes », les catholiques de rigides réactionnaires, les écolos des gauchistes, les syndicats des communistes qui s'interdisent d'être d'accord, les banquiers des voleurs, les politiques… des politiciens, etc. La liste est longue, je vous laisse compléter ce catalogue des stéréotypes et des idées reçues… pas totalement infondées pour certaines ! (je plaisante, quoique…) Le temps est à la caricature, au bashing, à l'expression rapide. Les insultes et les dénigrements l'emportent sur les argumentations et les démonstrations. Il suffit pour cela de regarder sur des sites d'informations les commentaires à des articles un peu clivants, ils tournent assez vite à des échanges d'insultes, avec la violence que semble faciliter l'échange à distance, et souvent anonyme.

Les propos se concentrent, se compriment, comme le temps, que nous n'avons plus, que nous ne nous donnons plus, pour approfondir, discuter, débattre, vraiment. Débattre sur des enjeux devenus tellement complexes et interconnectés que tout résumer est réducteur.

Pourtant la pensée contraire, opposée, est un stimulateur d'arguments, de raisonnements, de démonstrations. Elle pousse à raisonner parfois l'intuition, à convaincre, et donc à faire adhérer. C'est toute la vertu du débat contradictoire, plus intéressant que le dialogue participatif où on laisse tout le monde s'exprimer sans que personne ne s'écoute ou avec des conclusions prédéfinies.

Mais ce débat contradictoire est un processus qui aujourd'hui rencontre une autre limite, celle de s'autoriser à être d'accord avec son opposant, à changer d'avis sans perdre la face, à revoir ses arguments voire des convictions, à apprendre de l'autre. C'est là tout le paradoxe, tout le monde s'exprime, cherche à faire valoir son point de vue en s'interdisant d'en changer. Tout le monde cherche à parler et à émettre davantage qu'il n'écoute et ne reçoit.

Nous dialoguons en silos, en communautés d'accord, sur des autoroutes d'informations certes, mais qui circulent à sens uniques, ne se croisant que de part et d'autre du parapet de l'ignorance et du dédain.

082

/ 25 septembre 2012

APPLE, THE BRAND !

Franck Sinatra était THE Voice, Apple est THE Brand. Le lancement réussi de l'iPhone 5 n'était pas si évident, il consacre une marque corporate qui transcende ses produits.

L'iphone 5 se vend donc extrêmement bien. Apple risque même de ne pouvoir faire face aux demandes. 5 millions d'appareils en 3 jours, soit un million de plus que le prédécesseur et 3 fois plus que l'iPhone 4. Tim Cook, le nouveau PDG d'Apple, se montre très satisfait, expliquant que les stocks disponibles ont été dépassés mais que la plupart des précommandes ont été honorées. Le principal enjeu pour Apple est désormais d'être capable de faire face à la demande ! Beaucoup d'entreprises rêveraient de partager les mêmes problèmes.

Apple connaît donc encore une insolente réussite. La marque maintient son exceptionnelle attractivité, dans la vraie vie des files d'attente et sur

les écrans boursiers. En dépassant les 620 milliards de dollars au Nasdaq (soit le cinquième du PIB français) Apple est devenue la plus grosse capitalisation boursière de tous les temps. Mais surtout la marque continue son ascension lorsque d'autres géants comme Facebook dégringolent, réussissant même à doubler sa capitalisation en un an.
Et pourtant, le succès du lancement de l'iPhone 5 n'était pas gagné d'avance, plusieurs éléments auraient pu venir ralentir la marche en avant de la marque.

En premier lieu, la mort de son emblématique et génial fondateur Steve Jobs bien sûr, qui a su incarner la marque, lui donner son caractère, et faire des lancements des événements. Visiblement, et c'est un des enseignements du succès de l'iPhone 5, premier grand lancement orphelin près d'un an après de décès de Steve Jobs, la marque a survécu au Père.

Deuxièmement, même si tout doit être relativisé lorsque nous parlons d'Apple, le précédent produit 4S avait quand même été plutôt décevant de l'avis général. Nous aurions pu alors nous trouver sur une tendance davantage dubitative ou attentiste qu'aveuglement enthousiaste.

Surtout que, troisièmement, tout le monde s'accorde à dire que l'iPhone 5 n'apporte pas d'innovations tonitruantes, a peine quelques améliorations (comme l'épaisseur ou le poids de l'appareil, bon vieux arguments de la téléphonie mobile des années 90 !). Il souffre même de quelques points faibles, comme les incohérences de l'outil de cartographie Plans substitué à Google Maps dans le système d'exploitation iOS 6 d'Apple, mais aussi des changements de formats de carte SIM ou de connecteur qui auraient pu agacer, sans parler d'un prix élevé.

Quatrièmement, depuis le lancement extraordinairement innovant de l'iPhone, le marché, dans un premier temps assommé, a su réagir. Désormais Samsung et son très performant et successful Galaxy sont bien là face à Apple. Comme toute innovation majeure, elle ne reste jamais l'exclusivité de sa marque initiatrice. Apple a révolutionné le marché de la téléphonie, mais en même temps l'a entraîné tout entier dans son sillage, rendant son innovation génératrice de concurrents, inévitablement de plus en plus forts, techniquement en tout cas, car s'il y a un atout que personne ne pourra copier, et qui restera exclusif à Apple, c'est Apple.

Cinquièmement enfin, ce lancement est bousculé par une actualité sociale forte chez Foxconn, le géant taïwanais de l'électronique, sous-traitant d'Apple, qui assure, notamment, l'assemblage des iPhone en Chine. Le site a du fermer une journée après une bagarre dans laquelle auraient été impliqués plus de 2 000 ouvriers, sur les 79 000 (!!) que compte l'usine. Une actualité qui ne fait que rejaillir, Apple ayant déjà été « dérangé » il y a plusieurs mois par la révélation de conditions de travail particulièrement difficiles chez ce fournisseur. A une époque qui se soucie d'emplois, de conditions sociales, de délocalisations (Ralph Lauren a été bousculé cet été pour produire en Chine les tenues officielles des athlètes américains aux JO), Apple aurait, là aussi, pu être davantage affecté.

Le socle corporate de la marque est aujourd'hui suffisamment fort pour amortir ces actualités… et les consommateurs occidentaux suffisamment avides, fashion victimes et schizophréniques pour ne pas être trop dérangés par ces conditions sociales (qu'ils dénoncent par ailleurs tous les jours, revendiquant du social et du local), ni par la surenchère marketing et consumériste (qu'ils dénoncent tout autant, critiquant gabegie et

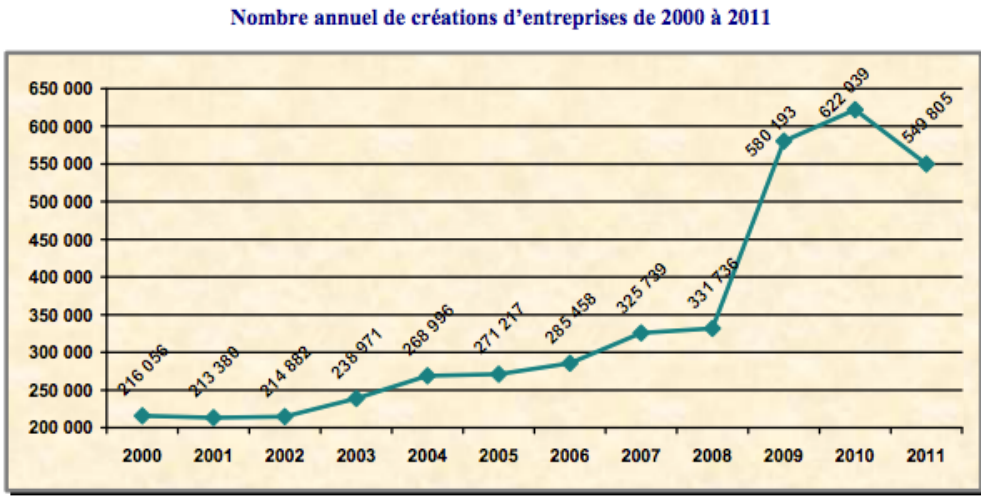
superficialité) lorsqu'il s'agit de s'équiper du dernier équipement incontournable de nos vies quotidennes.

La marque Apple est devenue THE Brand, on aimerait aussi qu'elle nous parle un peu d'elle, de ses actions en terme de responsabilités sociales et environnementales, pour nous montrer la voie.

083

/ 2 octobre 2012

CREATION D'ENTREPRISES : NE TIREZ PAS SUR L'AMBULANCE !



La France reste une terre d'entrepreneurs, mais une terre fragile, qui doit être préservée, idéalement développée, avec la plus grande attention. Remettre en cause le statut d'auto-entrepreneur c'est envoyer un mauvais signal sur la création toute entière.

Contrairement aux apparences médiatiques, les entreprises au sens générique ne sont pas les mastodontes internationaux dont on parle à longueur de JT, mais celles à côté de chez nous, du coin de la rue, aux quatre coins de la France. Il ne s'agit pas non plus d'une poignée mais de millions : 97% des 2 millions et demi d'entreprises (hors agriculture) comptent moins de 20 salariés. Les « PME » (entre 20 et 250 salariés) sont, elles, environ 80 000.

L'Allemagne en compte le double, qui sont aussi beaucoup plus exportatrices que leurs homologues françaises (en outre, indépendamment de la comparaison avec l'Allemagne, les entreprises françaises exportent moins que la moyenne européenne). Quant aux « grandes entreprises »,

nous en comptons un peu moins de 5 000, et parmi elles de très grands leaders mondiaux enviés par beaucoup (en partie par l'Allemagne cette fois-ci), dont nous pouvons être fiers.

S'il est nécessaire d'étoffer le tissu des PME (leur poids, leur nombre, leurs exportations), de mieux utiliser les grandes entreprises comme des locomotives (notamment en partenariat et portage avec de plus petites), tout en réduisant les risques sociaux liés à leurs restructurations parfois nécessaires, il est aussi nécessaire et vital d'entretenir et de développer l'esprit d'entreprendre et la création d'entreprises. 550 000 entreprises ont été créées l'année dernière, en 2011, soit 12% de moins qu'en 2010 (qui était certes une année record avec 620 000 créations). 2011 était aussi la première année de baisse depuis le début du siècle, et l'année 2012 aura sans doute du mal à se maintenir à flot versus 2011. Sur juin-juillet-août cumulés, le nombre de créations est en hausse de +6,9%, mais sur 12 mois glissants, nous sommes à -1%. A fin août 2012, un peu plus de 350 000 entreprises ont été créées, dont un peu plus d'une sur deux en tant qu'auto-entreprises.

Un maintien de la création donc très fragile, surtout qu'il est majoritairement constitué par la création d'auto-entreprises, dont le statut est aujourd'hui remis en cause. Cette proportion de plus de 50% d'auto-entrepreneurs n'est pas nouvelle, elle est observée depuis le lancement de ce statut particulier début 2009, qui a immédiatement connu un grand succès auprès des Français, et qui a permis de plus que doubler le nombre de créations d'entreprises en France (en moyenne 260 000/an de 2000 à 2008 ; 580 000/an en moyenne sur 2009/2011).
Mais la création de ce statut n'a pas créé ex nihilo l'appétence entrepreneuriale des Français, il est venu l'accélérer et lui donner plus de facilité pour se réaliser. Déjà, de 2000 à 2008 (et notamment depuis 2003), la croissance du nombre de créations était continue, aidée par une succession de lois et de simplifications administratives. Les Français, n'en déplaise peut-être à certains, ont envie d'entreprendre. Ils ont aussi parfaitement conscience qu'en ces temps de rigueur budgétaire publique la création d'emplois (parfois le leur) passe par l'entreprise.

Bien sûr, toutes ces entreprises ne seront pas viables (d'ailleurs la culture de l'échec doit aussi se développer en France), bien sûr ces auto-entreprises sont parfois très modestes (apportant parfois davantage un complément de revenus qu'autre chose, et alors ?), bien sûr tout n'est pas parfait, bien sûr il ne faut pas créer de distorsions de concurrence, ni d'incitations artificielles pour créer par défaut, mais il est absolument vital de préserver, d'encourager, et de reconnaître l'esprit d'entreprendre. La grande majorité des porteurs de projets de création et des entrepreneurs le font par volonté d'indépendance et animés par le goût d'entreprendre.
C'est une erreur politique, stratégique, économique et sociale que d'entraver l'entrepreneuriat et de ne pas contribuer à son développement et sa valorisation, qui présente plus de vertus que d'inconvénients, même si parfois, un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse. La très grande majorité des entreprises et des entrepreneurs font plus de bien que de bruit.

La France doit être entreprenante, elle est d'ailleurs riche de cet esprit d'entreprendre. Les Chambres de commerce et d'industrie ne s'y trompent pas en lançant depuis hier l'opération www.500000etmoi.fr pour montrer et même révéler cette France qui entreprend.
On gagne tous à entreprendre !

084

/ 9 octobre 2012

QUAND L'USINE DU MONDE SE REBIFFE… ET SI LES GREVES EN CHINE ETAIENT UNE BONNE NOUVELLE ?

Vendredi, des milliers de salariés se sont mis en grève dans une usine du groupe taïwanais Foxconn en Chine qui fabrique des composants pour l'iPhone 5 d'Apple. Ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, ni pour l'ouvrier chinois, ni pour nous, en France...

Ce qui se passe chez Foxconn n'est pas un phénomène marginal, mais, peut-être, un signe avant coureur, un signal, que certains dans les études de tendance qualifieraient de « faible », quand d'autres adages populaires pourraient aussi dire que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Quoi qu'il en soit, Foxconn ou pas, hiver chinois ou pas, les ouvriers chinois, « nos » ouvriers car ils travaillent pour nous, accepteront de moins en moins leurs conditions de travail, surtout lorsqu'ils comprennent de plus en plus la richesse créée au bout de la chaine. D'autre part, la classe populaire des ouvriers paysans devient inexorablement une classe moyenne, qui

petit à petit s'embourgeoise, rêve ou s'équipe déjà en consommateur occidental, communique et partage sur les réseaux sociaux, voit la ruée des consommateurs sur l'iPhone 5 et la capitalisation boursière d'Apple, se plaint de ses conditions de travail, se « syndicalise » comme on peut le faire en Chine populaire communiste. Mais le parti communiste chinois ne matera pas l'ouvrier de Foxconn comme il a maté l'étudiant de Tien an Men.

L'époque change, et les moyens de s'exprimer, pardon, de revendiquer aussi : Weibo, le twitter chinois, c'est 90% de parts de marchés, plus de 350 millions d'utilisateurs, et l'angoisse des dirigeants chinois, dirigeants politiques ou économiques. Le pouvoir chinois s'évertue à contrôler et censurer Internet et les réseaux sociaux, mais il est bien difficile et illusoire de tenter de retenir la marée. Par ailleurs, les réseaux sociaux sont certes de puissants vecteurs susceptibles de créer mobilisation et sentiment d'appartenance, mais ce n'est qu'un canal d'expression. Si le média peut être bâillonné, la « vraie vie », elle demeure. Ce n'est pas Weibo qui fera la révolution, mais ses utilisateurs.

Le mouvement est en marche, c'est inexorable, et ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, ni pour l'ouvrier chinois, ni pour nous : le syndicalisme, en Chine, pourrait faire du bien, en France. La mondialisation repose sur l'optimisation, l'optimisation des coûts de production. Plus les différentiels liés au coût du travail et à sa législation sont élevés plus la mondialisation est économiquement « raisonnable », ou disons mathématiquement logique. Plus le dumping salarial ou social se réduira, plus l'avantage « compétitif » se réduira.
Dès lors, si la classe politique mondiale (ou même uniquement européenne) ou les accords commerciaux internationaux peinent à créer harmonisation et convergence positive (vers le haut), le marché, accusé par ailleurs de tous les maux, pourrait bien, contre-intuitivement, y pousser. En recherchant le toujours moins cher (ce dont nous sommes, chacun d'entre nous, particulier ou professionnel, les premiers donneurs d'ordre), le marché crée les conditions du rehaussement de son coût de production. Bien sûr, les différentiels sont encore colossaux, ils existeront toujours, et il existera toujours « pire ailleurs », mais au fur et à mesure que la mondialisation fait le tour du monde, elle monte en étages, telle la spirale de la tour de Babel. Et comme parallèlement, cette ascension mondiale est aussi une course en avant au suréquipement que la planète ne peut pas nous offrir, c'est une montée aux enfers.

Les consommateurs occidentaux que nous sommes, qui revendiquent respect et décence des conditions de travail, qui aspirent à un bon équilibre vie privée-vie professionnelle, qui crient selon la formule « à bas les cadences infernales », s'émeuvent finalement assez peu du sort des travailleurs des mines de production de nos étincelants appareils high tech, mais « low social ».

Au début du siècle, Henry Ford avait comme grand principe économique que chaque ouvrier de la chaine de production puisse s'offrir la Fort T qu'il fabriquait lui-même. Ce principe reste valable, d'un bout à l'autre de la planète, chaque ouvrier revendique non seulement de pouvoir consommer, mais aussi de vivre et de travailler comme son « collègue consommateur ».

085

/ 16 octobre 2012

EMBAUCHER PLUS POUR GAGNER PLUS

Et si le système encourageait à toujours embaucher davantage plutôt qu'à toujours ponctionner davantage ?

Le chômage non seulement persiste mais progresse, inexorablement, dramatiquement. Face à ce fléau, le gouvernement, les gouvernements, semblent un peu dépassés, voire impuissants, cherchant à combler les brèches des plans sociaux ou recréant des emplois publics, comme pour compenser. Tels les sudistes "D'autant en emporte le vent" désemparés face à Atlanta dévorée par les flammes, nous avons parfois le sentiment face au chômage que c'est autant en emporte la crise …

De leur côté, les entreprises, dont tout le monde sait (ou reconnaît, comme un aveu) qu'elles sont la solution à l'emploi, souffrent d'un manque de compétitivité, atteignent des seuils critiques, en appellent à une prise de conscience de l'opinion publique et de la classe dirigeante, se regroupant pour la première fois dans une sorte d'interpatronale. C'est aujourd'hui un avis d'ouragan qui est lancé par les petits et les grands, dont certains sont en « quasi-panique » comme le soulignait hier Laurence Parisot.

Pour ne rien arranger, notre contexte politico-social, ancré dans des convictions philosophico-dogmatiques, attise et régénère la lutte des classes et des partis, rendant le plus souvent les arguments inaudibles, et la conversation impossible. Les « pigeons » devenant pour certains des « vautours » ou des « pleurnichards », surtout lorsque parallèlement, dans un joyeux amalgame, d'autres, comme Olivier Besancenot hier dans « mots croisés », rappellent des chiffres de distributions de dividendes qui peuvent, il faut bien le reconnaître, rentrer en dissonance avec le contexte.
Finalement, on en arrive à cette idée de taxer encore et toujours, ménages et entreprises, comme si la cravache fiscale allait permettre au cheval qui nous porte d'avancer toujours plus vite.

Alors, comme l'époque est à la lettre ouverte et au brainstorming géant, voici une contribution pour essayer de voir les choses autrement, finalement inversée pour tenter de trouver un cercle vertueux de création d'emplois.

Plutôt que de taxer la réussite il faut l'encourager. Plutôt que s'évertuer à soutenir artificiellement des entreprises et des secteurs en difficulté, aidons ceux qui ont des perspectives a en avoir de plus grandes, car des entreprises qui embauchent ou ont besoin d'embaucher, il y en a, quand même ! Ces entreprises ont donc des perspectives, sont volontaristes. Ce sont ces entreprises en développement, des locomotives pour la société tout entière. L'idée du cercle vertueux est d'encourager davantage l'accélération plutôt qu'augmenter la ponction qui agit comme un frein : plus j'embauche, plus je gagne à embaucher, avec un coût marginal qui se réduit au fur et à mesure de la dynamique d'embauche.

Une façon de revaloriser les entreprises comme acteurs citoyens, comme des partenaires de l'emploi. On ne parle que des plans sociaux, on ne parle jamais des plans d'embauches ! Il faut trouver un moyen d'indiquer, de repérer, les entreprises et les secteurs qui sont sur une tendance positive de création d'emplois. Un affichage qui sera également utile pour aiguiller les étudiants dans leurs choix de filières.

Les entreprises doivent être récompensées pour leur « fidélité » à l'emploi. Aujourd'hui ce ne sont pas les données comptables, fiscales et sociales qui manquent pour savoir si une entreprise ou un secteur est en dynamique positive ou négative sur l'emploi. Chaque entreprise disposerait alors de son « SCE », son Solde Création d'Emplois : recrutements – licenciements. Plus le SCE est positif (on peut le mesurer en valeur absolue ou en indice), plus l'entreprise dispose de facilités/aides/encouragements à aller encore plus loin et plus vite. C'est une sorte d'abondement public à l'emploi.
Et plus ce SCE est positif, plus l'entreprise est une … EPE, une Entreprise Partenaire de l'Emploi, ce peut être une source de fierté collective interne, de revendication, etc. (qui aujourd'hui peut facilement dire ou savoir où en est telle ou telle entreprise, ou même la sienne, en terme de dynamique de l'emploi ?).

Des indicateurs et des encouragements qui peuvent être différenciés par type de contrat (SCE-CDI ; SCE-Apprentissage ; SCE-Handicap, Etc.) / également susceptibles d'être calculé par secteur, par région, etc. (« le SCE du secteur Y est à 115 … »), soit énormément de vertu pédagogique et incitative dans une forme d'émulation positive sur l'emploi.
Une façon également de lutter contre nos logiques de seuils qui sont des barrages au développement. Ces digues doivent être abattues, pour avoir un intérêt à les dépasser plutôt, comme aujourd'hui, qu'un intérêt à s'y

arrêter face à cette situation ubuesque : plus je me développe, moins je gagne à me développer … et tout le monde y perd.

Les entreprises sont parties prenantes, sont engagées, ont des responsabilités sociales (et environnementales), certaines le revendiquent et tant mieux : donnons les moyens aux entreprises d'afficher leur engagement pour l'emploi, et, le cas échéant, de les encourager et de les féliciter pour cela : il ne faut pas faire du name and shame, mais du name and pride !

Encourager plutôt que sanctionner.

086

/ 23 octobre 2012

LIBEREE DE SES CARCANS ET TABOUS LA FRANCE SERAIT IRRESISTIBLE

Quand on voit la performance de la France entravée, on rêve de ce que serait capable d'offrir une France libérée !

Nous souffrons de surtaxation généralisée, tant pour les ménages que pour les entreprises ; nous avons peut-être la classe politique la plus distante, pour ne pas dire hostile, disons relativement étrangère, au monde de l'entreprise (et objectivement nos grands partis se défendent assez bien sur ce point) ; préférant les matières « nobles » comme l'histoire, la littérature ou les mathématiques, nous délaissons les sciences économiques et disposons d'une inculture assez prononcée dans ce domaine (même si je pense que le bon sens économique de l'opinion est bien plus important que veulent le croire les « sachant »), mais, il faut le reconnaître, les débats économiques sont plus souvent des débats dogmatiques et religieux que rationnels ; d'ailleurs être rationnel et pragmatique est d'un ennui profond, assez peu élégant voire vulgaire ; le

syndicalisme qui ailleurs est paraît-il constructif est par chez nous plus souvent autiste et caricatural de lui-même ; le patronat lui rend souvent la monnaie de sa pièce (même si la dynamique d'écoute et de concertation est sans doute positive) ; nos entreprises ne sont pas aimées (les marques oui, les petites oui, l'entrepreneur de proximité oui, mais devenu patron, et a fortiori de grande entreprise, non) ; nous jalousons la réussite que nous nous réjouissons de voir échouer ; nous entretenons depuis sans doute une prédominante éducation judéo-chrétienne une certaine distance vis à vis de l'argent, sale même lorsqu'il est honnêtement gagné (d'ailleurs est-ce possible ? car les riches sont soit d'affreux rentiers fainéants, soit de sales « cons » comme dirait une certaine presse, soit de « nouveaux » riches donc sans éducation) ; nous avons un Etat omniprésent qui en devient omnipotent, et qui, en déni de la réalité, se rêve encore en Etat providence ou en super-Etat lorsque le Président ne veut pas être super-Président ; nous avons également la population la plus pessimiste de la planète ; nous sommes les champions du monde de l'analyse, des audits, des constats, des commissions, des débats et des points de vue lorsque d'autres se contentent de décider et de réformer ; nous préférons chercher que trouver, et lorsque nous trouvons et inventons, nous laissons le soin aux autres de commercialiser nos géniales trouvailles ; nous sommes encore et toujours davantage séduits par l'idée des Lumières qui consiste à être généraliste et présent partout, dans tous les domaines, plutôt que spécialiste de certains domaines, etc.

… et pourtant … nous sommes - encore - la 5ème puissance économique mondiale ; Paris est la 4ème ville la plus attractive au monde (source PwC) ; nous sommes d'ailleurs la première puissance touristique mondiale ; nous souffrons bien sur d'une balance commerciale déficitaire, mais certains domaines comme le luxe, la gastronomie ou certaines hautes technologies sont non seulement exportateurs mais enviés ; nous n'avons pas assez de grosses PME mais disposons d'une armada exceptionnelle de grands groupes mondiaux ; la jeunesse souffre de solitude mais croit encore en la politique et dans sa capacité à refaire le monde ; les entrepreneurs sont maltraitées mais les Français créent encore de nouvelles boites, sans doute autour de 600 000 en 2012, peut-être un peu moins qu'en 2011 ; nous sommes râleurs, avons une fiscalité changeante et un coût du travail pas assez compétitif, mais nous restons une terre d'investissements étrangers (longtemps première destination européenne) ; notre système de santé nous coûte trop cher et doit être réformé, mais il soigne tout le monde, et est encore considéré comme le meilleur au monde au point de générer du tourisme médical ; nous avons, plus au moins sans le savoir, un esprit extrêmement créatif (certains l'expliquent davantage par notre fibre critique et révolutionnaire davantage que par notre système éducatif) ; nous avons un « art de vivre » et une « french touch » uniques au monde ; des secteurs et des entreprises recrutent, innovent et proposent des perspectives, mais nous connaissons mal ces secteurs porteurs, par défaut d'exposition médiatique ; etc.

Bien sur, la situation est difficile, alarmante, socialement dramatique pour beaucoup, mais cette France si lourdement entravée, qui a du mal à faire sa propre révolution culturelle pour s'adapter et « profiter » de ce nouveau monde, est évidemment toujours là. Cette France entravée est surtout profitable à nos concurrents. Mais lorsque l'on voit ce qu'elle est capable d'offrir sur la piste avec ses chaines aux pieds, on rêve de lâcher le frein à main. Si la charge augmente encore, la course se ralentira, inévitablement, et nous finirons comme Tuttle (Robert de Niro) dans Brazil, disparaissant sous la paperasserie !

Pour une France décomplexée, libérée de ses propres contraintes, censures et tabous. Une France qui ne serait plus une France aux semelles de plomb mais telle que Verlaine surnommait Rimbaud, une France aux semelles de vent, conquérante, irrésistible.

#IloveSportIamClean

087

/ 30 octobre 2012

ANTI-DOPAGE : L'EXPLOIT, C'EST D'ETRE HONNETE

L'affaire Armstrong a ébranlé l'univers du cyclisme. Faut-il continuer à croire ces sportifs ?

A la suite de la perte de ses 7 titres par Lance Armstrong, Cadel Evans (vainqueur 2011) s'est la semaine dernière livré à un vibrant appel invitant le public et les sponsors à "ne pas désespérer du cyclisme", expliquant que son sport a changé, que désormais "l'entraînement intensif, la préparation méticuleuse du matériel et le talent naturel permettent de gagner les grandes courses prestigieuses". Nous, simples spectateurs, ne demandons qu'à y croire, alors, chiche, Monsieur Evans, engagez-vous, et vous aussi dites #IloveSportIamClean !

Il est extrêmement simple d'éradiquer le dopage, il suffit que les sportifs ne se dopent pas ! Cela peut paraître simple, voire simpliste et naïf, mais pourtant, ce ne sont pas les spectateurs qui se dopent. Alors, pour que le public ne désespère pas des sportifs, n'exhortez pas, dites non au dopage pour dire oui au sport. C'est le défi #IloveSportIamClean. Combien pourront-ils le relever ?

Alors bien sur il est difficile de dire non, de nombreux témoignages existent sur la pression qu'on pu vivre certains à vouloir s'opposer au "système".

D'autres ont pu expliquer que c'était "à l'insu de leur plein grès", formule restée célèbre. Aujourd'hui c'est le public qui exhorte les sportifs et même qui les défie: engagez-vous ! Rentrez en rébellion, renversez la table, le public sera avec vous.

Et, s'il vous plait, qu'on arrête également d'expliquer dans les médias et chez les experts que le public, attendant toujours plus de performance, serait déçu, et, surtout, car c'est là l'essentiel, fuirait l'audience. Des explications qui souvent s'entendent comme des justifications. Le public attend en sport comme ailleurs de l'honnêteté, de la sincérité et de l'exemplarité, notamment vis à vis des jeunes à qui on aimerait insuffler ces - fameuses - "valeurs du sport". Ce qui compte, c'est l'histoire, le dépassement de soi, le beau geste, le collectif. Il y a quelques années, les combinaisons en natation ont fait exploser les records du monde. Sans combinaisons, sans records, le spectacle et l'émotion étaient-ils pourtant absents dans le bassin de Londres des derniers Jeux Olympiques ? Les sportifs, notamment ceux de haut niveau, ont des responsabilités, déjà vis à vis d'eux-mêmes, car les premiers à qui ils mentent lorsqu'ils se dopent, c'est bien à eux-mêmes. Qui peut se croire bon en maths avec des antisèches ?

Quant à l'explication qui consisterait à dire que "c'est le système", que "les autres le font bien", il s'agit tout simplement de lâcheté et de fatalisme déprimant. Cet argument est un argument d'adulte consentant, il ne tient pas deux secondes auprès d'un enfant.

Alors bien sur, reste l'argent, le diable de tous nos maux, qui imposerait le dopage dans la course aux podiums. Là aussi les marques feraient bien de se méfier car le risque de réputation peut, aujourd'hui comme jamais, faire beaucoup de dégâts. L'erreur serait de continuer à croire qu'il y a davantage à gagner à enfreindre les règles qu'à les respecter. Il est l'heure pour que certains soient bien inspirés et se positionnent en tant que sponsors anti-dopage. D'ailleurs, cela commence par l'engagement: lorsqu'un sportif et un sponsor s'engagent, ils le font l'un vis à vis de l'autre, mais aussi vis à vis du public, de leurs "fans". On ne ment pas à ses amis, on ne ment pas à ses fans. Alors, pourquoi ne pas signer ? Les athlètes olympiques ont leur serment, certaines professions ont le leur. Alors pourquoi n'y aurait-il pas un acte d'engagement formel pour les sportifs professionnels lorsqu'ils signent leur contrat avec les marques, clubs ou fédérations qui les emploient ? Est-ce si difficile de s'engager à ne pas se doper ? Bien sur, cela ne résoudra pas tout, mais enfin, c'est la base contractuelle, du code d'éthique profession sportif ! Et c'est un engagement réciproque, pour ne pas se doper, et ne pas inciter au dopage non plus, ni physiquement ni psychologiquement.

Gageons que la grande majorité aime le sport, le sport authentique, sain et naturel, le seul qui compte.

Les invitations ont été lancées sur twitter: la Ministre Valérie Fourneyron, Monsieur Prudhomme, Oscar Pereiro, Carlos Sastre, Frank et Andy Schleck, Mark Cavendish, Cadel Evans, Alberto Contador, l'UCI, la Fédération Française de Cyclisme, ... vérifiez vos boites twitter, vous avez un message, nous attendons une réponse.

Affirmer ses valeurs, c'est aussi s'obliger à les vivre.

088

/ 6 novembre 2012

OBAMA, THE ONLY ONE

Barack Obama sera-t-il le seul dirigeant à avoir résisté à la crise économique ?

Si Nicolas Sarkozy s'est beaucoup "vendu" comme un excellent gestionnaire de crise, Barack Obama se projette toujours et encore dans la sortie de crise, dans le projet, il continue à dire "en avant" comme un appel à se lever, à faire face.

Si Barack Obama est réélu (ce que je crois – je prends ici le risque de ma conviction en ce matin du 6 novembre), il sera « the only one » à avoir réussi à traverser la crise économique qui a également été une tornade politique, balayant sur son passage la plupart des gouvernements installés,

échouant à la réélection soit de leur leader soit de leur parti. Ce fut bien sûr le cas de Nicolas Sarkozy en mai 2012 en France, mais aussi de José Luis Zapatero en Espagne en novembre 2011 qui laissait la place à Mariano Rajoy, de Mario Monti qui prenait la suite de Silvio Berlusconi en Italie en novembre également, de David Cameron qui succédait à Gordon Brown en mai 2012 à Londres. En Allemagne Angela Merkel a quant à elle été réélue, de justesse, mais surtout cela remonte à plus de deux ans, en octobre 2009.

La séquence politique mondiale depuis la crise démontre à quel point il est difficile pour l'opinion publique des grandes démocraties mondiales de rester fidèle et convaincue. Mais, davantage qu'infidèles, les électeurs sont sans doute volatiles parce qu'un peu désabusés, ayant du mal à percevoir la capacité des élites dirigeantes à changer le cours des choses, à agir différemment pour proposer un autrement. En effet, cette séquence démontre également, qu'inversement, l'offre politique a bien du mal à se renouveler de façon crédible et attractive, pour affronter une conjonction unique, extraordinairement mêlée et complexe de difficultés et de crises (sociale, financière, économique, écologique, énergétique, géopolitique, …).

Dès lors, le politique n'échappe pas au zapping, surtout lorsque les temps sont difficiles et quand les résultats sont attendus à court terme. On tourne alors en rond, on revient à des recettes de mai 81 ou de l'année dernière (baisse des charges patronales, augmentation de la TVA), on tente des alternances politiques qui sont en fait des recommencements, peu innovants face pourtant à une conjoncture toujours plus challengeante et dont on perçoit inconsciemment qu'elle nécessite de nouvelles approches. Nous sommes dans la situation de quelqu'un qui cherche désespérément ses clés, au comble de son état de stress et d'énervement, retournant voir un nombre incalculable de fois les même poches et les mêmes tiroirs, espérant cette fois-ci qu'elles y seront revenues miraculeusement tout en sachant que ce ne sera pas le cas. Nous nous en remettons à la politique parce que notre modèle est ainsi organisé pour être dirigé, tout en ayant de plus en plus de mal à y croire, et donc déçu dès les premières pages d'un livre qu'on ne veut même pas finir.

C'est en partie pour cela que les nouveaux gouvernements, quels qu'ils soient, ne bénéficieront plus d'état de grâce. C'est pour cela aussi, comme vous l'aurez remarqué, que nous nous en remettons de plus en plus depuis plusieurs mois à exhorter la « confiance », ou comme hier à appeler de nos vœux un « choc de confiance ». Mais la confiance ne se décrète pas davantage que la croissance. D'ailleurs il n'y a pas de meilleur moyen pour se méfier de quelqu'un que de l'entendre vous dire « faites-moi confiance » ! (pour les cinéphiles, fameuse réplique de fin de Louis de Funès à Bourvil dans « le corniaud »).

Et pourtant … nous avons encore et toujours, peut-être même plus que jamais, besoin de rêve, de projets, d'ambition, d'entrainement, de leaders. Nous avons encore besoin de rêver comme Martin Luther King. Son rêve l'a sans doute tué, mais il a aussi déplacé des montages, et, à l'entendre, nous fait encore vibrer aujourd'hui. Mais les rêves doivent désormais être pragmatiques, rationnels, « prouvés ». Nous sommes condamnés à faire des rêves éveillés. Paradoxalement, le politique qui permettra de recréer de l'envie et de l'enthousiasme doit être rationnel et pragmatique.

Et lorsque les projets peinent à se renouveler, ce sont leur leader qui doivent les incarner et les porter. Il restera toujours l'humain. Barack

Obama gagnera sa réélection grâce à lui, comme sans doute Nicolas Sarkozy a perdu la sienne à cause de lui.

Avec une autre différence importante : si Nicolas Sarkozy s'est beaucoup « vendu » comme un excellent gestionnaire de la crise, Barack Obama se projette toujours et encore dans la sortie de crise, dans le projet, il continue à dire « en avant » comme un appel à le suivre mais aussi à se lever, à faire face. (forward, son slogan de campagne est excellent, cf édito du mardi 30 avril 2012) Il se place dans la perspective lorsque nous avons trop tendance en France ou en Europe à nous placer « dans » la crise, dans l'instant, en réaction, dans le sauvetage de la zone euro, dans la préservation de notre « modèle social », dans la lutte contre les plans de licenciements beaucoup plus que dans la construction et la conception du modèle d'après.

Nous aimons les urgentistes et les pompiers, ils sauvent et soulagent, mais les pompiers ne sont pas des bâtisseurs. Nous avons besoin de bâtisseurs, de grands projets davantage que de petites phrases, de futur davantage que de présent … mais pas trop loin le futur s'il vous plait !

089

/ 13 novembre 2012

JE M'OPPOSE DONC JE SUIS

Il paraît que l'opposition va avoir un nouveau leader parce que l'UMP va élire son Président dimanche. Rien n'est moins sûr. En fait l'opposition est déjà ailleurs car elle est déjà partout.

Aujourd'hui, l'exercice de l'opposition n'est plus limité à la cour de récréation des partis politiques, représentants du peuple et s'exprimant en son nom. Surtout lorsque la crise demeure, lorsque les solutions nouvelles peinent à émerger et à faire démonstration, lorsque l'opposition politique revendiquée sort elle-même de l'exercice du pouvoir. Alors l'opposition s'élargit, elle devient polymorphe, omniprésente, multi vectorielle.

Personne n'a le monopole de l'opposition, ni l'UMP ni un autre. L'opposition aujourd'hui est celle de l'opinion qui s'exprime de façon

critique dans les sondages d'opinion (auxquels sont très attentifs en coulisses ceux qui en minorent l'importance en public), celle de la presse qui affiche, et même revendique, son libre arbitre (sans doute aussi parce que la critique est plus vendeuse et plus « noble » que l'acquiescement), celle des associations comme Greenpeace qui boycotte les débats sur l'énergie sous prétexte que le jury d'experts est piloté par Anne Lauvergeon, celle des entrepreneurs qui se forment, plus ou moins spontanément, en escadrille pigeonnesque le temps d'influencer un projet de loi de finances, celle de blogueurs et twitteurs qui entretiennent du « gouvernement bashing » en permanence et du « ministre bashing » à la première occasion, celle d'un Hugo Desnoyer, boucher, qui jette un os dans la mare de l'emploi, expliquant à quel point il est difficile de recruter, celle finalement de chacun d'entre nous, devenus transistors émetteurs-récepteurs du jeu démocratique, tantôt journaliste, tantôt humoriste, tantôt expert, qui a des avis sur tout… et surtout des avis bien sûrs comme disait vous savez qui.

Le jeu s'est ouvert pour une bonne raison également, celle du brainstorming participatif général. Face à l'impasse des solutions politico-économiques, face au déficit de crédibilité et d'autorité des élites dirigeantes et pensantes (plus souvent bien pensantes que pensantes), parce qu'à défaut d'un développement durable nous sommes en récession durable, chacun est amené à proposer, à suggérer, à se sentir légitime à le faire, car peut-être pas plus bête. Nous sommes tous premiers ministres.

Là où nous pouvons voir anarchie, nous pouvons aussi voir créativité débridée et volontaire. Le peuple représenté saisit lui-même le mégaphone. Devenu lui-même média il est son porte-voix. Mais ce résultat est aussi conjoncturel : chacun, à force de prendre conscience de sa responsabilité individuelle, de son être-partie prenante, comprend, à force de pédagogie reçue, que s'il est lui-même une partie du problème, il est aussi peut-être une partie de la solution. Cela passe parfois par la prétention d'« avoir » la solution, mais de plus en plus par l'idée d'« être » la solution, que la solution c'est moi. Avec pourtant toujours cette attente schizophrénique, donc douloureuse, qui consiste, encore, à s'en remettre à l'autre, à attendre de l'autre, de l'autorité, qu'elle gère les problèmes, tout en étant persuadé qu'elle n'y suffira pas.
Le temps de la crise est donc peut-être un ennemi contre-intuitif du politique, qui l'entraine dans un cercle vicieux : la crise auto-persuade le politique qu'il doit en faire plus encore, ce temps le pousse à se croire encore plus indispensable, lorsqu'au contraire la crise - les crises - devrait inciter le politique à se concentrer sur ses responsabilités régaliennes, disons son cœur de métier, et à se délaisser le plus possible du reste.

Plus la crise s'intensifie et se complexifie, plus le politique doit faire l'effort de réduire son poids et sa présence. Finalement « le courage » politique ne serait pas de prendre telle ou telle décision, mais de se rendre moins indispensable. L'objectif alors n'est pas de faire, de légiférer, ou de taxer pour exister, mais de manager, d'exhorter les uns et les autres à prendre leur part, tout en laissant la place et l'espace pour le faire.

090

/ 20 novembre 2012

FIN DE TUNNEL ELECTORAL

Election présidentielle, législatives, présidence de l'UMP : sortie de tunnel électoral en 2013

L'élection du président de l'UMP est derrière nous, nous avons rendez-vous avec une année 2013 capitale, vierge de scrutin, une première depuis 5 ans. Une opportunité à saisir pour une France rassemblée, et pas uniquement à l'UMP.

C'est l'histoire d'un Français et d'un Américain qui se retrouvent tout à coup téléportés au milieu de la savane africaine. Arrivant subitement, l'un de son bureau de La Défense, l'autre de Manhattan, ils sont surpris et déboussolés, comme s'ils venaient de traverser le temps et l'espace en un éclair de seconde. S'interrogeant mutuellement du regard, pour tenter de

comprendre ce qui leur arrive, ils commencent à scruter leur environnement, regardent autour d'eux, cherchent des explications. Et justement, autour d'eux, certains ont remarqué leur arrivée. Derrière un bosquet d'arbustes, dérangés dans leur sieste, plusieurs lions et de lionnes sortent doucement et s'intéressent aux nouveaux visiteurs, comme on s'intéresse au menu d'un nouveau restaurant. L'approche est lente, posée, athlétique, mais la menace se précise rapidement.

Face au danger, l'Américain réagit immédiatement, et sort une paire de basket d'un petit sac miraculeusement téléporté avec lui. Instinctivement, comme s'il avait déjà répété cette situation, il délace rapidement ses souliers et enfile ses chaussures de sport. A côté de lui, le Français, un peu tétanisé, analyse la situation, et, gardant un œil inquiet sur le groupe de fauves qui s'organise, a observé la réaction de son voisin américain. Surpris et amusé par cette agitation, il finit par s'adresser à lui pour lui demander, un rien goguenard et hautain: "tu crois vraiment que tu vas courir plus vite qu'eux ?". L'Américain prend juste le temps de lui répondre : "No ! but faster than you !".

Jean-François Copé a un peu fait le coup à François Fillon du "attrape-moi si tu peux", mais surtout, il est temps maintenant de courir en équipe, de sortir de nos conflits, querelles et débats pour passer en mode projet, en mode conquête, unis derrière une bannière et un objectif : le projet France.

S'achève en cette fin d'année 2012 une longue séquence politique commencée il y a presque deux ans avec le lancement de la campagne présidentielle. Ces temps de campagnes ont été des temps de divisions, de conflits, d'oppositions souvent stériles car dogmatiques ou d'égos. Hollande contre Sarkozy, Copé contre Fillon, Mélenchon contre Le Pen, mais aussi croissance contre rigueur, ou encore clivages et fractures entre les Français, à propos d'exil fiscal ou de mariage pour tous. Cette séquence a plus souvent opposé que proposé.

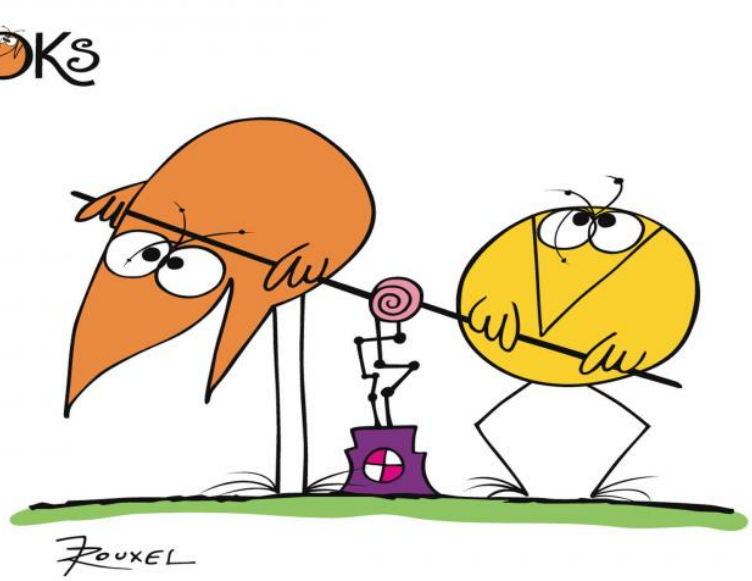
Pendant ce temps là, les difficultés persistent, les solutions peinent à se renouveler, l'opinion publique critique un gouvernement à peine élu, se désolidarise de plus en plus de l'effort demandé (cf Ifop/JDD du week-end), le gouvernement continue à expliquer que la nouvelle perte d'un triple A ne prête pas à conséquences, qu'il n'y a pas à s'inquiéter, retrouvant là des tons aux sonorités mitterrandiennes. Pendant ces tempêtes intestines et ces replis nombrilistes, le président Obama réélu est en pleine tournée dans le pacifique. Une tournée diplomatique mais aussi et surtout économique et politique : à la conquête de marchés, ils travaillent aussi à la préservation de leur leadership, ils avancent, ils courent … faster than us.

Depuis la dernière présidentielle nous avons eu un ou plusieurs scrutins par an : présidentielle 2007 ; législatives 2007 ; cantonales 2008 ; municipales 2008 ; sénatoriales 2008 ; européennes 2009 ; régionales 2010 ; cantonales 2011 ; sénatoriales 2011 ; présidentielle 2012 ; législatives 2012 ! Pour la première fois depuis 5 ans, nous n'aurons pas d'élections en 2013 ! Ouf, de l'air, profitons pleinement de cette accalmie politico-climatique pour nous mettre collectivement en ordre de marche.

L'objectif est au rassemblement, et pas uniquement à l'UMP. Le temps est maintenant à l'opposition, surement, mais à la proposition, certainement davantage, pour des temps de mandats aussi constructifs que les temps de campagnes ont été dévastateurs.

091 / 27 novembre 2012

DETTE PUBLIQUE : 40 ANS DE DENI PSYCHOLOGIQUE... ET ÇA CONTINUE



Depuis la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la dette publique de la France est passée de 20% du PIB à 80% et va sans doute atteindre 90% en 2014.

L'Europe se félicite d'un accord sur la dette grecque, se fixant comme objectif 124% d'endettement ramené au PIB en 2020 (!). De l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis repartent pour un round de négociations entre Démocrates et Républicains pour s'autoriser un nouveau plafond d'endettement. Ceci 18 mois après que la Chambre des représentants début août 2011 et le Sénat ont autorisé 16 400 milliards de dollars de dette publique. Ces derniers jours des économistes ont évalué un manque à gagner de 200 milliards de consommation en cas de relèvement des impôts. Pour le premier moteur de la croissance, il est donc toujours utile que l'Etat s'endette encore davantage.

De notre côté nous sommes dans le même piège budgétaire. Notre dette publique à nous (même si personne n'a le sentiment qu'elle lui appartienne) s'élevait à 86% du PIB en 2011, 82,3% en 2010, 79,2% en 2009, l'année du grand saut avec 11 points de plus qu'un an plus tôt (68,2% en 2008). Il faut ensuite remonter à 2002 pour passer sous le seuil des 60% (58,8%), vous vous souvenez le seuil de Maastricht. L'accord n'aura finalement été que peu appliqué, mais prévoyait principalement (entre autres critères) de rester sous ce taux de 60% de dette publique ramenée au PIB et 3% de déficit public annuel. On estimait à l'époque cette équation tenable. C'était bien sur sans compter le ralentissement de la croissance et la profonde crise dans laquelle nous sommes englués.

Rétrospectivement cette crise a bon dos car la croissance, grâce à laquelle nous imaginions compenser, c'est à dire nous autoriser, ce déficit public chronique connaissait un ralentissement depuis plusieurs décennies : 1,4% pour les années 2000 ; 1,9% pour les années 90 ; 2,3% pour les années 80 ; 4,1% dans les années 70 et 5,9% dans les années 60. Seulement voilà, le sursaut de la fin de la décennie 90 autour de 3% de croissance annuelle nous a fait rêver. Mais dès 2001, nous étions retombés à 1,8%, et 0,9% en 2002 et 2003, bien avant les subprimes et cette terrible année 2009 à -2,7% de croissance.

Dès lors, l'absence de croissance ne pouvait plus permettre de contenir l'essor de la dette publique que rien d'autre ne venait réduire : on écope moins vite que le bateau ne coule. La dette publique s'est donc envolée, passant de 60% à plus de 80% en une décennie. Mais le mal est bien plus ancien que la période récente. Sur une autre décennie, de 1981 à 1991, la dette était passée de 21% à 36%, et, encore plus fort, avait bondi à 60% pendant la décennie suivante, qui s'autorise gentiment un déficit annuel moyen de 6% par an.

Ce qui frappe ces dernières années, c'est l'atteinte de taux en valeur absolue que nous estimions intenables il y a peu, et l'incapacité chronique des Etats à juguler l'hémorragie, tout en affirmant depuis longtemps que c'est un mal à combattre. L'exemple le plus récent et le plus frappant concerne bien sûr François Fillon qui déclarait le 24 septembre 2007 "je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier", expliquant au passage que l'Etat était dans cette situation de déficit chronique depuis 15 ans. En réalité depuis plus longtemps encore, car la référence en matière d'appel, souvent politically incorrect, en matière de bonne gestion budgétaire, c'est bien sur Raymond Barre, qui, dès septembre 1976 (soit 30 ans avant François Fillon !), livrait une explication simple aux difficultés économiques : "La France vit au dessus de ses moyens. Les revenus augmentent plus vite que la production. Le crédit est distribué de manière trop abondante. Les dépenses de l'Etat excèdent ses recettes et le déficit du budget sera cette année (76) de 15 milliards de Francs, un progrès versus le déficit de l'an dernier (74) de 35 milliards de Francs" (en 2011, le déficit budgétaire s'élevait à 90 milliards d'euros). En 1987, candidat à la présidentielle de 88, notre "meilleur économiste de France" déclarait la même chose.

Une sorte d'hyperconscience politique et collective de la maladie budgétaire assortie d'une observance molle du traitement thérapeutique. La maladie devient chronique, on s'habitue à vivre avec, et faute de solutions acceptables (c'est-à-dire confortables) on en banalise l'enjeu, comme le déni psychologique d'un mal qu'on ne veut pas traiter.

Depuis la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la dette publique de la France est passée de 20% de son PIB à 80% et va sans doute atteindre 90% en 2014. Avec 50 milliards d'euros de remboursements par an, le coût de la dette est devenu le deuxième budget de l'Etat.

Du côté américain ou de celui de l'Europe, aucune perspective ne permet d'imaginer un seul instant que les Etats soient capables de sortir de cet endettement chronique. D'ailleurs la dette mutualisée et collective est en train de devenir la première pierre sur laquelle se bâtit l'Europe fédérale, quel signe encourageant !

092

/ 4 décembre 2012

INVESTIR EN FRANCE

Que les autres investissent en France, c'est bien, que la France investisse, c'est encore mieux

Si le protectionnisme et l'interventionnisme étatique ambiants peuvent bousculer l'attractivité du territoire français, il n'en demeure pas moins que la France reste une terre d'investissements étrangers, même si la tendance n'est pas positive, et pourrait même se dégrader lorsque sera fait le bilan 2012.

Pour l'instant, sur la dernière année complète 2011 (rapport de l'Agence française pour les investissements internationaux), l'Europe accueillait 29% de l'investissement étranger créateur d'emplois, et la France, en accueillant 40 milliards d'investissements directs étrangers, se plaçait en

seconde position derrière le Royaume-Uni… avant de céder cette place à l'Allemagne dans le courant 2012 selon l'étude Ernst&Young.

Les investissements, qui restent élevés en valeur absolue, peuvent certes être réconfortants et nous encourager à ne pas nous livrer outre mesure à une habitude masochiste envers notre propre pays, mais ils ne doivent pas masquer la tendance négative et inquiétante qui se dessine au fil des années. Le risque est alors que la France ne soit tout simplement pas perçue comme une valeur montante, en bonne adéquation avec la nouvelle donne économique, capable de valoriser des atouts sûrement trop considérés comme des acquis immuables.

La difficulté à se réformer, à s'ouvrir sur le monde, et à bâtir une vision et une stratégie de long terme plutôt qu'une série de réactions coups de poings, risque de devenir un handicap structurel.

Ceci est d'autant plus paradoxal que la France est d'ores et déjà un pays largement ouvert, sans doute davantage qu'on ne le croit, ou, surement pour certains, qu'on le voudrait : le stock des investissements étrangers rapportés au PIB s'élève à près de 40% en France, c'est moins qu'au Royaume-Uni (près de 50%), mais c'est deux fois plus qu'aux Etats-Unis ou qu'en Allemagne. Les investissements « non-résidents » détenaient 43% du CAC 40 fin 2011. Ces entreprises « étrangères » implantées en France assurent 31% des exportations françaises, emploient près de 2 millions de personnes, soit 13% de l'effectif salarié, et même 25% des salariés du secteur de l'industrie (31% du chiffre d'affaire de l'industrie française). Les exemples sont légions d'actifs français détenus par des étrangers. On peut légitimement s'en émouvoir, on peut aussi se féliciter de l'attractivité de ces patrimoines économiques et culturels. On peut aussi rappeler, comme le faisait fort justement François Chérèque en mars 2011 à propos de la prise de contrôle de Yoplait par General Mills que "l'important n'est pas la nationalité du fonds qui rachète Yoplait mais son comportement !". Oui, ce n'est pas la nationalité du propriétaire qui définit sa politique sociale.

En outre, tout ne doit pas être focalisé sur l'industrie, la tendance est ailleurs, y compris en terme d'investissements étrangers. Selon l'agence française Invest-in-France, ce sont les activités à forte technologie et valeur ajoutée qui attirent de plus en plus les investissements étrangers sur le territoire. Dans ces domaines, la tendance est positive. D'ailleurs, même en terme d'industrie, tout ne doit pas être focalisé sur des sites industriels comme Florange ou Gandrange, ils ne résument, ni ne sont, l'avenir (ou même le rêve) industriel français (cf édito du mardi 3 avril 2012).

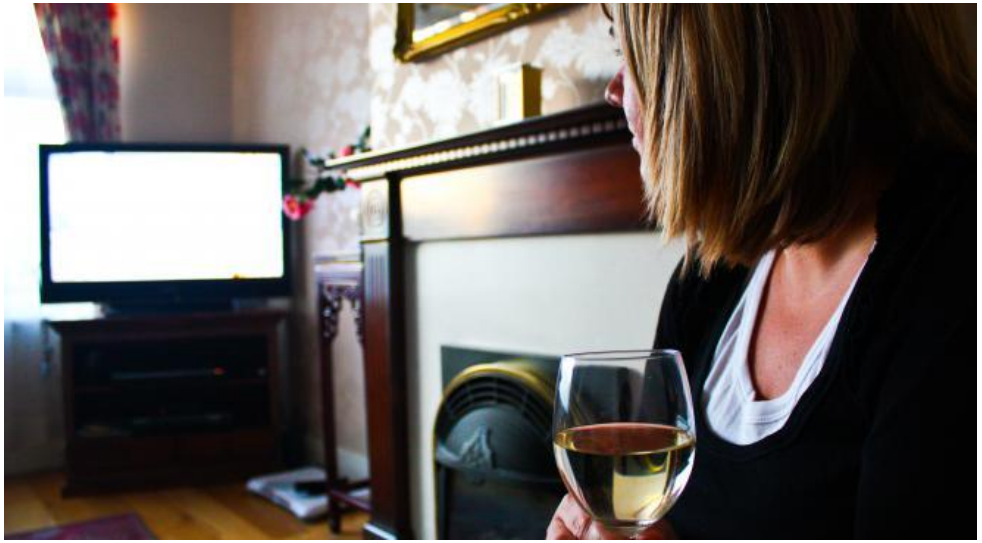
Tout ne doit pas non plus être focalisé sur les investissements étrangers en France : les investissements français à l'étranger sont tout aussi importants : si plus de 20 000 entreprises étrangères sont présentes en France, 30 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger. Ces implantations françaises à l'étranger sont systématiquement vues comme des délocalisations, mais c'est aussi la capacité des entreprises françaises à conquérir des marchés étrangers. La marque France ne se résume pas au made in France (qui n'est d'ailleurs pas toujours fait par des entreprises françaises comme je le rappelais plus haut), c'est aussi le made by France qui s'implante sur des marchés étrangers. Il y a comme un paradoxe à vouloir à tout prix défendre le territoire France comme une terre d'investissements et d'avenir, et simultanément à vouloir s'en protéger et à voir d'un bien mauvais œil la performance de « nos » marques sur certains marchés mondiaux. La France ne peut pas être forte sur notre sol domestique si elle n'est pas forte dans le monde.

La réciprocité et l'équilibre, c'est considérer que l'avenir de la France passe, aussi, par l'étranger, et donc, l'affreux mot, par la mondialisation. Le renouveau du secteur automobile français passera sans doute à la fois par l'innovation (et le design s'il vous plait) via de nouvelles technologies rupturistes économes en énergie, par des offres aux positionnements prix attractifs, et par la capacité à s'exporter vers un marché européen, et surtout français, atone.

La plupart des pays s'enorgueillissent de voir leur économie conquérir le monde, nous nous lamentons de les voir conquérir notre économie.

093

/ 11 décembre 2012



LES MEDIAS ET NOTRE MORAL

Écume médiatique, petites phrases, court-termisme, querelles politiques … est-il possible, sans minimiser les difficultés, de tourner le projecteur pour parler de la France qui entreprend et qui réussit ?

Le lundi je suis particulièrement attentif aux informations parce que j'ai un édito à écrire entre le lundi soir et le mardi matin. Ce lundi soir, 50% des news ont concerné l'épilogue de l'affaire DSK, soit cent fois plus que la durée de l'entrevue qui en a scellé l'accord, 30% la fronde présidentielle soi-disant personnelle contre les auteurs de la Frondeuse, 10% le prix Nobel de la paix reçu par l'Europe, dont on parle de façon presque gênée alors que nous devrions en être extrêmement fiers, et 10% se dispersaient entre l'exil fiscal de Depardieu, le rêve de revanche de Berlusconi après la démission de Mario Monti, et une petite dose d'un Ministre de l'éducation nationale qui se rêve en DRH recruteur.

Du côté des sujets de fond, la banque de France, plus pessimiste que d'autres sources de conjoncture, nous annonce des lendemains encore bien difficiles, tablant sur une baisse de 0,1% du PIB au quatrième trimestre. Ce qui signifierait, techniquement, après le même recul au troisième trimestre, un épisode de récession. Du côté social, la répercussion de la crise longue et du chômage est sans pitié. La conférence nationale de lutte contre la pauvreté s'est ouverte hier sur le bilan alarmant de 14% de Français touchés par la pauvreté, du mal logement, du non accès aux soins, de la précarité énergétique, du surendettement, etc. Une conférence dont on attend assez peu, compte-tenu du manque d'emprise ressenti du politique sur la conjoncture, et ce n'est pas le dernier (plutôt nième) épisode sur Florange qui viendra contredire cette perception. Florange qu'il faudrait, paraît-il sauver, sans très bien savoir pourquoi.

Au delà du principe de sauver des emplois, ce dont tout le monde peut être d'accord, quelle est la stratégie de long terme ?, que fabrique Florange ? en quoi est-ce un actif stratégique ou d'avenir ? Pourquoi personne ne nous fait rêver sur Florange ? sur l'acier de demain ? Le jour où l'Europe reçoit son prix Nobel de la paix, où tout le monde se gargarise de la fameuse amitié franco-allemande (mais au fait, combien de Français ont des amis allemands ? ou parlent allemand ?), n'y avait-il pas un clin d'œil possible à l'histoire pour parler d'acier européen 60 ans après la création de la première pierre européenne, à savoir la Communauté européenne du charbon et de l'acier (la CECA) ?

Un autre sujet de fond est certes évoqué dans les mots, mais peu dans les faits, c'est bien sur la fabuleuse question de la transition énergétique, un projet passionnant, mais souvent trop passionnel. L'inflation énergétique est une évidence, elle entraine précarité sociale et manque de compétitivité économique. Sur ce sujet de l'énergie comme sur les autres, les solutions ne passent pas par l'écume de l'actualité, mais par des choix stratégiques de long terme et par la capacité à innover lorsque trop souvent nous réagissions plutôt qu'anticipons.

Pour définir une stratégie et innover, il faut aussi, même dans les difficultés, montrer des signaux encourageants, cesser de casser le moral à longueur d'informations. Aujourd'hui, le 11 décembre, le réseau national des Chambres de Commerce et d'Industrie clôture son opération « 500000etmoi » invitant des entrepreneurs à raconter à travers une vidéo leur projet de création d'entreprise ou d'entreprise récemment créée. Une idée simple qui a généré, en seulement deux mois, près de 800 pitchs vidéos postés, plus d'un million de pages vues, et près de 200 000 personnes votant pour soutenir ces projets. Cette année, en pleine tourmente conjoncturelle, la création d'entreprises devrait rester stable par rapport à l'année dernière (470 000 à fin octobre, + 2,6% versus fin oct 2011, grâce aux auto-entrepreneurs il est vrai), mais surtout, toutes ces vidéos partagent un état d'esprit positif, de l'enthousiasme, de la passion et de l'envie d'avancer.

Que la France entreprenne, innove, conquiert des marchés, est la meilleure nouvelle qu'il faut souhaiter voir se développer. Si on peut être choqué par l'ingérence présidentielle sur la sortie d'un livre, il est une ingérence citoyenne que l'on pourrait apprécier, c'est celle d'imposer un quota de bonnes nouvelles pour augmenter l'audience des initiatives et réalisations encourageantes !

094 / 18 décembre 2012

SOLIDARITE FISCALE : POUR QUOI FAIRE ?

Face à un déficit chronique de solutions pour répondre aux enjeux sociaux et économiques qu'aucune politique publique ne semble enrayer, il convient de s'interroger sur l'utilité du prélèvement public.

Ces derniers temps, les affaires de fiscalité ont évidemment fait couler beaucoup d'encre dans la presse, et de salive autour des comptoirs. Visiblement, sans vraiment faire bouger les lignes, elles risquent surtout de faire bouger des sièges sociaux ou des résidences principales, concernant les prélèvements des petites et grandes entreprises ou les taxations des particuliers, les plus fortunés pour les plus commentés bien sûr. Car il en est des particuliers comme des entreprises, on ne parle que des plus riches, lorsque tout le monde est concerné. Les "petits" patrons désespèrent et s'essoufflent et les "petits" employés voient leur pouvoir d'achat se

comprimer entre d'une part l'inexorable inflation des taxes publiques (dernière en date : +5% de redevance télé) ou des dépenses contraintes (l'énergie), et d'autre part la stagnation, voire la diminution, de leurs revenus.

Derrière ces mouvements, ces coups de gueule, ces cris d'alarme, on commente et on juge à foison le manque de patriotisme et l'égoïsme de certains, ou d'un autre côté, le caractère confiscatoire de la ponction fiscale. Mais au-delà du "ras le bol", il faut aussi entendre "à quoi bon" : la question plus profonde, plus gênante aussi, ne concerne pas qui l'on croit, les assujettis, mais également les gestionnaires. On oublie trop souvent que l'acceptation de la privation ou disons de l'effort de solidarité est directement lié à l'efficacité perçue de l'usage, du bon usage, de ce qui est donné et payé. La remise en cause des diverses charges, impôts et taxes constituant l'ensemble des prélèvements obligatoires n'est pas à chercher uniquement du côté de leur taux ou d'une volonté de repli sur soi pour "garder pour soi", mais aussi et surtout de leur efficacité perçue. Face à un déficit désormais chronique de solutions pour répondre aux enjeux sociaux et économiques qu'aucune politique publique ne semble enrayer, il est "normal" de s'interroger sur l'utilité du prélèvement public. Nous en arrivons finalement à une situation d'apparence inextricable, celle de besoins sociaux croissants en raison de la dureté de la crise, nécessitant toujours plus d'argent public à prélever sur des contributeurs de plus en plus contraints, et sans pour autant résorber les maux sociaux initiaux. La dépense publique davantage pansement que remède ne laisse depuis des années pour seul recours que celui d'allonger l'ordonnance. L'Etat n'est pas aujourd'hui uniquement en faillite comptable, il est aussi en faillite de confiance et de solutions viables, pérennes, efficientes, c'est aussi pour cela que l'on rechigne à lui "donner" et à répondre à son diktat.

Dès lors, la question n'est plus uniquement celle de la réduction de la dépense et de la dette publiques, mais celle de l'efficacité de l'euro public, sa capacité à créer de la valeur ajoutée sociale. Réduire la dépense publique, c'est bien, en augmenter l'efficacité, le rendement, c'est encore mieux. Cette question se posera d'autant plus impérativement que recettes et dépense publique se réduiront. Cette efficacité publique est aussi centrale pour rendre les prélèvements acceptables. Ce qui justifie la solidarité, au delà de sa vertu morale, c'est le service rendu par la solidarité, le mieux-être produit.

Lorsque vous donnez à une association, vous êtes sensible à sa cause, vous lui faites confiance, vous êtes convaincu du bon usage de l'argent, vous connaissez à peu près les résultats obtenus et les jugez satisfaisants. Lorsque vous achetez en tant que consommateur, vous attendez à "en avoir pour votre argent". Lorsque vous confiez vos enfants à l'Education nationale, vous attendez d'elle qu'elle les forme et les éduque, à une école qu'elle les prépare à un métier. Vous attendez d'un médecin qu'il vous soigne, qu'il vous rassure, qu'il vous sauve.

Les impôts et les taxes ne sont pas des chèques en blanc, ils engagent autant ceux qui les émettent que ceux qui les reçoivent. L'impôt n'est pas un dû exigible sans contrepartie par des pouvoirs publics juges de morale et de bonne conscience. C'est sûrement un devoir de solidarité pour le contributeur, certainement un devoir de résultat pour le bénéficiaire gestionnaire. Augmenter l'utilité publique est le seul enjeu, et la seule question de solidarité sur laquelle tout le monde sera d'accord, et gagnant.

095

/ 1er janvier 2013

HAPPY NEW YEAR, EN 26 LETTRES

2012 est terminée, enfin ! Tout ne disparaîtra pas au seul changement de millésime, nos maux conjoncturels du chômage, de la crise, de la dette, du changement climatique… se fichent pas mal de nos calendriers, qu'il s'agisse de nos calendriers annuels ou de nos calendriers politiques, mais libre à nous de faire 2013 plutôt que de la subir, alors vive 2013, happy New Year, en 26 lettres… à vous de les compléter à votre guise.

Happy New Atlantico, pour rendre hommage à cette tribune, et pour nous apporter un vent toujours nouveau sur l'actualité, un regard différent, auquel j'ai le plaisir d'apporter ma petite contribution depuis le lancement du 1er mars 2011. Ceci est mon 95ème édito.

Happy New Biz, parce que tout le monde en a besoin, new business, new développement, new conquête, new contrats, new clients, new projets, new embauches, new biz…

Happy New Challenge, pour de nouveaux défis, de nouveaux projets, de nouveaux horizons. Besoin de nouveaux challenges, parce que Neil Amstrong, mort le 25 août 2012, n'aurait jamais marché sur la lune si John Fitzgerald Kennedy n'avait pas lancé le programme Apollo le 25 mai 1961 ; parce que nous ne fêterions pas le 8 mai si des soldats, lancés dans l'extraordinaire armada de l'opération Overlord, n'avaient pas débarqué le 6 juin ; parce que l'Europe n'aurait pas reçu le prix Nobel de la Paix en 2012 si Robert Schuman n'avait pas osé imaginer l'Europe, donc la réconciliation entre la France et l'Allemagne, dès 1950, à peine 5 ans après la guerre.

Happy New Deals, pour gagner, conquérir, signer de nouvelles aventures. Des deals et non des compromis à l'eau tiède entre signataires frustrés, d'accord sans être convaincus. De véritables deals, ceux qui procèdent de choix réciproques et enthousiastes. Et si c'est new deals 2013 étaient synonymes d'un New Deal économique donnant l'impulsion de ce fameux nouveau paradigme, alors banco !

Happy New Energy, parce qu'aujourd'hui le gaz et l'électricité augmentent, le pétrole aussi, mais c'est en continu. 2013, qui connaitra l'inexorable inflation énergétique. Cette augmentation des prix sera paradoxalement le meilleur allié du développement des énergies renouvelables devenues rentables, et de l'essor des innovations économes en énergie pour préserver compétitivité et pouvoir d'achat.

Happy New France, pour une France ambitieuse et volontaire, génératrice à nouveau de fierté d'appartenance, de gloire et de conquête, portée par chacun, serviteur plutôt que client. Pour un made byFrance conquérant et ouvert sur le monde.

Happy New Grèce, parce qu'il est largement temps d'en sortir, pour que ce pays cesse d'occuper 80% des discussions européennes. L'Europe a autre chose à faire qu'à consolider les dettes des uns et des autres et à légiférer sur le moindre de nos faits et gestes. L'Europe, c'est un premier marché mondial à développer et à mettre à profit de ses ressortissants, c'est aussi un phare qui doit éclairer le monde de son expérience de la paix, de son modèle social et de son savoir-faire technologique. Pour une vieille Europe renaissante et conquérante, regardée non comme une terre d'asile, de zizanie et de déclin mais comme un étendard porté haut et fort sur le front de nouveaux horizons.

Happy New Hopes, car l'espoir est essentiel, surtout un 1er janvier. L'espoir de jours meilleurs pour travailler aujourd'hui, l'espoir comme un antidote à la fatalité. Un espoir individuel, pour croire à sa bonne étoile, en son rêve américain à soi, mais un espoir collectif aussi pour éviter le repli individualiste, pour contribuer au projet, pour voir l'autre comme un partenaire davantage qu'un concurrent ou un bouc émissaire. Charles de Gaulle disait que « la fin de l'espoir est le commencement de la mort », et l'auteur de l'appel du 18 juin 1940 devait savoir de quoi il parlait.

Happy New Innovations and Ideas, car le monde est à réinventer, et parce que, si l'avenir sourit aux audacieux, il est aussi aux créateurs et inventeurs plutôt qu'aux suiveurs. Nous vivons trop souvent en réaction, à court-terme, et dans l'urgence, lorsque nous devrions davantage anticiper et prévoir. L'urgence continue et l'immédiateté poussent à l'instinct de survie, aux réflexes, qui ne peuvent être que la répétition du passé. L'innovation est sans doute la valeur la plus utile aujourd'hui et c'est peut-être celle que l'on connaît et valorise le moins, et pourtant, comme chacun sait, l'électricité n'a pas été inventée en perfectionnant la bougie.

Happy New Jobs, c'est une évidence. Et si le solde de création d'emplois est évidemment négatif compte-tenu de l'évolution du chômage, il serait quand même bon de ne pas toujours mentionner uniquement les plans de licenciements et les pertes d'emplois, mais aussi les créations et les secteurs qui recrutent. Il y aura toujours des destructions d'emplois, c'est un leurre que d'imaginer la réduction du chômage par la seule réduction des licenciements, lorsque c'est surtout l'augmentation des embauches qui compte, donc les projets, l'entrepreneuriat, les innovations, la capacité à l'export davantage que le protectionnisme… on ne regarde par les bons indicateurs, les moteurs d'emplois.

Happy New Kbis, parce que la création d'entreprises est essentielle, c'est même le nerf de la guerre, c'est le signe d'une envie positive, volontaire, ambitieuse. Si nous disons souvent que nous manquons de grosses PME comparativement à l'Allemagne, nous avons également, comparativement aux Etats-Unis cette fois-ci, des grandes entreprises beaucoup plus âgées. Dit autrement, aucune de nos très grandes entreprises n'a moins de 20 ans. En 2012, le nombre de création d'entreprises réussira à se maintenir à hauteur, et dépassera même sans doute 2011 : nous étions à fin novembre à 513 500, versus 505 800 sur les onze premiers mois 2011. Des chiffres certes toujours portés par les auto-entrepreneurs (plus d'une création sur deux), mais un esprit et une envie d'entreprendre essentiels au dynamisme économique, mais aussi social.

Happy New Love, évidemment. Pas les « lol » que nous voyons à tout bout de champs, mais l'Amour, le seul, le vrai, le véritable, l'éternel.

Happy New Médias, par uniquement les fameux « nouveaux médias », mais aussi les « grands », pour qu'ils nous donnent en 2013 de meilleures nouvelles qu'en 2012, et qu'ils évitent d'être trop souvent empotés par l'écume. Certes, un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse, mais s'il vous plait, parlez-nous un peu plus de la forêt.

Happy New tout court, pour une année 2013 nouvelle qui le soit, à tout point de vue.

Happy New Oscar, pour le cinéma français, dans la suite de notre Jean Dujardin national, qui a été un grand moment de bonheur de l'année 2012, et parce que « de rouille et d'os » en compétition pour 2013 est un film assez formidable.

Happy New Politique, parce qu'on ne peut pas dire que la campagne présidentielle, les premiers mois de la mandature Hollande ou le duel pathétique de l'UMP aient fait de l'année 2012 une grande année politique. La politique est pourtant toujours essentielle. Même si elle comprend (c'est là tout son drame) qu'elle ne peut pas tout, même si nous comprenons la fin de l'Etat providence (c'est là le drame de certains), la politique c'est aussi, potentiellement, une formidable vitrine de volontarisme et d'exemplarité, une capacité à entraîner, à donner envie, à donner espoir. La politique n'a pas seulement pour objectif de « dire la vérité », que tout le monde connaît déjà et que certains semblent découvrir, elle a surtout le devoir de la changer, et aujourd'hui de montrer qu'elle en a les capacités. La crise actuelle est aussi une crise politique, profonde, parce qu'elle donne à penser que le politique a atteint ses limites de compétences dans sa capacité à agir et à renouveler ses solutions.

Happy New Q, parce qu'il est pas mal le nouveau « Q » (prononcez Qwou ») dans skyfall, longue vie à lui.

Happy New Rires, parce qu'il faut rire au moins une fois par jour, non pas le rire moqueur et sarcastique, crispé et critique, mais le rire franc, joyeux, déployé, bienfaisant, détendant. Omar Si a été dernièrement élu personnalité préférée des Français (Ifop/JDD), preuve qu'il a été bon de rire en 2012.

Happy New Solidarités, parce que la solidarité est essentielle dans les difficultés, pour penser aux autres lorsque tout nous incite à ne penser qu'à soi. Une solidarité pour aider, guérir et accompagner, et pas uniquement une solidarité pour assister et panser. Une solidarité utile et collective, voire même intéressée, car si chacun peut être utile à l'ensemble, le bien-être de l'ensemble est également profitable à chacun.

Happy New Tigres, parce qu'ils sont menacés. 97% des tigres ont déjà été tués en un siècle, aidez-les en aidant le WWF !

Happy New UMP … après hésitation. Si c'est encore possible, ce serait quand même bien et utile ! Pour une opposition constructive et positive, où ambition et égo ne sont pas synonymes.

Happy New Victoires, sportives, économiques, scientifiques et médicales, sur soi, sur ses angoisses et ses démons, sur la maladie, sur ses addictions, intimes, individuelles ou collectives, modestes ou exceptionnelles, parce que les victoires font du bien, qu'il n'y en a pas de petites, parce que les victoires d'aujourd'hui rendent celles de demain possibles.

Happy New World, parce que le monde n'est pas uniquement celui de la mondialisation, c'est aussi celui de notre planète et de notre humanité, et qu'il est de notre responsabilité et de notre destin commun que ce nouveau monde de demain respecte et préserve celui d'aujourd'hui.

Happy New XL, pour voir la vie en grand ! (un peu pirouette j'avoue, mais pas facile le X, à part en pensant « à la même chose que vous » comme disait Coluche…)

Happy New Year, quand même !

Happy New Zen, nous en aurons besoin pour regarder les difficultés persistantes avec la sérénité indispensable pour non seulement les affronter mais surtout les surpasser.

096

/ 8 janvier 2013

UN GOUVERNEMENT DE SERIE B

Davantage qu'un problème de stratégie, de tactique, ou de mise en œuvre, les problèmes de communication de l'exécutif et du gouvernement sont d'abord à chercher du côté de leurs représentants.

Tout le monde se répand en analyses et commentaires sur les problèmes de communication de François Hollande, et du gouvernement en général, jugeant ici les couacs et les maladresses, là les inimitiés ou les désaccords de convictions. Tout le monde fait semblant de ne pas voir qu'au-delà du scénario et des mises en scène, le problème principal est tout simplement à chercher du côté des acteurs. Comme si « la communication » était un théorème mathématique qu'il suffirait d'appliquer pour résoudre automatiquement tout déficit de confiance, de séduction et d'attractivité. Le problème de communication de François Hollande, c'est François Hollande, tout simplement. Cela fonctionnera mieux lorsqu'il sera lui-

même meilleur, moins crispé, pensant moins obsessionnellement à l'image qu'il aurait le devoir de renvoyer, moins empêtré dans son nouveau costume présidentiel ou dans son pseudo mimétisme mitterrandien. D'ailleurs, même Nicolas Sarkozy, souvent présenté comme un « pro » de la communication, a mis quelque temps à « incarner » sa dimension de chef d'Etat, et a lui-même commis un certain nombre d'erreurs de communication.

Cette part du charisme personnel est d'autant plus importante, et même essentielle, que la conjoncture rend les marges de manœuvre plus étroites encore et les idées neuves rares. Si certains grands acteurs réussissent à être « présents » à l'écran, même en silence, il est inversement vrai que le meilleur scénario du monde ne fera jamais un grand acteur, tout comme une bonne publicité ne réussira jamais à vendre durablement un mauvais produit. La bonne communication politique peut optimiser, bonifier, aider à sensibiliser, interpeller, elle peut être habile, tactique, elle peut aider à faire passer les messages (tant que la répétition chorale ne démasque pas la grille desdits messages), mais il ne faut pas confondre la communication des idées et celle des personnes, pour laquelle le produit, c'est l'homme. Dès lors, l'important, c'est la sincérité et l'authenticité. Si du « coaching » peut être fait pour améliorer les choses, il faut également surtout que la communication s'adapte et s'inscrive en cohérence avec le tempérament et la personnalité de celui ou celle qu'elle doit servir, sans forcer sa nature ou son style. Personne ne sera sur scène comme Steve Jobs, ou ne caressera le cul des vaches comme Jacques Chirac, à chacun son style et sa nature. Pour un président « nature », authentique et spontané davantage que « normal ».

Le jeu politique est à ce point difficile qu'il exige à la fois de la présence, des idées et un scénario, et dans cet ordre. Pour l'instant force est de reconnaître qu'aucune de ces trois composantes n'est présente, et encore moins la quatrième, ce truc en plus de metteur en scène qui rend tout cela harmonieux, crédible et séduisant. Pour l'instant, le jeu des acteurs n'est pas convaincant, les dialogues mauvais lorsqu'ils ne sont pas tout simplement improvisés par prétention ou souci de ne pas accepter d'être dirigés par le réalisateur, les décors déjà vus, l'histoire quant à elle manque de suspense et semble s'écrire en temps réel en même temps que le tournage. Malheureusement, comme pour un film, une série, un livre, ou même une rencontre, les premières minutes, pages et épisodes sont essentiels, difficile de conquérir des fans en saison 3 lorsque le manque d'état de grâce à déjà montré la faiblesse des entrées en première semaine. Difficile également de séduire son audience en critiquant la programmation voisine, cet argument de campagne devient une excuse inaudible en mandat.

Alors la seule communication gesticulante, programmée, décryptée en temps réel par des audiences averties et expertes, ne fonctionne évidemment plus, à tel point qu'aujourd'hui, dire « c'est de la com » est devenu synonyme de mensonge, de manipulation ou d'écume.

Le premier média en communication, c'est vous, et la première règle, c'est de ne pas donner l'impression qu'on en fait.

097

/ 11 janvier 2013

DE L'AIR POUR TOUS

Depuis ce week-end, la Chine enregistre un seuil record de pollution. Selon les mesures de l'ambassade américaine, l'indice de pollution s'élève à 755, sur une échelle qui ne va que jusqu'à… 500.

La pollution manifeste aussi. Avec un nouvel épisode d'intense pollution atmosphérique dans les grandes villes chinoises, urgences environnementales et sociales s'imposent en Chine. Là aussi, enjeu de société, enjeu de génération.

L'avenir des enfants, c'est aussi leur garantir un air respirable. Depuis quelques jours, un nuage de pollution recouvre la plupart des grandes mégapoles chinoises, au point de réduire considérablement la visibilité et d'inciter la population à rester chez elle. Les activités sportives sont fortement déconseillées, les masques sont pris d'assaut, se déplacer en

bicyclette est jugé dangereux. Les seuils d'alerte définis par l'OMS sur les taux de particules dans l'air sont largement dépassés, de plus de 40 fois selon les sources. Et parce que rien ne peut rendre l'air transparent et masquer la pollution lorsqu'elle s'affiche de la sorte, tous les médias se sont emparés du sujet, lancent des cris d'alerte et interpellent les pouvoirs publics. Le sujet s'est imposé comme un sujet de discussion officielle, même au sein du Parti communiste chinois.

Ce phénomène n'est pas nouveau, depuis longtemps on sait que la plupart des villes les plus polluées au monde sont chinoises, le phénomène ne fait que se révéler par épisode lorsque les conditions climatiques en créent les conditions. Une visibilité qui accélère la prise de conscience et qui agit comme un signal d'alarme que certains jugent même profitable. La croissance effrénée chinoise, notamment de son urbanisation, de son trafic automobile (plus de 5 millions de véhicules circulent tous les jours à Pékin), ou encore de sa consommation d'énergie (à large dominante charbon ; première économie émettrice de gaz à effet de serre), engendre des séquelles environnementales de plus en plus importantes, visibles et pressantes à régler.

S'il paraît difficile pour la Chine de contraindre son développement pour raisons environnementales, il s'impose de plus en plus qu'elle doit impérativement le rendre davantage respectueux et compatible… pour des raisons politiques, sociales… et sanitaires. La pollution en général, mais sans doute tout particulièrement la pollution atmosphérique, a en effet un impact direct en terme de santé publique (maladies respiratoires), mais surtout a comme "vertu" de provoquer une prise de conscience instantanée et évidente, nous ne sommes pas ici face à un besoin de démonstration pédagogique d'un effet à long terme qui lui-même pourrait prêter à débat d'expert : nul besoin d'expliquer longtemps qu'il est nocif de respirer de l'air pollué. Cette pollution a également pour "avantage" de concerner tout le monde (les riches peuvent difficilement s'en protéger davantage que les pauvres) ; de symboliser dans ses causes le développement industriel et économique intensif (énergie, automobile, densification urbaine) ; et d'engendrer très directement et à court terme des problèmes de santé publique, coûteuses en impacts directs et indirects et politiquement impossible à ignorer. Ces épisodes à répétition sont donc des accélérateurs de prises de conscience et d'obligations de réponse d'une économie chinoise qui n'aura pas d'autres choix que de réussir à (ré)concilier développement intensif et respect de l'environnement, et ceci pour des raisons pragmatiques, politiques et intéressées lorsque les seules raisons écologiques ne suffisent pas.

Mais ces aspects environnementaux ne sont pas les seuls enjeux révélés ces derniers mois, les questions sociales ne sont pas en reste. Il semble en effet de plus en plus difficile de contenir les revendications des millions d'employés et d'ouvriers de l'ombre (au service de développement économique de la Chine et de nos consommations occidentales) qui eux aussi, de plus en plus, font éclater au grand jour leurs conditions de travail et exigences. Il suffit pour cela de suivre les actualités répétées des usines chinoises de Foxconn ou les fréquents reportages sur l'industrie du jeu vidéo et ses jeunes joueurs en batterie. La Chine ne pourra ignorer ni le brouillard des nuages de pollution ni la lumière des revendications sociales.

Parmi les droits à donner aux enfants, il y a aussi celui d'un avenir durable, ou plus exactement soutenable, ici et ailleurs.

098

/ 22 janvier 2012

AMERICA STILL HAS A DREAM

Barack Obama a été à nouveau investi président des Etats-Unis, le jour du Martin Luther King Day. Pour lui, comme pour l'ensemble de l'Amérique, le rêve américain fait encore vibrer les foules.

50 ans après le discours de Martin Luther King devant le Lincoln Memorial (28 août 1963), Barak Obama à son tour en a salué la mémoire et a rappelé les fondements du peuple américain, qui le rendent fondamentalement, intrinsèquement, toujours plus uni que divisé. Utilisant la formule « we the people », Barak Obama a invité à partager une destinée commune, irrésistible au peuple américain et à son esprit de conquête.

Tel un pionnier immigrant du far west, et invitant même à s'inscrire dans leurs traces, Barak Obama a rappelé dans son discours d'investiture que « le voyage n'était pas terminé », et ne le serait pas tant que les objectifs des

grands enjeux et grands dossiers ne seraient pas atteints : mieux accueillir les immigrés ; vivre en sécurité et se protéger du mal ; être tous égaux en droit ; être la locomotive de la transition énergétique ; faire des choix pour réduire le coût de la santé et de la dette ; être un artisan de la paix dans le monde …

Obama invite au voyage comme Martin Luther King formulait un rêve. Un rêve américain, même bousculé par la conjoncture, qui reste le premier moteur de l'enthousiasme, de la puissance et de la fierté d'appartenance. A travers discours, cérémonie et attitude, l'Amérique et son président se prennent encore et toujours à rêver, et nécessairement nous bousculent et nous intriguent. Et si nous aussi nous nous autorisions à rêver un peu ?

Le rêve d'exhorter le patriotisme et la fierté d'appartenance sans être accusé au pire de xénophobie, au mieux de démagogie.

Le rêve pour les américains de continuer à être la première puissance économique mondiale quand cette position est remise en cause comme jamais.

Le rêve d'être convaincu que rien ne peut résister à des américains qui pensent et agissent « together », un mot prononcé à moultes reprises dans le discours d'Obama.

Le rêve d'organiser un défilé absolument « kitch », improbable et iconoclaste de fanfares d'écoles, de corps d'armée, de chars dignes de la gaypride, de délégations de Navajo, de chiens d'aveugles, de tambours du bronx, de commémoration de la guerre d'indépendance, du module Mars Curiosity fièrement exhibé sur un podium de la NASA dont le président à pourtant considérablement réduit les budgets, de majorettes et pom-pom girls en tous genres … sans être accusé de mauvais goût et de niaiserie absolue. La force de l'Amérique c'est aussi cette capacité à pouvoir se fêter et s'exhiber sans pudeur, dans cet esprit « bon enfant » que l'on utilise souvent en image, comme pour les excuser.

Le rêve de pouvoir saluer dans le défilé une délégation représentant des sudistes en étant un président noir, sans être accusé de haute trahison ou de révisionnisme.

Le rêve de pouvoir également saluer une délégation d'indiens Navajo en assumant l'histoire, sans se répandre nécessairement en repentance officielle et collective.

Le rêve de voir un président hilare, au sourire déployé, se déhanchant, et accompagnant de mouvements de tête le rythme des fanfares. Évidemment nous nous passerions volontiers du chewing-gum mâchouillé, mais une cool attitude qui nous interpelle et nous fascine à la fois.

Le rêve de pouvoir s'étonner et s'enthousiasmer pour cette Amérique là, sans être accusé d'américanisme béat par de l'antiaméricanisme primaire.

Le rêve de maintenir cette identité nationale exceptionnelle, dans la nation sans doute la plus bigarrée au monde et alors que cette diversité raciale et ethnique sera de plus en plus forte, avec une démographie qui rendra bientôt « les blancs » minoritaires. Dans certains Etats déjà, on parle davantage l'espagnol que l'anglais … sans jamais pour autant considérer que l'on puisse s'en passer.

Le rêve de concilier l'immigration et la croissance, d'y voir la consolidation d'une nation riche de diversité lorsque souvent c'est la peur de la dilution de l'identité nationale qui l'emporte.

Le rêve de concilier protection de l'environnement et développement économique intensif … sans avoir peur des paradoxes et des contradictions en appelant de ses vœux l'intensification du « green business » sans avoir signé le protocole de Kyoto et en développant intensément l'exploitation du gaz de schiste !

Le rêve de pouvoir croire aux rêves.

Comme je l'écrivais déjà au moment de la mort de Ben Laden qui avait généré des mouvements spontanés de foules qui scandaient « USA USA », « la religion de l'Amérique, c'est l'Amérique ».

099

/ 29 janvier 2013

ET SI ON DECIDAIT D'ALLER BIEN ?

L'enquête Ipsos/Le Monde, sortie hier, dresse un portrait bien démoralisant de la société française. C'est juste. Mais dans ce magma de défaitisme, ce sont les jeunes, analysés par Mediaprism pour la revue "Jeunesse" d'Influencia qui sort aujourd'hui, qui nous apportent un rayon d'optimisme.

l'heure où tous les maux de la société semblent s'être donnés rendez-vous, nous nous accoutumons aux mauvaises nouvelles et au pessimisme ambiant. Si nous regardons les grandes tendances de la dernière enquête Ipsos/Le Monde, elle confirme ce que nous savons ou présupposons : repli

sur soi, critique de la mondialisation, critique des élites politiques comme médiatiques, relents xénophobes, etc.

Nous nous enfonçons dans une auto-flagellation permanente. Nous réussissons le tour de force qui consiste à être toujours orgueilleux tout en manquant de plus en plus de confiance en nous : l'objectif n'est plus de réduire le chômage, mais de stopper sa hausse ; l'objectif n'est plus de créer de la croissance mais d'éviter la récession ; l'objectif n'est plus de construire l'Europe, mais d'empêcher son explosion. Faute de grives …

Alors, si cette confiance en nous collective s'effrite, chacun cherche à préserver sa confiance en soi. En effet, plus nous avons le sentiment d'être pris dans l'engrenage, plus nous cherchons un découplage entre nos propres vies et celle du groupe, de l'ensemble, de la nation, ce qui peut aussi expliquer le repli individualiste. Dès lors, tout en rêvant encore de l'Etat providence comme on attend le messie, on s'en remet de plus en plus à notre soi providence. Lorsque le sentiment général est celui de l'épidémie de morosité, ce n'est plus le malade, mais soi-même que l'on cherche à mettre en quarantaine, en quarantaine protectrice. On oublie effectivement trop souvent que la perception de la moyenne n'est pas la moyenne des perceptions : chacun cherche à aller mieux que la moyenne qu'il ressent. Et lorsque la croissance est nulle, l'autre devient nécessairement concurrent davantage que partenaire. Dès lors, mécaniquement, je manque de ce que tu as. Lorsque la société devient une société du pilori et des boucs-émissaires, l'autre devient un concurrent avec lequel il faut partager un gâteau dont chaque part se réduit comme peau de chagrin.

Alors que faire ? : avoir 20 ans !

En effet, et peut-être paradoxalement à l'heure d'une époque de défis, de doutes, de chômage des jeunes, de dette pérenne, de manque de vision, de frilosité, de conflits, de rejets, d'angoisses. … les jeunes nous donnent régulièrement des leçons d'optimisme si on veut bien les regarder. A l'occasion de la sortie aujourd'hui de la revue « Jeunesse » d'Influencia, Mediaprism a compilé et analysé une dizaine d'études d'opinion réalisées courant 2012 en réalisant un focus auprès des jeunes . Le constat qui en ressort est très clair, peut-être contre-intuitif mais réconfortant : les jeunes ont le moral !

Dans une de ces enquêtes (fin décembre 2012), si 32% seulement de l'ensemble de l'échantillon se déclare optimiste pour l'année à venir (et 68% pessimistes), les jeunes, eux, sont majoritairement optimistes ! (certes de justesse, mais plus d'un sur deux : 52%). Ce moral est même encore plus positif sur un plan qui pourtant incarne tous les défis : le plan professionnel. Sur ce registre, ils sont 65% à être optimistes pour 2013 (versus 52% de pessimisme auprès des autres classes d'actifs). Et ceci ne repose pas uniquement sur une méthode Coué pour se rassurer en pensant à l'avenir : interrogés sur l'année 2012, si 56% de l'ensemble des Français accordent une mention "Très bien" ou "Assez bien" à l'année 2012 sur le plan professionnel, ce chiffre passe à 63% chez les 20-30 ans. Et "sur le plan personnel", le compteur monte même à 80% d'optimisme pour l'année qui s'ouvre !

Les membres de la nouvelle génération semblent, à de nombreux points de vue, désireux de ne pas s'engluer dans la morosité ambiante. A l'inverse de leurs aînés qui ont peut-être connu des jours meilleurs, les 20-30 ans sont une génération de la crise, qui fait preuve de beaucoup de relativisme et de pragmatisme face à ce qu'ils ont toujours connu. La crise économique ? Elle

est née en même temps qu'eux, les alertes écologiques aussi. La récession ? Une quasi-normalité. Le taux de chômage ? un fait, auquel il faut s'adapter en se retroussant les manches. Une génération de la crise bien résolue à ne pas être une génération en crise.

Un niveau d'optimisme qui n'est pas un optimisme naïf, présomptueux ou béat, car il est corrélé à un niveau relativement élevé d'inquiétude : la plupart d'entre eux déclarent "s'inquiéter de l'avenir" (52% versus 48 % pour l'ensemble des Français). D'où l'impression nette, en les regardant de plus près, que cette jeune génération fait preuve d'un optimisme raisonné, délibéré, volontaire, ou dit inversement, d'une inquiétude non fataliste.

Une génération sans doute soucieuse de "réussir" et d'évoluer sur l'échelle sociale, qui porte moins d'affect à leur travail que leurs aînés, quitte à donner l'impression qu'il est interchangeable (quand ce n'est pas eux qui ont le sentiment de l'être). Une génération certes consciente d'un contexte plus dur, mais également d'une époque mondialisée et digitalisée où tout peut arriver. Malgré tout, les 20-30 ans ont une vision de la société fortement empreinte de solidarité et de fraternité. Leur représentation de la société moderne idéale repose ainsi sur des valeurs telles que la solidarité et la diversité (61% et 23%), et ce de manière bien plus prononcée que les générations antérieures (52% et 14%). Ils attachent également beaucoup d'importance à la justice (57%) et à l'ordre (29%), comme leurs aînés. En revanche, liberté et garantie de paix, notions avec lesquelles ils ont grandi et qui leur semblent acquises, sont l'objet de moins d'espérances que pour leurs parents (respectivement 55% et 26% chez les 20-30 ans versus 61% et 34% pour l'ensemble des Français – ce qui explique peut-être une Europe qui a du mal à se vendre sur des acquis du passé).

Les "jeunes" sont inquiets certes, ce qui ne les empêche pas d'avoir des projets, des envies, des idées, de vivre leur vie, d'avoir la prétention d'être persuadés d'y arriver mieux que les autres, ils préfèrent la communication de paires à la lobotomie médiatico-politique, ils souhaitent se libérer des carcans et des pensées formatées. Ce qui est terrifiant, c'est de dire de ne pas avoir peur à ceux qui ne doutent de rien sauf de vous.

Finalement, la meilleure chose à faire en 2013, c'est d'avoir 20 ans ! Dans les veines ou dans la tête.

100

/ 5 février 2013

POUR UNE FRANCE INNOVANTE

L'actualité se porte à nouveau sur le site PSA d'Aulnay et sa fermeture programmée en 2014. Les représentations syndicales bloquent les lignes de production et refusent l'idée de cette fermeture. Quand s'arque-bouter sur le passé hypothèque l'avenir.

La France peine à retrouver une dynamique industrielle positive, revendiquant plus souvent la préservation du passé que la définition de l'avenir. Il y a 2 semaines le ministre du Redressement productif était même interpellé sur le plateau de David Pujadas « Des paroles et des actes » pour être trop exclusivement focalisé sur la défense désespérée de l'industrie d'hier sans faire la promotion de celle de demain. Ceci n'est pas nouveau, il y a 4 ans, les Etats Généraux de l'Industrie étaient passés quasiment inaperçus, sans définir clairement les domaines d'excellence sur lesquels la France souhaitait se positionner. Nous souffrons du syndrome du généraliste là où beaucoup tirent profit de spécialisations de pointe.

Mais ceci est également dû à un prisme d'éclairage médiatique et politique, le projecteur étant systématiquement tourné vers les difficultés davantage que vers les réussites. Aujourd'hui même encore, nous parlons depuis ce matin de 1000 usines fermées depuis 4 ans en France, intégrant bien sûr parfois des sites de quelques personnes. Sans minimiser ces impacts, pourquoi ne parler toujours que d'un côté de la balance. En 2012 malgré la crise, 550 000 entreprises se sont créées en France, c'est exactement le même chiffre qu'en 2011.

Nous nous tétanisons sur notre angoisse de la désindustrialisation parce que nous restons en France un pays d'ingénieurs, fiers de notre savoir-faire technologique et scientifique, et parce que nous sommes spontanément moins fiers et moins portés par l'industrie financière ou disons tertiaire au sens large. Et pour autant, nous n'allons pas au bout de notre démarche. Nous parlons des difficultés de l'industrie automobile et de la fermeture d'un site comme Aulnay mais nous ne parlons pas d'innovations technologiques, de choix stratégiques en matière de motorisation. Nous parlons de transition énergétique sans parler des savoir-faire d'avant-garde sur lesquels nous souhaitons être champions du monde demain. Nous parlons de privatiser Florange sans même dire le positionnement et le modèle économique que nous imaginerions. Nous parlons de la chute des immatriculations automobiles pour signifier l'ensemble des difficultés du secteur sans évoquer les autres prestations de services qui génèrent du chiffre d'affaires, la conquête des marchés étrangers ou les brevets qui permettent de générer les avantages concurrentiels de demain.
Depuis la crise et plus particulièrement la période récente des deux dernières années, qu'il est difficile de se renouveler et de trouver des solutions innovantes, y compris politiquement, ce qui explique l'absence d'état de grâce. Nous savons que nous changeons d'époque, mais nous cherchons désespérément à préserver l'époque d'antan. Nous passons d'un monde à l'autre, d'une rive à l'autre. Nous le savons, et nous l'ignorons à la fois. Nous le souhaitons, et nous le redoutons. Le monde change, et nous voulons que rien ne change. Nous regardons les indicateurs se dégrader comme on attend que la température baisse en regardant le thermomètre.

L'industrie de demain, ce n'est pas celle d'hier préservée, c'est celle d'hier réinventée. Quelle est notre capacité à innover ? L'innovation, et donc l'investissement, la recherche, la valeur ajoutée, ce sont les clés de notre capacité de résistance. Paradoxalement, tout le monde reconnaît que l'innovation est une capacité cruciale et pourtant qui est capable de savoir où nous en sommes ? En effet, nous connaissons régulièrement de nombreux indicateurs et sur des rythmes variés, qu'il s'agissent des chiffres du chômage bien sûr (mais jamais contrebalancés par les chiffres de la création d'emplois), les chiffres du commerce extérieur, de notre déficit public, du moral des ménages, de la cote de popularité de nos dirigeants politiques, du taux de croissance, de l'évolution des cours de bourse, du taux de croissance … mais quel décideur, quel dirigeant politique, (sans parler du grand public) est capable de savoir (ou au moins d'avoir spontanément en tête), si nous innovons plus ou moins qu'avant ? Qui a la moindre idée de la tendance de l'innovation, de la capacité de la France et de ses entreprises à créer, à déposer des brevets… ?

Si l'innovation et le dépôt de brevets sont importants, et même déterminants, si c'est un révélateur du dynamisme économique et de la capacité à créer cette fameuse valeur ajoutée, pourquoi est-ce le seul indicateur macroéconomique absent du paysage ? Nous avons besoin de

connaître et de stimuler notre capacité à innover, à réinventer. L'innovation doit avoir son indice.

Avec un Indice de l'innovation régulièrement diffusé et commenté, cet enjeu sera mieux connu, plus familier, et cet enjeu deviendra un sport et une fierté nationale. Calculé en indice nous pourrons immédiatement nous faire une idée de la dynamique en cours, de la performance d'un secteur par rapport à un autre, d'une région par rapport à une autre, d'un profil d'entreprises par rapport à un autre.

La France peine aujourd'hui à se réinventer, pourtant elle a toujours été une terre d'invention, de conquête, de recherche et de créativité. Alors plutôt que de voir se faner les lauriers d'hier en hurlant à l'injustice, profitons de la position et de l'esprit de challenger que nous sommes re-devenus pour ré-inventer demain.